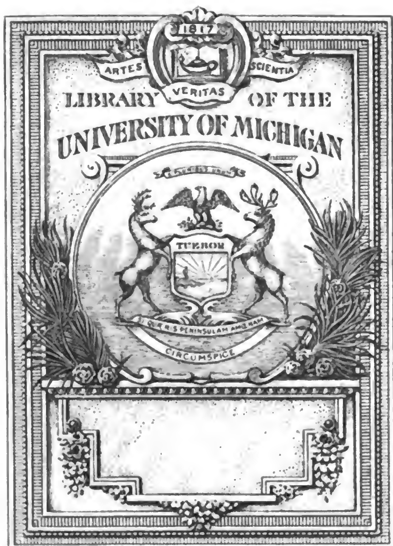



1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE

LA CAMPAGNE

DE 1814.

De l'Impr. de DEMONVILLE, rue Christine, n° 2.

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE

LA CAMPAGNE

DE 1814,

Accompagnés de Plans, d'Ordres de Bataille et de Situations.

PAR F. KOCH, CHEF DE BATAILLON D'ÉTAT-MAJOR.

TOME SECOND.

PREMIÈRE PARTIE.

A PARIS,

Chez MAGIMEL, ANSELIN et POCHARD, Libraires pour l'Art militaire, rue Dauphine, n° 9.

1819.

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE LA CAMPAGNE

DE 1814.

CHAPITRE XVI.

La grande armée Austro-Russe reprend l'offensive. — Combat de Bar et de La Ferté. — Evacuation de Troyes par l'armée du maréchal duc de Tarente.

(Consultez pour les marches, la carte de l'Empire Français ; et pour les positions, les feuilles de Cassini nos 81, 82 et 113.)

La grande armée alliée avait repassé l'Aube, ainsi qu'il a été dit au chapitre XII, et se trouvait, le 26 février, entre Bar et La Ferté. Déjà même les gardes et les réserves touchaient Langres, lorsqu'une dépêche du général Blucher au roi de Prusse suspendit tout-à-coup le mouvement de retraite. Le feld-maréchal, annonçait

que l'armée de Silésie, après avoir passé l'Aube à Baudemont, se portait sur la Marne, suivie par Napoléon avec la majeure partie de ses forces. Cette nouvelle causa la joie la plus vive au Roi, qui fit au généralissime de vives instances pour l'engager à abandonner le plan arrêté dans la conférence de Vandœuvres, et à reprendre le lendemain l'offensive.

Le corps de Wrède, et celui de Wittgenstein renforcé de 4,000 hommes revenus du siége de Dantzig, étaient en position sur les hauteurs d'Arentières, en avant de Voigny, et sur le plateau de Lignol. Le prince royal de Wurtemberg et le comte de Giulay occupaient les hauteurs de Clairvaux.

La position décousue des Français les exposait, en cas d'attaque, à de grands dangers. A la droite de l'Aube, le 2e corps, aux ordres du comte Gérard, était en avant et en arrière de Bar; la division Leval, du 7e corps, dans la vallée de l'Aube, appuyant sa gauche à la côte de Vernonfait, avait en seconde ligne celle du général Rothembourg; la cavalerie du comte St.-Germain à Moutiers-en-Ile et au Val-des-Vignes. Sur la rive gauche de l'Aube, celle du comte de Valmy cantonnait à Spoy et environs, avec ordre de se porter sur Bar, le 27; la division de gardes nationales du général Pacthod tenait le pont de Dolencourt; et enfin l'artillerie parquait à Magny-

le-Fouchard, sous la garde d'un bataillon. Le duc de Tarente, placé à Mussy-Lévêque et Essoye, poussait sa cavalerie jusqu'à Fontette, et, dans l'ignorance du véritable état des affaires, se disposait à marcher sur La Ferté.

Le généralissime avait donc sous la main deux corps d'armée d'autant plus considérables, à mettre en action contre chacun des maréchaux, qu'une division de cuirassiers russes était attachée depuis quelques jours, au corps austro-bavarois, et une autre au wurtembergeois.

L'Empereur, prévoyant que l'ennemi ferait volte-face à l'instant où il s'apercevrait qu'il ne le suivait pas avec toute l'armée, avait recommandé à ses lieutenans de tâcher de passer l'Aube, d'en garder les défilés, et d'user de stratagèmes pour dissimuler son absence. On devait, à cet effet, marquer le logement de son quartier-général, et annoncer partout son arrivée; mais ces ruses ne pouvaient tromper long-temps, car les deux maréchaux séparés l'un de l'autre, et sans communication directe, allaient bientôt déceler leur isolement et leur faiblesse par le défaut d'harmonie dans leurs opérations.

Le prince de Schwarzenberg déterminé par le roi de Prusse, ordonna pour le 27 un mouvement général.

Le comte de Wrède, dont le corps bivouaquait dans la plaine entre Lignol et Bar, devait

1 *

attaquer cette ville; le comte de Wittgenstein, s'emparer à droite, des hauteurs de Vernonfait, tandis qu'à la gauche, le prince royal de Wurtemberg enleverait La Ferté-sur-Aube, et pousserait des troupes sur les routes de Vandœuvres et de Troyes.

Vers 7 heures du matin, les Russes se mirent en marche sur la route de Bar. Le prince de Schwarzenberg qui s'était rendu aux avant-postes, avec le roi de Prusse et ses fils, reconnut à l'inspection dù terrain, la nécessité de modifier son plan d'attaque, afin d'enlever au duc de Reggio l'avantage qu'il pouvait tirer dans sa retraite, des ravins qui versent sur l'Aube. En conséquence, il fut ordonné au comte de Wittgenstein de tourner l'aîle gauche des Français par Arentières sur Arsonval, tandis que le comte de Wrède chercherait à amuser leur droite jusqu'au moment où le premier, arrivé près de Dolencourt, lui fournirait l'occasion de pousser vivement sur Bar, et d'en chasser le général Duhesme.

A 10 heures, les tirailleurs bavarois inquiétèrent la ville, et le corps de Wittgenstein, quittant la grande route, commença son mouvement d'attaque sur 3 colonnes. La première, aux ordres du comte de Pahlen, et composée de la division Schachafskoy, 4 régimens de hussards, 3 pulks de cosaques, et 12 pièces d'artillerie, se porta, par Arentières, la crête de la côte de Vernonfait,

et les moulins de Lévigny, sur Arsonval. Le prince Eugène de Wurtemberg, avec la division Pitschnitzki formant la deuxième, se porta par les hauteurs en avant du bois de Lévigny, l'aîle droite vers Vernonfait, face à l'Aube, pour soutenir la première. La troisième colonne, sous le prince Gortschakow, composée des divisions Mezenzow et Helfreich, des cuirassiers de Pleskow, et des hussards de Lubny, prit de Lignol, la gauche des deux autres. Le général Wlastow reçut l'ordre d'occuper les vignobles à droite du ruisseau d'Arentières, pendant que les colonnes attaqueraient les sommités inférieures de Vernonfait, au cas qu'elles fussent déjà au pouvoir des Français.

Le duc de Reggio, informé la veille par les habitans, des projets des alliés, tint peu de compte de ces rapports; et bien qu'au point du jour on pût apercevoir à travers le brouillard, le grand mouvement qui se prononçait sur sa gauche, il ne fut point encore convaincu, et jugea inutile de faire revenir l'artillerie du 7ᵉ corps, que, par prudence, il avait renvoyée la veille à Magny-le-Fouchard.

Cependant, un détachement de cavalerie légère, qui fourrageait au-delà du bois de Lévigny, ayant été ramené sur les avant-postes par la cavalerie du comte de Pahlen, le maréchal se décida à faire des dispositions de défense.

La division Duhesme occupa la ville de Bar; la brigade Jarry le penchant du côteau des Filles-Dieu; la brigade Belair fut portée au sommet du plateau de Malépin, où ses tirailleurs furent aussitôt engagés; la division Leval, opérant un changement de front par brigade, l'aile droite en avant, marcha par bataillon en masse vers le sommet du côteau de Vernonfait; la division Rothembourg fut placée en seconde ligne, en arrière de la brigade Chassé qui formait la gauche de la première; la cavalerie du comte St.-Germain se mit en bataille près de Moutiers; la division Pacthod prit les armes en avant de ses bivouacs.

On conçoit que toutes ces dispositions, faites à l'improviste, et en vue de l'ennemi, se ressentirent de la précipitation qui y présida.

Déjà les 23e et 24e régimens de chasseurs russes couronnaient la côte de Vernonfait, lorsqu'attaqués par le général Montfort à la tête des 101e et 105e régimens, ils en sont repoussés, débusqués du taillis qui est au revers, et rejetés dans le ravin qui se prolonge du bois de St.-Jacques à celui de Lévigny, où on leur fait nombre de prisonniers.

Alors parut la tête de colonne du prince Gortschakow qui arrêta l'élan de la brigade française. Bientôt les cuirassiers de Pleskow, soutenus par un bataillon de Kaluga et le régiment de Mohilow, la chargèrent, mais sans succès, dans ce terrain

inégal, pierreux, et planté de vignes; néanmoins leur charge donna le temps de mettre en batterie une nombreuse artillerie, qui commença à jouer avec effet.

Ecrasées par la mitraille, la brigade Montfort et celle du général Bélair, plus loin à sa droite, furent ébranlées. Le prince Gortschakow qui s'en aperçut, fit une seconde attaque, tandis que le prince Eugène de Wurtemberg, dont la colonne se trouvait à la hauteur de Lévigny, marchait sur le bois, et s'engageait avec la brigade Chassé. L'attaque du premier allait avoir des conséquences funestes; heureusement la brigade Pinoteau étant arrivée sur les entrefaites au soutien du général Montfort, une charge des 10e léger et 3e de ligne rétablit pour un moment l'équilibre du combat.

Cependant le duc de Reggio, jugeant que cet avantage ne serait qu'éphémère sans artillerie, eut recours au général Gérard, qui déjà engagé, lui envoya pourtant une batterie commandée par le chef de bataillon Normand; mais elle fut insuffisante contre celles des Russes, qui, établies sur les crêtes, éteignirent bientôt son feu.

Malgré que la canonnade enlevât les hommes par centaine, les troupes attendaient avec calme l'ordre définitif de l'attaque ou de la retraite, quand tout-à-coup la cavalerie du comte de Valmy ayant passé l'Aube au gué du St.-Esprit,

se montra sur la route de Bar à Ailleville; elle ne pouvait arriver plus à propos, et sur-le-champ prit part au combat. A peine sur les hauteurs de Vernonfait, le général Jacquinot avec la cavalerie légère, s'élance sur les hussards de Lubny, les taille en pièces, et ramène les cuirassiers de Pleskow le sabre à la gorge.

Cette charge poussée à fond et soutenue par les vieux dragons d'Espagne, paraissant devoir décider l'action, le comte de Wittgenstein concentra son artillerie au centre, et rappela le prince Eugène de Wurtemberg et le comte de Pahlen, dont la tête de colonne était déjà vers Arsonval.

A la vue de l'artillerie ennemie, le général Ismert tombe sur elle avec les 4ᵉ et 16ᵉ de dragons; celle-ci les laisse arriver à cent pas, et les couvre de mitraille. Repoussés une première et une seconde fois, ces deux régimens se rallient et tentent une troisième attaque, qui échoue également. En moins d'un quart d'heure, ils perdirent plus de 400 chevaux.

Malgré la malheureuse issue de ces charges, que l'infanterie ne put soutenir à cause de l'immensité de ses pertes, le prince de Schwarzenberg effrayé de la vigueur avec laquelle elles furent exécutées, jugea nécessaire de renforcer le comte de Wittgenstein, et ordonna à deux brigades de cavalerie et une d'infanterie du corps

de Wrède de se porter en toute hâte à son soutien. Le général Wolkman qui commandait l'infanterie, longea le côteau, et couronna les sommités inférieures de Malépin au moment où le comte de Pahlen touchait à l'angle du bois de Lévigny; l'arrivée de ces puissans renforts fit perdre au duc de Reggio l'espoir de se maintenir, et il ordonna la retraite.

De son côté, le généralissime jugeant que la cavalerie du comte Pahlen ne pouvait être plus utilement employée qu'à tourner la gauche de son adversaire, ainsi qu'elle en avait eu primitivement l'ordre, la fit repartir pour rejoindre sur les hauteurs d'Arsonval, les cosaques et les uhlans de Tschuïugew qui y étaient restés.

Dès que le mouvement rétrograde de la brigade de première ligne fut prononcé, le comte de Wittgenstein forma une colonne de 8 bataillons, dont un de Kaluga prit la tête et la dirigea de la crête de Vernonfait sur celle des Filles-Dieu; en vain le général Bélair qui l'occupait, voulut profiter de quelques plis du terrain pour l'arrêter: l'artillerie de cette formidable colonne le cribla de mitraille, et l'obligea d'opérer sa retraite en tirailleurs.

Cependant le comte de Wrède fit attaquer de front la ville de Bar par cinq bataillons en colonne, tandis que quatre autres essayèrent de la

tourner par les hauteurs, et de prendre à dos les troupes qui l'occupaient. Le général Duhesme avait barricadé toutes les issues, placé des batteries sur les hauteurs en arrière de la ville, et s'y serait long-temps défendu, si prévenu de la retraite du centre et de la gauche il n'eût pas jugé ensuite la résistance inutile. Sa retraite s'opéra donc en ordre sous la protection de son artillerie; une de ses brigades se forma en carré à la sortie de Bar dans la vallée, et continua ainsi sa marche jusqu'au-delà d'Ailleville, l'autre se replia avec les batteries, par la route de Spoy.

Toute l'artillerie, et une grande partie des 2ᵉ et 7ᵉ corps avaient déjà repassé le pont de Dolencourt, lorsque le comte de Pahlen amena sur les hauteurs de ce village 12 pièces de canon à 100 mètres de la route, derrière un large ravin, et les fit jouer sur la cavalerie du comte de Valmy. Cette canonnade inattendue causa un instant de désordre; l'infanterie de l'arrière-garde craignant d'être coupée, se jeta dans le gué, pêle-mêle avec les dragons. Le tumulte se propageait quand le général Montfort, à la tête du 1ᵉʳ bataillon du 105ᵉ régiment, de quelques compagnies du 101ᵉ et de jeune garde, poussa droit à la batterie, et l'obligea à s'éloigner. Ce coup de force rétablit l'ordre, et l'arrière-garde alla se poster sur le revers d'un côteau boisé,

en face du pont de Dolencourt, où elle reçut et repoussa un hurra qui termina la journée.

Quelque grande qu'ait été la perte des Français, on ne peut l'évaluer à plus de 2,600 hommes tués et blessés, et 460 prisonniers. Le général Pinoteau fut mis hors de combat. Les alliés ont avoué une perte de 2,400 hommes; le généralissime, prince de Schwarzenberg, et le comte de Wittgenstein furent tous deux blessés, mais le premier très-légèrement.

Telle fut l'issue de cette action, où 40 mille alliés ne gagnèrent que le champ de bataille sur 15 mille Français mal engagés et sans artillerie, avec une rivière à dos. Elle fut honorable, surtout pour les troupes venues de l'armée des Pyrénées. Le duc de Reggio fut surpris; mais une fois sur le champ de bataille, il aperçut fort bien le point décisif de l'attaque, et en enlevant les dernières sommités de Vernonfait, il saisit la clef des belles positions de Colombé, regardées, par le prince de Schwarzenberg, comme inattaquables. Mais il est à regretter que l'artillerie du 7e corps soit restée sur les derrières, ce qui empêcha de profiter des succès obtenus dès le début par la brigade Montfort; que la division Rothembourg et la cavalerie St.-Germain, soient restées en seconde ligne, quand elles auraient pu soutenir les trois brigades du

général Leval; enfin, que la division Pacthod, soit demeurée spectatrice du combat, sur la rive gauche de l'Aube.

Quelques officiers ont prétendu que le maréchal se croyait assez fort pour résister au choc des alliés, avec 4 faibles divisions d'infanterie; d'autres, qu'il craignit de mettre en ligne les gardes nationaux. Sa longue expérience repousse la première supposition ; l'autre est inadmissible: car la mort à laquelle ces braves gens se dévouèrent peu de temps après, prouve ce qu'on était en droit d'attendre d'eux dans cette journée.

On assure qu'un rapport adressé à l'Empereur, attribua le fâcheux résultat de cette action au manque de fermeté de quelques régimens; l'histoire leur doit plus de justice.

Le 28 février, l'armée s'établit à Vandœuvres, l'arrière-garde à Magny-le-Fouchard, ayant des postes sur la grande route de Bar, et sur celle de Spoy. Elle ne fut suivie que par les coureurs russes. Le généralissime ajoutant trop de foi à un rapport controuvé, qui annonçait la marche précipitée de Napoléon et du duc de Castiglione sur Dijon, suspendit tout-à-coup son mouvement offensif. Craignant déjà de se voir coupé de sa ligne de retraite, et jugeant d'ailleurs imprudent de s'avancer contre le duc de Reggio, tant que le prince de Wurtemberg n'aurait pas repoussé le

duc de Tarente à sa hauteur, il se borna à le renforcer, en attendant la confirmation du rapport qui devait changer ses dispositions. Cet incident permit au maréchal de prendre ses mesures pour retarder la poursuite.

Pendant que les alliés remportaient cet avantage à Bar, l'Empereur craignant que le défaut d'ensemble dans les opérations des maréchaux ne nuisît à son plan, avait avant son départ de Troyes, déféré au duc de Tarente le commandement des forces dirigées vers l'Aube, avec ordre de s'emparer de La Ferté et de rejeter entièrement l'ennemi sur la rive droite de cette rivière. En conformité de ces instructions, le maréchal dirigea aussitôt sur Fontette le comte Milhaud avec les divisions Piré et Briche, soutenues de la brigade d'infanterie Simmer; les divisions Brayer et Amey devaient s'y rendre également d'Essoye et de Landreville. Le général l'Héritier, après avoir poussé de Mussy-l'Evêque des reconnaissances sur les routes de Langres et de Châtillon, prit aussi la même direction, précédé de la division Albert dont il avait été appuyé dans cette opération.

De son côté, le prince royal de Wurtemberg, avec son corps et celui de Giulay, s'étant avancé de Clairvaux sur La Ferté, s'en était emparé, et avait déjà fait passer la rivière à son avant-garde, en sorte que le comte Milhaud rencontra la cavalerie légère autrichienne à la hauteur du village

de Villars. Une canonnade s'engagea sur-le-champ, et les escadrons français se déployèrent sur le plateau qui commande La Ferté. La cavalerie Wurtembergeoise, soutenue de la division autrichienne de Klenau, fit mine de les aborder; mais vivement saluée par l'artillerie, elle se reploya sur son infanterie sans oser fournir la charge. Les divisions Brayer et Amey arrivant sur les entrefaites, le prince royal jugea prudent de repasser la rivière, et de rompre le pont de La Ferté; en sorte que les deux armées passèrent la nuit sur les rives opposées.

La position qu'occupait le duc de Tarente était fort avantageuse, eu égard au petit nombre de ses troupes; c'est un plateau renfermé entre La Ferté, Clairvaux et l'Aube: inattaquable de front, il commande la ville de La Ferté, ainsi que la partie du cours de l'Aube qui est à sa portée. Pour assurer entièrement son front, il aurait suffi de détruire le pont de Silvarouvre, et achever la démolition de celui de La Ferté; mais quoique le maréchal ne fût pas sans inquiétude sur le compte du duc de Reggio, ignorant sa défaite, il ne put prévoir qu'il serait attaqué le lendemain, et jugeant ces deux ponts nécessaires à ses opérations ultérieures, il les laissa dans l'état où ils se trouvaient, faisant seulement barricader celui de Silvarouvre.

Le 28 au jour, la division Amey et 500 che-

vaux du 5[e] corps, rappelés à Troyes par un ordre de l'Empereur, pour y garder les parcs, se mirent en mouvement. Le duc de Tarente, affaibli par leur départ, n'en sentit que plus vivement la nécessité d'ouvrir sa communication avec le duc de Reggio; à cet effet, il laissa deux divisions de cavalerie sous le comte Milhaud, et le général Brayer devant La Ferté, et réunit à Fontette les divisions l'Héritier et Albert, avec lesquelles il se proposait de percer jusqu'à Bar, pour prendre le commandement de l'armée et préparer les moyens de défense de l'Aube. Afin d'ouvrir la marche de son infanterie, il fit pousser par ses dragons, des reconnaissances sur Bar et Clairvaux. L'ennemi, rencontré sur tous les points, indiquant l'évacuation de Bar, il se décida alors à marcher sur Vitry-le-Croisé, dans l'espoir de joindre son collègue à Vandœuvres; mais deux mille chevaux wurtembergeois l'ayant prévenu à cet endroit, et débouchant sur Fontille et les Fosses, il rétrograda sur Fontette entouré d'ennemis; toutes les sollicitudes du maréchal se tournèrent sur le comte Milhaud, aventuré à La Ferté sans aucune réserve; il sentait qu'il allait être attaqué par des forces supérieures, et le crut perdu. En effet, le prince de Wurtemberg qui occupait sur les hauteurs de la rive droite de l'Aube entre Clairvaux et La Ferté, une bonne position où il s'attendait à recevoir les Français,

voyant qu'ils ne faisaient aucun préparatif pour passer la rivière, et présumant, d'après les barricades du pont de Silvarouvre, qu'ils voulaient se tenir sur la défensive, hésitait à prendre l'initiative de l'attaque, lorsqu'il en reçut l'ordre du généralissime.

Il ordonna au comte Giulay de canonner la ville de La Ferté, et de chercher à passer l'Aube à Silvarouvre, sur le flanc droit du général Brayer, pendant que lui-même la passerait à Clairvaux pour se porter par St.-Usage et Fontette, sur ses derrières.

Vers huit heures du matin, la division Fresnel ouvrit la canonnade contre les généraux Milhaud et Brayer, qui y répondirent avec avantage. Pendant cette fausse attaque, le comte de Giulay, avec trois brigades d'infanterie et sa cavalerie, se prolongeait vers Silvarouvre, et commençait à échanger des boulets, en attendant que la cavalerie du général Seslavin, mise sous ses ordres pour cette opération, gagnât le pont de ce village par un détour. Au bout d'une heure, le comte voyant l'impossibilité d'éteindre une batterie qui prenait d'écharpe les abords du pont, et désespérant de voir arriver le général Seslavin, ordonna à la brigade Czöllich de l'enlever de vive force. Le bataillon qui le gardait l'accueillit par un feu roulant qui ne l'empêcha pas de franchir les barricades et de s'en rendre maître.

En vain le général Brayer chercha à l'arrêter par le jeu de ses douze pièces, en moins de trois quarts d'heure ils arrivèrent au-dessus de Villars; l'instant favorable de les repousser avait été perdu; car il aurait fallu les charger à la baïonnette, quand ils étaient embarrassés dans les barricades.

Les chances du combat n'étaient pas plus favorables à la gauche. Le comte de Fresnel, resté en présence sur une hauteur avantageuse de la rive droite, ayant réussi après vingt tentatives, à forcer les batteries françaises à quelques déplacemens pour se mettre à l'abri du feu de son infanterie, profita de cet incident et fit glisser des tirailleurs dans La Ferté, en chassa le bataillon qui le gardait, et rétablit le pont sur lequel ses troupes ne tardèrent pas à défiler.

Malgré le désavantage actuel de leur situation, les Français paraissaient déterminés à disputer le champ de bataille, lorsque le comte Milhaud convaincu qu'une plus longue résistance le compromettrait, ordonna la retraite qui s'exécuta dans le meilleur ordre sur la route de Bar-sur-Seine, à travers la forêt de Clairvaux. Le duc de Tarente dont la bonne contenance avait arrêté la cavalerie wurtembergeoise devant Fontette, le recueillit; et le Prince royal qui n'avait gagné Saint-Usage et Fontette que par un long

détour, n'ayant pu inquiéter l'arrière-garde, elle ne fut poursuivie que par les cosaques du général Seslavin qui lui enlevèrent une centaine d'hommes.

La perte des Français a été évaluée à 600 hommes hors de combat; celle de l'ennemi ne fut pas moindre, mais il fit environ 150 prisonniers.

Au moment même où le comte Milhaud rejoignait si heureusement le duc de Tarente, les officiers que ce maréchal avait expédiés au duc de Reggio revinrent de Vandœuvres, et lui apprirent la triste issue du combat de Bar-sur-Aube. Dès lors, plus d'espoir de se maintenir sur la rive gauche, et le 11e corps, malgré la fatigue des troupes, fut obligé de marcher toute la nuit pour gagner Bar-sur-Seine avant l'ennemi. Le prince de Wurtemberg le suivit jusqu'à Noë, Viviers et Eguilly, poussant des avant-postes à Gié et à Celles; le comte Giulay se plaça à Loches, Essoye et Landreville. Cependant le prince de Schwarzenberg toujours inquiet de la nouvelle reçue la veille, voulut avant de rien entreprendre, savoir ce qu'il avait devant lui, et ordonna, le 1er mars aux comtes de Wrède et de Wittgenstein, de pousser une forte reconnaissance sur Vandœuvres. La cavalerie et l'artillerie légère des deux corps furent mises pour cette opération sous les ordres du baron de Frimont, qui les par-

Reconnaissance sur Vandœuvres.

tagea en deux colonnes. La première, sous le comte Pahlen, se porta par Amanze, sur Val-Suzenay et Vauchonvilliers contre le flanc gauche du duc de Reggio; la seconde, conduite par le général Frimont s'avança par Spoy; leur réserve consistant en une brigade d'infanterie russe et deux escadrons de hussards, tenait la grande route.

Le comte Gérard qui était encore en avant de Vandœuvres, fit occuper le bois de Val-Suzenay par de l'infanterie, et poussa en avant la cavalerie du général St.-Germain. Une forte canonnade s'engagea, et n'aurait pas eu de résultat, si le comte de Pahlen laissant son infanterie à Vauchonvilliers, n'eût fait mine de passer la Barce près de Villeneuve-Mesgrigny. Cette manœuvre donna de l'inquiétude au duc de Reggio, et le décida à se retirer; l'arrière-garde, disputant le terrain pied à pied, vint bivouaquer à Moutier-Amey; le général Frimont occupa Vandœuvres; le comte de Pahlen Villeneuve-Mesgrigny; le corps de Wrède resta à Bar-sur-Aube; celui de Wittgenstein descendit cette rivière jusqu'à Dienville, et les réserves du comte Barclay de Tolly s'avancèrent de Langres à Chaumont.

Rassuré par cette reconnaissance, et tranquillisé d'ailleurs sur les opérations de Napoléon, le prince de Schwarzenberg se déter-

termina enfin à marcher le 2 mars contre Troyes.

Le duc de Reggio s'était retiré avant le jour; son arrière-garde formée par le comte Gérard renforcé de la division Rothembourg, avait pris position au pont de la Guillotière; le comte Pahlen qui formait l'avant-garde, n'étant point en force pour attaquer ce passage qu'il supposait être bien gardé, rabattit par Mesgnil-St.-Père et Gérodot sur Doches, où il s'établit fort avant dans la nuit. D'ici il poussa des postes à Mesgnil-Sellière et Assencières; il avait aussi de Gérodot, dirigé un détachement contre Laubressel; mais il fut repoussé. L'infanterie du comte de Wrède arriva à Vandœuvres; celle du comte Wittgenstein coucha à Piney.

Quoique poursuivi avec plus de vigueur par le prince de Wurtemberg, le duc de Tarente n'ayant pas entendu de combat à sa gauche, présuma que son collègue n'étant pas encore acculé à Troyes, rien ne s'opposerait à leur jonction, et se disposa à disputer le terrain avec ses faibles moyens. Il fit dans cette vue gâter les gués et détruire les ponts de l'Ource et de la Seine jusqu'à Fouchères, plaça des batteries de gros calibre le long du fleuve et derrière la Barce, établit la division Brayer et une partie de la cavalerie sur les hauteurs de l'ancienne commanderie du Voleur, et échelonna le reste de ses

troupes sur la rive gauche de la Seine, jusqu'à Fouchères.

Le prince royal de Wurtemberg vint le 2 au matin, attaquer la gauche du maréchal, pendant que le comte de Giulay qui avait rétabli la nuit le pont de l'Ource, fit filer la division Fresnel par Celle sur la papeterie, pour attaquer Bar de front, tandis que la brigade Weiss gagnait par Polizot les hauteurs qui le dominent. Combat de Bar-sur-Seine.

Le général Brayer opposa suivant ses instructions, un feu d'artillerie soutenu à la marche des colonnes ennemies, et ne se retira dans la ville qu'au moment où le pont de la papeterie fut forcé par l'infanterie autrichienne.

Bar enveloppé d'une chemise de maçonnerie, est susceptible d'arrêter quelques heures. Aussitôt que ses derniers bataillons furent rentrés, le général Brayer en barricada les portes, et attendit l'ennemi de pied ferme. Dès que les différentes colonnes d'attaque furent réunies devant celle de Châtillon, elles l'enfoncèrent à coups de canon. Le général Brayer, dans le désir d'épargner à la ville les calamités d'une place prise de vive force, se retira sur Virey qu'occupait une brigade de la division Albert, repassa avec elle la Barce, et mit fin par la destruction du pont, à la poursuite de la cavalerie wurtembergeoise.

Le combat coûta près de 500 hommes aux

Alliés, et à peine une centaine aux Français. Le 11e corps se retira à nuit close, à St.-Parre-les-Vaudes, où le maréchal plaça son quartier-général; la division Brayer alla s'établir en 2e ligne aux Maisons-Blanches, où le général Foucher avait déjà mis ses réserves en batterie; la cavalerie du comte Milhaud cantonna à Vaux, Fouchères et Romilly, en mesure de recueillir la brigade d'infanterie restée en observation derrière la Barce.

L'armée française avait atteint son but principal. Toutes ses divisions étaient en contact, et le duc de Tarente qui jouissait à juste titre de sa confiance, allait en prendre le commandement. On regrettait seulement que la situation critique où s'était trouvé le 11e corps par suite du combat de Bar-sur-Aube, puis le mauvais état de santé du maréchal, l'eussent successivement empêché de s'en charger plus tôt, et de régler le dispositif de défense des ponts de la Barce.

Attaque des ponts de la Barce.

Le prince de Schwarzenberg espérant accabler les maréchaux, arrêta pour le 3 mars le plan d'une attaque combinée de cette position. Le comte de Wrède devait attaquer de front par la grande route de Vandœuvres sur La Rivour, occupant le bois de Courteranges. Le comte de Wittgenstein partant de Piney, devait chercher à s'établir avec toutes ses forces,

entre Rouilly et Mesgnil-Sellières, afin d'opérer sa jonction avec les Bavarois, par Laubressel. Enfin, pour favoriser cette double attaque, le prince royal de Wurtemberg ainsi que le comte de Giulay, avaient ordre de s'avancer sur Troyes par la route de Bar-sur-Seine; en sorte que l'armée française eût été assaillie sur trois points, vers une heure après midi.

La position de la Barce quoique inaccessible de front et sur son flanc droit par les eaux et les marais qui l'environnent, est néanmoins peu sûre, attendu que le plateau de Laubressel qui en est la clef, peut être tourné par le vallon de Bouranton, qui de la plaine de Mesgnil-Sellières, s'ouvre dans celle des marais d'Argentolle, praticable à toutes les armes dans les fortes gelées comme dans la sécheresse.

Le général Gérard chargé par le duc de Reggio de défendre cette position, avait posté la division Duhesme entre la grève et la chaussée, en avant de la Folie; la division Jarry à sa gauche, se liant au plateau de Laubressel, où la division Rothembourg avait établi ses bivouacs. Toutes trois n'excédaient pas 5 mille baïonnettes, à cause des détachemens envoyés sur les derrières; elles devaient être soutenues par la cavalerie du comte de St.-Germain campée à Saint-Parre-aux-Tertres. Le 7[e] corps d'infanterie et la cavalerie du comte de Valmy furent placés en

avant de Pont-St.-Hubert, sur la rive gauche de la Seine; le corps du général Molitor (1) et la cavalerie du comte Milhaud ne changèrent pas de position. Le comte Sebastiani (2) tenait la ville de Troyes, avec la division Amey.

Le 2 au soir, le général Gérard observa au duc de Reggio que la position n'était sûre qu'en cas de dégel. Une dépêche de l'Empereur parvenue dans la nuit, contenait le même avis, sans que le duc Reggio renonçât à la défendre; il se proposa il est vrai de faire occuper Bouranton par un ou deux bataillons du 7e corps, pour lier ce poste à Laubressel; mais malheureusement il ne donna pas de suite à ce projet.

L'attaque commença le 3 mars dès le matin. Le comte de Pahlen s'étant mis en marche au point du jour, fut le premier aux prises avec la division Rothembourg qui couvrait ce village. L'infanterie russe, les uhlans de Tschuïugew et les hussards d'Olviopol se bornèrent à l'observer, tandis que 4 pièces légères soutenues par un régiment de cuirassiers canonnèrent son flanc,

---

(1) Le général Molitor prit le commandement du 11e, en remplacement du duc de Tarente, général en chef.

(2) Après la dissolution de la première armée du duc de Tarente à Meaux, le 10 février, il suivit le quartier impérial jusqu'à la reprise de Troyes, dont Napoléon le nomma gouverneur.

et que le reste de la cavalerie tourna à la dérobée les hauteurs de Laubressel pour gagner ses derrières par Bouranton et St.-Parre-aux-Tertres

Le village de Bouranton se trouvant sans défense, cette cavalerie arriva par Tennelière qui n'était pas gardé, sur la grande route, à cinq kilomètres en arrière de la ligne, et le général Rudinger y fit un hurra sur un parc qui se rendait à Troyes avec une faible escorte. On peut juger du désordre qu'il occasionna: la plupart des soldats du train se sauvèrent avec leurs chevaux, abandonnant pièces et caissons. Le général Gérard gisant sur la paille, malade, croyant sa gauche couverte, faillit être pris, et ne dut son salut qu'à l'intrépidité de quelques sapeurs. Le comte St.-Germain accourut bientôt avec ses cuirassiers, et après deux charges vigoureuses, rejeta le comte de Pahlen sous Bouranton; mais on n'en perdit pas moins une partie du parc, et près de 200 hommes. Ce prélude annonçait assez que des attaques plus sérieuses allaient suivre. Vers une heure, l'infanterie du comte de Wittgenstein parut sur les hauteurs de Rouilly et de Mesgnil-Sellières, d'où elle ne s'ébranla pourtant qu'à 3 heures, à l'instant où les Bavarois commencèrent à canonner le front de la position. L'attaque russe eut lieu sur deux colonnes: celle de droite composée du corps du prince de Wur-

temberg prit à gauche de Bouranton; et celle de gauche consistant dans le corps du prince Gortschakow, marcha droit sur les hauteurs de Laubressel, couvrant son flanc gauche avec 8 escadrons de uhlans; l'une et l'autre s'avancèrent par échelons, en masse par bataillon, précédées d'une nombreuse artillerie que couvrait une nuée de tirailleurs. Dès qu'elles furent à portée de la division Rothembourg, il s'engagea un feu très-vif d'artillerie et de mousqueterie, qui se soutint pendant près de deux heures. La colonne du prince Gortschakow avait beaucoup de peine à gravir les hauteurs de Laubressel, qui sont plantées de vignes, et appréhendait de descendre dans la plaine, où elle eût été chargée par la cavalerie du général Saint-Germain, rangée en bataille à gauche du village; le prince de Wurtemberg, au contraire, déboucha facilement de Bouranton, et chercha à gagner la route par Tennelière, comme la cavalerie du comte Pahlen. Ce mouvement donna lieu dans la plaine à plusieurs charges très-vives de la cavalerie du comte de Valmy, qui s'y porta en toute diligence de St.-Parre-aux-Tertres, où elle était venue remplacer celle du comte St.-Germain.

Pendant que ceci se passait à la gauche de la position, le comte de Wrède parvint enfin à jeter près de Courteranges quatre ou cinq bataillons bavarois, lesquels se glissèrent dans le bois

qui borde la droite de la Barce, et vinrent donner la main aux Russes, dont les progrès sur la gauche, n'étaient arrêtés que par une vingtaine d'escadrons déjà fatigués par les charges continuelles de leur nombreuse cavalerie.

Dans cet état de choses, le comte Gérard craignant d'être tourné, donna l'ordre de la retraite. Laubressel fut évacué dans le meilleur ordre : la division Jarry appuya celle du général Rothembourg, et toutes deux s'établirent à S.-Parre, sous la protection de la cavalerie et de l'artillerie.

Cependant le comte de Wrède qui jusqu'alors n'avait pris part au combat que par une canonnade, se détermina à faire emporter de vive force les ponts de la Barce. Si le général Duhesme eût reçu à temps l'ordre de retraite, on lui en eût épargné la peine ; mais ce général croyant encore le reste de l'armée en ligne, opposa baïonnette à baïonnette. Néanmoins le comte Gérard inquiet de ne pas le voir revenir, assembla les traîneurs et les blessés légèrement, en forma de petits groupes qu'il poussa par échelons à sa rencontre, et lui envoya une seconde fois l'ordre de se retirer. Il se mit alors en route ; mais assailli bientôt par toute l'armée bavaroise, et ne pouvant continuer sa retraite sur la chaussée, il se jeta vers la Barce inférieure, et parvint à gagner S.-Parre-aux-Tertres sans

autre perte après ce brillant fait d'armes, que 400 hommes et deux pièces de canon.

L'infanterie envoyée à sa rencontre sur la grande route, le croyant enlevé, se retira de son côté vivement serrée par l'ennemi. Toutefois son apparition en imposa assez au comte de Wittgenstein pour qu'il n'osât se porter avant la nuit sur la chaussée, d'où il aurait pu lui couper la retraite.

Sur la gauche de la Seine, le prince royal de Wurtemberg fit peu d'efforts, et la retraite du 11e corps d'infanterie et du 5e de cavalerie s'opéra sans obstacles. Une division d'infanterie garda les Maisons-Blanches, échelonnée par la cavalerie jusqu'à la tête des faubourgs de Troyes.

A l'extrême gauche, le 7e corps d'infanterie contint la fausse attaque de la cavalerie ennemie pendant toute la journée.

La perte des Français fut de 7 pièces d'artillerie et de 1500 hommes, dont 600 blessés et autant de prisonniers. On a évalué celle des Alliés à 1000 hommes hors de combat.

L'ennemi occupa Creney, Tennelière et Bouranton, sur la rive droite de la Seine. Les cosaques de l'hetman Platow poussèrent jusqu'à Arcis-sur-Aube et Sezanne, dont ils enlevèrent les petites garnisons. Les avant-postes du prince royal de Wurtemberg furent placés

à Aumont-en-île et Moussey, vis-à-vis des Maisons-Blanches.

Les deux partis se trouvaient donc en présence sous Troyes, lorsque le duc de Tarente encore malade, prit définitivement le commandement de l'armée française. Sa force ne s'élevait pas à 25 mille combattans, dont 4000 de cavalerie (*Voyez le tableau* n° XIV). Le maréchal sentit qu'avec d'aussi faibles moyens, ce serait une imprudence d'autant plus grande d'accepter le combat sur la rive droite de la Seine, qu'en cas de succès, il n'avait aucun moyen de profiter de la victoire, et que le moindre échec l'exposait à une défaite totale. Frappé de cette vérité, il résolut de se retirer à Nogent, assez lentement toutefois pour donner aux ambulances et au grand parc, qui étaient restés à Troyes, le temps de s'écouler.

Le duc de Tarente prend le commandement, et ordonne l'évacuation de Troyes.

En conséquence, il recommanda au duc de Reggio de guetter les mouvemens de l'ennemi, pour être en mesure d'exécuter les siens sans compromettre les troupes échelonnées de St.-Parre à Troyes. Les divers corps de troupes ne devaient se retirer que successivement, et de manière à n'être pas forcés à s'engager; des barricades furent préparées sur les ponts, et l'on gâta tous les gués.

Aussitôt après l'évacuation de Troyes, les 2e et 7e corps devaient se retirer par la route

de Châtres, garder Méry, tandis que le général Pacthod irait avec une de ses brigades, occuper Bray. Le 11e corps et la cavalerie des comtes de Valmy et Milhaud, reçurent ordre de suivre la route de Pavillon. Enfin, l'arrière-garde devait être faite par le duc de Reggio, avec la cavalerie du comte St.-Germain, et autant d'infanterie et d'artillerie qu'il le jugerait nécessaire.

De son côté, le prince de Schwarzenberg plus entreprenant vis-à-vis des maréchaux que contre l'Empereur, témoigna n'être pas d'humeur à se tenir long-temps en observation devant Troyes, en ordonnant aux comtes de Wrède et de Wittgenstein d'attaquer vivement cette ville; le prince royal de Wurtemberg fut invité à leur prêter la main au cas de besoin. Ce coup de force n'avait d'autre but que de s'assurer la possession du chef-lieu de l'Aube; car la cavalerie des deux premiers corps seulement devait poursuivre l'arrière-garde française.

Dans la nuit où les chefs des deux armées arrêtaient ainsi leurs mesures, la cavalerie alliée vint inutilement donner trois fois l'alarme aux troupes en position à St.-Parre.

Le 4 mars vers huit heures, ce village fut attaqué par le prince Eugène de Wurtemberg avec son corps, 4 bataillons bavarois et 2 au-

trichiens. Le comte Gérard le disputa jusqu'à onze, qu'il se retira d'abord derrière le pont de la Seine, puis dans le faubourg Saint-Jacques, d'où il envoya proposer au comte de Wrède d'évacuer la ville dans six heures; mais celui-ci affectant le langage impérieux de Napoléon, n'en accorda qu'une.

La retraite des troupes du duc de Reggio s'effectua dans l'ordre prescrit. Dès que le comte Milhaud entendit la canonnade, il longea la rive gauche de la Seine, tourna Troyes, et alla prendre position sur le chemin de Pavillon à hauteur du comte de Valmy, qui s'était placé sur la grande route de Paris. L'infanterie du 11e corps resta à la tête des faubourgs.

Le prince Eugène de Wurtemberg s'apercevant que l'intention des Français n'était pas de défendre la ville, mais bien de couvrir la retraite, fit avancer son infanterie sur la grande route, comme s'il eût voulu s'introduire dans la ville par la partie orientale. Le général Gérard devinant ses intentions, passa aussitôt le second pont de la Seine, et se retira après l'avoir fait barricader dans le faubourg St.-Martin. Au même moment l'infanterie du général Molitor tourna Troyes, et prit en colonne de marche le chemin de Pavillon.

Cependant le cercle d'investissement s'était

resserré; des batteries placées à l'entrée des faubourgs avaient déjà lancé quantité d'obus dans la ville. Sommé pour la seconde fois, le comte Sebastiani prévint qu'on évacuait; et la cessation momentanée du feu permit à la garnison de sortir saine et sauve.

Les différentes barricades qu'on avait construites retardèrent la marche de l'ennemi, et l'on se croyait hors de danger, lorsqu'un incident indépendant de la volonté du général en chef, faillit mettre en déroute toute l'armée.

Il avait été prescrit au duc de Reggio, de laisser une forte arrière-garde en avant de la Chapelle-St.-Luc. Soit oubli, soit qu'une telle précaution lui parût inutile, cette disposition n'eut pas lieu. Tous les corps suivaient en sécurité l'ancienne et la nouvelle route de Paris, quand tout-à-coup la cavalerie bavaroise parut dans la plaine de Malmaison sur les derrières de celle du comte de Valmy, qui était en colonne de marche. Surprise à l'aspect de l'ennemi, elle croit que l'arrière-garde a été défaite, se débande et s'enfuit, sans que les efforts de ses généraux puissent la rallier autre part qu'au Grez. Si l'infanterie n'avait pas tenu ferme, le baron de Frimont serait entré d'une haleine à Nogent. Cette échauffourée coûta 400 hommes, perte d'autant plus sensible que c'étaient pour

la plupart de vieux cavaliers, devenus si rares dans nos rangs.

La bonne contenance de l'infanterie arrêta le désordre, et cet événement qui avait menacé la sûreté de l'armée n'eut pas d'autre suite.

Les Alliés prirent possession de Troyes, et se groupèrent autour, tout étonnés que la Fortune leur rendît sans coup férir une ville qui leur avait coûté, un mois auparavant, cinq jours de manœuvres et de combats.

CHAPITRE XVII.

Défensive du duc de Tarente sur la Seine, à Nogent et Bray. — Retraite sur Provins. — Il se prépare à recevoir bataille en arrière de cette ville, mais la grande armée alliée se retire sur Arcis.

(Consultez pour les marches, la carte des ponts et chaussées de l'Empire; et pour les positions, les feuilles de Cassini, n° 46, 47; 81, 82; 112 et 113.)

Le jour où le prince de Schwarzenberg rentrait à Troyes, les conférences de Lusigny pour traiter d'un armistice, furent rompues, et les commissaires retournèrent à leurs quartiers-généraux respectifs.

Les Alliés usèrent sans ménagement de la victoire, et se livrèrent pendant 48 heures à toutes sortes d'excès dans Troyes. Sous prétexte de punir ceux des habitans qui avaient maltraité leur arrière-garde à l'évacuation, ou accueilli avec trop de joie l'armée française, ils livrèrent leurs maisons au pillage.

Le lendemain, ils s'avancèrent avec leur pesanteur accoutumée : le comte de Wittgenstein sur la nouvelle route; les Bavarois sur la petite; le prince royal de Wurtemberg et le comte Giulay sur la route de Sens.

Le duc de Tarente arrivé à Nogent dans la matinée du 5, établit ses troupes tant dans la ville qu'aux environs sur la route de Troyes, détacha le général Pacthod à Bray avec une de ses brigades, et fit partir la nuit le 11e corps pour appuyer son mouvement; les parcs et les ambulances filèrent sur Provins.

Le duc de Tarente établit la ligne de défense de Nogent à Montereau.

S'attendant à être attaqué le lendemain, le maréchal employa la nuit à rectifier sa position; mais la matinée du 6 mars s'étant écoulée sans que les Alliés parussent, comme il ne voyait pas d'avantages bien réels à rester en avant de la Seine, il résolut de la mettre entre lui et l'ennemi, et d'établir sa ligne de défense sur sa rive droite. A cet effet, il porta le gros de son infanterie à Mériot et Plessis-Mériot; le corps du général Gérard et la cavalerie du comte Saint-Germain formant arrière-garde, occupèrent le faubourg de Nogent sur la rive droite, dont ils détruisirent le pont. Le général Pacthod après avoir laissé sa 2e brigade à Bray, descendit avec la 1re et 4 pièces à Montereau, et détacha la 3e à l'escorte des parcs sur Nangis.

Retraite du général Alix sur Auxerre.

La retraite de l'armée de l'Aube sur Troyes,

avait obligé le général Alix qui en flanquait la droite sur la route d'Auxerre à Châtillon, de se retirer sur cette première ville, devant la division légère du prince Maurice de Liechtenstein, qui suivit seule cette direction.

Ses efforts pour organiser la levée en masse.

Le général français espérait avoir le temps d'organiser le contingent de la levée en masse de l'Yonne, dont la mise en activité avait été ordonnée par un décret impérial du 26 février, tant dans ce département que dans ceux de l'Aube et de Seine-et-Marne, quand la reprise de Troyes, ouvrant une seconde fois aux cosaques le pays renfermé entre la Seine, l'Armançon et l'Yonne, dérangea toutes ses mesures et le força de recourir aux derniers moyens. Dans la nuit du 6 au 7 mars, le tocsin se fit entendre sur plusieurs points. A ce signal, toute la population virile de l'Yonne se dirigea sur Sens; mais cette levée, dont la formation régulière eût été d'un si grand secours à l'armée du duc de Tarente, ne put prendre corps. Les cadres des 6 bataillons de ligne qui devaient le recevoir, n'avaient point été envoyés par le ministre de la guerre; d'un autre côté, le prince de Liechtenstein ayant déjà dépassé Noyers, le prince de Wurtemberg touchant aux portes de Sens, et les cosaques du général Seslavin courant sur les deux rives du canal de Bourgogne, le général Alix fut forcé de se retirer sur Auxerre avec 2,000 fantassins et 300 chevaux de troupes

régulières, et de laisser se disperser les 3 à 4 mille paysans déjà rassemblés à Sens.

Cet exemple confirme ce que l'expérience démontre depuis des siècles : dans les tourmentes politiques, dans les périls extrêmes, c'est en vain que l'on compte sur une levée improvisée de la population pour assurer l'indépendance des Etats ; il n'y a qu'une organisation régulière, préparée de longue main et qui ait fait ses preuves, comme nos vétérans, ou qui ait été au moins essayée, comme nos gardes nationales, la landwehr allemande, la milice locale des Anglais, qui puisse garantir leur existence.

Le prince de Wurtemberg s'établit donc sans combat dans cette ville, où cette fois, il reçut un meilleur accueil des habitans, tremblans de trouver en lui un vainqueur irrité.

Malgré ce contre-temps, le duc de Tarente décidé à défendre avec opiniâtreté le passage de la Seine, prenait toutes ses mesures pour le disputer à l'ennemi efficacement.

Première reconnaissance faite par l'ennemi.

Bien que son mouvement rétrograde se fût opéré à la vue des coureurs alliés, le prince de Schwarzenberg absent, se persuada que le maréchal n'avait fait que se concentrer entre l'Ardusson et la Seine; et voulant s'assurer de ses forces, ordonna une reconnaissance.

Il prescrivit en conséquence, au comte de Wittgenstein, d'attaquer de front cette position,

tandis que le comte de Wrède en tournerait par Mâcon le flanc droit, et chercherait à s'approcher de Nogent le plus possible. Le mouvement s'opéra sans l'ombre d'une difficulté; seulement le poste resté dans l'île engagea une fusillade très-vive avec l'avant-garde du comte de Pahlen, qui prit possession de Nogent, et les cosaques vinrent échanger à gauche quelques coups de carabine avec la garnison de Bray. L'avant-garde du comte de Wrède s'avança sur cette direction jusqu'à Grisy.

Le généralissime dont les communications avec l'armée de Silésie étaient coupées, resta en observation devant la Seine, et accorda à son adversaire un repos qu'il n'osait sans doute se flatter d'obtenir. Chose singulière! cette armée de 100 mille hommes croyait avoir beaucoup obtenu, en forçant une armée inférieure des deux tiers et battue, à rétrograder devant elle de 12 myriamètres en neuf jours: elle comparait avec orgueil sa position actuelle à celle du 26 février où, en pleine retraite sur Langres, elle n'aspirait qu'à regagner le Rhin sans échec; aujourd'hui rétablie en France, et ayant pour ainsi dire, atteint le but qui lui était assigné.

Le séjour du prince de Schwarzenberg à Troyes ne fut marqué que par une proclamation tendant à détourner l'effet des décrets rendus à Fismes par Napoléon. « Jamais les Alliés, y di-

» sait-il, n'ont eu le dessein de conquérir la » France; mais ils ne feront la paix qu'à des » conditions qui puissent assurer à l'Europe et » à la France elle-même, un repos durable.... » Français... songez que tout ce qui résisterait » à nos armes, s'exposerait à une destruction » inévitable. » Mais cette proclamation, dont la circulation fut restreinte aux départemens conquis, ne fit qu'irriter les esprits aigris par les charges inséparables du séjour prolongé des Alliés, et ne prévint pas le mal qui se propageait dans les départemens non envahis.

Plans proposés au généralissime, et ajournés par lui.

Un officier prussien (1), écho fidèle des discussions qui eurent lieu à l'état-major, nous a fait connaître tous les plans proposés alors au généralissime. Les uns étaient d'avis de porter toutes les forces alliées sur la Marne, par Arcis, Sézanne et Montmirail; ou bien, par La Ferté-Gaucher, sur Château-Thierry, où l'on eût passé la Marne et manoeuvré sur la ligne de retraite de l'Empereur, pour le resserrer entre les deux armées et l'accabler sous leurs coups. Les autres, ne voulant pas exposer la grande armée aux chances d'une bataille, jugeaient plus prudent de détruire tous les ponts de la Marne, et d'attendre que le général Blucher eût battu

(1) Plotho, Dritter Theil, VIII Kapitel, Seite 257.

Napoléon, avant de se réunir à l'armée de Silésie pour se porter vivement sur Paris de concert avec elle. Ceux-ci, comme les premiers, s'accordaient en ce point : savoir, que la marche sur la Marne ne courait aucun risque, parce que le duc de Castiglione serait suffisamment occupé par l'armée du Sud, forte de plus de 50 mille hommes, et qu'au pis-aller, s'il s'avisait, après l'avoir battue, d'opérer contre la ligne de retraite de la grande armée, on serait encore à temps de laisser les corps du prince royal de Wurtemberg et du comte Giulay en observation sur l'Aube et la Seine, de marcher à sa rencontre avec 60 mille hommes vers Dijon, et de le punir de sa témérité.

Enfin, quelques officiers considérant l'énorme supériorité des Alliés sur le duc de Tarente, auraient désiré que le prince de Schwarzenberg marchant droit au but, forçât le passage de la Seine à Nogent, et s'approchât de Paris par la rive droite de ce fleuve.

Il serait superflu de discuter le plus ou le moins d'avantages que ces plans divers pouvaient présenter, puisque le prince de Schwarzenberg les rejeta tous, et qu'inviolablement attaché à son système de temporisation, il jugea plus prudent et plus sûr d'attendre sur la Seine le résultat des opérations des armées agissant sur ses ailes et la décision du congrès de Châtillon, où l'on

n'avait pas encore perdu tout espoir de conclure la paix.

Considérations. politiq. qui entravent les opérations militaires.

Sans doute, si le généralissime eût été libre de ne suivre que les principes de l'art militaire, sa conduite donnerait prise à la censure; mais dans cette période de la campagne, comme dans la précédente, il y aurait de l'injustice à le juger avec sévérité, car il agissait moins d'après ses propres impulsions, que d'après les instructions particulières d'un Souverain, partagé entre le désir bien naturel d'humilier son gendre et celui de ne point perdre sa fille.

C'est donc à cette divergence d'intérêts entre l'Autriche et ses alliés, et aux ménagemens que ceux-ci étaient forcés de garder envers elle pour l'accomplissement de leurs desseins ultérieurs, qu'il faut attribuer la direction singulière que prirent les opérations; et lorsque le prince de Schwarzenberg annonçait vouloir accorder quelques jours de repos à ses troupes aux environs de Troyes, ou prescrivait des mouvemens excentriques, on doit moins blâmer en lui l'oubli des maximes fondamentales de la guerre, que le plaindre d'être l'instrument passif d'un conseil flottant entre le désir de vaincre et la crainte de triompher.

Quoi qu'il en soit, et malgré la quantité de projets présentés, discutés et rejetés tour à tour, la grande armée serait restée long-temps aux

Entrée du général Tettenborn en ligne.

environs de Troyes et sur la rive gauche de la Seine, sans un incident tout particulier. Le général russe Tettenborn, commandant une brigade de cavalerie légère à l'armée du Nord, fut détaché immédiatement après la paix avec les Danois, de Schleswig sur le Rhin, le franchit à Cologne vers la mi-février, et eut l'ordre de se rendre sur le théâtre des opérations, pour entretenir la communication entre les armées du Nord et de Silésie. Sa marche eut lieu par Trèves et Luxembourg sur Montmédy, qu'une partie de ses troupes investit pendant que l'autre rétablit le pont de Stenay, où il passa la Meuse le 23. De là, il se dirigea droit sur Rheims à travers l'Argonne, par la trouée de Grandpré, où trois des cinq compagnies franches organisées pour la défense de cette forêt, arrêtèrent un jour entier son avant-garde, et ne lui livrèrent le passage qu'après avoir été écrasées le lendemain par le corps entier.

Parvenu dans les plaines de la Champagne dans les premiers jours de mars, ce général, qui faisait des courses entre la Seine et l'Aisne, fut bientôt informé des avantages remportés par le feld-maréchal Blucher dans les journées des 9 et 10 mars, et en donna avis au généralissime, ainsi que du retour probable de Napoléon sur l'Aube. A cette nouvelle, le prince de Schwarzenberg craignant d'être attaqué sur

ses derrières, résolut de se concentrer entre la Seine et l'Aube. En conséquence, il ordonna au général Wittgenstein de pousser une reconnaissance devant lui, et de jeter un pont à Pont pour partager l'attention du duc de Tarente; il prescrivit aux chefs de corps de laisser leurs avant-gardes devant lui, et d'appuyer à droite vers Arcis.

Le temps paraissait venu de sortir de l'inaction à laquelle la grande armée avait été condamnée par le manque de renseignemens sur la situation de celles de Silésie et du Midi. La première, après avoir opéré sa jonction avec le corps de Bulow, Winzingerode et Stroganow, jouissait de la double supériorité du nombre et de la position. L'armée du Sud avait reçu tous ses renforts et s'était emparée de Mâcon: tout conviait donc à reprendre l'offensive avec vigueur; mais le Prince, craignant toujours d'outrepasser la volonté de son souverain, au lieu de prendre l'initiative, s'amusa à rédiger des plans de défense dans une série d'hypothèses qui lui parut embrasser tous les cas possibles.

Plan de conduite du généralissime.

Supposé que le feld-maréchal Blucher eût battu et forcé Napoléon à se retirer sur Paris, la grande armée devait se concentrer entre Nangis et Provins, pour se porter en avant selon les circonstances.

Si Napoléon, battu par le général Blucher, se tournait contre la grande armée, alors elle n'avait qu'à se concentrer entre Méry et Arcis.

Au cas que l'Empereur des Français, après avoir battu le maréchal Blucher, marchât par Châlons sur le flanc de la grande armée, elle se serait réunie en toute diligence aux environs de Vitry.

Enfin, dans l'hypothèse où, sans avoir livré bataille à l'armée de Silésie, Napoléon eût opéré le même mouvement, la grande armée se serait concentrée à Chaumont.

Tandis que le généralissime consumait ainsi en combinaisons oiseuses des instans précieux, le duc de Tarente avait réparé le matériel de l'artillerie, reposé sa cavalerie et arrêté ses dernières dispositions. Le 13 mars, le comte de Wittgenstein ayant jeté un pont à Pont-sur-Seine, et l'avant-garde du comte de Wrède resserré et vivement canonné Bray, le maréchal ordonna au duc de Reggio de concentrer le 7e corps entre les routes de Nogent et de Bray; au comte de Valmy, de se porter en avant de Rouilly et de Cucharmois, afin de couvrir Provins et Nangis; et au comte Milhaud, de pousser une division à Hermé, pour observer la Seine jusqu'à Bray, tandis qu'avec les deux autres, il irait à l'Echelle éclairer les routes de Sézanne et de Villenoxe.

Reconnaissances des Français, repoussées par l'ennemi.

Ces mesures ne le rassurant point encore assez, il ordonna pour le lendemain des reconnaissances sur Sézanne et Villenoxe : la première, conduite par le général Trelliard avec 2,400 chevaux des corps de Valmy et de Milhaud, soutenus d'une brigade de la division Leval, arriva par Monceaux et Tourneloup sur Sézanne, dont elle chassa les cosaques de Kaisarow; mais ce général ayant attiré à lui des détachemens en course sur Villenoxe et Barbonne, rentra le soir dans la ville, et repoussa la cavalerie française avec perte dans le défilé d'Esternay.

Le général comte Saint-Germain chargé de la seconde avec ses cuirassiers, donna sur l'avant-garde du corps de Rayefski (1), commandée par le général Rudinger, composée de 12 escadrons de hussards, 8 de cuirassiers et 2 pulks de cosaques, qui le ramenèrent battant. Le comte Gérard en ayant été prévenu, se porta sur-le-champ de Mériot-au-Port, plaça une division d'infanterie sur les hauteurs de Saint-Nicolas, et fit attaquer par la brigade Bélair l'ennemi déjà maître du village. Ces dispositions l'arrêtèrent tout court : Saint-Nicolas fut bientôt nettoyé, et le général Bélair se porta avec une batterie sur le flanc de la colonne ennemie qu'il força, par une canonnade

(1) Il avait remplacé le général comte Wittgenstein, blessé au combat de Bar-sur-Aube le 27 février.

soutenue, de se retirer sur Saint-Féréol. La lassitude des cuirassiers français ne leur permit pas de troubler sa retraite.

La grande armée se concentre sous Arcis.

Pendant que la cavalerie de ces avant-gardes repoussait ainsi les reconnaissances du duc de Tarente, le généralissime dont l'intention n'était pas de marcher sérieusement sur Paris, mais de donner des jalousies à l'Empereur, et de le forcer à s'en rapprocher, continuait sans le dessiner parfaitement, son mouvement de concentration sur Arcis.

Dans la nuit, un aide-de-camp du maréchal Blucher apporta la nouvelle officielle de la victoire de Laon, et des renseignemens sur la marche ultérieure de Napoléon. Dès-lors, les inquiétudes et l'irrésolution du Prince se dissipèrent; et se croyant dans la seconde des hypothèses qu'il avait posées, il prononça son mouvement de concentration sur Arcis, résolu à accepter la bataille, si Napoléon la lui offrait.

De son côté, le duc de Tarente s'attendant à être attaqué, avait fait toutes ses dispositions pour bien recevoir l'ennemi. Bray fut évacué et son pont détruit; toute l'infanterie fut concentrée sous Provins, et la cavalerie réunie à l'Echelle. Le général Pacthod eut l'autorisation de se retirer de Montereau sur Melun ou Brie-Comte-Robert, dans le cas où il serait attaqué par des forces supérieures; et le général Alix, déjà

reployé sur Nemours, eut sa retraite marquée par Moret ou Fontainebleau, suivant qu'il jugerait, ou non, pouvoir se maintenir sur la rive gauche du Loing.

Le parc général de la grande armée et celui du maréchal furent évacués de Guignes sur Charenton : mais ces mesures de prudence étaient bien inutiles; car le prince de Schwarzenberg loin de vouloir inquiéter le maréchal, mit tous ses soins, ce jour-là et le suivant, à disposer ses troupes pour marcher, disait-il, au-devant de l'Empereur.

Combat de Cormeron.

Le 16 mars enfin, pensant avoir assez de temps pour opérer sa réunion et son mouvement derrière l'Aube, il jugea convenable de forcer le maréchal français à un mouvement rétrograde, afin de donner du jeu à la gauche de la ligne qu'il avait l'intention de prendre. Il ordonna, en conséquence au comte de Wrède de s'établir dans des cantonnemens resserrés entre Villenoxe et Chalantres, d'occuper la Forêt de Traconne, et de pousser des partis sur Sézanne. Le général Rayefski reçut l'instruction de s'avancer sur Provins, et d'occuper la forêt de Sordun; enfin il fut prescrit au prince royal de Wurtemberg de jeter un pont à Nogent aussitôt que le défilé serait abandonné par les Français, de pousser son avant-garde sur Bray, d'y relever la division Hardegg, de s'emparer de ce passage, et de garnir les hauteurs de Mériot. Les Bavarois

partagés en deux colonnes, devaient en porter les têtes devant Villegruie et Villenoxe à midi. En cas de résistance, les Russes devaient attaquer à la même heure, sur 3 colonnes, la principale par Saint-Martin-de-Chennetron, la 2e par Saint-Féréol, et l'intermédiaire par Pouchères. Les Wurtembergeois n'étaient chargés de faire que des démonstrations en faveur des attaques du général Rayefski.

En exécution de ces ordres, le prince Eugène de Wurtemberg avec son corps, une brigade de cuirassiers, les uhlans de Tschuïugew et les cosaques de Rebrikow, attaqua la division Leval bivouaquée dans la plaine en arrière de l'Echelle, pendant que le prince Schachafskoy, marchait sur la forêt de Sordun, défendue par une division du 2e corps.

Vers huit heures, le prince Eugène fit tourner le parc de Houssaie par les uhlans de Tschuïugew et les cosaques de Rebrikow devant la cavalerie du comte Milhaud, qui laissa échapper l'occasion de charger dans ce mouvement de flanc. Le Prince dirigea son infanterie, soutenue de la brigade de cuirassiers de Leontiew, entre le bois et le village de l'Echelle qu'elle occupa. Celui de Cormeron ayant été enlevé aux tirailleurs français, le général Leval le fit sur-le-champ attaquer en échelons, par le 130e régiment, appuyé à droite du 3e de ligne, dont les tirailleurs se

taillis, pour disputer le passage du ravin de Richebourg. Le village fut repris, et le 130e s'y maintint une heure, protégé par le feu du 3e, qui se déploya en arrière du ravin ; mais le prince de Wurtemberg ayant fait un nouvel effort, ce régiment, après avoir épuisé toutes ses munitions, en fut chassé, et obligé de se retirer sur le 6e bataillon du 10e léger, placé à gauche du taillis qui commande la plaine ; le feu nourri de ce bataillon et la mitraille de 6 pièces, arrêtèrent la poursuite des Russes.

Tandis que ceci se passait, la division Schaschafskoy, soutenue des hussards de Grodno et de la brigade de cuirassiers du général Stahl, attaquait la forêt de Sordun, dont elle était vivement repoussée par le général Duhesme.

Jusqu'alors le comte Leval n'avait engagé que la brigade Maulmont : il fit former à sa gauche celles des généraux Montfort et Chassé. Le prince Eugène de Wurtemberg, contre son attente, ne se voyant pas soutenu par le comte de Wrède, que la difficulté des chemins avait retardé, n'osa s'avancer contre la division ainsi réunie, et la laissa paisible dans sa position. A l'extrême gauche des Alliés, le prince royal de Wurtemberg, pour faire diversion, jeta à la faveur de l'obscurité, 6 à 800 grenadiers sur la rive droite de la Seine, au-dessus de Nogent. La brigade du général Matère qui gardait le faubourg, mar-

Combat de Nogent.

cha tout aussitôt à leur rencontre, et les força de se rembarquer dans le plus grand désordre, après leur avoir tué une centaine d'hommes, noyé bon nombre d'autres, et brûlé cinq embarcations.

Malgré cet avantage, le duc de Tarente menacé sur sa gauche, ne pouvait couvrir sa droite. Dans cette extrémité, il lui parut pressant de se concentrer, au hasard de voir sa droite inquiétée par l'ennemi; et il ordonna au général Gérard de quitter Nogent au plutôt, pour se replier sur Provins. Le prince royal de Wurtemberg, libre par sa retraite, commença la construction d'un pont, et le prince de Schaschafskoy n'ayant plus personne devant lui, pénétra dans la forêt de Sordun, poussant ses cosaques jusqu'au village de même nom.

Les Alliés occupèrent durant la nuit les positions suivantes : le prince royal de Wurtemberg Nogent; le comte Rayefsky Mont-le-Potier; les Bavarois Plancy et Villenoxe; le comte Barclay de Tolly Arcis-sur-Aube; quant au comte Giulay, il fut rappelé de Sens à Troyes.

Evacuation de Provins par les Français.

Par cette position de l'ennemi, le duc de Tarente voyait son front et ses flancs menacés: sans communication directe avec l'Empereur, et ignorant son mouvement sur l'Aube, il devait supposer toute la grande armée encore devant

lui, et craindre de commettre une imprudence en s'opiniâtrant à rester à Provins. Il se décida donc à l'évacuer le 17 mars entre deux et trois heures du matin, et alla prendre position à hauteur de la Maison-Rouge, la droite à Donnemarie, la gauche à Cucharmois; toute la cavalerie se réunit à Rouilly, pour l'empêcher d'être débordé pendant la retraite. Le comte Gérard formant l'extrême arrière-garde, vint bivouaquer en arrière de Provins, afin de contrarier le débouché de l'ennemi, soit par la ville haute, soit par la grande route. Cette position dans un pays de plaine et dénué d'obstacles naturels, eût offert peu de moyens de résister aux forces supérieures et à la cavalerie nombreuse de l'ennemi; mais d'un côté, l'Empereur marchait sur la grande armée; de l'autre, le prince de Schwarzenberg satisfait d'avoir atteint le but qu'il se proposait avec d'aussi faibles efforts, n'avait pas l'intention de livrer bataille au duc de Tarente. Des militaires ont contesté l'utilité de cette manœuvre, d'autres ont prétendu qu'elle fut trop tardive; le plus grand nombre s'accorde à dire que le généralissime aurait dû faire suivre au prince royal de Wurtemberg le mouvement de Rayefski par Pont-sur-Seine, au lieu de le laisser attendre devant Nogent, qu'il plût au comte Gérard de lui céder le passage; et que, de son côté, le comte de Wrède pro-

fita peu des moyens que la retraite de ce général lui donnait d'agir sur le flanc droit du maréchal.

La grande armée se retire sur Arcis.

L'armée française, déterminée à soutenir le choc, en fut quitte pour l'attente : le prince de Schwarzenberg qui différa tant à l'attaquer, avait à peine expédié ses dernières instructions au prince de Wurtemberg, au comte de Rayefski et au général Kaisarow, qu'il les révoqua sur l'avis de la marche de Napoléon vers l'Aube. Informé que le maréchal Blucher ne s'était pas mis à sa poursuite après les journées de Laon, il crut devoir garder une attitude offensive sur la rive droite de la Seine; et au cas que son redoutable adversaire vînt à opérer sur son flanc droit, en remontant la Marne, il voulut se ménager une concentration sur Trannes, qui lui rappelait les souvenirs glorieux de La Rothière, et lui faisait espérer de nouveaux succès. Il prescrivit en conséquence au comte Rayefski de n'occuper sa position que jusqu'à l'entrée de la nuit, de laisser le comte Pahlen à Saint-Martin-de-Chennetron, de faire garder par le prince Eugène de Wurtemberg Méry, Pont, Nogent et la forêt de Sordun. Le prince royal de Wurtemberg reçut ordre de revenir aux Grez, à l'exception d'une brigade qui continuerait à tenir Nogent; il fut enjoint aux Bavarois de se diriger de Villenoxe vers Arcis-sur-Aube, et d'y prendre

position sur la rive gauche; au comte Giulay, d'arriver à Troyes; au comte Barclay-de-Tolly de concentrer les gardes et réserves à Brienne; enfin, sur les derrières, le prince Maurice de Liechteinstein fut prévenu qu'il devait rester à Joigny, et le général Seslavin s'arrêter à Pont-sur-Yonne. Sur le front de la grande armée, le général Tettenborn était à Cosle; le général Davidow récemment arrivé d'outre-Rhin, occupait Vitry avec les dragons de Moskow, deux régiments d'infanterie et une batterie; le général Kaisarow tenait Plancy avec ses cosaques.

Dans cet état de choses, le prince de Schwarzenberg crut n'avoir rien de mieux à faire que de tenter la conquête de Châlons, afin de rouvrir la communication avec l'armée de Silésie. Le lieutenant-général Lambert réunit à cet effet une partie de la garnison de Vitry aux corps de Davidow et de Tettenborn, et se mit en marche; mais il était trop tard : Napoléon s'avançait déjà, comme il sera expliqué au chapitre suivant. Ce détachement donna sur la cavalerie de la garde qui le ramena avec vigueur.

Le 18 au matin, le duc de Tarente fort étonné de la disparution subite et simultanée de tous les corps de l'ennemi, présuma qu'elle ne pouvait avoir été causée que par un mouvement offensif de l'armée impériale, et fit partir sur-le-champ des reconnaissances sur tous les points,

tant pour chercher à rentrer en communication avec elle, que pour savoir la direction prise par les Alliés.

Tel était l'état des choses sur la Seine, au moment où l'Empereur arrivait sur l'Aube. La tâche de son lieutenant était remplie : avec une armée de 25 mille hommes, il avait heureusement couvert la capitale contre une de 100 mille, et se trouvait prêt à agir de concert avec lui. Mais avant d'aller plus loin, il convient de jeter un coup d'œil en arrière, et de rendre compte des opérations qui eurent lieu depuis le départ de l'armée impériale de Reims, jusqu'à son arrivée dans les environs d'Arcis.

CHAPITRE XVIII.

Marche de l'Empereur sur l'Aube. — Combats de Fère-Champenoise, de Plancy et de Méry. — Jonction de l'armée du duc de Tarente. — Journées d'Arcis.

(Consultez pour les marches, la carte des ponts et chaussées de l'Empire; et pour les positions, les feuilles de Cassini, n° 79, 80 et 81.)

Le séjour de l'armée à Reims était indispensable pour la remettre de ses fatigues et rallier un détachement d'environ 3,600 hommes, que le général Janssens avait tirés des places fortes de la deuxième division militaire.

Le succès de la marche de cette petite division à travers un pays occupé par l'ennemi, donna l'idée à l'Empereur de se renforcer de la majeure partie des garnisons de la Moselle. Le prince de la Moskowa ayant ouvert de Châlons par Ste.-Menehould, la communication avec le général Duvigneau qui commandait depuis quelque temps en Argonne, l'on fit passer par son intermédiaire l'ordre au général Cassagne, gouverneur de Verdun, de pousser de forts partis

sur les derrières de l'ennemi, et de tâcher de s'emparer de ses bagages, qui filaient sur Nancy; et à Metz, au comte Durutte, d'extraire des places de la 3e division militaire, 10 à 12 mille hommes, pour rejoindre au plutôt l'armée à Châlons.

Ordre au général Durutte de rejoindre de Metz avec 12 mille hommes.

L'Empereur persuadé que l'esprit public des départemens de la Moselle, de la Meurthe et des Vosges, était mûr pour un soulèvement, aurait désiré que le Prince décidât l'insurrection par un appel à la population virile de ces contrées belliqueuses. Le maréchal convaincu que les proclamations les plus énergiques produisent moins d'effet que l'exemple, demanda carte-blanche, et proposa de se jeter en partisan avec 5 à 600 chevaux, dans les Vosges; de ramasser la majeure partie des garnisons, et de guerroyer sur les derrières des Alliés. Mais soit que Napoléon craignît de dégarnir ses places fortes, soit qu'il ne voulût point se priver d'un lieutenant si actif, sa proposition fut rejetée.

Le prince de la Moskowa propose de se jeter en partisan sur les derrières des Alliés.

Soissons, Rheims et Châlons occupés par les Français, l'armée de Silésie rejetée hors de sa ligne d'opération, c'était en vain que le prince de Schwarzenberg portait en toute hâte une partie de ses forces près de la Marne, pour rétablir la communication avec le feld-maréchal Blucher; le mal était moins dangereux que le remède: le corps de Wittgenstein qui avait passé la Seine à

Pont, se liait bien par les cosaques de l'hetman Platow postés à Sézanne, Fère-Champenoise et Vertus, au faible détachement du général Tettenborn laissé sous Epernay; mais le pays compris entre la Marne et l'Aisne demeurant au pouvoir des troupes françaises, cette manœuvre n'aboutit qu'à étendre le front de son armée et porter sa droite à Epernay, tandis que sa gauche touchait Sens.

Le vice d'une telle position ne pouvait échapper au coup d'œil exercé de l'Empereur; aussi se flatta-t-il de recueillir tous les avantages que son extension démesurée semblait lui promettre : il résolut donc de manœuvrer sur ses derrières, et de la mettre en quelques marches forcées, dans une situation pareille à celle où elle s'était trouvée à Mormant, Villeneuve et Montereau. L'Empereur se détermine à marcher sur l'Aube.

Avant de s'éloigner de l'Aisne, il fallait pourvoir à la sûreté de cette ligne; or, les trois divisions d'infanterie de la garde, la division Roussel et une brigade de celle des escadrons réunis, ne mettaient pas le duc de Trévise en mesure de lutter contre l'armée de Silésie, ni même de l'observer. L'Empereur se décida à faire concourir au même but, le duc de Raguse avec le 6e corps d'infanterie et le 1er de cavalerie : ces forces réunies présentaient environ 13 mille hommes d'infanterie et 5,000 chevaux, avec un train de 60 bouches à feu (*Voy. le tableau* n° XIV). Vivement sollicité par l'aide-ma- Organisation de la défense de l'Aisne.

jor-général Belliard, de désigner un commandant en chef, Napoléon s'y refusa, feignant de s'en rapporter pour le succès des opérations, à la bonne harmonie qui avait jusqu'alors régné entre les deux maréchaux. Par suite du même système, la cavalerie de cette armée, qui aurait dû prendre les ordres du comte Belliard, les reçut directement des maréchaux près desquels elle se trouvait antérieurement détachée; en sorte que le rôle du commandant en chef de l'arme, fut réduit à celui d'un simple volontaire. Du reste, Napoléon ne donna d'autre instruction aux ducs de Trévise et de Raguse, que d'observer la marche du feld-maréchal Blucher, au cas qu'il cherchât à se réunir à la grande armée, et de couvrir la capitale, s'il venait à se diriger contre elle.

Organisation du corps d'expédition.

Ces dispositions arrêtées, il organisa l'armée d'expédition: la division Janssens passa, ainsi que celle des gardes d'honneur, sous les ordres du prince de la Moskowa, qui commanda alors trois brigades ou 4,800 hommes d'infanterie, et environ 800 chevaux. La cavalerie de la garde dont l'effectif n'excédait pas 3,600 sabres ou lances, fut de nouveau partagée en trois divisions sous les généraux Excelmans, Colbert et Letort, que le comte Sebastiani commanda provisoirement. Quant à la division Friant, elle ne subit aucun changement, parce qu'au milieu de tant de combats, elle n'avait pas éprouvé des pertes considé-

rables. La division Berckheim, dite des escadrons réunis, fut aussi désignée pour faire partie de l'expédition. On ajouta en outre, deux compagnies de sapeurs et un équipage de pont portatif. Napoléon allait donc commencer son opération avec environ 10 mille fantassins et moins de 6,000 chevaux, contre une armée de 100 mille combattans.

A la vérité, il espérait être incessamment renforcé par une colonne de 1,500 chevaux, 4,500 hommes de jeune garde et deux batteries, que le général Lefebvre-Desnoëttes devait avoir mise en route le 16 de Paris; et par une division de même force, composée de troupes de ligne ou gardes nationales, que le ministre de la guerre avait l'ordre de faire partir de Paris le 18, sous la conduite du comte Decaen. Mais supposé que ces renforts rejoignissent intacts et à temps, ils étaient encore loin de rétablir la balance des forces.

Du reste, le général Colbert assurait la route de Château-Thierry à Epernay, et le général Vincent, qui tenait cette dernière ville avec un millier d'hommes, éclairant le pays sur sa droite entre Rebais et Vertus, la marche jusqu'à la Marne n'offrait aucun danger; et ce n'était que depuis là jusqu'à l'Aube, qu'elle devait se faire à la vue des trois corps d'armée concentrés sous Arcis.

Telle était cependant la confiance du soldat en

Napoléon, que cette poignée d'hommes partit le 17 mars de Reims, comme si elle marchait à une victoire assurée. L'Empereur coucha le même jour à Epernay.

De son côté, le prince de la Moskowa qui, de Châlons, avait fait donner la chasse au corps de Davidow par le général Defrance, sur la route de Vitry, le rappela et le dirigea par Mailly sur Vatry, prêt à le suivre avec son infanterie. Le général Duvigneau reçut l'ordre de venir le remplacer à Châlons avec la garnison de Verdun.

Le lendemain, la colonne de droite composée de toutes les troupes de la garde, continua sa marche sur Fère-Champenoise où elle s'arrêta. Le comte Sebastiani chassa de ce bourg les cosaques du général Kaisarow, les poursuivit l'épée dans les reins l'espace de 15 kilomètres; puis alla prendre position à Gourganson, Semoine et Herbisse. La colonne de gauche occupa Sommesous, que venait de quitter le corps austro-bavarois.

Combat de Fère-Champenoise.

On a vu au chapitre précédent, la crainte qui agitait le prince de Schwarzenberg et les ordres qu'il avait expédiés pour accélérer la concentration de la majeure partie de ses forces à Arcis. Un incident s'opposa à leur entière exécution. Le général Rayefski, obligé d'attendre que le prince de Wurtemberg vînt le relever, ne put se rendre à Charny et s'arrêta à Méry, ce qui forma

une trouée dans la ligne. Le généralissime croyant le comte de Wrède aventuré, lui ordonna de repasser l'Aube entre Cocloix et Arcis, de faire occuper cette ville par les divisions Hardegg et Spleni, en leur recommandant de la défendre jusqu'à l'extrémité, et de se retirer à Vaupoisson ou sur la division Rechberg, au cas qu'elles y fussent forcées. Le général Kaisarow, avec 1,200 chevaux et 6 pièces de canon, fut chargé de lier les Bavarois au corps de Rayefski; mais à peine ces dispositions étaient-elles exécutées, que le généralissime, dans les projets duquel régnait une singulière incohérence, en prescrivit de nouvelles pour le lendemain. Il s'était flatté non-seulement d'arrêter le duc de Tarente, mais encore de contenir l'Empereur sur la droite de la Marne par ses détachemens isolés de Meaux à Châlons. La certitude qu'il acquit de la marche de ce dernier sur l'Aube, changea toutes ses vues, et l'engagea à régler de la manière suivante, le mouvement de ses troupes pour le 19 et le 20.

Il confia aux Bavarois la défense de l'Aube aussitôt qu'ils l'auraient repassée. Ils devaient à cet effet s'échelonner à Pougy; et le 20, après avoir laissé une simple arrière-garde à Lesmont et Rônay, se replier sur Brienne. Les Wurtembergeois, les corps des comtes Giulay et Rayefski reçurent ordre de se porter le 19 sur Troyes, et le lendemain à Vandœuvres, laissant au général

Seslavin la garde des débouchés de Nogent et de Bray, pendant la journée du 19. Le comte Barclay de Tolly dut se porter le 20 à Trannes.

Napoléon persuadé que les Alliés se retiraient en désordre sur Troyes, prescrivit le 19 au matin au comte Sebastiani de les poursuivre, de passer l'Aube à Plancy, et de ne plus quitter leurs traces. Le prince de la Moskowa reçut ordre de descendre à Arcis.

Combat de Plancy.

Le général Sebastiani rencontra à hauteur de Coursemain les cosaques de Kaisarow, les chargea, leur fit un grand nombre de prisonniers, et parvint devant le pont de Plancy, qu'avec l'aide des habitans, il rétablit et franchit bientôt, malgré une vive canonnade. L'infanterie étant arrivée sur les entrefaites, il passa le deuxième bras de l'Aube au gué de Charny, sous la protection d'un bataillon qui se jeta dans le village. Dès qu'il eut débouché, il forma sa cavalerie en deux colonnes. Les divisions Excelmans et Colbert, conduites par lui, se mirent à la poursuite des cosaques, qui se sauvèrent à Pouan et le brûlèrent, ce qui le força à s'établir à Bessy, attendu que l'artillerie n'aurait pu franchir de nuit le ruisseau marécageux de Barbuisse. L'Empereur à la tête de la division Letort et des escadrons de service, prit la route de Méry.

Combat de Méry.

Lorsque l'avant-garde de cette colonne parut devant la ville, le corps du général Rayefski

l'avait déjà évacuée et se rendait à Troyes, ainsi que celui du comte Giulay. Le prince de Wurtemberg fermant la marche, avait envoyé son arrière-garde occuper la ville, en lui recommandant d'observer les routes d'Arcis et de Plancy, de peur que les Français ne débouchassent sur son flanc. Dès qu'elle aperçut la cavalerie de la garde, elle se retira sur la rive gauche, mit le feu au pont, et engagea une fusillade. Sans perdre son temps à lui répondre, l'Empereur ordonna au général Letort de passer le gué au-dessous de Méry. Cette manœuvre hardie décida promptement la retraite de l'ennemi, et aurait eu un succès complet deux heures plus tôt, quand le corps se trouvait en colonne de marche sur la nouvelle route de Troyes; mais malgré sa diligence, le général Letort ne put atteindre à Châtres qu'un équipage de 13 pontons, dont il s'empara. Sa division s'établit aux Grez.

L'Empereur retourna avec ses escadrons de service, de Méry à Plancy, où il passa la nuit. L'infanterie de la garde bivouaqua sur les deux rives de l'Aube. Le prince de la Moskowa s'avança sans avoir vu d'ennemis, et prit position, l'infanterie sur deux lignes en arrière de la ferme de Riverelle, la cavalerie à Viaspre.

De son côté, le duc de Tarente quitta sa position derrière Provins. Assuré par les recon-

naissances de la veille, de la retraite de l'ennemi, il réunit au point du jour toute sa cavalerie, et se mit sur ses traces par la rive droite de la Seine, jetant de forts partis à gauche vers La Ferté-Gaucher et Sézanne, pour tâcher d'obtenir des nouvelles. L'infanterie l'échelonna de Villenoxe à Provins.

Au milieu de ces mouvemens de l'armée françaises, les corps volans détachés de la grande armée alliée, étaient dans une grande incertitude. Le comte de Lambert craignant de tomber dans les colonnes de l'Empereur, rentra dans Vitry avec le corps de Davidow; et le général Tettenborn, qui la veille s'était avancé de la Cosle sur l'Isson, se jeta sur la rive droite de la Marne, en vue de surprendre Châlons ou de rouvrir la communication avec l'armée de Silésie. Le généralissime lui-même, dérouté par la rapidité des mouvemens de son adversaire, ne savait à quel parti s'arrêter. S'il disait avoir toujours l'intention de se concentrer et de combattre, l'ambiguité de ses dispositions et l'ordre donné à trois corps d'armée de se rendre le lendemain à Vandœuvres, prouvaient assez qu'il n'avait pas une volonté bien prononcée de disputer le passage de l'Aube.

Irrésolutions du généralissime.

Ces irrésolutions redoublèrent la confiance de Napoléon: certain que le duc de Tarente pouvait

le joindre dans la journée du lendemain, et se flattant d'ailleurs que l'ennemi se retirait en désordre, il résolut de ne lui accorder aucun relâche, et ordonna le 20 au matin, au comte Sebastiani, de se mettre en mouvement sur Arcis. En vain ce général lui donna avis que le prince de Schwarzenberg avait arrêté le mouvement rétrograde des corps du prince royal de Wurtemberg, de Giulay et de Rayefski, qu'ils revenaient de Troyes à Charmont : l'Empereur n'ajouta pas foi à ce rapport, et réitéra l'ordre de pousser rapidement à Arcis. A 10 heures du matin, la cavalerie de la garde y arriva presqu'en même temps que l'infanterie du prince de la Moskowa. L'on s'occupa sur-le-champ de la reconstruction du pont, et les troupes prirent possession du poste que l'arrière-garde bavaroise avait évacué la veille à 10 heures du soir. Tous les habitans s'accordaient à dire que le prince de Schwarzenberg n'était pas à plus de 2 myriamètres avec la majeure partie de son armée. Le prince de la Moskowa et le comte Sebastiani en instruisirent l'Empereur en toute hâte, et néanmoins se mirent en devoir de défendre Arcis.

Première journée d'Arcis. 20 mars.

La division Janssens fut placée à cheval sur la route de Lesmont, appuyant la gauche au Grand-Torcy, ayant pour réserve la brigade du général Boyer. De son côté, le comte Sebas-

tiani forma ses deux divisions à cheval sur la route de Troyes, poussa une reconnaissance et établit ses avant-postes en présence des Alliés.

Sur ces entrefaites, l'Empereur se mit en marche de Plancy, rappelant sa cavalerie passée la veille sur la rive gauche de la Seine; mais par un mal-entendu, le général Letort revint seul avec ses dragons, et laissa les grenadiers et les chasseurs dans leurs bivouacs. L'infanterie chemina sur la route qui longe la rive droite de l'Aube. L'Empereur ayant pris les devants, arriva à Arcis vers une heure, et fit sur-le-champ appeler le prince de la Moskowa et le général Sebastiani, pour conférer de l'état des affaires; doutant toujours que le généralissime eût l'intention qu'ils lui supposaient tous deux, il envoya un capitaine d'ordonnance aux avant-postes, avec ordre d'observer les mouvemens de l'ennemi. Ce jeune officier rapporta n'avoir aperçu qu'un millier de cosaques, ce qui rendit à Napoléon toute sa sécurité. Quoique le général Sebastiani fut convaincu de la légèreté d'une reconnaissance si contraire à ce qu'il avait vu de ses propres yeux, il retourna à son poste sans proférer un mot; mais aussitôt il revint au galop annoncer qu'il fallait monter à cheval sans perdre une minute, que l'ennemi ayant déjà formé ses colonnes d'attaque, marchait sur Arcis.

En effet, toute l'armée alliée était en mouvement. Le généralissime, informé par le comte de Wrède que durant la matinée, il n'avait passé sur la gauche de l'Aube que de la cavalerie, en conclut que son adversaire voulait se porter par Méry et Plancy sur Troyes; et terminant enfin ses irrésolutions, s'était décidé à marcher au-devant de lui. A cet effet, il avait enjoint au prince royal de Wurtemberg de se diriger avec son corps, ceux de Giulay et de Rayefski, vers Plancy, et de fondre sur les colonnes françaises aussitôt qu'il les trouverait, pendant que le comte de Wrède ferait diversion en attaquant Arcis, et que les gardes et les réserves se réuniraient à Onjon. L'armée alliée attaque Arcis.

Le prince royal de Wurtemberg marchait en deux colonnes: la première, composée des Wurtembergeois et des Autrichiens du comte Giulay, sur la route de Troyes à Plancy; le corps de Rayefski formant la deuxième, suivit celle d'Arcis. Cette dernière se liait au corps de Wrède par la cavalerie du général Kaisarow; et le comte de Spleny avec un millier de chasseurs, les dragons de Knesewitsch et les uhlans de Schwarzenberg, observait la rive droite de l'Aube entre Pougy et Rameru.

Vers deux heures, au moment où la tête de l'infanterie de la garde française allait arriver,

le comte de Wrède mit ses masses en mouvement sur Arcis. Il était à peu près à 5 kilomètres de la ville, quand le général Kaisarow se voyant supérieur en nombre à la cavalerie française fort avancée et sans appui, après une vive canonnade, la chargea, renversa la division Colbert qui formait la première ligne, et ébranla celle du général Excelmans. Le comte de Wrède informé de ce succès, fit alors renforcer le général Kaisarow par la cavalerie du comte Frimont et trois batteries, ordonna au général Volkman d'enlever le village de Grand-Torcy, d'arriver sur Arcis, de s'emparer du pont, afin d'empêcher l'infanterie française de déboucher, et couper la retraite à tout ce qui se trouvait sur la rive gauche de l'Aube.

Déjà les fuyards, poussés par le général Kaisarow, se précipitaient sur les ponts qu'ils allaient encombrer, lorsque Napoléon mit l'épée à la main, et se jetant au-devant d'eux : « Voyons, dit-il, qui de vous les repassera avant moi! » Ces paroles suffirent pour arrêter la déroute. Au même instant, parut la tête de la division Friant : elle traversa les ponts au pas accéléré, et fut se former au dehors d'Arcis, où sa présence ramena l'ordre et la confiance.

Mais tandis que ces choses se passaient à la droite, le prince de la Moskowa soutenait à la

gauche les efforts réitérés et sanglans des Austro-Bavarois. Le village de Torcy était devenu le point de mire de toutes leurs attaques. Le général Volkman ayant échoué dans la première avec un bataillon du régiment de l'archiduc Rodolphe, en renouvela bientôt une seconde à la tête des trois bataillons de ce régiment, qui le rendit maître du village; cependant le général Boyer étant arrivé au secours de la brigade Rousseau, et son mouvement ayant été protégé par une vive canonnade, les Autrichiens en furent presqu'aussitôt chassés. La possession de ce poste pouvant seule ouvrir au comte de Wrède la route d'Arcis, il fit en vain et successivement relever les Autrichiens rebutés, par le 2e bataillon du 1er régiment de ligne bavarois, par la totalité de la division Rechberg et par la brigade Habermann de la division Lamotte, sans que le prince de la Moskowa eût à lui opposer d'autres troupes fraiches que deux bataillons de gendarmerie détachés de la division Friant. Le feu continuait et exerçait ses ravages de part et d'autre; en peu d'instans le général français Janssens, et le général bavarois Habermann tombèrent blessés mortellement. Toutefois notre artillerie conservait une grande supériorité sur celle des Bavarois. Ceux-ci accablés commençaient à se décourager, lorsque le prince de Schwarzenberg envoya à leur soutien le corps de grenadiers du

général Tschoglikow, appuyé lui-même par la 2e division de cuirassiers russes, la cavalerie de la garde prussienne et l'artillerie légère de la garde russe. Un si puissant renfort n'ébranla pas les Français : le feu doubla d'intensité malgré la nuit, et bientôt Torcy, ainsi que la ville d'Arcis, devinrent la proie des flammes.

Tandis que l'infanterie défendait avec tant d'opiniâtreté ce poste important, la cavalerie, déployée dans la plaine entre les routes de Plancy et de Troyes, échangeait avec des succès variés plusieurs charges contre celle du corps austro-bavarois.

Arrivée du corps de marche du général Desnoëttes.

A la chute du jour, une colonne débouchant inopinément de la route de Plancy à Arcis, causa d'abord quelqu'inquiétude; mais on reconnut bientôt en elle le corps de marche du général Desnoëttes, attendu depuis la veille et composé d'environ 2,000 chevaux et 4,500 fantassins de jeune garde : ceux-ci fatigués prirent position à Plancy, sous les ordres du général Henrion ; la cavalerie vint former la deuxième ligne, à droite d'Arcis.

Vers 9 heures, le général Sebastiani voulant tirer parti de ce renfort, exécuta une charge générale sur le plateau, écharpa les cosaques de Kaisarow, et culbuta la gauche de l'ennemi. Cette charge prenait une tournure inquiétante pour les Alliés, lorsqu'enfin les 2e et 7e régimens de

chevau-légers bavarois parvinrent à l'arrêter; et soutenus bientôt par toute la cavalerie austro-bavaroise, les trois divisions de cuirassiers russes et un escadron de la garde prussienne, ils prirent une attitude qui ôta au général français le désir de la renouveler. Les deux partis bivouaquèrent en présence, laissant entre eux le village de Nozay sans aucun poste.

Pendant que l'on combattait ainsi devant Arcis, sous les yeux de l'Empereur et du généralissime, le prince royal de Wurtemberg était presqu'arrivé à Plancy; en sorte que le tiers de l'armée ennemie porté à un myriamètre et demi du champ debataille, n'aurait pas brûlé une amorce, si une circonstance imprévue ne lui eût donné l'occasion de prendre une légère part à l'action. Les grenadiers et chasseurs à cheval de la garde, qui, comme on l'a vu, avaient été laissés la veille aux Grez, s'étant mis en marche pour Arcis à 2 heures après midi, avec l'équipage de pont capturé, furent rencontrés à la hauteur de Premierfait par la cavalerie du comte de Nostitz et du prince Adam de Wurtemberg formant la tête de la colonne de gauche, et par celle du comte de Pahlen, qui précédait le corps de Rayefski. Dè que le prince royal les eut aperçus, il détacha les hussards d'Olviopol et de Grodno, et le uhlans de Tschuïugew, pour les attaquer sur leur flanc gauche vers Moulin, tan-

dis que la 2e division des cuirassiers autrichiens les chargerait de front, et la cavalerie wurtembergeoise par le flanc droit. Les Français entourés firent des prodiges de valeur, et auraient peut-être succombé, si la brigade Curely des escadrons réunis, n'était arrivée fort à propos avec son artillerie à leur secours; ils parvinrent à se retirer à Méry, sans avoir éprouvé d'autre perte que celle de 120 hommes et de 3 pontons. Cette ville se trouvant encore garnie d'infanterie, l'ennemi n'osa l'attaquer; et dès qu'il fit nuit, le détachement de la garde se remit en route sur Arcis par Plancy, laissant l'équipage de pont au général Berckheim.

Le résultat de cette première journée fut donc entièrement à l'avantage des Français, qui avec une poignée de monde, déjouèrent les efforts mal combinés de la grande armée ennemie, et restèrent maîtres de la tête du défilé d'Arcis; mais ce n'était là qu'une partie de leur tâche, il fallait en

Jonction du duc de Tarente.

déboucher et livrer bataille : le duc de Tarente reçut à Plancy l'ordre de presser son mouvement, afin de rendre la partie moins inégale par sa présence. Le même jour, 20 mars, il avait fait partir de bonne heure l'infanterie du duc de Reggio et la cavalerie du comte Saint-Germain, et ces deux corps, après avoir marché toute la journée, étaient en mesure d'être rendus le lendemain matin, des environs de Boulages,

avant 8 heures à Arcis. Quant aux 2e et 11e corps d'infanterie, aux 5e et 6e de cavalerie, ils ne pouvaient arriver avant 24 heures, attendu que les deux premiers avaient couché à Marsilly, et que les deux autres ne se trouvaient encore qu'aux environs de Marsaugy.

Plans d'attaque des deux partis.

La nuit du 20 au 21 se passa tranquillement. L'Empereur se figurait, contre toute vraisemblance, que le combat de la veille était un dernier effort du prince de Schwarzenberg pour couvrir sa retraite; il attendait avec impatience le point du jour, autant pour savoir la direction prise par les colonnes alliées, que pour disposer des corps de troupes amenés par le duc de Tarente : car il sentait qu'il n'obtiendrait pas de grands résultats avec 18,000 hommes, dont alors se composait son armée, y compris les renforts venus de Paris, à cause des pertes énormes éprouvées la journée précédente.

Le prince de Schwarzenberg, de son côté, avait pris un peu plus de confiance et employé une partie de la nuit à méditer son plan d'attaque : non qu'aucun changement remarquable fût prescrit dans l'ordre de bataille de la veille, puisque le corps austro-bavarois devait continuer à former la droite sur les hauteurs de Chaudrey; celui du général Rayefski le centre, en arrière du village de Mesnil-la-Comtesse; et le prince royal de Wurtemberg, avec son corps et celui

du comte Giulay, la gauche, appuyée au ruisseau de Barbuisse. Mais on avait pris la précaution de couvrir la rive droite de l'Aube avec la division légère du comte Oscherowski, la gauche du Barbuisse avec la cavalerie du général Kaisarow, et de renforcer le corps austro-bavarois d'une division de grenadiers russes.

Les réserves et les gardes russes eurent l'ordre de se réunir à Mesgnil-Lettré; le général Seslavin fut chargé d'éclairer Troyes du côté de Méry et Plancy, et l'on prit toutes les mesures pour défendre le lendemain les positions de St.-Hubert et de S.-Parre-aux-Tertres, dans le cas où l'on serait forcé d'évacuer Troyes. On avait recommandé aux chefs de corps de garder leurs réserves en troisième ligne et de faire usage de toute leur artillerie en entrant en action; 72 bouches à feu des réserves russes, furent commandées pour agir concurremment avec elle.

Deuxième journée d'Arcis, 21 mars.

Le 21 mars au jour, Napoléon rappela la cavalerie et l'infanterie qui se trouvaient encore tant à Méry qu'à Plancy, fit passer l'Aube aux corps du duc de Reggio et du comte St.-Germain, et aux divisions de cavalerie Berckheim et Defrance; et après avoir assigné le rang de ces troupes dans la ligne de bataille, poussa une reconnaissance en avant du Grand-Torcy, sur la route de Lesmont. Comme le comte de Wrède s'était retiré sur Chaudrey, il ne vit que quelques pelotons

de cavalerie, ce qui le confirma dans l'opinion que l'ennemi avait effectué sa retraite. Revenu à Arcis, il ordonna vers 10 heures au général Sebastiani d'attaquer sur-le-champ avec la cavalerie de la garde et de la ligne, et au prince de la Moskowa, de le soutenir avec toute l'infanterie, pour rendre son choc décisif. Après une courte canonnade, les têtes de colonnes parvinrent sur la crête du plateau, d'où le maréchal et le général Sebastiani découvrirent parfaitement la position des Alliés. Ils s'étendaient sur trois lignes, entre l'Aube et par-delà le Barbuisse, derrière une nuée de troupes légères que protégeait une artillerie formidable.

Les Français prennent l'initiative de l'attaque.

Qu'on se figure la surprise des Français à la vue de ce spectacle imposant. Il fallait une grande force d'ame pour ne pas désespérer de son salut, car l'armée ennemie ne présentait guère moins de 100 mille combattans.

Toutefois cette énorme disproportion ne causa pas un moment d'hésitation. La cavalerie française aborda sur la droite celle du comte de Pahlen, qui se maintint mal et aurait été culbutée, si sa deuxième ligne ne fût accourue aussitôt à son secours.

Cependant le prince de la Moskowa et le comte Sebastiani, jugeant à l'extension et à la force de son aile droite, que rien n'empêchait le généralissime de les occuper en front, tandis

que le comte de Wrède se rendrait maître d'Arcis et du pont de l'Aube, informèrent sur-le-champ l'Empereur de l'état des choses, sans lui dissimuler qu'une bataille dans une telle position et à forces si inégales, compromettrait ses dernières ressources. Il se rendit à l'évidence, et ordonna la retraite. Alors le prince de la Moskowa fit commencer le mouvement rétrograde aux deux divisions d'infanterie de la garde et à celle du général Janssens, et le comte Sebastiani le couvrit en se retirant lentement et par échiquier, pour leur donner le temps de repasser l'Aube.

L'Empereur donne l'ordre de la retraite.

En examinant la situation d'Arcis, on peut juger de l'embarras d'une armée qui n'a que ce point de retraite. La ville est bâtie dans une vallée à pente douce, sur la rive gauche de l'Aube; à droite, règne un marais impraticable d'environ 1,000 mètres d'étendue, traversé par une levée étroite, coupée de cinq ponts et au bout de laquelle viennent se réunir les routes de Fère-Champenoise, Châlons et Vitry.

Il était probable que l'armée française n'aurait pas le temps de défiler, si l'ennemi la poussait vivement. Pour faciliter son écoulement, on jeta un second pont au-dessous de la ville, vis-à-vis de Villette; mais quelque diligence qu'on y apportât, il eût été prêt trop tard, si, par un bonheur inespéré, le prince de Schwarzenberg,

qui avait vu sa gauche rudement assaillie, n'eût inféré de ce prélude, que l'armée allait déboucher dans la plaine, et perdu un temps précieux à donner le dernier soin à ses dispositions.

La bonne contenance du comte Sebastiani l'entretint dans son erreur jusqu'à 2 heures, et ce fut un coup de fortune. Le corps du prince de la Moskowa et la garde effectuèrent le passage du défilé en bon ordre : toute l'armée même aurait eu le temps de se retirer; mais Napoléon, craignant d'être serré de trop près, jugea plus à propos de disputer le passage de l'Aube. Il ordonna à cet effet au duc de Reggio de défendre avec ses trois brigades venues d'Espagne, les avenues d'Arcis, et lui enjoignit de s'établir le plus solidement possible dans cette ville. En exécution de cet ordre, la brigade Montfort occupa le faubourg que traversent les routes de Lesmont et de Troyes; le général Maulmont garda celui de Méry; la brigade Chassé fut placée en réserve. La division Rothembourg, qui avait escorté le parc, arrivant sur les entrefaites, prit position sur la rive droite de l'Aube, de manière à recueillir au besoin ces trois brigades. Pendant ce temps, les sapeurs détruisirent le pont de Villette, et construisirent des barricades avec des chariots aux principales issues d'Arcis.

Il charge le duc de Reggio de disputer le passage de l'Aube.

Le généralissime s'aperçut enfin que son ennemi allait lui échapper. Il n'y avait pas un

moment à perdre pour entamer son arrière-garde; mais s'attendant à être attaqué, il avait pris le matin toutes les mesures imaginables pour recevoir le choc, sans avoir eu l'idée d'arrêter un plan de poursuite.

Conseil tenu par les Alliés. Il convoqua à la hâte, sur les hauteurs de Mesgnil-la-Comtesse, les commandans des corps d'armée; et là, après une longue délibération, il fut résolu que le comte de Wrède lancerait à la poursuite des Français une brigade de cavalerie et une batterie légère, tandis qu'avec le reste de ses troupes il passerait l'Aube le plus promptement possible, pour se porter entre Donnement et Dommartin. La division de cavalerie légère de la garde russe, qui se trouvait déjà sur la rive droite, fut mise sous ses ordres. Une division de grenadiers russes dut le remplacer sur les hauteurs de Chaudrey, et une autre fut désignée pour s'établir sur les hauteurs de Mesgnil-la-Comtesse. Une division de cuirassiers fut destinée à les soutenir, et le reste des réserves eut ordre de se mettre en marche sur-le-champ pour aller prendre position derrière la Voire, soutenir les Bavarois, et couvrir au besoin la ligne de retraite.

On prescrivit au prince royal de Wurtemberg et au comte Giulay, d'attaquer Arcis sur trois colonnes, tandis que les grenadiers russes s'avançant de Mesgnil-la-Comtesse et de Chaudrey sur

le flanc gauche de Napoléon, attaqueraient le Grand-Torcy.

Attaque d'Arcis par les Alliés.

Tout aussitôt le comte de Pahlen, avec la cavalerie du corps de Rayefski, poussa vivement les escadrons français, qui se repliaient en échiquier des hauteurs de Nozay, pour aller repasser l'Aube au pont de Villette : la brigade qui formait le dernier échelon fut vigoureusement chargée par les hussards d'Olviopol, qui lui firent des prisonniers.

Les trois colonnes d'attaque du prince royal de Wurtemberg, précédées des réserves d'artillerie des gardes russe et prussienne, et soutenues par la 3e division de cuirassiers russes, arrivées sous Arcis, engagèrent une canonnade des plus vives. Le duc de Reggio se voyant menacé par toutes ces masses, désespéra de se maintenir dans ce poste, et fit des dispositions de retraite. Les coups convergens des batteries ennemies faisant tomber des rangs entiers de seconde en seconde, amenèrent du désordre sur les ponts, où l'infanterie voulut passer avec la cavalerie.

On a peine à concevoir comment les Alliés, témoins de l'embarras des Français, ne combinèrent pas mieux leurs efforts pour enlever cette arrière-garde. Leurs tirailleurs, logés dans les premières maisons du faubourg de Méry, n'ayant pas été soutenus à temps, en furent chassés par le 10e léger; mais ce succès momen-

tané retarda peu la marche des autres colonnes: il fallut céder la ville et repasser le pont. Un combat très-vif s'engagea à ses abords: le général Leval y fut blessé; le général Maulmont eut un cheval tué sous lui. La tête du pont fut en un instant obstruée de cadavres, de sacs et d'armes. Le général Chassé, sur le point d'être pris, saisit une caisse de tambour, battit la charge, et à la tête d'une centaine de vieux soldats du 16e léger et du 28e de ligne, repoussa les tirailleurs alliés, débarrassa le passage et donna le temps de former sur la rive droite de l'Aube les troupes déjà passées.

Le duc de Reggio s'établit à Chène, à l'embranchement des trois routes, à portée de soutenir la retraite de la brigade Maulmont, laissée dans le faubourg pour protéger la destruction du pont.

Vers 9 heures du soir, le reste des troupes du duc de Tarente arriva à Ormes; le bruit de la canonnade leur fit hâter le pas : elles avaient cheminé depuis St.-Saturnin jusqu'à Plancy sur des levées, pour ainsi dire impraticables entre des marais, et s'établirent harassées de fatigue, le 11e corps à Ormes, et le 2e à Viapre.

L'Empereur avec sa garde, alla coucher à Sommepuis, échelonné à Mailly par la cavalerie du comte St.-Germain.

Le gros de l'armée alliée s'arrêta devant l'Aube,

sur le champ de bataille qu'elle venait de gagner; le comte de Wrède ayant passé la rivière à Lesmont, marcha toute la nuit pour arriver à Challette. La cavalerie légère de la garde russe la franchit à Rameru, ayant des avant-postes à Vinet et Luistre.

Ainsi se termina ce combat de deux jours, où la confiance présomptueuse et l'opiniâtreté de l'Empereur exposèrent son armée à une ruine totale. Sa perte a été évaluée à 3 pièces de canon et 4,200 hommes, dont 800 prisonniers. L'ennemi n'a point encore fait connaître la sienne; mais on a lieu de la croire aussi considérable, puisque, dans la journée du 20, celle du seul corps austro-bavarois s'élevait à 224 officiers et 2,000 sous-officiers et soldats hors de combat. Il paraît inconcevable à tous les militaires, qu'un capitaine aussi consommé dans l'art de la guerre que Napoléon, ait pu prendre ainsi le change sur la véritable situation de son adversaire. La connaissance qu'il avait du caractère du généralissime justifiait en quelque sorte l'opinion qu'il se retirerait sans combattre; mais quel autre motif que le vif désir qu'il en conçut, pouvait lui faire supposer qu'une armée dont la retraite était volontaire, se repliait en désordre, et qu'on déboucherait impunément devant elle par un défilé aussi dangereux? Il fut fort heureux que le prince de la Moskowa et le comte Sebas-

tiani ne partageassent pas son assurance lorsqu'il leur ordonna le 21 d'attaquer et de renverser l'ennemi sur la route de Troyes; car si, dans ce moment, au lieu de conserver les troupes en masse, ils eussent déployé et engagé l'infanterie, tout était perdu. L'armée accablée par le nombre, acculée à l'Aube en combattant, aurait sans doute été écrasée, et le duc de Tarente ne serait arrivé sur la rive droite, que pour être témoin de son désastre et en recueillir les débris. Mais si l'armée française accuse Napoléon de l'avoir imprudemment jetée dans un abîme, le généralissime en le laissant échapper lorsqu'il avait si beau jeu de punir sa témérité, a encouru également les justes reproches des Alliés, dans cette circonstance où ses dispositions, indépendantes du conseil, ne demandaient que le coup-d'œil.

Les Alliés marchent sur Vitry.

Le 22 mars au matin, incertain encore de la route que prendrait son adversaire, il eut d'abord l'intention de se concentrer sur la rive droite de l'Aube, derrière le ruisseau de Puy; mais ayant appris qu'il se dirigeait sur Vitry, il se décida à se mettre en rapport avec cette place, tant pour assurer son flanc droit, que pour couvrir ses communications avec l'armée de Silésie. Il poussa donc le corps austro-bavarois sur les hauteurs de Corbeil, détachant le comte Oscherowski à Metiercelin. Le comte de Wrède aurait pu avec le gros de

son corps donner sur l'armée française, si le prince en lui ordonnant de s'en approcher, ne lui eût expressément défendu de s'engager avec elle.

Les Wurtembergeois et le corps de Rayefski, après avoir passé l'Aube sur un pont jeté au-dessus de Chaudrey, allèrent prendre position à Dampierre et à Luistre, couverts par deux brigades de cavalerie légère.

Au point du jour, le comte Giulay, maître d'Arcis, voulut en rétablir le pont; mais pendant la nuit, le duc de Reggio avait pris toutes ses mesures pour défendre le passage, et hérissé de batteries la rive gauche de l'Aube, depuis Ormes jusqu'à Torcy. Les tentatives des Autrichiens furent déjouées par un feu vif et bien dirigé, que la brigade Maulmont entretint jusqu'à 11 heures du soir qu'elle rejoignit à Chêne.

Le duc de Tarente avec les 2e et 11e corps d'infanterie, les 5e et 6e de cavalerie, et une partie de celle de la garde mise momentanément sous ses ordres, passa du camp d'Ormes sur les hauteurs de Dosnon, manœuvra contre le comte Oscherowski qui visait à couper la route de Vitry, et le tint en échec le reste de la journée.

Tentative des Français sur Vitry.

L'Empereur avec les troupes de sa garde, après avoir passé la Marne au gué de Frignicourt, chargea le prince de la Moskowa de sommer Vitry. Ce maréchal s'approcha de la place avec la

6*

division du général Lefol (1), soutenue des deux divisions de dragons du comte Milhaud, somma le commandant et fit des démonstrations d'attaque; celui-ci d'abord intimidé, demanda qu'on lui permît avant tout d'expédier un officier au quartier-général des Alliés. On n'eut garde d'accepter sa proposition; et une seconde sommation accompagnée de menaces, ne produisit d'autre effet que de déterminer le commandant à faire son devoir. L'intention de Napoléon n'était pas que l'on tentât un coup de main; car bien qu'il ignorât que la place renfermait une garnison de 4,500 hommes, pourvue de 41 bouches à feu, il la croyait à l'abri d'insulte. Les troupes bivouaquèrent hors de portée de son canon, à Blacy et Vitry-le-Brûlé. L'Empereur avec la vieille garde, coucha à Farémont. Au reste, son mouvement ne fut nullement inquiété.

La résistance de la place de Vitry, à laquelle on devait en quelque sorte s'attendre, acheva d'ouvrir les yeux à l'Empereur sur sa situation. Convaincu que la manœuvre dont il s'était promis un brillant résultat, n'avait échoué que par la faiblesse de son armée, et ne se dissimulant pas la difficulté de tenir la campagne tant que le généralissime serait concentré, il résolut, au

(1) Le général Lefol avait pris le commandement de la division Janssens, en remplacement de cet officier-général blessé le 20 à Arcis.

risque de découvrir Paris, de manœuvrer de nouveau sur ses derrières. Ce parti, quoique hasardeux, offrait cependant encore des chances très-favorables, attendu qu'en se maintenant pendant quelques jours à proximité des Vosges, il gardait non-seulement l'espoir de rallier les 10 à 12 mille hommes que le général Durutte avait extrait des places de la 3e division militaire, mais encore celui d'intercepter les communications de la grande armée, en jetant de St.-Dizier par Joinville un corps de cavalerie sur Chaumont, ou de prendre une nouvelle base d'opérations à son choix sur Metz ou Strasbourg.

L'Empereur se détermine à opérer sur les derrières des Alliés.

Cette résolution prise, il marqua la direction de l'armée à St.-Dizier, et le 23 mars, il se mit en marche sur cette ville avec la division Friant, et la cavalerie des généraux Desnoëttes, Saint-Germain, Defrance et Piré. La division de ce dernier formant tête de colonne, et soutenue par les gardes d'honneur, après avoir enlevé un bel équipage de pont et fait 900 prisonniers à Saint-Dizier, poussa sur Doulevant. L'infanterie et le quartier impérial restèrent à Saint-Dizier.

Les troupes du duc de Tarente s'ébranlèrent au point du jour. Le deuxième corps d'infanterie faisant avant-garde, était en colonne de marche entre le Grand-Fenu et la Custonne, lorsqu'une vive canonnade se fit entendre dans

la direction de Sommepuis. Le général Gérard, curieux de savoir ce qui l'occasionnait, se porta de sa personne jusqu'au-delà de Nivelet, et apprit que les parcs d'artillerie du duc de Tarente étaient aux prises avec de la cavalerie.

Prise du parc du duc de Tarente.

Ce maréchal ayant reçu l'ordre de quitter les environs d'Arcis dans la nuit du 23, avant d'avoir rallié toutes ses troupes, envoya des officiers d'état-major sur les chemins de Plancy à Nogent, et de St.-Saturnin à Villenoxe, pour diriger par Sézanne sur Sommepuis celles qui n'auraient pas encore traversé les marais. Les parcs qui se trouvaient en-deçà de Boulage eurent l'ordre de remonter à Pleurs le lendemain de bonne heure, d'où le général Amey qui les avait accompagnés jusqu'à St.-Saturnin, devait, d'après des dispositions particulières, continuer à les escorter depuis Cauroy, Gourganson, ou tout au moins de Semoine jusqu'à Sommepuis. Malheureusement cette précaution si sage donna lieu à un malentendu. Cet officier général croyant devoir se rendre à Sézanne, perdit les traces de l'artillerie, qui arriva sans escorte au rendez-vous dans la plaine, où elle fut assaillie par la cavalerie légère du comte Oscherowski, laquelle déboucha de Metiercelin sur l'ancien chemin des Romains. Le commandant du parc, peu intimidé à l'aspect de cette cavalerie, le forma en carré, et fort des 4 à 500 canonniers ou sapeurs qui en

dépendaient, se mit en devoir de repousser une première attaque; mais plusieurs obus étant tombés au milieu, il craignit de voir sauter les caissons, et prit le parti d'abandonner les voitures, pour sauver les chevaux. Le général Gérard pressa la marche de son infanterie et attaqua les Russes, qui prirent position à son approche au Moulin-à-vent. Cédant à cette attaque inopinée, ils se retirèrent dans la direction d'Hambeauville, emmenant avec eux 300 prisonniers et 14 bouches à feu; celles qu'ils ne purent enlever, avaient été enclouées. L'avant-garde française continua ensuite sa route sur la chaussée d'Arcis, et arriva deux heures avant la nuit à Blacy, où elle releva les dragons du prince de la Moskowa, qui se dirigèrent aussitôt sur St.-Dizier.

Le gros des troupes du duc de Tarente vint passer la Marne à Frignicourt, sur un pont de chevalets, et s'établit à Villotte et Bignicourt; la cavalerie du général Sebastiani rejoignit à Saint-Dizier.

Ce mouvement, qui indiquait assez les projets de Napoléon, fit naître mille réflexions dans l'armée française. La plupart des chefs l'envisagèrent comme le dernier effort d'un désespoir aveugle; quelques esprits d'une trempe plus forte y virent, sinon le moyen de sauver la patrie, du moins celui de prolonger la lutte, puisqu'en suivant cette direction, l'armée pouvait ressaisir par

des combinaisons stratégiques, sur un théâtre plus varié, ce que sa faiblesse lui avait fait perdre dans les plaines, aux environs de Paris; mais, à quelques égards, il fut aisé de contester l'efficacité de ce projet. Une première condition de sa réussite était que l'action du gouvernement demeurât indépendante de l'occupation de la capitale par les Alliés : or, c'est à quoi Napoléon n'avait nullement songé. D'un autre côté, les faibles corps des maréchaux de Trévise et de Raguse ne suffisaient pas pour la défendre. D'autres raisons se réunissaient encore contre ce plan. Napoléon, de St.-Dizier ne pouvait rassembler qu'à Nancy les divers détachemens qu'il se proposait de tirer des places de la Moselle, des Vosges et du Bas-Rhin, et de là quelle distance ne lui restait-il pas à franchir pour rentrer dans la sphère des opérations des Alliés, soit qu'il voulût revenir par Langres sur les derrières du prince de Schwarzenberg, soit qu'il se proposât de marcher par Besançon sur Lyon, pour s'y réunir au duc de Castiglione! Paris eût été conquis, le gouvernement impérial renversé, avant qu'il eût eu le temps de se créer une armée de tant d'élémens épars, et de faire une diversion puissante sur l'un ou l'autre de ces points.

Tous les militaires éclairés regrettèrent alors, et Napoléon peut-être aussi, de n'avoir pas pris de Reims une direction absolument différente. A cette

époque, il était encore possible de sauver l'empire avec les débris de l'armée; mais au lieu de se porter par Château-Thierry et Arcis sur la droite du généralissime, la prudence conseillait de manœuvrer contre sa gauche par Provins et Sens, pour de là s'approcher par Auxerre des sources de l'Yonne, de l'Armançon et de la Seine. Ce mouvement eût été d'autant plus facile, qu'exécuté dans la ligne intérieure de défense, il se trouvait hors d'atteinte de l'ennemi. Par la même raison, il assurait la jonction des ducs de Trévise et de Raguse, lorsqu'obligés de plier devant le feld-maréchal Blucher, ils eussent été dans le cas de chercher un point d'appui. L'armée française, une fois dans ce pays coupé et difficile, aurait soutenu avec avantage une guerre de chicane sur la gauche de la ligne d'opérations de la grande armée, sans cesser d'avoir l'œil dans le bassin du Rhône et d'être maîtresse de celui de la Loire. Dans cette hypothèse, si le prince de la Moskowa obtenant l'autorisation qu'il sollicitait, de former un corps d'armée avec les garnisons de la frontière de Rhin et Moselle, eût agi avec son audace et son activité accoutumées, dans la ligne des places de la Moselle et de la Sarre, sur la droite de la ligne d'opérations de l'armée de Silésie; ou qu'il eût simplement rejoint l'Empereur par la vallée de la Seine; ou enfin qu'il se fût réuni près ou dans la Suisse au

duc de Castiglione, on conviendra que les affaires n'auraient pas tardé à changer de face; et supposé que les Alliés, au mépris des armées établies sur leurs flancs et leurs derrières, eussent fait la conquête de Paris, elle n'aurait été d'aucune influence sur les résultats ultérieurs de la campagne.

Mais ce plan dont on entretint l'Empereur avant son départ de la capitale et qu'il rejeta, dans l'impossibilité d'être maintenant exécuté, ne se discutait plus qu'avec un sentiment d'amertume d'autant plus douloureux, que le dévouement sans bornes de cette poignée de braves, devenait désormais inutile au prince et à la patrie.

CHAPITRE XIX.

Les Alliés prennent la résolution de marcher sur Paris. — Les maréchaux de Trévise et de Raguse laissés sur l'Aisne, sont rappelés par Napoléon, et cherchent à le rejoindre sur la Marne moyenne. — Jonction de la grande armée et de celle de Silésie sous Vitry. — Position des Français au 24 mars.

(Consultez pour les marches, la carte de l'Empire français; et pour les positions, les feuilles de Cassini, n° 44, 45; 79 et 80.)

Le prince de Schwarzenberg incertain sur la direction de la retraite des Français, n'avait encore rien changé à dix heures du matin aux dispositions de la veille. Il s'était contenté de faire suivre leur arrière-garde par les Bavarois, les Wurtembergeois et le corps russe de Rayefski. Le comte Oscherowski en informant le comte Barclay de Tolly de la belle capture qu'il venait de faire, lui transmit par son aide-de-camp deux dépêches du Prince major-général au duc de Tarente, trouvées sur un courrier pris à la

même affaire, dans lesquelles il l'informait, qu'après avoir passé la nuit à Longchamp, Napoléon s'était dirigé sur St.-Dizier, d'où il avait poussé sa cavalerie à Joinville, et l'invitait d'accélérer sa marche, pour le rejoindre en passant la Marne au-dessus de Vitry.

Le comte Barclay convaincu qu'il fallait prendre dans cette conjoncture un parti vigoureux, chargea le général Diebitsch de porter ces dépêches originales au prince de Schwarzenberg.

Elles lui furent remises à Dommartin; et le généralissime, après une délibération où les généraux Radetzki et Diebitsch seuls prirent part, résolut de chercher à opérer sa jonction avec l'armée de Silésie, en longeant la Marne, et expédia sur-le-champ l'ordre de marche aux divers corps d'armée.

Mais il était tard; le temps que les colonnes mirent à s'ébranler, l'incertitude où l'on était si Vitry se trouvait encore au pouvoir des Alliés, assurèrent le salut de l'armée française; et le duc de Reggio, qui formait l'arrière-garde, en fût quitte pour quelques voitures de bagages, et pour brûler le pont de chevalets à Frignicourt.

Pendant que ses colonnes marchaient, le prince de Schwarzenberg voulant se décharger de la responsabilité du mouvement décisif qu'il venait d'ordonner, provoqua la réunion d'un

conseil de guerre. Il eut lieu en effet, à 3 heures, à Pougy, chez l'empereur de Russie, et là il fut résolu dans les formes, « qu'attendu qu'on avait appris » par des dépêches interceptées, que Napoléon » se dirigeait de St.-Dizier sur le flanc et la ligne » de communication de la grande armée, en vue » de l'attirer dans une contrée défavorable, de la » battre partiellement, et de la forcer à la retraite » sur le Rhin, le généralissime, sans s'inquiéter de » ce qui se passerait sur ses derrières, se porterait » à Châlons, pour se réunir à l'armée de Silésie, » et opérer conjointement avec elle sur les der- » rières et le flanc de l'armée française; qu'en » conséquence, il commencerait son mouvement » dans la nuit même, attendu que l'occupation de » Châlons était le point essentiel à atteindre. Dans » le cas où l'on trouverait cette ville fortement » occupée, et qu'on ne pût l'attaquer sans courir » risque d'échouer, il fut décidé qu'on jetterait » un pont au-dessus ou au-dessous, afin de passer » sur la rive droite de la Marne. »

Conseil de guerre, dans lequel la jonction des deux armées alliées est résolue.

Nonobstant cette décision, et quoiqu'on eût appris dans la soirée que les Français n'étaient pas rentrés dans Vitry, et que l'avant-garde du baron Winzingerode, aux ordres des généraux Czernischew et Tettenborn, se fût mise en communication avec la cavalerie du comte de Pahlen, derrière les sources de la Somme-Soude, les mouvemens de la grande armée ne furent pas encore

prononcés le 23; car tous ses corps occupèrent une ligne demi-circulaire autour de Vitry, qui indiquait plutôt l'intention de suivre Napoléon vers Saint-Dizier, que de marcher à Châlons.

Telle était en effet l'arrière-pensée du généralissime, qu'au reste il décela bientôt en donnant l'ordre aux Bavarois de passer la Marne.

Cette déviation à un plan dont l'utilité avait été généralement sentie dans l'état-major russe, fournit matière à des observations que l'Empereur Alexandre accueillit. Le 24 au matin, il réunit en conseil privé à Sommepuis, le prince Wolkonski, le comte Barclay de Tolly et les généraux Toll et Diebitsch; et après avoir examiné attentivement sur la carte la position respective des armées, il demanda leur avis. Le général Diebitsch démontra avec autant de chaleur que de précision, la nécessité de marcher sur Paris, et prouva que la conquête de cette ville enleverait non-seulement à Napoléon sa place de dépôt, mais déciderait encore l'opinion publique, que les bulletins mensongers et les chances trop long-temps incertaines de la campagne, laissaient flottante entre lui et les Alliés. L'avis des autres membres du conseil étant conforme au sien, l'Empereur l'adopta et chargea le général Toll de faire part au généralissime de la résolution qu'il avait prise de marcher sur Paris avec les armées réunies, se réservant d'en instruire lui-même le roi de Prusse.

Au moment où il prenait cette détermination, le prince de Schwarzenberg fut informé que l'armée de Silésie occupait Reims et Château-Thierry, qu'elle allait entrer à Châlons, et que toute sa cavalerie sous les ordres du général Winzingerode, était entre la Somme-Soude et la Cosle.

Mais pour faire voir comment l'armée de Silésie parvint à se mettre en contact avec celle du prince de Schwarzenberg, il convient de reprendre les choses d'un peu plus haut.

Opérations de l'armée de Silésie contre les ducs de Trévise et de Raguse.

Depuis le 13 mars, le duc de Trévise occupait la position que l'Empereur lui avait assignée sous Soissons, et le duc de Raguse était revenu de Fismes le 15, d'après un ordre du Major-général, prendre poste à sa droite sur l'Aisne, à Béry-au-Bac. Ces deux corps dont la force totale n'excédait pas 13,000 baïonnettes et 3,600 sabres, n'auraient pas resté si long-temps en présence de l'armée de Silésie qui en comptait 109 mille, si le feld-maréchal Blucher, incertain de ce qu'il devait faire, n'avait craint d'abord que Napoléon, après avoir reçu quelques renforts, ne reprît l'offensive sur la rive droite de l'Aisne, et qu'ensuite il n'eût eu lui-même le dessein de se porter dans la vallée de l'Oise, comme on en juge par la direction donnée au corps de Bulow, de La Fère sur Noyon.

Les choses restèrent dans le même état jusqu'au

18 mars, que le feld-maréchal prussien ayant eu avis que l'Empereur avait quitté Châlons et Epernay pour manœuvrer vers l'Aube, concentra ses forces aux environs de Craone et Corbeny, donna l'ordre aux corps d'Yorck et de Kleist de marcher sur Béry-au-Bac, et d'en déloger les Français, tandis que la cavalerie du général Winzingerode passerait l'Aisne à Asfeld-la-Ville, et viendrait les attaquer sur leur flanc droit.

Le duc de Raguse bat en retraite sur la Vesle.

Le duc de Raguse, convaincu qu'il était hors d'état de disputer le passage à une masse aussi imposante, et craignant par conséquent de la voir déboucher sur son front et ses flancs, se décida à ne défendre Béry-au-Bac que le temps nécessaire pour assurer sa retraite, et en prévint sur-le-champ le duc de Trévise, qui se mit le même jour en mouvement sur Fismes avec les divisions Curial, Christiani et Roussel, laissant la division Charpentier devant Soissons, et la brigade Grouvelle détachée à Compiègne, pour observer l'Aisne inférieure.

Le duc de Trévise se rend à Reims.

Le 18, l'armée de Silésie se disposant à passer l'Aisne sur deux points, s'ébranla la gauche en tête. Les corps de Kleist et d'Yorck formant avant-garde, se portèrent sur Béry-au-Bac et Pontavaire. Le duc de Raguse de son côté donna l'ordre de défendre Béry-au-Bac; et longeant la rivière avec une partie de son infanterie et 6 pièces, il courut vers le point menacé par le premier

pour s'opposer à la construction du pont, plaçant en cas d'événement, les cuirassiers du général Bordesoulle et une partie de son infanterie, en réserve sur les hauteurs de Roucy. Le duc de Trévise continua son mouvement sur Reims, où il s'établit poussant les dragons du général Roussel à Neuvillette.

Les deux corps prussiens arrivés à leur destination, s'occupèrent sur-le-champ, Yorck d'emporter Béry-au-Bac que la division Ricard défendit avec opiniâtreté, et Kleist de jeter son pont. Les travaux de ce dernier furent contrariés toute la matinée par le feu d'une batterie placée avantageusement et celui de 300 tirailleurs. Cependant vers la fin de la journée il fut achevé, et alors il fallut bien renoncer à défendre la rive gauche de l'Aisne. Le maréchal avec le gros de son infanterie, se mit en mouvement sur Fismes, laissant pour faire sauter le pont de Béry une brigade d'infanterie et une de cavalerie.

Le pont détruit, cette arrière-garde se retirait en toute sécurité, lorsque le général Czernischew, qui avait passé l'Aisne au gué d'Asfeld, atteignit la cavalerie légère des Français, et la poussa en désordre sur l'infanterie.

Le feld-maréchal fit poursuivre le duc de Raguse par 3 régimens de cavalerie légère et les réserves des deux corps prussiens, sous le général Ziethen, qui alla s'établir à Cormicy. L'armée prit

position, le corps de Kleist à Pontavaire, laissant une brigade sur la rive droite; l'avant-garde du général Yorck à Blanzy-les-Perles; le gros à Juvincourt et La Ville-aux-Bois; le baron Sacken à Corbény, le corps de Winzingerode à Amifontaine, celui du comte Langeron à Ramecourt.

Le 19 mars, le maréchal Blucher ayant deux ponts sur l'Aisne, ordonna aux généraux Kleist et Yorck de poursuivre l'ennemi par Cormicy et Roucy sur la Vesle, sans cependant engager d'infanterie sur sa rive gauche, tandis que le général Winzingerode se dirigerait sur Reims en deux colonnes, l'infanterie par Béry-au-Bac, et la cavalerie par Asfeld-la-Ville. Le baron Sacken reçut l'ordre de se rendre à Pontavaire; le comte Langeron à Béry-au-Bac; le général Bulow rappelé de La Fère, eut celui de s'avancer sur les hauteurs de l'Ange-Gardien, afin de se porter suivant le besoin à Soissons ou Wailly. Un seul bataillon forma la garnison de Laon.

Ainsi les maréchaux, séparés l'un de l'autre de 3 myriamètres, allaient être attaqués à la fois à Fismes et à Reims, et comprimés dans tous leurs mouvemens: situation fâcheuse, qu'ils eussent peut-être évitée, si la veille le duc de Raguse au lieu de se rendre à Fismes, s'était retiré de Béry-au-Bac sur Reims, nœud de plusieurs grandes routes, où ils auraient pu choisir la plus favorable pour manœuvrer; mais comme leurs ins-

tructions portaient de couvrir Paris, ils craignirent de s'en écarter en s'établissant ainsi devant la gauche de l'ennemi; de plus, le duc de Raguse ayant eu avis de la marche du corps de Winzingerode sur Reims, dont les rapports exagéraient la force jusqu'à 40 mille hommes, il décida son collègue à se rapprocher de lui le lendemain matin, en lui faisant observer qu'une jonction à Reims les séparerait sans retour du général Charpentier, laissé sur l'Aisne inférieure.

D'après cette détermination, le duc de Trévise se mit en marche le 19 au point du jour, pour revenir sur ses pas; et à 8 heures, la tête de sa colonne était déjà à Jouchery, lorsque, sur un faux avis, le duc de Raguse qui y arrivait également, lui persuada de retourner à Reims. L'infanterie s'arrêta; et l'arrière-garde de dragons faisant volte-face, y rentra au galop vers midi. L'avant-garde russe commençait seulement à se montrer, et il n'y avait dans la ville qu'un pulk de cosaques, qui fut dissipé. Surpris de ce brusque retour, le général Winzingerode forma ses colonnes et se prépara à reprendre Reims de vive force. Le régiment de dragons, rentré seul si hardiment, ne suffisait pas pour le défendre, et courait un grand danger; le comte Belliard porta à son soutien la division Roussel, la forma le long de la grande route, face à la Vesle, et jeta au moulin de St.-Brice un bataillon de fusiliers de la

Evacuation de Reims par le duc de Trévise.

Garde, qui se trouvait sous sa main. Les dragons qui étaient en ville mirent pied à terre, barricadèrent les portes, et bientôt la canonnade s'engagea sur les deux rives de la Vesle et aux portes de Laon et de Réthel.

Cependant l'infanterie n'arrivait pas, et le général Belliard ne pouvant comprendre la cause de ce retard, expédiait officier sur officier aux maréchaux, pour les informer de l'état des choses et prendre leurs ordres. Or, après son départ, ils s'étaient décidés à suspendre la marche de l'infanterie, et lui firent dire qu'ils le laissaient maître d'évacuer la ville, s'il ne se jugeait pas en état de la conserver; mais il n'était plus temps: les Russes la cernaient; et en se retirant, il aurait eu le corps entier de Winzingerode sur les bras. Aventuré si légèrement, le général Belliard sentit qu'il fallait faire bonne mine à mauvais jeu, et pour tromper l'ennemi sur sa faiblesse, il canonna jusqu'à la chute du jour. Le général Winzingerode, étonné d'une résistance si opiniâtre, supposa Reims gardé par une forte garnison, et crut ne pouvoir s'en rendre maître qu'au moyen d'une escalade de nuit. Il arrêta la marche de ses colonnes, et ramassa toutes les échelles des villages environnans; cependant à 7 heures, le jour étant entièrement tombé, le comte Belliard ordonna la retraite, qui s'opéra en silence et sans accident sur Jonchery. De ce village, le duc de

Trévise alla dans la même nuit prendre sur les hauteurs de Fismes la gauche du duc de Raguse, dont les avant-postes fusillaient sur les bords de la Vesle avec les tirailleurs de l'avant-garde prussienne.

Le corps du baron Winzingerode occupa Reims; celui du général Yorck bivouaqua à Romain et Vanteley, le général Kleist à Blanzy-les-Perles, le baron Sacken à Pontavaire, le comte Langeron à Béry-au-Bac; le général Bulow se rapprocha de Soissons.

Les maréchaux sont décidés à accepter bataille.

Le lendemain 20 mars, les deux corps français réunis campèrent sur le mont St.-Martin, ayant le ruisseau d'Ardres devant leur front, et Fismes pour avant-poste. Cette position, bonne tout au plus pour retarder de quelques instans la marche de l'ennemi, était un fort mauvais champ de bataille, puisqu'en cas d'échec, la retraite ne pouvait s'effectuer que par des chemins de traverse, pour ainsi dire impraticables; et que d'ailleurs elle laissait entièrement libres la grande route de Soissons à Paris, et toutes celles de Reims à la Marne. Le duc de Raguse en sentit sans doute les inconvéniens lorsqu'il annonça au prince de Neuchâtel que dans le désir de prendre sa revanche sur les Prussiens, il chercherait à les attirer près de Mareuil en Dôle, où il avait remarqué un meilleur champ de bataille.

Le feld-maréchal Blucher voyant la possibilité de rétablir ses communications avec la grande armée par Reims, que les maréchaux français trop attachés peut-être à la lettre de leurs instructions, lui avaient cédé pour s'interposer entre son armée et la Capitale; dégoûté vraisemblablement des pointes qui lui avaient si mal réussi, résolut de se mettre en contact avec le généralissime, au moyen de ses troupes légères, et de se préparer à opérer de concert avec lui, s'il n'était pas trop éloigné. En conséquence, le baron Winzingerode reçut l'ordre de garder Reims avec son infanterie, de rétablir les ponts de la Vesle, et de pousser sa cavalerie sur Epernay et Vitry; les généraux Yorck et Kleist eurent l'instruction d'observer les maréchaux et de les tenir en haleine par des démonstrations. Il fut prescrit au baron Sacken de se porter sur Wailly, d'y jeter un pont, et de pousser son avant-garde à Braisne.

Soissons est abandonné à ses propres forces.

Les Français conservèrent toute la journée du 20 la position de Mont-Saint-Martin, où le duc de Trévise rallia la division Charpentier, livrant ainsi Soissons et Compiègne à leurs propres forces. Mais la première de ces places, à laquelle deux compagnies de sapeurs et environ 800 travailleurs n'avaient cessé d'être employés depuis six jours, était sensiblement améliorée; et dans l'impossibilité de mettre en si peu de temps la

ville à l'abri d'un coup de main, du moins l'ouvrage à couronne de St.-Wast se trouvait en état de remplir l'objet d'une citadelle. D'ailleurs, le duc de Trévise y avait laissé 2,800 hommes et un armement de 39 bouches à feu, et le commandant Gérard paraissait bien résolu à venger les affronts faits à ses remparts. La garnison de Compiègne, sous le major Ottenin, se composait d'environ 600 hommes de jeune garde.

Sur le soir, la cavalerie des généraux Yorck et Kleist réunie à Courlandon sous les ordres du général Ziethen, passa la Vesle, et vint s'établir sur la droite des Français. Le général Bulow s'avança sur Soissons, et eut un engagement très-chaud avec la garnison. Le comte Langeron resta en réserve à Béry-au-Bac.

Reprise de Châlons par le général Tettenborn.

Pendant que ces mouvemens s'opéraient, le baron Tettenborn revenant sur ses pas après le départ des gardes d'honneur, rentra dans Châlons avant que le général Duvigneau eût eu le temps d'y mettre garnison, et ouvrit de nouveau par Reims la communication avec l'armée de Silésie. Cet événement causa d'abord beaucoup de joie; mais elle fut un instant troublée par la nouvelle qu'un corps composé d'infanterie et d'artillerie venait de se montrer dans les Ardennes, sans qu'on sût comment il y était entré; et que la population de cette contrée avait les armes à la main. Le maréchal Blucher

ordonna aussitôt au comte Langeron de détacher le comte de Witte avec un corps volant de mille chevaux et de 2,000 hommes de pied vers Réthel, pour le combattre ou du moins l'observer; et l'on sut bientôt que c'était la division Janssens qui, sortie des places pour se porter sur Reims, n'avait fait que traverser le pays sans laisser de trace après elle.

Les maréchaux sont rappelés par l'Empereur.

Le 21 mars, les maréchaux reçurent du Major-général, par l'intermédiaire du général Vincent, l'ordre de rejoindre l'Empereur par Châlons ou Epernay, aux environs de Vitry; ils regrettèrent alors de ne s'être pas réunis à Reims; et comme il n'y a pas de route qui de Fismes conduise à Epernay, ils gagnèrent Château-Thierry sur deux colonnes, par les chemins de traverse de Fère en Tardenois et de Cramaille sur Oulchy-le-Château. La cavalerie des corps d'Yorck et de Kleist, aux ordres du général Ziethen, eut un engagement fort chaud avec leur arrière-garde, et la contraignit à repasser l'Ourcq à Oulchy.

Le général Yorck prit son camp à Fère, le général Kleist à Cramaille; le baron Winzingerode resta à Reims, et poussa un parti sur la route d'Epernay; le comte Langeron s'avança de Béry-au-Bac sur Baslieux; le baron Sacken de Vailly se porta à Braisne, poussant son avant-garde sur Soissons, dont elle insulta le même jour les dehors.

Cependant le général Tettenborn informé qu'un corps volant occupait encore Epernay, détacha au point du jour le colonel Pfuhl avec 2 régimens de cosaques et 2 pièces légères, pour l'en chasser. Bien que le général Vincent n'eût que 500 hommes d'infanterie et 125 chevaux à lui opposer sans artillerie, il ne voulut pas céder son poste à ce faible parti, et se mit en devoir de le défendre, espérant être bientôt soutenu par les ducs de Trévise et de Raguse. Secondé par la garde nationale à laquelle le maire communiquait son ardeur, il parvint à repousser une première tentative; mais vers 2 heures, le colonel Pfuhl ayant attaqué de nouveau dans l'instant où les coureurs de l'avant-garde du général Winzingerode arrivaient au pont de la route de Reims, et franchissaient la Marne au gué de Damerie, toute résistance devint inutile : le général Vincent coupé, fut obligé de gagner Dormans par la forêt de Vancienne, et d'abandonner Epernay à son triste sort. Le vainqueur irrité de la résistance des habitans, livra la ville au pillage.

Le général Vincent est chassé d'Epernay. Sac de cette ville.

En arrivant à Château-Thierry, les maréchaux apprirent l'échec essuyé par le général Vincent. Jugeant dès-lors que la grande route de Châlons était fortement occupée, ils se déterminèrent à rejoindre l'Empereur par la petite.

Les militaires qui ont blâmé cette résolution, ont prétendu qu'il aurait mieux valu prendre posi-

tion à Château-Thierry, en attendant que le maréchal Blucher eût prononcé son mouvement. Si les maréchaux avaient été maîtres d'agir d'après les circonstances, personne ne s'aviserait de contester cette opinion; mais leurs instructions étaient précises; et comme, en s'en écartant, ils se seraient tacitement engagés à conserver Paris, ils préférèrent courir la chance d'être écrasés en cherchant à rejoindre l'Empereur, plutôt que de s'imposer une tâche si difficile, et à laquelle il semblait lui-même avoir renoncé.

Quoi qu'il en soit, après avoir détruit les ponts de Château-Thierry et donné l'ordre au général Vincent de rejoindre par Orbais, ils se portèrent sur Montmirail. La réserve de cavalerie du général Ziethen toujours à leur poursuite, fut arrêtée sur la rive droite de la Marne : les corps d'Yorck et de Kleist prirent position sur l'Ourcq à Cugny, Oulchy, Billy; leur cavalerie légère à Neuilly et La Ferté-Milon. L'infanterie du baron Winzingerode resta à Reims; sa cavalerie se porta sur la Marne, dans le but d'opérer sur les derrières de Napoléon. Le comte Langeron s'avança jusqu'à Fismes, et le baron Sacken se rapprocha de sa droite, laissant le général Bulow commencer seul le siége de Soissons. Un corps volant de cavalerie eut ordre de se porter sur Villers-Cotterets, pour donner la chasse aux partis de la garnison de Compiègne qui battaient

la campagne entre la forêt de ce nom et celle de Villers-Cotterets.

Les maréch. veulent rejoindre l'Emper^r par la petite route de Châlons.

Avec une connaissance plus exacte des troupes éparses dans la contrée, les maréchaux auraient pu, de Montmirail comme centre, se renforcer d'au moins 10 mille hommes, en retardant leur marche de 24 heures. En effet, les derniers échecs de l'Empereur sur l'Aube, avaient changé la ligne de communication, et il s'était accumulé aux environs de Sézanne plusieurs gros détachemens qui ne cherchaient que l'occasion de rejoindre avec sûreté.

Ces détachemens étaient:

1° Les deux premières brigades de la division Pacthod, fortes d'environ 4,000 hommes, laissées par le duc de Tarente le 18, à la garde des trois ponts de la Seine, et dirigées le 22 de Villenoxe sur Sézanne, où elles étaient arrivées le lendemain;

2° La division du général Amey, d'environ 1,800 hommes, que nous avons vu se porter malheureusement de St.-Saturnin sur Sézanne, au lieu d'escorter le parc qui fut pris à Sommepuis;

3° Une colonne d'environ 800 hommes de troupes de ligne ou gardes nationales, une demi-batterie et 100 chevaux du 13e de hussards; partie de Meaux le 19, sous les ordres de l'adjudant-commandant Noizet, avec un convoi de 80 voi-

tures portant 100 mille rations de pain, de l'eau-de-vie et des effets militaires; laquelle rendue le le 21 à Sézanne, avait reçu l'ordre du Major-général d'y séjourner provisoirement;

4° Les 8e et 9e régimens de marche de cavalerie formant ensemble près de 800 sabres, le premier parti de Versailles le 17, et se trouvant à La Ferté-Gaucher; l'autre le 19, et couchant à Coulommiers;

5° La division provisoire organisée à Meaux par le général Ledru-des-Essarts, forte d'environ 1,500 hommes d'infanterie et de 450 chevaux;

6° Le corps franc du colonel Simon, de 400 fantassins et de 40 lanciers battant la campagne aux environs de Coulommiers.

Indépendamment de ces troupes qui se trouvaient, pour ainsi dire, sous la main des maréchaux, la division Alix et le comte Souham avec le noyau de la deuxième division de la réserve de Paris, renforcé du 4e régiment de marche de cavalerie, par suite d'une disposition prescrite au Ministre de la guerre, s'étaient étendus assez inutilement derrière l'Yonne, d'Auxerre à Montereau, et tenaient paralysés 4,500 fantassins, 500 cavaliers et 16 pièces de canon, à 15 myriamètres de la ligne d'opération.

Par une fatalité singulière, les maréchaux n'eurent aucun avis de la position de ces détachemens qui avaient la même destination qu'eux,

et continuèrent seuls le 23 leur marche sur Châlons. L'avant-garde formée par le général Merlin, découvrit près de Bergères un poste de cavalerie, et lui donna la chasse. C'était le piquet d'un fourrage que le général Tettenborn avait ordonné dans Vertus. La cavalerie légère le culbuta, lui prit ses trousses et environ 100 cavaliers montés. L'armée s'établit à Bergères et Etoges, où le général Vincent la rejoignit heureusement après avoir chassé chemin faisant un parti russe d'Orbais.

Un officier de l'état-major du comte Belliard ayant trouvé dans son logement à Vertus, des lettres adressées au baron Tettenborn, qui annonçaient clairement la résolution prise par l'Empereur de Russie de marcher avec les deux grandes armées sur Paris, s'empressa de les remettre aux maréchaux; malheureusement ils crurent voir un piége dans l'oubli de ces papiers, et cette trouvaille qui pouvait leur être si utile, ne servit à rien.

Le feld-maréchal Blucher prend la résolution de se joindre à la grande armée.

Cependant le feld-maréchal Blucher désespérant de les empêcher de rejoindre l'Empereur, sentit la nécessité d'opérer au plus vîte sa jonction avec le généralissime, afin de prendre Napoléon sur son flanc gauche et ses derrières, tandis qu'il aurait à combattre en front le prince de Schwarzenberg. Laissant donc les deux corps prussiens à la poursuite des maréchaux, il or-

donna au baron Winzingerode de passer l'Aube avec 46 pièces d'artillerie légère, 10 régimens de cavalerie, 20 régimens de cosaques, formant environ 8,000 chevaux, et de frayer le chemin à l'armée dans les plaines de la Marne. Son infanterie, commandée par le comte Woronzow, eut l'ordre de se rendre à Châlons, et dut être remplacée à Reims par les corps de Langeron et Sacken. Le feld-maréchal avait le dessein de faire passer la Marne le lendemain aux comtes Woronzow et Langeron à Châlons et Epernay, et d'envoyer le baron Sacken à Châlons, afin de pouvoir au besoin concentrer ces trois corps russes entre la Marne et l'Aube. Les corps d'Yorck et de Kleist devaient rester dans la direction de Montmirail, et poursuivre les maréchaux sans se compromettre, c'est-à-dire avec leur cavalerie seulement; le général Bulow qui continuait le siége de Soissons, fut prévenu de se tenir prêt à se porter, soit sur Paris, soit sur la Marne; et le cas échéant, de confier le blocus de la place à une seule brigade.

Tout se mit en mouvement, à l'exception du comte Woronzow, en sorte que le soir les trois corps russes furent réunis à Reims, et toute la cavalerie du général Winzingerode sur la rive gauche de la Marne.

Ce fut dans cette circonstance que le feld-maréchal reçut la nouvelle des avantages rem-

portés par la grande armée, et que le généralissime lui donna connaissance des projets de Napoléon et de la détermination prise de réunir les deux armées pour marcher sur Paris. Tout se trouvait à point pour l'exécution, et le feld-maréchal n'eut qu'à diriger le lendemain les trois corps russes sur Châlons, au lieu de leur faire passer la Marne près d'Epernay.

Pendant que cette jonction de deux puissantes armées allait s'opérer pour porter le dernier coup à l'Empereur des Français, les ducs de Trévise et de Raguse hâtaient la catastrophe en marchant sans s'en douter au-devant d'elles. Décidés à se rendre à Vitry, ils avaient à choisir entre la route qui les y conduisait par Vatry, et celle de Fère-Champenoise; cette question fut vivement agitée. Le comte Belliard proposait de suivre la dernière pour plusieurs motifs. D'abord il jugeait qu'on aventurerait l'armée en lui faisant traverser une plaine immense avant de s'être assuré qu'elle était parfaitement libre. Il observait en second lieu que de Fère-Champenoise on serait aussi près de Vitry qu'à Vatry, et que d'ailleurs la retraite sur Paris se trouvant assurée par une bonne route, on pourrait alors sans risque pousser la cavalerie jusqu'à la Somme-Soude. Cette opinion était aussi celle du duc de Trévise; mais son collègue croyant n'avoir à craindre que pour ses derrières, la combattit

avec chaleur, et la marche sur Vatry fut résolue. Toutefois avant d'aller plus loin, l'on détacha le général Vincent vers Montmirail, avec 200 hommes de jeune garde, 50 dragons et 50 gardes d'honneur, pour observer les mouvemens des corps prussiens qui avaient suivi l'armée jusqu'à Château-Thierry, comme si l'orage qui la menaçait s'amoncelait de ce côté.

Le mouvement sur Vatry s'effectua sans accident; et le 24 au soir, le duc de Trévise prit position à cheval sur les routes de Troyes à Châlons, et de Vertus à Vitry, et le duc de Raguse aux deux Soudés, sur le chemin de Fère à Vitry. Mais le général Vincent ne fut pas plutôt rendu à sa destination, qu'il rencontra les coureurs du général Ziethen, et s'engagea avec eux.

Détachemens qui cherchent à rejoindre les maréchaux.

Cependant les généraux Pacthod et Amey informés par des voies indirectes, qu'un corps d'armée était en marche sur la petite route de Châlons, pour rejoindre l'Empereur, résolurent de l'atteindre et de mettre sous sa protection le convoi de subsistances arrivé à Sézanne sous l'escorte de l'adjudant-commandant Noizet. Il ne resta dans cette ville qu'environ 1,000 fantassins, pour garder la ligne de communication.

A leur arrivée à Etoges dans la soirée, ces généraux apprirent que les ducs de Trévise et de Raguse y avaient effectivement passé la nuit précédente, et se trouvaient derrière la Somme-

Soude. Dès-lors ils se félicitèrent du parti qu'ils avaient pris, et se crurent sauvés; car leur jonction pouvoit s'opérer dans la matinée du lendemain. Tous deux envoyèrent des officiers prendre les ordres des maréchaux.

D'un autre côté, le ministre de la guerre, auquel l'Empereur avait recommandé le 23, avant son départ de Sommepuis, d'avoir l'œil sur le rassemblement de troupes qui allait se former à Sézanne, venait d'y envoyer le comte Compans. Ce général arriva fort à propos pour calmer le trouble causé par l'apparition de quelques coureurs prussiens sur la route de Montmirail, dans l'infanterie de l'adjudant-commandant Noizet et les deux régimens de marche de cavalerie qui s'y trouvaient.

Ainsi, le hasard semblait encore une fois couvrir l'erreur des maréchaux et grouper autour d'eux, pour la retraite, la majeure partie des troupes dont ils auraient pu se renforcer dans leur marche offensive.

Cependant la notification de la volonté de l'empereur Alexandre, et les nouvelles importantes reçues de l'armée de Silésie, donnèrent lieu à un conseil de guerre qui se tint en plein air à 2 ou 3 kilomètres de Sommepuis, sur un monticule à droite de la route. Là il fut résolu « que les » Alliés marcheraient sur Paris, dont les routes » leur étaient maintenant ouvertes : la grande

» armée par Vitry, Sézanne et Coulommiers;
» celle de Silésie par Montmirail et La Ferté-sous-
» Jouarre; et que toutes deux se réuniraient à
» Meaux le 28, pour arriver ensemble devant
» Paris; que le général Winzingerode, avec toute
» sa cavalerie et son artillerie, suivrait Napoléon
» sur St.-Dizier, et constamment en queue, en
» prenant toutes les mesures imaginables pour lui
» persuader que la grande armée le poursuivait. »

Le prince de Schwarzenberg, dans une proclamation, informa les armées de cette résolution, leur faisant pressentir qu'elles n'auraient plus en France d'autres ennemis à combattre que la faible armée de Napoléon, et que la Nation se détachant de sa cause, n'attendait que l'occasion de se prononcer contre lui.

Avant de rendre compte de l'exécution de ce projet et des résultats décisifs qu'il obtint, il est convenable de jeter un coup-d'œil rapide sur les opérations des armées secondaires, sur l'ouverture, la marche et la rupture du congrès de Châtillon; enfin, d'exposer la situation intérieure de l'Empire, pour préparer nos lecteurs au dénouement du grand drame politique dont nous esquisserons ensuite les dernières scènes.

CHAPITRE XX.

Opérations dans les Pays-Bas. — Combat de Merxhem. — Bombardement d'Anvers. — Evacuation de Bruxelles. — Combat de Courtray. — Bombardement de Maubeuge.

(Consultez pour les marches, la carte de l'Empire français; et pour les positions, les n° III, IV, VII, VIII, IX, XII, XIII et XIV de la carte de Ferraris.)

On a vu au chapitre III par quelle suite de succès faciles, le général Bulow parvint vers le milieu de décembre à expulser les Français de la Hollande, et à s'établir sur la gauche du Wahl et de la Meuse. Napoléon réduit à en imposer à ses ennemis par de vains appareils, après avoir rappelé le général Decaen, décréta le 21 décembre, la formation d'une armée de 55 bataillons, dont il confia le commandement au comte Maison, qui devait avoir sous lui les divisionnaires Ambert, Carra-St.-Cyr et Ledru-des-Essarts. Il fut enjoint à cet officier général de combiner ses opérations avec le duc de Tarente; et en cas de jonction, d'en prendre immédiatement les ordres.

Quoique le nouveau général en chef rabattît beaucoup des promesses qui lui avaient été faites, il se flatta néanmoins qu'il aurait le temps de former successivement ses trois divisions d'infanterie à Liers, Anvers et Schotten; mais à peine rendu à Anvers, il acquit la conviction de n'avoir, pour tenir tête aux Prussiens et aux Anglais, que les dépôts d'une vingtaine de régimens encombrés de soldats attendant leur réforme pour cause de blessures, les divisions de jeune garde, commandées par les généraux Roguet et Barrois; plus, 7 à 800 chevaux aux ordres du général Castex. Cette fâcheuse découverte ne ralentit pourtant pas son zèle; et la disgrace de son prédécesseur, loin de l'abattre, donna l'essor à toute son énergie par la nécessité où elle le mit de soutenir sa réputation et de justifier le choix de l'Empereur.

Napoléon avait cru faire acte de modération en renonçant à chasser les Alliés de Breda, et à planter les aigles françaises sur les bords du Wahl; cependant en prescrivant au comte Maison de couvrir à la fois Anvers et la Belgique, il lui assignait une tâche, sinon impossible, du moins laborieuse et très-difficile; car, dans l'état actuel des choses, c'était s'exposer à perdre l'un et l'autre. Menacée à la fois de front par les Prussiens, sur les frontières maritimes par les Anglais, et du côté de la Meuse par les Russes, la Belgique

se trouvait pour ainsi dire sans défense, malgré le grand nombre de places bâties à dessein d'interdire l'accès de ses ports ou de tenir la clef de ses canaux; en effet, la plupart délabrées, manquaient, en outre, de garnison et d'approvisionnemens. Si le comte Maison n'eût visé qu'à couvrir Bruxelles, forcé de concentrer ses moyens entre Malines et Louvain, derrière le canal, dès que le duc de Tarente qu'il prévoyait devoir être incessamment appelé au secours de la Capitale, aurait dépassé Namur, la faible armée du Nord courait risque de voir insulter et prendre sur ses flancs Anvers et Maëstricht, sans être en état d'y mettre obstacle: de voir même se réunir derrière elle les Alliés dans les plaines de la Senne et lui couper toute retraite. Eût-il voulu au contraire, s'en tenir à l'exécution ponctuelle de ses instructions? obligé alors de s'étendre le long du Demer, entre la Meuse et l'Escaut; les Anglais et les Prussiens, maîtres de Steenbergen et de Wilhelmstadt, de Breda et de Bois-le-Duc, en auraient débouché sans difficulté pour se porter, soit par le bassin de la Lys vers celui de l'Aa, afin d'accomplir le vœu constant de l'Angleterre, de ravager en une courte et facile diversion tous nos établissemens maritimes; soit par les bassins de la Dendre et de l'Escaut dans celui de l'Oise, où leur jonction aurait pu s'effectuer avec les Russes, qui s'y seraient rendus par les vallées de la Meuse et de l'Aisne.

Plan de campagne du comte Maison.

Convaincu de cette triste vérité autant que pénétré de l'importance du rôle dont il était chargé, le comte Maison sans s'attacher à l'exécution littérale de ses instructions, résolut dès-lors d'agir néanmoins dans leur esprit, en tenant la campagne avec un corps volant qui, changeant tous les jours de position, donnât le change aux Alliés sur ses forces et ses projets; de n'accepter jamais de combat, à moins d'avoir toutes les chances en sa faveur, et de profiter au contraire, des avantages qu'il pourrait tirer de la mésintelligence, des fausses mesures ou de la lenteur des ennemis.

Il projette de chasser les Anglais de Sud-Beveland.

Conformément à ce projet, il compléta l'approvisionnement et la garnison de Berg-op-Zoom, qu'il prévoyait devoir être bientôt investi, prit toutes ses mesures pour former le fonds de celle d'Anvers avec les étrangers, les marins et quelques bataillons de conscrits récemment arrivés; et conçut en même temps l'idée de chasser les Anglais des îles Beveland, d'où, quoique peu solidement établis, ils menaçaient ces deux boulevards, et gênaient déjà la communication avec celles de Walcheren et de Cadzant.

Il n'y avait pas de temps à perdre; car il fallait au moins cinq à six jours pour combiner cette opération; et le fort de Batz, le seul qui fût encore au pouvoir des Français dans Sud-Beveland, paraissait peu capable de résister jusque-là, s'il

était vigoureusement attaqué. Le comte Maison y fit passer le général Bruny, officier ferme et prudent, avec ordre de le défendre à outrance. En même temps, il prescrivit au général Gilly de préparer une expédition de Flessingue, de manière à débarquer au plus tard le 6 janvier à la pointe occidentale, 5 à 600 hommes, tandis que lui-même avec le 12ᵉ de tirailleurs et quelques autres troupes tirées d'Anvers, prendrait terre à l'extrémité sud; mais ayant reçu tout-à-coup l'ordre ministériel de réunir les troupes de la garde, et de faire un effort en faveur de la garnison de Gorcum que Napoléon désirait alors retirer, ce projet fut indéfiniment ajourné.

Ce projet échoue.

Toutefois le général Gilly ne reçut pas à temps le contre-ordre, et jeta le 4 janvier à Borselen un bataillon du 131ᵉ, lequel après avoir pris et détruit deux batteries, fut obligé de se rembarquer, ne pouvant se maintenir seul contre 6 à 800 Anglais et la population, furieuse que le maire, moteur de l'insurrection, eût été blessé.

Le général Maison cantonne ses troupes sous Anvers.

Cependant les Prussiens occupaient en force Gertruydenberg et Heusden, et le terrain renfermé entre ces deux places était submergé. Dès-lors l'expédition prescrite par le Ministre devenant impraticable, l'infanterie du général Roguet cantonna à Hooghstraeten et Turnhout, et la cavalerie du comte Desnoëttes entre ce bourg et

celui de Brecht; le général Ambert avec 4 bataillons, 200 chevaux et 4 pièces de canon, prit poste à Donck et Braschaet. Dans ces positions, le comte Maison avait pour but de couvrir Anvers, d'assurer la communication de cette place avec Berg-op-Zoom, de contenir tous les partis qui sortiraient de Breda; et d'empêcher le corps anglais qui masquait la première de ces places à Rosendael, d'opérer sur le flanc gauche du général Roguet, en se portant de Breda ou de Tilbourg entre elle et Anvers.

En cas d'attaque sérieuse de la part de l'ennemi, le général Ambert seul devait soutenir le choc, au moyen des renforts qui lui seraient envoyés d'Anvers; mais les troupes de la garde avaient ordre de se replier aussitôt sur Westmael, à la tête de la chaussée, et d'y prendre position. Les dix premiers jours de janvier s'écoulèrent sans autres événemens que des escarmouches d'avant-postes, qui donnèrent aux conscrits la première idée du métier des armes, et permirent au général en chef d'achever ses préparatifs.

Attaque combinée des cantonnemens français.

Enfin, le général Bulow informé par ses émissaires de l'objet de ces dispositions, et sachant que le duc de Tarente se préparait à abandonner Gueldres, crut devoir sortir de sa longue inaction, et se débarrasser d'un corps qui prenait de jour en jour plus de consistance et d'aplomb. Ayant communiqué sa pensée au général

Graham, celui-ci promit d'autant plus volontiers de l'aider dans cette entreprise, qu'elle semblait lui procurer l'occasion de brûler l'escadre d'Anvers. En conséquence, le général prussien détacha les partisans de Colomb, renforcés d'un gros corps de cavalerie et de quelque infanterie, sur Venloo, se proposant par là de couper la communication du maréchal avec Turnhout, et d'intercepter celle de Maëstricht; il fit filer ensuite deux régimens de cosaques par Tilbourg et Eyndhoven sur Turnhout, afin d'éclairer les mouvemens du général Desnoëttes; puis il se disposa à attaquer le 10 janvier, la ligne française sur trois points différens.

A gauche, le général Borstell avec sa brigade, soutenue d'une partie de l'artillerie russe, devait se porter sur Hooghstraeten, et l'enlever; le général Thumen au centre, après avoir réuni ses moyens à Gros-Zundert, avait l'ordre de forcer Loenhout et West-Wesel. A droite enfin, le général Oppen avec la brigade Krafft, l'autre partie de l'artillerie russe et toute la cavalerie de la réserve prussienne, devait marcher par Ansveen, sur la route de West-Wesel à Hooghstraeten et Anvers, de manière à tourner la division Roguet, la prendre en flanc et à dos, et lui couper la retraite sur Anvers. Cette attaque était combinée avec le général Graham, qui se réserva

de conduire une forte colonne de toutes armes de Rosendael contre Merxhem.

Par un de ces hasards très-fréquens à la guerre, le jour même fixé pour l'attaque, le général Roguet surpris de l'apparition simultanée des cosaques sur les routes d'Eyndhoven et de Hamont, se disposait à faire une grande reconnaissance; déjà la brigade Flament était sous les armes, lorsque la colonne du général Borstell déboucha de Meer et de Wertel. Le général Roguet soupçonnant alors que l'ennemi se proposait de l'envelopper, plaça un bataillon du 12e de tirailleurs dans le cimetière de Minderhout, 2 bataillons et 4 pièces à cheval sur la route, en avant de Hooghstraeten; 2 en arrière, sur celle d'Ostmael; flanqua la gauche de la route de Meer par un bataillon, rappela les deux qui étaient sur le chemin de Loenhout; enfin, envoya l'ordre au général Aimar d'évacuer Turnhout et de suivre son mouvement rétrograde sur Anvers.

Le général Borstell arrêté par ces dispositions, ne parvint à déboucher du pont de Wertel qu'à midi. Alors seulement le général Roguet commença à battre en retraite; mais au lieu de prendre position à Westmael, il ne fit halte qu'à Wineghem. Le général Thumen donna sur la brigade Aimar, qui ne voulant pas se replier avant d'avoir rallié les fortes patrouilles poussées

sur Kaam et Tilbourg, fut coupée à Westmael et obligée de se jeter à Liers. Le général Oppen retardé par la difficulté des chemins que la gelée avait, pour ainsi dire, rendus impraticables, ne prit aucune part au combat.

Le lendemain, les Alliés continuèrent leur mouvement offensif, et vinrent s'établir, les Anglais à Capellen, les Prussiens à Braschaet, Groeven-Wesel et Oleghem. Dès-lors le comte Maison ne doutant plus qu'ils n'eussent l'intention de tenter un coup de main contre Anvers, ordonna au général Ambert de se retirer dans la nuit du 11 au 12 en arrière de Merxhem, et au général Roguet de prendre position à Wineghem. Ces villages, ainsi que celui de Deurne, avaient été couverts de quelques retranchemens; et le général en chef supposant que ces deux divisions y tiendraient l'ennemi en échec, résolut de se mettre à la tête de la cavalerie du général Castex et de la division Barrois, venue en une marche forcée de Bruxelles à Liers, de tomber sur son flanc gauche et de l'acculer à la mer.

Manœuvre du comte Maison. Projet d'attaque du général Bulow sur Anvers.

En effet, il quitta Anvers le 13 au matin suivi d'environ 1,000 hommes d'infanterie, une batterie à cheval, deux à pied, et effectua sa jonction à Liers avec la division Castex et les 3,600 conscrits que lui amena le général Barrois. Mais à peine cette réunion opérée, le général Bulow comptant d'une part sur le soulèvement de la

population d'Anvers, que ses agens lui assuraient avoir préparé; et de l'autre sur la coopération efficace du général Graham toujours bercé de l'espoir de détruire l'escadre française, se flatta, sinon de s'emparer d'emblée de la place, du moins d'y rejeter en désordre les troupes qui la couvraient, et de prendre une position d'où son allié bombarderait l'escadre à souhait. Le général Thumen fut chargé d'attaquer le village de Merxhem de front et le général Gibbs de flanc, avec 3,500 Anglais. Le général Oppen devait enlever Wineghem à la tête de la brigade Krafft et d'une partie de la réserve.

Le premier de ces postes quoique favorable à la défense, ne put résister à l'attaque combinée des Prussiens et des Anglais. Vainement le duc de Plaisance renforça le général Ambert d'un bataillon d'ouvriers de la marine, il fut emporté à la suite d'un engagement assez chaud, dans lequel le général Avy perdit la vie à la tête du 4e léger; et cette petite division composée de conscrits mis au feu pour la première fois, rejetée jusqu'à Damme, où l'on eut beaucoup de peine à la rallier. De son côté, le général Oppen chassa de Wineghem les deux bataillons de jeune garde qui le défendaient, et leur enleva une pièce de canon; mais le comte Roguet ayant ordonné au général Flament qui était à Deurne, de les soutenir, elle fut reprise et l'en-

nemi repoussé dans le poste dont il venait de s'emparer.

Les Alliés semblaient donc avoir atteint leur but sans le secours des habitans d'Anvers, puisqu'ils se trouvaient assez près de la place pour la bombarder; déjà même les Anglais construisaient des batteries derrière la digue de Saint-Ferdinand, et les Prussiens préludaient en jetant des obus dans le faubourg, quand la nouvelle du rassemblement qui se faisait à Liers, changea tout-à-coup les choses de face. Le général Bulow trompé encore une fois par ses émissaires sur la force de ce détachement; certain d'ailleurs que la garnison d'Anvers venait d'être renforcée par la brigade Aimar que le comte Maison y avait renvoyée de Liers, ne douta plus qu'un gros corps de troupes ne fût prêt à manœuvrer par Womelghem sur ses derrières, et jugea prudent de battre en retraite. A la chute du jour, les Prussiens se dirigèrent sur Breda; les Anglais reprirent le chemin de Rosendael, abandonnant derrière la digue une partie de la grosse artillerie qu'ils y avaient amenée.

Les Alliés se disposent à bombarder Anvers.

Ils battent en retraite.

Le comte Maison replia le cordon de troupes légères laissé à dessein de masquer leur retraite précipitée aux troupes campées devant Anvers, et se garda bien de suivre l'ennemi à travers les bruyères, avec des troupes neuves qui avaient besoin avant tout d'apprendre le

maniement des armes. Le général Borstell se prévalut de cette circonstance en cantonnant l'arrière-garde à Hooghstraeten et occupant West-Wesel et Loenhout comme avant-postes; le quartier-général du comte Bulow fut transféré à Breda. Sir Graham établit le sien à Oudenbosch et plaça ses avant-postes à Rosendael. La perte des deux partis réciproquement exagérée dans les rapports officiels, doit être évaluée du côté des Français à 300 tués, 694 blessés et 15 à 20 prisonniers. Les Anglais n'ont pas fait connaître la leur; les Prussiens ont accusé 620 hommes hors de combat.

L'Empereur informé de l'issue de cette tentative par un double rapport du général Roguet, feignit de croire qu'il en était redevable seulement à la valeur des troupes, afin d'avoir occasion de reprocher injustement au comte Maison sa prudence, et l'exciter à déployer à l'avenir plus de hardiesse après la victoire.

Cependant, libre d'inquiétude à l'égard d'Anvers, et ne pouvant supposer que l'ennemi se hasardât à faire une seconde tentative sur cette place avant d'avoir rassemblé le matériel nécessaire pour conduire le bombardement à sa fin, le général en chef instruit d'ailleurs que le duc de Tarente allait bientôt quitter les bords de la Meuse et se rapprocher des Ardennes, chargea les généraux Roguet et Ambert de couvrir

Anvers; et après avoir placé environ mille hommes d'infanterie et cent gardes d'honneur à Malines, deux autres bataillons et cent chevaux de toutes armes à Bruxelles, en remplacement des dépôts dirigés sur Lille depuis quelques jours, il vint s'établir le 16 à Louvain avec environ 400 chevaux du général Castex et la division Barrois.

Louvain nœud de quatre grandes communications, est effectivement le point le plus favorable d'observation qu'on puisse choisir pour couvrir Bruxelles et secourir Anvers, lorsqu'on n'a pas assez de troupes pour occuper la ligne du Demer. De là rien n'empêchait le comte Maison de combiner ses opérations avec le duc de Tarente, posté encore entre Liége et Maëstricht, de surveiller le débouché de cette première ville lorsqu'il serait abandonné par le Maréchal; et enfin de se retirer sur Lille ou Condé, quand il en serait temps. Mais le Ministre de la guerre et le Major-général lui ayant réitéré l'ordre de concentrer ses forces en avant d'Anvers, il fallut quitter cette position. Cependant, comme le duc de Tarente l'informa qu'il évacuait Hasselt et Liége, il crut devoir faire remplacer son arrière-garde par un détachement de 1,800 fantassins et 800 chevaux, qu'il confia au général Castex, et ne revint à Anvers qu'avec la division Barrois.

On a déjà vu au chapitre V, que l'avant-garde du général Winzingerode prévint ce détachement

à Liége, et le força après un combat assez vif, à se retirer sur Tirlemont. Le général Castex annonçant ne pouvoir se maintenir dans ce poste, le comte Maison partit d'Anvers le 26, et vint le recueillir à Louvain.

Pendant que le simple passage du corps du baron Winzingerode causait un si grand embarras, le général Bulow préparait un coup de main sur Bois-le-Duc, de concert avec ses habitans. Dans la nuit du 25 au 26 janvier, le colonel de Howen exécuta cette surprise facile avec un régiment de la réserve prussienne. La garnison forte seulement de 650 hommes, sous le colonel Laraitrie, eut néanmoins le temps de se réfugier dans la citadelle, où elle fut forcée de se rendre le lendemain faute de vivres. La perte de cette place et les fortes reconnaissances poussées le même jour vers Louvain, convainquirent le comte Maison de la nécessité de prendre un parti. Il avait le choix de se replier sur Anvers et de courir la chance de s'y laisser enfermer avec son noyau d'armée, ou bien d'abandonner cette place à ses propres forces, et de tenir la campagne avec les divisions Barrois et Castex, sur l'ancienne frontière de France; c'est celui auquel il s'arrêta, au risque d'encourir de nouvelles réprimandes du Ministre et du Major-général, qui n'avaient d'yeux l'un et l'autre que pour Anvers.

Toutefois il devait encore s'écouler quelques

jours avant d'être obligé de le mettre à exécution. Le commandement des forces alliées dans les provinces belges était échu au prince Bernard de Saxe-Weymar, et le général Bulow qui devait les traverser seulement pour opérer en France de concert avec le corps du baron de Winzingerode, sur les flancs de l'armée de Silésie, paraissait peu jaloux de commencer la besogne de son successeur. Ajoutez que celui-ci avait les mains liées par l'impossibilité où la division du lieutenant-général Lecocq se trouvait de passer l'Yssel, à cause du charriage du fleuve et de sa crue extraordinaire qu'occasionnait la rupture de la digue d'Emmerich. Cependant, à force de sollicitations, il dévia du système qu'il s'était tracé, par considération pour le duc de Clarence, envoyé exprès d'Angleterre avec quelques milliers d'hommes de renfort, à dessein d'incendier la flotte d'Anvers. Au lieu de marcher à Bruxelles, où un certain nombre de mécontens l'appelait tous les jours, il consentit à coopérer à cette folle entreprise.

Le duc de Clarence fait résoudre une nouvelle entreprise contre Anvers.

D'après le plan arrêté entre le prince anglais et lui, les brigades Thumen et Krafft devaient former conjointement avec la majeure partie du corps anglais, le blocus d'Anvers, tandis que celle du général Borstell prendrait possession de Malines, s'établirait sur les deux Nèthes et pousserait des partis sur Bruxelles, en vue de faire

éclater un mouvement insurrectionnel sur les flancs du petit corps d'observation du général Maison.

En conséquence, le 30 janvier les Prussiens destinés à opérer contre Anvers, se mirent en marche de West-Wesel; mais le mauvais temps ayant empêché le débarquement des troupes récemment arrivées d'Angleterre, et même celui des munitions, il ne partit des cantonnemens d'Oudenbosch sur Westmael, qu'environ 4,800 Anglais ou Hanovriens, aux ordres des généraux-majors Gibbs et Taylor, avec un petit train d'artillerie hollandais mal approvisionné. La marche de ces deux colonnes n'éprouva pas le moindre obstacle, car le duc de Plaisance n'avait sur toutes les routes que des postes d'avertissement; le général Borstell faillit même enlever dans Liers le 11e régiment de tirailleurs et une soixantaine de chevaux qui y avaient été envoyés la veille aux nouvelles, mais que le colonel Vautrin ramena à Berghem avec beaucoup de présence d'esprit et de bravoure.

Les Alliés s'en rapportant un peu trop aux avis de leurs partisans, s'étaient flattés de se rendre aussi aisément maîtres d'Anvers qu'ils l'avaient fait de Merxhem le 13 janvier; et cette confiance fut peut-être la cause première de l'affront que leurs armes essuyèrent. La place

à la vérité, non encore susceptible de soutenir un siége régulier, se trouvait déjà à l'abri d'une attaque de vive force, et l'escadre ne redoutait plus rien d'un bombardement. On avait fait au dehors d'Anvers des travaux d'autant plus étonnans, qu'ils s'étaient élevés au milieu d'un dénuement absolu de toutes ressources et avec les bras d'une garnison accablée de service. Le camp retranché qui couvre les chantiers à droite de la citadelle, et dont le vaste développement eût exigé 20 mille hommes pour sa défense, était abandonné; mais on avait retranché la digue de St.-Ferdinand, Merxhem, le pont de Damme et le village de Deurne; ce qui formait ainsi une enceinte plus resserrée et proportionnée à la faiblesse de la garnison. Le duc de Plaisance stimulé par le général Maison, secondé par le zèle de l'amiral Missiessy, des commandans d'artillerie et du génie, ne conçut aucune crainte, lorsqu'il s'aperçut le 31 janvier au soir, que les Alliés l'investissaient avant que les ouvrages de Merxhem fussent armés comme il le désirait. Afin d'en prolonger la défense, il jeta la division Ambert à Braschaet et Schotten, avec l'instruction de ne se replier sur ce poste qu'à l'extrémité. Le général Roguet eut ordre d'évacuer Wineghem, dont les retranchemens étaient incomplets, et de placer ses avant-postes à l'approche de l'ennemi, à hauteur du château d'Ar-

Dispositions de défense du duc de Plaisance.

cul, sur la route de Deurne, observant celle de Schotten. Le pont du canal d'Herrensthal, fut fortement occupé : le colonel Vautrin resta à Berghem avec son régiment et quatre pièces; la brigade Flament forma réserve à l'entrée du faubourg de Borgerhout; le reste des troupes de la garnison eut un poste assigné dans l'intérieur d'Anvers.

Suivant le plan arrêté entre les Alliés, les principaux efforts devaient être dirigés contre Vineghem. Le général Thumen fut chargé d'en conduire l'attaque de front, et les généraux Krafft et Oppen de le prendre de revers. Il était convenu, en outre, que sir Graham délogerait les Français de Braschaet, tandis qu'un détachement de la brigade Krafft tomberait sur le poste intermédiaire de Schotten, aussitôt après s'être emparé de Vineghem.

Les Alliés repoussent les Français sous Anvers, et le bombardent.

Toutes les colonnes s'ébranlèrent le 1er février vers huit heures du matin, et le général Thumen marchant sur la route de Helmont, engagea le premier l'action avec la brigade Aimar placée en avant du parc de Rivière, à cheval sur la chaussée que battaient 10 bouches à feu : le terrain à droite et à gauche de la route se trouvant coupé et fourré depuis-là jusqu'à Deurne, on se figure aisément les obstacles qu'il eut à vaincre, avant d'avoir réuni assez de monde et d'artillerie dans la petite plaine en face de ce poste, pour en com-

mencer l'attaque. Ce n'était pas d'ailleurs une entreprise facile : il fallait emporter de vive force de bons retranchemens derrière lesquels les Français tiraient à coups sûrs. Trois fois les Prussiens cherchèrent à les enlever d'assaut, et payèrent chèrement leur témérité. Enfin, après six heures d'un combat trop inégal, le général Thumen s'étant porté sur le pont de la Schin, qu'il aperçut n'être pas couvert, le duc de Plaisance crut prudent de le lui céder et de replier le général Aimar en avant de Borgerhout, ne supposant pas que les ennemis osassent dépasser le village de Deurne qui était en feu. Cette retraite prématurée faillit avoir des suites fâcheuses ; à peine fut-elle prononcée qu'une nuée de tirailleurs prussiens, rabattant sur la droite en avant du marais, vint assaillir et fusiller à bout portant les bataillons en retraite. A la vue de leur mouvement, qu'une forte masse débouchant du pont se disposait à soutenir, le comte Roguet, saisissant l'à-propos, ordonne au chef d'escadron Briqueville de charger la tête de colonne avec environ 100 lanciers, tandis qu'un bataillon du 12e de tirailleurs et un du 13e de voltigeurs l'aborderaient sur ses flancs. Cette charge eut un plein succès : les Prussiens furent enfoncés, rejetés sur le pont, et poursuivis à coups de lance jusqu'au-delà de Deurne. Leurs tirailleurs coupés, essayèrent de s'échapper en tra-

versant le marais qui paraissait gelé; mais il en engloutit plus de 100, et 60 furent faits prisonniers.

Par cet acte de vigueur, la situation du général Thumen, qui tout-à-l'heure donnait de justes espérances, changea de face. Livré à lui-même, dans une espèce de coupe-gorge, sans secours à attendre des colonnes agissant sur ses flancs avec des troupes harassées de fatigue, il demeura exposé le reste de la journée à tout ce qu'on aurait voulu tenter contre lui, car il répondit à peine au feu de mousqueterie du bataillon de tirailleurs qui revint s'établir à Deurne. Les Anglais dont la marche était lourde à cause de l'artillerie qu'ils traînaient avec eux, arrivèrent tard devant Braschaet, et néanmoins assez tôt pour en chasser facilement les trois bataillons qui l'occupaient; mais oubliant qu'en guerre les occasions perdues ne se retrouvent plus, le général Graham ne les poursuivit pas sur Merxhem, où ils eurent tout le temps de se rallier.

Le général Krafft, aidé dans sa marche par l'évacuation de Wineghem, attaqua Schotten, et après un engagement assez chaud, replia sur Merxhem les trois bataillons chargés de sa défense; le général Oppen qui avait suivi la route de Herrensthal, ne put franchir le canal, et fut tenu en échec au pont toute la journée par un simple poste.

Quant à l'attaque dirigée contre Berghem par le général Borstell, comme ce n'était qu'une démonstration faite en vue de masquer son mouvement sur Malines, elle fut aisément repoussée par le colonel Vautrin.

Ainsi après cette sanglante journée, les Alliés ne se trouvaient point encore assez près de la place pour la bombarder avec espoir de succès. Durant la nuit, la brigade Thumen fut renforcée de quelques bataillons de celle du général Krafft; et à la suite d'une conférence où assistèrent les principaux généraux alliés, on décida que les Anglais attaqueraient le lendemain Merxhem, et que les Prussiens forceraient les ponts de la Schin et du canal de Herrensthal.

Au point du jour, le feu recommença sur toute la ligne, et le général Ambert repoussa un premier assaut; mais vers 10 heures, les Anglais en renouvelèrent un autre avec succès. Les conscrits harassés de fatigue, et qui avaient passé deux nuits sur le qui-vive, fléchirent et furent repoussés jusque sous le canon de la place. Du côté de Deurne, le général Roguet plus heureux, tint constamment les Prussiens en échec, et déjoua tous leurs efforts.

Maîtres de Merxhem, les Alliés employèrent la nuit du 2 au 3 février à établir des batteries incendiaires derrière la digue de Saint-Ferdinand, et commencèrent le bombardement au jour.

Graces à l'activité de l'amiral Missiessy et des chefs des différens services, l'escadre désarmée et blindée dans le bassin, comme cela s'était déjà pratiqué à Malte en l'an VII, n'avait rien à craindre du feu; l'artillerie de la place riposta avec vigueur à celle de l'ennemi.

Le général Carnot prend le commandement d'Anvers

Ce fut dans cette circonstance critique que le général Carnot vint relever le duc de Plaisance comme gouverneur. Cet illustre vétéran voyant les masses de la coalition couvrir le sol de la France, sentit rallumer dans son cœur le feu patriotique qui l'enflamma dans les crises de 1793, et offrit à l'Empereur son bras sexagénaire (1).

Napoléon se connaissait en hommes, et fut touché de ce dévouement. *Dès que Carnot offre ses services*, dit-il, *il sera fidèle au poste que je lui confierai ; je le nomme gouverneur d'Anvers.* C'était en effet le général qui convenait le mieux dans cette place.

Sa présence s'y fit aussitôt sentir par la jus-

---

(1) « C'est peu de chose, sans doute, écrivait-il à l'Empereur, » que l'offre d'un bras sexagénaire; mais j'ai pensé que l'exemple » d'un soldat dont les sentimens patriotiques sont connus, pour- » rait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains du parti » qu'ils doivent prendre, et qui peuvent se laisser persuader que » ce serait sauver leur pays que de les abandonner. »

CARNOT, *par* RIOUST. *Gand*, 1817, *tit.* VI, *chap.* Ier, *pag.* 163.

tesse et la prudence des mesures qu'il prit pour prévenir le désordre. La division Roguet fut rappelée aussitôt à Anvers, et l'on ne conserva au-dehors que Berghem et Borgerhout comme avant-postes. Le général Bulow se prévalant de cette retraite volontaire, plaça aussitôt, à portée des remparts, des batteries d'obusiers, qui entrèrent en action, à dessein de faire diversion; mais ce fut en vain. Il n'y eut pas la moindre confusion dans la place. Par-tout où le feu se manifesta, il fut éteint à l'instant; et lorsqu'il cessa, la chute des bombes n'était plus qu'un jeu sans péril, auquel la garnison s'était familiarisé.

Enfin les Alliés ayant épuisé toutes leurs munitions, et se sentant hors d'état d'entreprendre le siége, furent obligés de décamper le 6. Le général Bulow prévoyant l'issue de cette équipée à laquelle il s'était prêté malgré lui, enchanté que les Souverains l'appelassent à opérer en France, ne jugea pas nécessaire de l'attendre; et dès le 4 il s'était hâté de diriger une partie de ses forces au soutien du général Borstell qui se trouvait aux portes de Bruxelles.

Le général Carnot ne poursuivit pas l'ennemi; il préféra, comme le comte Maison, accorder quelque repos à la garnison, qui était sur pied depuis cinq jours.

On ignore la perte essuyée par les Alliés dans cette courte et honteuse expédition; celle des

Français, quoi qu'en disent certains rapports, ne s'éleva pas à plus de 80 morts et 420 blessés, indépendamment d'une centaine de prisonniers.

Tandis que ces choses se passaient devant Anvers, le général Maison profita du moment où l'Escaut charriait, pour prendre poste entre Louvain et Malines, résolu d'arrêter les têtes des colonnes ennemies, et de forcer son adversaire à se déployer avant de lui en céder le passage; mais à peine avait-il fait le choix de sa position, que le major Hellwig se montrant devant Louvain avec 7 à 800 chevaux, il reconnut la nécessité de se retirer à Bruxelles.

Evacuation de Bruxelles.

La journée du 31 janvier fut employée aux préparatifs d'évacuation de cette ville, et le lendemain la division Barrois et une partie de celle du général Castex allèrent s'établir à Hall, l'avant-garde à Elbeck, Ombeck et Henrypont; la réserve à Tubize.

Le général Chambarlhac, commandant la 16ᵉ division militaire, reçut l'ordre de se rendre à Tournay avec environ 1,200 hommes de divers dépôts d'infanterie et 150 gardes d'honneur du 1ᵉʳ régiment, et d'en garder le pont jusqu'à l'arrivée du général Ledru, qui alla retirer des places de la Lys, tous les hommes susceptibles de tenir la campagne. Enfin, le général Penne fut envoyé à Mons prendre le commandement

du peu de troupes qui s'y trouvaient déjà réunies.

A la rigueur, le comte Maison aurait pu garder Bruxelles quelques jours de plus; et lorsqu'il revint sur sa première résolution, il ne céda qu'à des considérations purement politiques. L'occupation de cette ville par les étrangers étant inévitable, il craignit que la populace excitée de longue main à la révolte par quelques malveillans, ne le mît dans l'alternative de faire des exemples de sévérité, ou de compromettre sa petite armée pour la vaine gloire de s'y maintenir 48 heures de plus. Dans tout état de choses, dès qu'on avait l'espoir d'y revenir, il entrait dans les intérêts de la nation française de montrer de la modération, et de ne point s'aliéner le cœur des Belges. D'ailleurs, l'avant-garde du comte Bulow arrivait à Malines, et la concentration du corps du général Winzingerode à Namur donnait de vives inquiétudes sur les derrières de l'armée déjà infestés de partis, et où l'esprit public travaillé couvait une insurrection. Toutes les nouvelles qu'on en recevait étaient alarmantes. A Namur, le maire faillit être victime d'une sédition, et fut redevable de la vie au général russe qui le prit sous sa protection. Charleroy avait illuminé à l'arrivée des Alliés; dans le département de la Lys, des bandes de conscrits réfractaires et autres s'opposaient à main armée

à la rentrée des réquisitions pour l'approvisionnement des places. Deux escadrons de gendarmerie d'élite appuyés de divers détachemens tirés des places maritimes, suffisaient à peine pour les contenir.

Aussitôt que les Français eurent évacué Bruxelles, les coureurs prussiens en prirent possession au nom du prince d'Orange. Toutes les aigles et les enseignes françaises furent arrachées des édifices et monumens qu'elles décoraient.

Combat de Mons.

Le 3 février, le général Penne vivement attaqué à Mons par un détachement de l'avant-garde du général Winzingerode, se retira en combattant sur Valenciennes. Le comte Maison envoya la cavalerie du général Castex à son secours, et sentit l'urgence de se rapprocher de l'ancienne frontière. Le 4, il transféra son quartier général à Ath, et le 10 à Tournay. Là, il prit une position resserrée pour éclairer les routes de Valenciennes, d'Oudenarde, de Courtray et de Menin, et n'eut d'autre détachement qu'à Lannoy, où il envoya la brigade de cavalerie du général Meuziau, que l'infanterie ramenée par le général Ledru renforça bientôt.

Cependant les Prussiens qui avaient pris possession de Bruxelles dès le 3, s'y concentrèrent avec lenteur. Avant d'aller plus loin, ils devaient être relevés dans leurs postes par la 1re division du corps saxon dont la tête atteignit Breda

Arrivée de la 1re division saxonne.

seulement le 6 et le 7 février. Aussitôt la brigade Gablentz releva aux environs d'Anvers celle du général Krafft, laquelle se mit en route pour Bruxelles, où elle entra le 10.

Pendant cet intervalle, les Prussiens qui semblaient se complaire à la petite guerre, inondèrent la campagne de leurs partis. Le 8, une colonne de 150 hommes de la garnison de Bois-le-Duc, rendus sur parole, étant arrivée aux avant-postes sous l'escorte d'un détachement de cavalerie, l'ennemi crut pouvoir profiter de cette circonstance pour tendre une embuscade, et cette ruse aussi grossière que déloyale tourna à la honte de ses auteurs.

Tentatives de séduction sur les gouvern[rs] de Deventer et d'Anvers.

Des tentatives d'un autre genre furent faites par le prince de Saxe-Weimar et le général Bulow pour se rendre maîtres de Deventer et d'Anvers. S'il faut en croire des rapports étrangers tombés entre nos mains, il paraît que le gouverneur de la première place la mit à trop haut prix, ce qui fit échouer la négociation. Celui d'Anvers, à l'abri de toute espèce de séduction par ses principes, dans une réponse empreinte de sentiment et de dignité, rejeta les propositions insidieuses de l'ennemi.

Le corps de Bulow entre en France.

Enfin le comte Bulow ayant rappelé tous ses détachemens, à l'exception de la brigade Zielinski, retenue au blocus de Gorcum, se mit en marche le 13 par Soignies, Gemmapes, Mons et Pont-

sur-Sambre, vers Laon, où il arriva seulement le 24, masquant sa longue marche de flanc au moyen d'un corps d'observation qui tint Ath jusqu'à ce que sa dernière colonne eût dépassé la frontière.

La marche processionnelle du général Bulow a été fort long-temps une énigme pour tous les militaires, et l'on s'attendait que, chemin faisant, il forcerait le comte Maison à se renfermer dans Lille: mais sans les justifier, on devinera aisément les motifs qui lui firent éviter avec soin toute rencontre; il appréhendait le plus léger combat en traversant une frontière hérissée de places fortes, où 120 mille Alliés victorieux avaient été arrêtés une campagne entière, au commencement de la guerre de la révolution, oubliant que les forteresses sans garnison ou dépourvues d'armement et d'approvisionnement, n'offrent jamais que des obstacles d'inertie très-faciles à vaincre ou à éluder.

Le départ des Prussiens vers l'intérieur de la France, ne diminua pas d'une manière sensible le nombre d'ennemis qui couvrait la Belgique, puisqu'il restait au prince de Saxe-Weimar, y compris la brigade Borstell laissée à Ath jusqu'à l'arrivée de la 2e division saxonne, 15 mille hommes de pied et 2,200 chevaux, pour tenir la campagne; mais ce prince en fit un tel emploi, qu'il eut beaucoup de peine

dans les premiers jours à tenir tête aux Français.

D'abord, comme si le corps du général Graham ne suffisait pas à l'investissement des places d'Anvers et de Berg-op-Zoom, il laissa devant cette dernière, sur les Nèthes, 5 bataillons et 4 escadrons; le général Lecocq, avec 4 bataillons et 2 escadrons, vint masquer Condé à Peruvels et Leuze; 5 escadrons occupèrent Mons sous le général Ryssel: en sorte qu'il n'opposa réellement vers Tournay, au comte Maison, que la brigade prussienne forte de 8,000 hommes, dont 1,400 de cavalerie. Il croyait pourtant, au moyen de ces dispositions, atteindre le triple but de ses instructions: interdire à la garnison d'Anvers toute course à la droite de l'Escaut; garantir les Pays-Bas des sorties des places d'Ypres, Lille, Valenciennes, Condé, le Quesnoy et Maubeuge; et couvrir la ligne de Mons à Avesnes, sur laquelle opéraient les corps de Winzingerode et de Bulow.

La position des Français à Tournay, heureusement choisie, favorisait l'offensive sur Gand comme sur Bruxelles, et même contre les places maritimes; elle assurait aussi une communication avec Condé et Valenciennes, et couvrait en outre Lille et Douay, où il n'y avait que des dépôts. Néanmoins des avis de l'intérieur firent concevoir quelque crainte au comte Maison sur son flanc droit, et le déterminèrent à l'aban-

Le général Maison se retire derrière la Marque.

donner le 17, pour prendre celle de la Marque, gardant Wambrechies et le Quesnoy sur la Deule; et plus loin sur la gauche, Armentières, où le général Penne s'établit avec un bataillon et 50 chevaux. Un millier d'hommes d'infanterie extraits des dépôts de Lille, forma avec ceux retirés des places de la Lys, une petite division au général Ledru. Le général Saulnier entra aussi en ligne avec une centaine de gendarmes revenant de la Belgique.

Le général Borstell fit prendre possession de Tournay par le major Hellwig, et le poussa le 22, soutenu de quelque infanterie, sur Ypres, devant lequel le colonel Geismar s'était montré dans l'intention de faire éclater une révolte concertée avec quelques habitans. Le général Maison lui supposant le projet de le resserrer sous Lille et de lui couper toute communication avec les places maritimes, laissa la cavalerie du général Castex sur la Marque, détacha à Armentières la première brigade du général Barrois, en lui ordonnant de suivre le mouvement de l'ennemi dès qu'il serait prononcé, et l'échelonna par la seconde sur la route de Menin, afin de soutenir la retraite du général Castex sur Lille, ou de couper dans l'occasion celle de l'ennemi sur Menin. Le succès de cette petite combinaison paraissait infaillible; mais le major Hellwig qui en eut vent, se reploya en toute hâte sur Courtray, d'où le général Mai-

son, après avoir réuni ses troupes à Menin, n'eut pas de peine à le chasser.

Sur ces entrefaites, le duc de Weimar, renforcé par la brigade d'Anhalt-Thuringe, et attendant sous peu de jours la brigade prussienne de Zielenski, à laquelle Gorcum venait de se rendre, ordonna aux généraux Lecocq et Ryssel de faire une reconnaissance des places de Condé et de Maubeuge, qui gênaient singulièrement ses communications avec l'armée de Silésie, et sur lesquelles il avait des vues.

Or, dans le même moment, le général Maison qui projetait de se réunir à Gand à la division Roguet, devenue inutile à Anvers tant que les Anglais seraient hors d'état d'en commencer le siége, voulant donner le change sur ses véritables intentions, avait ordonné au général Castex de culbuter tous les postes prussiens qui observaient la rive droite de la Marque, et au général Carra-Saint-Cyr, commandant supérieur de Valenciennes, Bouchain et Condé, de se porter avec leurs garnisons, formant environ 1800 hommes et trois pièces de campagne, sur la route de Tournay.

La colonne du général Lecocq rencontra inopinément le général Saint-Cyr, qui le repoussa de Vieux-Condé au-delà de Peruvels, et lui mit une centaine d'hommes hors de combat; le général Ryssel, inquiet de la canonnade qui gron-

dait à sa droite, ne vint pas à portée de canon de Maubeuge, et rapporta hardiment qu'il fallait un siége régulier pour réduire cette place délabrée et presque sans garnison.

Le duc de Weimar étonné de l'accueil fait à ses reconnaissances, et de l'attitude que gardait le petit corps établi à Tournay, devina l'intention du général Maison, et détacha alors la brigade de Thuringe sur Alost et Termonde, ce qui décida ce dernier à laisser les divisions Barrois et Ledru à Courtray et à retourner derrière la Marque avec le reste de ses troupes. Mais bientôt ayant attiré de Valenciennes le 12ᵉ régiment de voltigeurs et une centaine de chevaux, il la repassa à Bouvines et culbuta de nouveau tous les avant-postes ennemis.

Le général Borstell stimulé par le duc, eut un moment l'espoir de prendre sa revanche en surprenant la position de Courtray; mais la tentative du colonel Hobe fut sans succès.

Quoique cette petite guerre fût toute à l'avantage des Français, elle ne remplissait qu'à demi les vues de leur général. Il s'agissait de retirer la division Roguet d'Anvers, et les ordres du prince de Neuchâtel et du Ministre étaient pressans. Le comte Maison réunit donc ses troupes à Courtray, et en partit le 5 mars pour Oudenarde, avec environ 6,000 hommes d'infanterie et 1,000 chevaux. En même temps, le général

Carnot eut l'ordre de faire une grande sortie sur la gauche de l'Escaut dans la direction de Gand, où devait s'opérer la jonction.

Ce mouvement avait pour objet de donner de la jalousie à l'ennemi sur Bruxelles. Le général Penne qui le flanquait sur la route de Courtray à Deynse avec 5 à 600 hommes, se serait porté de Saint-Eloyswifwe sur Gand, de manière à y entrer par surprise au point du jour, et s'y serait maintenu jusqu'au soir que le corps de bataille l'aurait rejoint.

Oudenarde conserve encore les masses de ses fortifications et un fossé très-profond rempli par les eaux de l'Escaut, qui inondait alors la campagne environnante; quelques travaux faits par les Alliés rendaient ce poste tenable, et il était occupé par 5 bataillons et environ 400 chevaux aux ordres du colonel de Hobe.

En voyant repousser ses avant-postes d'Avelghem et de Peteghem, cet officier sentit bien qu'il allait être attaqué par des forces supérieures et demanda du renfort au général Borstell, qui lui envoya d'abord 400 chevaux. Combat d'Oudenarde.

Arrivés devant Oudenarde, les Français engagèrent la canonnade et firent mine de forcer la porte de l'enceinte, située sur la rive gauche de l'Escaut; mais le général Maison jugeant ne pouvoir s'emparer de la place sans des sacrifices disproportionnés à ses forces, informé d'ailleurs

par ses émissaires que les Alliés étaient en mesure de prévenir le général Penne à Gand, ajourna son projet et se retira sur Courtray, où il arriva effectivement le 6, sans avoir perdu plus d'une douzaine d'hommes.

Cependant le duc de Weimar fatigué d'être harcelé sans cesse, résolut enfin de mettre son adversaire hors d'état de le troubler; et croyant sans doute qu'il s'obstinerait à prendre Oudenarde, jeta un pont à Hérine sur l'Escaut, dans l'intention de l'attaquer à dos avec le gros de ses troupes, tandis que le colonel de Hobe le tiendrait en échec sur son front avec une partie des siennes. La retraite prudente des Français fit échouer ce projet, et le colonel Schon, qui formait tête de colonne du duc avec 3 bataillons et quelque cavalerie, rencontré par leur avant-garde près de Warcoing, faillit à être écrasé.

La division Barrois occupa Courtray. Le général Penne fut placé avec un bataillon, 100 chevaux et 3 pièces de canon à Belleghem; le général Daudenaerde avec 2 bataillons, 400 lanciers et une demi-batterie prit poste à Sweweghem; le reste de la cavalerie et deux bataillons à Haerlebeck, Cuerme et Heule.

Combat de Courtray.

Le duc de Weimar exactement informé des moyens du comte Maison, réunit le 7 mars à Warcoing 12 bataillons, 6 escadrons et 16 pièces de canon, décidé à le chasser de Courtray. Il

partagea, à cet effet, ses troupes en deux colonnes qui s'avancèrent par Sweweghem et Belleghem, tandis que le colonel Bihalow et le major Hellwig descendirent de Deynse sur Haerlebeck à dessein de se glisser sur les communications des Français.

Le colonel Lastour tint en échec devant ce poste les partisans prussiens et les cosaques avec un seul bataillon et cent chevaux. De son côté, le général Daudenaerde, abordé par 4 bataillons et 4 escadrons saxons et prussiens sous le colonel Ziegler, se maintint dans le sien avec fermeté, et ne le céda qu'après en avoir reçu l'ordre à la chute du jour. Il opéra alors sa retraite sur Courtray où il fut recueilli par le général Barrois, qui se porta à sa rencontre à un kilomètre de la ville.

A la vue de la colonne conduite par le colonel Schon, consistant en 6 bataillons et 2 escadrons, le général Penne ne crut pas prudent de disputer Belleghem avec opiniâtreté, bien qu'un abattis en facilitât la défense. Il se replia sur une hauteur en arrière de ce village, où le général en chef accourut avec l'artillerie légère, la cavalerie et toute l'infanterie, à l'exception d'une brigade du général Barrois. Les progrès des Alliés furent bientôt arrêtés par une vive canonnade qui fit de grands ravages sur la chaussée où ils s'étaient massés, et comme le jour tombait, ils

remirent au lendemain l'attaque sérieuse de la position.

Les Français se retirent sous Lille.

Le comte Maison qui devina leur intention, ne la trouvant pas assez avantageuse pour y risquer un combat, évacua Courtray une heure avant le jour. D'abord il eut le dessein de marcher par sa droite sur la route de Turcoing l'espace de 5 à 6 kilomètres, puis de rabattre à gauche sur le flanc et les derrières des Alliés cantonnés sans méfiance dans les environs de Courtray. La nature du pays semblait favoriser l'exécution de ce projet hardi, dont il fut détourné par des considérations particulières et la fatigue de ses troupes, et il alla prendre position devant Lille, à Mont-Halluin, jetant des postes à Roncq et Turcoing.

Le duc de Weimar passa une partie de la nuit à méditer son plan d'attaque, et déjà toutes ses colonnes étaient en mouvement vers 4 heures du matin, lorsque les rapports de ses avant-postes lui firent connaître que Courtray était évacué; alors elles y entrèrent en tenue de parade; et pour rehausser aux yeux des habitans l'éclat de sa conquête, un bulletin pompeux porta à 2,000 hommes la perte des Français dans l'engagement de la veille: la vérité est qu'elle fut seulement de 180 hommes hors de combat ou prisonniers.

Tandis que cette petite guerre tenait en échec

Sortie de la garnison d'Anvers sur la gauche de l'Escaut.

le gros des Alliés sur les frontières de l'ancienne France, le général Carnot, conformément à ses instructions, poussa jusqu'à Lockeren une partie de sa garnison; cependant informé que le comte Maison se repliait, et que les Anglais opéraient un mouvement de concentration sur Calmhout, il la rappela à Anvers deux jours après.

Mais l'orage qui grossissait de ce côté, ne menaçait plus cette place. Sir Graham savait qu'un gouverneur diligent tenait sa garnison en haleine; et c'était contre Berg-op-Zoom qu'il méditait un coup de main.

On a vu avec quelle peine les généraux Decaen et Maison en avaient successivement formé la garnison, complété l'approvisionnement. Quoiqu'on y eût fait entrer jusqu'à 4,000 hommes, la désertion et les maladies occasionnées par le défaut de viande fraîche, les bivouacs et les corvées multipliées, en avaient réduit la force au commencement de mars à 2,700, nombre insuffisant pour garder une place qui, par l'étendue de ses fortifications, équivaut à 26 bastions, et n'exige pas moins de 12,000 hommes pour sa défense.

Description de Berg-op-Zoom

Cette place, où le génie de Coëhorn semble avoir épuisé toutes les ressources de l'art, et si célèbre par les siéges qu'elle a soutenus, était d'autant moins à l'abri de surprise que le corps de place n'est qu'à demi revêtu, et que la gelée

facilitait le passage des fossés. Elle se divise en deux parties, la ville proprement dite, qui est la plus considérable, est de forme presque circulaire, et le quartier du port, où le bassin qui fait une hache, a une ligne de maisons sur chacun de ses quais. Le quartier du port est séparé de la ville par des maisons et des murs de clôture: on ne communique de l'un à l'autre que par les remparts, et vers le milieu par un antique château nommé Fausse-Porte. La ville proprement dite, a trois portes d'où partent les routes de Steenbergen, de Breda et d'Anvers; le quartier du port n'en a qu'une seule, encore ne conduit-elle qu'au fort d'Eau par une digue : on la nomme porte d'Eau.

Le comte Maison, connaissant la faiblesse de la garnison, avait prescrit au général Bizanet de garder ses dehors à la turque; mais malgré cette recommandation, le gouverneur n'occupait comme postes d'avertissement, qu'un certain nombre d'ouvrages avancés. D'ailleurs à la retraite, toutes les gardes extérieures se doublaient, des bivouacs placés sous des hangars, ne rentraient qu'une heure après la diane, et l'on faisait des patrouilles et des rondes fréquentes.

La population de Berg-op-Zoom, forte d'environ 5,000 ames, se compose principalement de marins, que l'état de blocus réduisait à la misère. Sir Graham s'y était ménagé depuis long-temps

des intelligences, et comptait sur la coopération d'une partie des habitans dans une surprise.

Le général anglais, après avoir pesé toutes ces circonstances, crut faire une galanterie au prince d'Orange d'enlever cette place la veille du jour de sa naissance, et de lui en envoyer les clefs pour bouquet. Un corps de 4,800 hommes de toutes armes destiné à cette opération fut divisé en 4 colonnes. La 1re forte de 1,000 hommes, devait attaquer entre les portes d'Anvers et du port; la 2e de 1,200, se porter à droite de celle de Breda; la 3e de 650, ne faire qu'une fausse attaque sur la porte de Steenbergen et servir ensuite de réserve; enfin, la 4e de 1,100 hommes, avait ordre de se glisser à marée basse par le port dans la ville. La tentative fut fixée le 8 mars à dix heures et demie, et toutes les colonnes furent guidées par des habitans; ceux du port se tenaient prêts à les seconder. Surprise de cette place par les Anglais.

Le 8 mars, entre 9 et 10 heures du soir, une vive fusillade se fit entendre à la porte de Steenbergen, c'était la 3e colonne qui, après avoir surpris la garde de l'avancée, se trouvait arrêtée en avant du pont dormant du corps de place, par le feu des palanques qui en défendaient l'abord. Aux premiers coups de fusil, tout le monde est sur pied, et bientôt cette attaque est sinon repoussée, du moins contenue avec une partie de la garnison; sur ces entrefaites, la 4e colonne, aux

ordres des généraux Skerret et Goore, pénètre par le chenal dans le port, sans que l'embarcation qui s'y trouvait embossée en donne avis; le général Bizanet supposant que cette attaque est la seule véritable, dirige toutes les réserves vers la porte d'Eau; mais tandis que la garnison s'y rend de la place d'armes, par la fausse porte le long du quai, le général Goore, avec une partie de cette colonne, file le long des remparts vers la porte d'Anvers, dans le dessein de l'ouvrir au général Graham, qui attendait sur la chaussée à deux portées de canon avec sa cavalerie.

C'en était fait de la garnison, si le général Goore, maître de cette porte, au lieu de se porter sur celle de Breda, en eût baissé le pont-levis, pris de revers le poste de la demi-lune qui la couvrait, et donné entrée au général Graham, ou bien encore s'il eût poussé vivement sur la place d'armes le faible poste qu'il avait en tête, et s'y fut solidement établi. Cette faute sauva la place: celui de la porte de Breda, renforcé d'un simple piquet, tint tête au général Goore qui arrivait intérieurement sur son flanc droit, et à la 3e colonne anglaise qui avait enlevé, sans coup férir, les ouvrages extérieurs de ce front.

La 4e attaque, retardée d'abord par la brisure des glaces du fossé, et obligée ensuite de changer de direction, n'en escalada que plus aisément le bastion Orange, nettoyé par le géné-

ral Goore. Le général Cooke, qui la commandait, renforça les sections de ses deux collègues, en sorte que le combat se soutint avec le plus grand acharnement. La garnison forcée d'abandonner aux Anglais toute la partie gauche du port, les contint sur les autres points jusqu'au jour, que les voyant, pour ainsi dire, confinés dans cette partie de l'enceinte, elle forma contre eux trois colonnes d'attaque. Deux se chargent de balayer le rempart, celle du centre de forcer la fausse porte, et toutes trois doivent se réunir naturellement à la porte d'Eau. Le signal est donné, et elles s'ébranlent en même temps : bientôt celle de droite s'empare de toute la partie du pont qu'elle a devant elle, pousse un détachement à la gauche, et refoule les assaillans vers la porte d'Eau. A peine sont-ils dans les ouvrages extérieurs, que la mitraille les force d'y rentrer comme prisonniers. Le succès complet de cette colonne lui permit alors de joindre ses efforts à celles du centre et de la gauche contre les troupes du général Cooke qui combattaient encore à la fausse porte et au bastion Orange. La lutte fut sanglante; mais enfin, vers 9 heures du matin, les Anglais épuisés de fatigue, mirent bas les armes.

Ainsi finit, après douze heures, une action commencée sous de si favorables auspices, et qui eût obtenu un tout autre résultat, si le

général Graham, méprisant moins la faiblesse de la garnison, avait prévu le cas de sa résistance, et que ses colonnes ne se fussent point débandées en partie dans les maisons. Les Anglais firent une perte énorme : sur trois généraux entrés en ville, un fut tué roide, l'autre mourut dans la journée de ses blessures, et le troisième resta prisonnier avec 2,077 soldats. Les cadavres de 800 furent enterrés; et si l'on ajoute à ce nombre celui des officiers et soldats noyés dans les fossés, le bassin du pont et le chenal même, ceux tués dans les schorres et que la marée emporta, on verra que la perte totale ne peut être estimée à moins de 4,000 hommes. La garnison eut 160 morts, 300 blessés et une centaine de prisonniers. Une suspension d'armes de trois jours fut conclue le 10 entre le général Graham et le gouverneur, pour l'enterrement des morts, l'évacuation des blessés et l'échange des prisonniers (1).

Cet événement attéra les Anglais, et rendit leurs alliés encore plus circonspects. Le duc de Weimar, malgré sa supériorité, n'osa rien entreprendre avant l'arrivée du général Thielman

(1) Voyez pour de plus grands détails l'intéressante relation de cette surprise, donnée par M. le colonel du génie Legrand, dont ce qu'on vient de lire n'est qu'un extrait.

qui lui amenait environ 15 mille hommes, et se contenta de garder la ligne de Courtray, Tournay et Mons. Pendant ce temps, la garnison d'Anvers exécutait sur les derrières une nouvelle course qui donna beaucoup d'inquiétude au corps de blocus; une sortie de celle de Maubeuge délivra une colonne de 4 à 500 prisonniers français dirigée de Solre-sur-Sambre à Mons, et le général Gilly ayant eu avis qu'un parti de cavalerie séjournait à Bruges, à dessein d'y favoriser un rassemblement, fit avec les garnisons d'Ostende, Dunkerque et Nieuport, une courte expédition, dans laquelle il dissipa les bandes à peine réunies, imposa une contribution de 100 mille francs à la ville, et emmena en otage le maire et l'intendant que les Prussiens venaient d'y installer.

Tentative du duc de Weimar sur Maubeuge.

Enfin, les renforts attendus si patiemment par le duc de Weimar, ayant porté le nombre de ses troupes disponibles à 27 mille combattans, dont 3,000 de cavalerie, avec un train de 41 bouches à feu, il crut le moment favorable pour s'emparer de Maubeuge par une attaque brusquée, et fit dans cette intention la distribution suivante de ses troupes: la brigade du général Ryssel, composée de 4 bataillons, autant d'escadrons et 6 pièces légères, devait prendre poste à Saint-Ghislain, pour couvrir Mons, et observer Valenciennes et Condé. De son côté, le général Borstell avec 9 bataillons, 8 esca-

drons et 8 bouches à feu, vint camper à Bavay, pour masquer ces deux dernières places et observer Landrecies. La division saxonne du général Lecocq, forte de 7 bataillons et demi, 3 escadrons, avec un train de 24 pièces de gros calibre, fut désignée pour faire le siége de Maubeuge, et observer en même temps Philippeville. Enfin, pour compléter le dispositif, 10 bataillons, 4 escadrons et 17 pièces légères aux ordres du lieutenant-général Thielman, n'eurent d'autre destination que d'observer à Tournay le corps groupé sous Lille. Cet officier général eut aussi le commandement supérieur sur les corps du colonel Bihalow et des majors Hellwig et Puckler qui devaient occuper Gand, Courtray et Bruges.

En conformité de ce singulier plan tout s'ébranla le 17 mars, et le corps de siége vint en trois marches de Tournay à Requignies investir Maubeuge sur les deux rives de la Sambre. Le duc de Weimar transféra son quartier-général à Cerfontaine. Nous nous dispenserons de donner une description de cette place; elle joua un trop grand rôle dans les deux premières campagnes de la révolution, pour que les militaires n'en aient pas un plan; seulement nous observerons que tous ses ouvrages délabrés et négligés depuis quinze ans, venaient d'être palissadés, et que hors d'état de soutenir un siége régulier, elle était du moins à l'abri d'un coup de main.

La garnison forte environ de 1,000 combattans, se composait d'un bataillon de gardes nationales du Pas-de-Calais, d'un de douaniers, du dépôt du 1er régiment de chasseurs, qui n'avait pas 30 hommes montés, et d'une compagnie de canonniers formée d'habitans. Elle était commandée par le colonel d'artillerie Schouller, directeur de la manufacture d'armes, officier distingué dans son arme, et très-résolu à tirer parti de ces faibles ressources.

Le 19 et le 20 mars furent employés à reconnaître la place. Supposant la garnison justement double de ce qu'elle était, les Saxons crurent voir qu'elle occupait les dehors et les hauteurs d'Assevant, tandis qu'elle n'y montrait que des patrouilles, et ne s'en approchèrent qu'à pas de loup. Le 21 enfin, ils prirent possession de ces hauteurs, ainsi que de Houssies, après un léger engagement avec un détachement sorti de la ville pour reconnaître leurs dispositions de plus près.

Le jour suivant ils construisirent, à petite portée des remparts, trois batteries armées ensemble de 4 pièces de 24, 6 de 12, et de 8 mortiers, et commencèrent à les faire jouer le 23 à trois heures du matin. Tout dans la place rivalisa d'ardeur et de dévouement; des femmes même voulurent prendre part à la défense et porter les munitions sur les remparts. L'artillerie répondit

avec une supériorité telle qu'à midi elle avait démonté la moitié des pièces des assiégeans, écrasé plusieurs plates-formes et fait sauter un magasin à poudre. Le duc de Weimar, dont les munitions commençaient à s'épuiser, somma la place, et la réponse du colonel Schouller lui faisant connaître qu'il n'était pas homme à se laisser intimider, il mit plus de liant, et proposa une suspension d'armes qui fut également rejetée; alors le feu continua jusqu'à la chute du jour, c'est-à-dire tant que durèrent les munitions. Les Alliés profitèrent de la nuit pour évacuer l'artillerie sur Mons, où le duc de Weimar se rendit aussi, tout honteux de son équipée. Le 24, le commandant sortit avec sa garnison, et tandis qu'une partie détruisait les ouvrages de l'assiégeant et recueillait les débris d'affûts et les munitions qu'il y avait abandonnées, l'autre délogea l'arrière-garde de Ferrière-la-Grande, et la força de se retirer à Requignies sur son corps de bataille, auquel vint se joindre la brigade Ryssel pour continuer le blocus.

Ce coup de main manqué du duc de Weimar sur Maubeuge, à peu près semblable à celui du duc de Saxe-Teschen sur Lille en 1793, obtint les mêmes résultats : il réveilla l'énergie et le patriotisme des citoyens les plus tièdes, en même temps qu'il les flatta de l'espoir de pouvoir défendre, pour ainsi dire, sans garnison leurs remparts.

Tandis que cela se passait sur la droite, le général Thielman voyant que le comte Maison ne bougeait pas de devant Lille, le crut atteré, et s'imagina faire impunément un fourrage aux portes de Lille. Il partit donc le 23 de Tournay sur trois colonnes : les deux premières, fortes chacune d'un bataillon, d'un escadron et 2 pièces de canon, passèrent la Marque à Chornaing et Bouvines, pendant qu'avec la 3ᵉ de six bataillons et demi, 300 chevaux et 9 pièces de canon, il se dirigea avec vivacité sur Orchies. Diversion du général Thielman.

Les deux premières colonnes reployèrent les avant-postes jusqu'à Helemmes; mais bientôt la générale se fit entendre dans tous les cantonnemens, ainsi que dans Lille. Les canonniers bourgeois coururent aux pièces, la garde nationale sédentaire prit les armes, et le comte Maison lui ayant remis la garde des portes, sortit avec les troupes disponibles de la garnison, pour se joindre à Sanghien à son noyau d'armée. Alors on aperçut le petit nombre de troupes qui avait donné l'alarme. Le général Castex les ramena battant jusqu'à Tressin et Bouvines, leur prit une soixantaine d'hommes et en mit une centaine hors de combat.

Cependant le général Thielman ayant appris que le comte Maison se portait sur la Marque, comprit tout le danger de sa position, et retourna en hâte d'Orchies à Tournay, afin d'éviter

d'être pris à dos. Il n'y serait pas arrivé sain et sauf si son adversaire eût eu plutôt connaissance de son mouvement.

Tel était l'état des choses en Belgique au 25 du mois de mars. Cette province était sans doute perdue; mais il avait fallu deux mois pour en chasser une poignée de soldats qui ne se tenant point encore pour évincée, s'apprêtait à en disputer la paisible possession aux vainqueurs.

On ne sait si l'on doit plus blâmer les Alliés de l'emploi fautif de leurs forces, que louer le général français de son énergie et de son activité. En effet, moins de 8,000 hommes inaguerris les réduisirent à une guerre de poste sur une frontière entièrement découverte, et qui n'était gardée que par son ancienne réputation.

CHAPITRE XXI.

Position des armées française et autrichienne sur l'Adige. — Défection du roi de Naples, et jonction de son armée au corps autrichien de Nugent. — Retraite des Français sur le Mincio. — Bataille du Mincio. — Affaires de Borghetto, Gardone et Salo. — Mouvement des Austro-Napolitains sur la Nura. — Le Vice-roi détache le général Grenier sur le Pô. — Combats de Sacca et de Guastalla. — Retraite de Joachim sur la Secchia. — Débarquement du corps anglo-sicilien à Livourne, et ses premières opérations.

(Consultez pour les marches, la carte des ponts et chaussées de l'Empire français; et pour les positions, les feuilles du théâtre de la guerre en Italie, par le général Bacler d'Albe, n° XII, XIII, XIV; XVII, XVIII et XIX.)

L'ITALIE, par son éloignement de la capitale de l'Empire français, semblait devoir être préservée du malheur de servir de théâtre aux armées étrangères. Ce n'était pas sur les bords du Pô qu'on pouvait porter les coups les plus sensibles

à Napoléon, puisqu'au-delà des sources de ce fleuve, une barrière naturelle permettait aux débris de l'armée battue d'arrêter la marche des vainqueurs; mais l'Autriche avait trop à cœur de recouvrer les belles possessions qu'une longue suite de revers lui avait enlevées, pour ne pas songer à en faire la conquête; d'un autre côté, l'Angleterre était trop intéressée à ouvrir les ports de la Toscane et de la rivière de Gênes, depuis si longtemps fermés à son commerce, pour ne point la lui faciliter par une diversion sur les côtes. Ainsi, pendant que les armées alliées se pressaient sur le Rhin et menaçaient de le franchir, le maréchal de Bellegarde rassemblait une armée formidable sur la rive gauche de l'Adige, et lord Bentinck préparait en Sicile une expédition contre la Toscane.

Quoique dénuée de troupes, l'Italie ne parut pas si facile à conquérir au cabinet de Vienne, qu'il ne crût nécessaire de préparer l'exécution de ses projets au moyen d'une nouvelle alliance. Le royaume fondé par l'Empereur y avait pris de la consistance : sous l'administration du prince qui le gouvernait depuis dix ans, les décrets les plus rigoureux de Napoléon avaient subi des modifications réclamées par les mœurs du peuple italien, il était à craindre que, menacé dans son existence, il ne formât à la voix du Vice-roi, au milieu de la péninsule, un foyer de résistance capable d'arrêter la marche des batail-

lons autrichiens. Pour contrebalancer l'effet de cette levée, le conseil aulique ne vit qu'un seul expédient, celui d'engager le roi de Naples à faire cause commune avec lui. L'ouverture et les résultats de la campagne en Italie dépendaient donc entièrement de l'issue des négociations.

Quelle détermination ce Souverain, qui tenait pour ainsi dire, les destinées de l'Italie entre ses mains, allait-il prendre? Prince français, beau-frère de Napoléon, couronné par lui, combien de motifs d'entraînement! quelle dette sacrée à acquitter! l'opinion publique pouvait-elle un seul instant douter de son dévouement à celui dont il tenait tout? Mais la métamorphose de Joachim alors entière et complète, ne s'était pas bornée à un travestissement de titre et de costume: il n'avait pas seulement échangé la cuirasse pour la pourpre. D'ailleurs, sous l'influence climatérique du pays auquel la politique doit son apôtre et son suppôt, le nouveau roi de Naples pouvait-il entièrement se soustraire aux insinuations machiavéliques que rendait si spécieuses le bruit déjà répandu de l'invasion prochaine de la France? L'ambition dont elles flattaient l'oreille devait les accueillir en raison de l'intérêt que l'on attache à la conservation du pouvoir. L'enivrement de la puissance, cette dégradation morale, qui éteint toutes les affections de parenté et de patrie, était presque une maladie de famille : le Français avait

disparu dans Joachim, il ne restait plus en lui qu'un roi étranger à la France. C'est donc sous cet aspect qu'il faut l'envisager aux prises avec les événemens : les faits concourront seuls au développement de son caractère, et si le siècle reste indécis sur le jugement à porter de sa conduite, la postérité, étrangère à tous les intérêts de circonstance, condamnera peut-être en lui le Français, pour absoudre le Souverain.

Joachim, tourmenté par la crainte d'être précipité d'un trône où la force l'avait élevé, et dont elle cessait de former le support, était moins disposé à écouter les conseils de la générosité que ceux de la prudence. Le front ceint du diadême, il ne se dissimulait pas que les devoirs d'un roi consistent bien plus à épargner le sang de ses sujets qu'à le répandre pour de vaines querelles de famille : et si d'un côté, les malheurs de son ancienne patrie, le cri de ses vieux compagnons d'armes et le vœu de son armée l'appelaient au secours de Napoléon, de l'autre, son conseil, la noblesse et le peuple, ne cessaient de lui représenter les dangers auxquels il s'exposait en joignant ses armes aux siennes. Le royaume dégarni de troupes, allait rester à la merci des Anglais qui faisaient en Sicile des préparatifs formidables : comment une fois engagé avec les Autrichiens, dans le nord de l'Italie, défendra-t-il ses côtes? quels moyens lui reste-

ront pour comprimer les Calabrais toujours prêts à se soulever? de quelle manière assurer la rentrée des contributions, le recrutement de l'armée, la tranquillité de l'intérieur; en un mot, la marche du gouvernement au milieu des séditions qui vont éclater dans les provinces, des complots qui s'ourdiront en son absence, dans la capitale même? et quel sera le dédommagement, le prix de tous ces sacrifices en cas de victoire? Un simple témoignage de satisfaction de la part de l'Empereur des Français, auquel il doit tout, il est vrai, mais son peuple, rien. Si au contraire, ce colosse succombe sous les coups redoublés de la ligue européenne, est-il probable que son dernier allié trouvera grace devant elle, lorsqu'assis sur un trône usurpé, il avait encore à redouter l'animadversion attachée à sa parenté?

Une alliance avec l'Autriche paraissait détourner tous ces malheurs. Cette puissance lui promettait sa médiation vis-à-vis de l'Angleterre, la garantie de ses États, peut-être même une augmentation de territoire, en compensation des frais d'armement. Ces propositions séduisantes devaient être écoutées; car il n'est pas dans la nature humaine qu'un prince, placé entre ses affections et ses intérêts, sacrifie les seconds aux premières; mais sa conduite comme Souverain sort de la ligne ordinaire, et l'homme privé aperçoit souvent de l'ingratitude là où les

nations ont peine à trouver des motifs de culpabilité. Telle fut la position de Joachim : il sacrifia son bienfaiteur aux intérêts du peuple auquel il sentait le besoin de donner, dans ces graves circonstances, la garantie la moins équivoque de son entier dévouement.

Le roi de Naples se rapproche des cours de Vienne et de Londres.

A peine fut-il de retour dans ses Etats après les désastres de Leipzig, que le prince de Cariati, son ambassadeur à Vienne, reçut ordre de répondre aux ouvertures du ministère autrichien, et qu'une ordonnance, en abrogeant les décrets qui repoussaient de ses ports les navires anglais, montra tout le désir qu'il avait de se rapprocher du cabinet de St.-James.

Il proteste de sa fidélité à Napoléon.

Les événemens étaient cependant encore incertains. Refoulé sur le Rhin, Napoléon pouvait y arrêter l'invasion qui menaçait l'Empire, et sortir de la lutte imprudente où il se trouvait engagé, sinon victorieux, du moins avec honneur. Il entrait donc dans la politique du roi de Naples de garder des ménagemens, et tout en activant des négociations avec ses ennemis, d'affecter un dévouement dont la situation déplorable de ses affaires relevait encore l'importance. Ce rôle de duplicité ne pouvait manquer de réussir, car quel que fût le parti qui dût triompher, il laissait à Joachim l'avantage de se prévaloir de ses intentions, et de recueillir de simples promesses, tout le fruit que d'autres

alliés n'auraient obtenu que d'une coopération effective et loyale. Les circonstances devant déterminer ses décisions; d'après le conseil d'un grand Politique (1), il employa tous ses soins à la création d'une armée, afin de mettre son alliance à plus haut prix. La guerre d'Espagne et la campagne de Moskow, ne lui avaient pas été moins funestes qu'à Napoléon; il n'était resté au commencement de 1813, dans son royaume, qu'une partie des cadres de ses régimens; mais la conscription les avait à peu près remplis d'une jeunesse vigoureuse, exercée depuis six mois au camp de Capo di Chino. Les 3es bataillons versés dans les deux premiers portèrent ceux-ci au complet de 1,500 hommes; une nouvelle classe fut appelée pour recruter ces derniers: la remonte de la cavalerie et l'achat des mulets nécessaires au transport de l'artillerie, nécessitèrent de grands efforts et d'énormes dépenses.

Ses soins pour se créer une armée.

Le Vice-roi n'eut sur les dispositions de Joachim que de vagues soupçons: il présumait bien que l'orgueil de celui-ci, répugnant à venir prendre ses ordres, serait ingénieux dans les moyens de retarder la jonction de son armée; mais avec un cœur droit et généreux,

Le Vice-roi d'Italie ignore ses desseins.

(1) Le duc d'Otrante. Voyez dans ses Mémoires, la lettre qu'il écrivit au Roi le 20 janvier 1814.

comment aurait-il supposé que l'ambition eût étouffé dans ce Souverain tout sentiment de reconnaissance et d'honneur? D'ailleurs, les instructions de l'Empereur, dupe lui-même des protestations mensongères de son beau-frère, prescrivaient à Eugène d'en agir avec lui, comme envers un allié prêt à donner des gages non équivoques de loyauté. Comptant donc sur la prochaine arrivée des Napolitains et des troupes italiennes rappelées d'Espagne, il occupait, depuis la fin de décembre, la ligne de l'Adige, de Castagnara à Rivoli, avec environ 34,000 hommes d'infanterie, 2,800 de cavalerie et 66 bouches à feu.

Position des Français sur l'Adige.

Le général Bonfanti, avec un petit corps détaché, surveillait les débouchés des Alpes tyroliennes dans les plaines du Brescian. (*Voyez le Tableau N° XV.*)

Indépendamment de ces forces, les généraux Gratien, Fresia et Rouyer St.-Victor organisaient à Alexandrie, Turin et Gênes des réserves de conscrits appelés par le sénatus-consulte du 9 novembre. De petites garnisons occupaient Ancône, Civita-Vecchia, le fort St.-Ange à Rome, Pise, Livourne, ainsi que tous les forts du littoral de la Toscane et de la rivière de Gênes. L'on avait armé le château de Plaisance et construit une tête de pont à Borgoforte.

Les troupes de cette armée différaient beau-

coup de ces bandes républicaines qui, dix-huit ans auparavant, couvrirent l'Italie de trophées. Les désastres du nord avaient anéanti jusqu'aux cadres des régimens désignés pour sa formation, il n'en restait que les numéros. Mais que ne peut sur une jeunesse belliqueuse le souvenir des hauts-faits qui illustrèrent leurs pères sous les mêmes drapeaux !

Position des Autrichiens.

L'armée autrichienne au contraire, forte de 84 bataillons et 62 escadrons, formant environ 70 mille hommes, n'était composée que de vieilles troupes. *(Voyez le Tableau n° XVI).* La cavalerie particulièrement, ne laissait rien à désirer sous le rapport du choix ou de l'instruction des hommes et des chevaux.

A la droite, le marquis de Sommariva occupait au nord du lac de Garda, Riva et Torbole; son avant-garde dans le Val Vestino, poussait ses postes au-delà de Toscolano; à la gauche, le général-major Stahrenberg avec un corps volant entre Lendinara et Badia était prêt à se joindre, au premier ordre, à la division Nugent, qui faisait des courses dans les départemens du Reno et du Rubicon. Le gros de l'armée cantonné entre le Bacchiglione et l'Adige, attendait le signal des hostilités.

Sur les derrières, le feld-maréchal-lieutenant Marschall resserrait le blocus de Venise et celui de Palma-Nova, tandis qu'un corps anglo-autri-

chien pressait la capitulation de Cattaro et de Raguse.

Position de l'armée napolitaine.

L'armée napolitaine, forte de 28 bataillons et de 21 escadrons, formant environ 23 mille hommes (*voy. le Tableau n° XVII*), s'était mise en marche sur deux colonnes des frontières de son royaume, dès les premiers jours de décembre. La première, composée des divisions Ambrozio et Pignatelli, était entrée dans la Marche d'Ancône par les Abbruzes; la seconde, consistant dans les divisions Carascosa et Livron, avait suivi la voie romaine, et cantonnait dans les environs de Rome. Le Roi toujours à Naples avec sa garde à pied, achevait l'organisation de ses troisièmes bataillons, et terminait ses préparatifs d'entrée en campagne.

La position du Vice-roi sur l'Adige était la même que celle de Bonaparte à la fin de juillet 1796, lorsque Wurmser déboucha du Tyrol pour l'attaquer, avec cette différence pourtant, que le fils avait sur son père l'avantage de tenir Mantoue, alors au pouvoir des Autrichiens; mais quel changement survenu dans la position relative des puissances belligérantes! Au lieu d'avoir deux armées formidables sur le Rhin, il ne restait à la France découragée, épuisée et divisée d'opinions, pour défendre sa capitale menacée par toutes les armées de l'Europe, que le petit nombre de soldats échappés de Moskow et de Leipzig. Il fallait

donc que le génie du prince Eugène suppléât à ce qui lui manquait, et à l'imperfection de ce qu'il avait pour conserver sa ligne. Le feld-maréchal de Bellegarde, au contraire, avec une armée presque double de la sienne, recevait chaque jour des renforts, et allait être secondé par le roi de Naples et le corps anglo-sicilien.

Motifs du retard de l'ouverture de la campagne.

La grande quantité de neige tombée dans le mois de janvier, servit à souhait les généraux des deux partis. Le maréchal autrichien crut que la rigueur de la saison expliquerait son inaction à son jeune adversaire jusqu'à l'arrivée des Napolitains. Le Vice-roi de son côté, utilisa ces derniers instans pour achever l'habillement et l'instruction des conscrits; cependant la politique apportait de jour en jour de nouveaux obstacles à la marche de ces auxiliaires: Joachim mandait au prince Eugène qu'il attendait de l'Empereur une décision sur la question de savoir s'il commanderait les deux armées après leur jonction, au moment où il n'était pas sans inquiétude sur l'issue des négociations entamées avec l'Autriche et l'Angleterre. Les plus grandes difficultés ne provenaient pas à la vérité du cabinet de Vienne, qui dévorant en idée le royaume d'Italie, accédait à toutes les propositions du ministère napolitain; mais la cour de Londres, qui avait des vues moins directes sur ce pays, refusait de souscrire au traité d'alliance conclu par

Alliance offensive et défensive de la Cour de Vienne et du roi de Naples.

l'Autriche, parce qu'ayant reconnu les droits dû roi de Sicile sur la couronne de Naples, il prétextait ne pouvoir la garantir à Joachim, sans entamer en même temps une négociation qui assurât une indemnité à son vieil allié. Enfin les considérations militaires mises en avant par le conseil autrichien l'emportèrent, et lord Bentinck fut autorisé à conclure un armistice indéfini avec Joachim. Cette trève où d'un trait de plume les Anglais gagnèrent l'escadre napolitaine et les îles du golfe, ayant été signée, les nouveaux alliés songèrent à concerter leurs efforts de la manière la plus avantageuse.

Armistice indéfini entre les Anglais et les Napolitains.

Plan d'opérations des coalisés.

Le comte de Neipperg, plénipotentiaire autrichien, présenta alors un projet d'après lequel les troupes impériales opéreraient sur la gauche du Pô, les Napolitains sur la droite, et le corps anglo-sicilien qui débarquerait à Livourne, entre la mer et l'Apennin dans la direction de Gênes.

Ce plan qui avait l'inconvénient de faire agir les armées combinées sur un front très-étendu, séparé par un grand fleuve dont les Français tenaient tous les ponts, et coupé par une chaîne de montagnes, était cependant le meilleur à cause des circonstances particulières et de l'immense supériorité des Alliés.

Ces bases posées, le roi de Naples se décida enfin à entrer en campagne. Après avoir laissé

quelques vieux bataillons au général Manhès dans les Calabres, réuni au camp d'instruction de Capo di Chino 4 à 5 mille conscrits, mis de bonnes garnisons dans Capoue et Gaëte, et enfin après avoir chargé les légions provinciales de maintenir la tranquillité intérieure, il partit pour Rome avec sa garde à pied, et poussa en même temps une partie de sa cavalerie vers la Toscane. Jusque-là sa correspondance avec le vice-roi n'avait rien laissé transpirer de ses desseins, et partout ses colonnes furent reçues des Français et des Italiens comme des troupes alliées; mais bientôt son rôle allait devenir plus difficile : les divisions Ambrozio et Carascosa s'étant mis en contact avec le corps de Nugent aux environs de Modène, il semblait désormais impossible de tromper plus long-temps les deux partis; toutefois sa politique en trouva encore les moyens. Vis-à-vis des Français, il affecta un mécontentement subit du silence que gardait Napoléon au sujet de ses demandes réitérées du commandement des armées; et afin de montrer un dépit plus naturel, et d'écarter tout soupçon, il offrit à son rival, dans un abandon simulé, le partage ou l'alternative du commandement, assuré qu'il rejetterait cette proposition contraire à sa dignité et à l'intention formelle de l'Empereur. Un prétexte plus spécieux couvrit aux Alliés ses tergiversations : l'empereur d'Autriche

L'armée napolitaine se dirige vers les Etats romains

Elle suspend sa marche.

n'ayant pas ratifié le traité dans le terme convenu, il pouvait, sans manquer à la foi promise, différer d'entrer en action. Son système triomphait, et peut-être Joachim serait-il resté paisible spectateur des événemens militaires au milieu des armées française, autrichienne et anglo-sicilienne, si l'ambition ne l'eût fait dévier d'un plan si adroitement combiné. Ses troupes couvraient les Etats de l'Eglise et la Marche d'Ancône, où il n'existait que trois faibles places. Dans l'impatience de s'approprier ces provinces qui échappaient au grand empire, et sans considérer qu'un gouverneur français se trouvait encore à Rome, il en prit possession à titre de conquête, et prescrivit l'investissement du fort Saint-Ange, de Civita-Vecchia et de la citadelle d'Ancône. Cette brusque saillie d'une ambition aussi déplacée, fit sourire l'Autriche et l'Angleterre, et devint pour elles le gage de l'accession de Joachim à la coalition, en même temps qu'elle acheva de dessiller les yeux du Vice-roi sur sa déloyauté, et l'avertit de se tenir en garde contre elle.

Prise de possession des Etats de l'Eglise au nom du roi de Naples.

L'armée française se replie sur le Mincio.

L'armée française étant débordée sur son flanc droit par l'armée austro-napolitaine, et menacée sur ses communications par le corps du général Nugent, le prince Eugène prit la résolution de la replier sur le Mincio. Son mouvement de retraite commença le 3 février : Vérone fut évacué, et l'on ne laissa qu'une centaine d'hom-

mes au château vieux, point important pour recouvrer la place en cas d'offensive; Legnago muni d'une bonne garnison, fut livré à ses propres forces. Le 4, l'arrière-garde aux ordres du général Bonnemain fut atteinte à Villa-Franca par 6 bataillons et 800 chevaux autrichiens; mais elle fit si bonne contenance qu'elle leur ôta l'envie de troubler la retraite.

Les Français s'établirent le jour suivant, la gauche à Monzambano et Peschiera, la droite à Mantoue, 4 bataillons à Gobernolo et Borgoforte, la division Marcognet en réserve à Bozzolo et Marcaria.

Dans le même moment, le Vice-roi porta la division Gratien d'Alexandrie sur Plaisance, et le général Severoli, avec trois bataillons italiens arrivés d'Espagne en poste, de cette dernière ville sur l'Enza. Le général Frezia fut chargé de rassembler les troupes éparses dans la rivière de Gênes, et de veiller principalement à la défense de la place.

Position des Autrichiens.

L'armée autrichienne qui avait suivi les Français avec circonspection, vint prendre position: le général Sommariva à Rivoli, son avant-garde à Pastrengo, le général Wlasitsch devant Peschiera, la division Radiwojewitsch à Villa-Franca, poussant ses avant-postes à Valeggio et Pozzolo; celle de Mayer en face de Mantoue. Une brigade avait ordre d'investir Legnago.

La ligne des Français était excellente : appuyée à gauche à Peschiera et au lac de Garda, dont ils maîtrisaient les rives par une flottille d'une douzaine de chaloupes canonnières; protégée à sa droite par la place de Mantoue dont on pouvait déboucher en même temps que de Goito, Monzambano et Peschiera, l'ennemi n'eût osé tourner sans danger avec le gros de ses forces, si sans doute le Vice-roi n'avait eu à contenir que les Autrichiens, il s'y serait maintenu indéfiniment; en effet, malgré que le comte de Bellegarde eût annoncé hautement le dessein de pousser la guerre avec vigueur, on s'était déjà aperçu que le cabinet de Vienne, fidèle à son système de temporisation, comptait plus sur les efforts de ses alliés que sur les siens propres, et n'avait point enjoint au maréchal de forcer le passage du Mincio ; mais la position actuelle du roi de Naples inspirait de plus vives inquiétudes au prince Eugène. Bien qu'après la prise de possession de Rome, il n'eût pas rompu toute relation avec lui, et qu'il l'entretînt même encore dans l'espoir de réunir son armée à la sienne, il était naturel de penser qu'il cherchait à saisir le moment d'ouvrir la campagne par un coup d'éclat, et l'on ne se dissimulait pas que la faiblesse et l'isolement des divisions Gratien et Severoli ne lui offrissent un succès facile, à moins de secours prompts et rapides.

Motifs qu'a le Vice-roi de livrer bataille aux Autrich.

Pénétré de la nécessité de se mettre en mesure de ce côté, et d'enlever au maréchal de Bellegarde l'occasion de ce mouvement pour attaquer la ligne, le prince Eugène résolut de le rejeter de l'autre côté de l'Adige. Sur la nouvelle apportée par ses émissaires, que les Autrichiens se concentraient à Villa-Franca et Valeggio, il prit pour les assaillir à l'improviste, le 8 février, les dispositions suivantes.

Plan d'attaque.

Le comte Verdier, avec la division Fressinet, soutenue du 4e régiment de chasseurs italiens, devait se porter de Monzambano par Valeggio et Rosigaferro sur Villa-Franca, tandis que le Prince, avec l'avant-garde et la division Quesnel, se dirigerait de Goito sur Roverbella, où le lieutenant-général Grenier avait également l'ordre de se rendre de Mantoue à la tête de la garde royale, des divisions Rouyer et Marcognet et de la cavalerie du général Pereymond. La division Palombini, à l'extrême gauche, devait déboucher de Peschiera et se porter sur les hauteurs de Salionze et de Cavalcaselle pour attaquer la division Sommariva et la pousser sur Villa-Franca, direction naturelle de sa retraite.

La garnison de Mantoue, aux ordres du général Zucchi, appuyée de la cavalerie du général Rambourg, avait pour instruction de marcher dans la direction d'Isola-della-Scala pour cou-

vrir le mouvement du général Grenier et inquiéter la division Mayer sur le Tartaro.

Ce plan d'attaque bien combiné, tendait à réunir sur le flanc gauche du maréchal de Bellegarde la majeure partie de l'armée française, tandis que ses deux plus faibles divisions tiendraient en échec les deux plus fortes de l'ennemi; cependant si le comte Grenier, au lieu de partir de Mantoue, eût remonté la rive droite du Mincio pendant la nuit jusqu'à Goito, et débouché de ce point, il est probable que les dispositions d'attaque eussent été beaucoup plus faciles de la part du prince Eugène, lorsqu'il rencontra les colonnes autrichiennes.

Les Autrich. et les Napolit. opèrent sur les deux rives du Pô.

Les pressentimens du Prince se vérifièrent, car au moment où il rédigeait son projet, le maréchal de Bellegarde s'entretenait avec le roi de Naples, à Bologne, sur les moyens de chasser les Français de la Lombardie; et il venait d'être signé une convention militaire en vertu de laquelle les deux armées alliées, après s'être mises en communication sur le Pô, poursuivraient leur marche offensive. De retour à Vérone, le vieux maréchal informé du mouvement général de l'armée française, et qu'il ne restait plus qu'un cordon sur la droite du Mincio, crut que le Vice-roi, intimidé par l'approche des Napolitains, se disposait à effectuer sa retraite. Ne voulant pas perdre le fruit de la

coopération de ses alliés, il marqua aussitôt le passage de son armée à Borghetto et Pozzolo, et comme s'il eût cru la réussite de son projet infaillible, il ne s'assura pas même, par une simple reconnaissance sur les têtes de pont de Goito et de Monzambano de ce qui restait devant lui: aussi un prompt revers lui fit expier la confiance aveugle qu'il avait en la fortune.

Bataille du Mincio. Premier moment.

Les mouvemens préparatoires s'exécutent dans les deux armées le 7 février et la nuit suivante. Le lendemain au point du jour, les éclaireurs de la droite, aux ordres du général Radiwojewitsch, franchissent le Mincio à Borghetto, d'où les avant-postes français s'étaient retirés. Tout semble prospère aux Autrichiens; ils jettent un pont et passent la rivière sans obstacles. Le général Verdier ne fut informé de leur entreprise qu'au moment où il quittait Monzambano pour se porter à Valeggio; cet incident le força de rebrousser chemin, et de former sur-le-champ la division Fressinet sur la droite du ruisseau d'Olsino, pour recevoir l'ennemi qui déjà se trouvait sur ses derrières.

Cependant la colonne partie de Goito, après avoir culbuté les postes en avant de la tête de pont, franchi les canaux de Villabona, et s'être mise vers Marengo en communication avec celle du comte Grenier, continue sa marche sur plusieurs colonnes dans la direction de Querni,

laissant à cette dernière le soin de chasser le général Mayer de Roverbella. Bientôt le prince Eugène découvre des hauteurs de Massimbona le mouvement de l'ennemi de l'autre côté de Goito, et voit déjà s'élever la fumée de la canonnade de Monzambano : ces indices lui suffisent pour saisir l'état des choses; il ne doute point que le maréchal de Bellegarde ne soit alors occupé à passer le Mincio et conçoit l'idée de le prendre sur le fait, au moyen d'un simple changement de front.

Troisième moment.

A cet effet, la brigade Pereymond est placée sur deux lignes à cheval sur le chemin de Marengo à Valeggio, ayant la division Quesnel à sa droite; le général Rouyer reçoit ordre de forcer de marche pour venir s'enchâsser entre elle et l'avant-garde qui se trouvait près du belvéder, et de laisser la division Marcognet devant Roverbella. La garde royale rétrograde sur-le-champ vers Goito où l'ennemi, déjà sur la rive droite du Mincio, eût pu déboucher brusquement sur les derrières de l'armée française.

Le prince Eugène remontant vers Valeggio dans cet ordre, rencontra le général Merville, lequel après avoir jeté un pont à Pozzolo, avait fait prendre poste à la brigade Veczay sur les hauteurs de Volta, et se disposait à la suivre avec une brigade de cavalerie et une de grenadiers; le maréchal de Bellegarde ayant fait

passer la rivière à la majeure partie de son centre, attendait en avant de Valeggio le corps de Sommariva qui devait la franchir après lui à Borghetto.

Le combat s'engage entre les deux armées dans une des plus singulières positions qui se soient jamais vues. La division Palombini adossée à la rive gauche du Mincio, sur les hauteurs de San-Lorenzo, aux prises avec les troupes du général Wlasitsch; le général Verdier sur la rive droite, derrière le ruisseau d'Olsino, avec le corps de Radiwojewitsch; le Vice-roi entre Massimbona et Cortazza, contre la division Merville; le général Grenier repoussant avec la division Marcognet la droite de la division Mayer en position derrière Roverbella; enfin, la garnison de Mantoue refoulant la gauche sur les routes de Legnago, Isola-della-Scala et Castiglione-di-Mantova.

La division Rouyer et l'avant-garde n'avaient point encore pris leur place dans la nouvelle ligne de bataille, lorsque le général Merville s'aperçut du mouvement dirigé contre lui, et porta la brigade du général Wreden, jusqu'alors cachée par le rideau qui borde le Mincio, contre la brigade Pereymond. Le 1[er] régiment de hussards, au lieu de prévenir le choc, le reçoit, en est renversé, et entraîne dans sa déroute les dragons de la Reine qui s'avançaient à son soutien. Six pièces d'artillerie légère sont enlevées avant d'avoir été

mises en batterie, et les escadrons autrichiens arrivent jusque sur la brigade Forestier qui n'a que le temps de se former en carré. Si c'était une faute de n'avoir pas prévenu leur charge, le général Mermet en commit une plus grave encore par l'excessif rapprochement et la formation défectueuse de ses lignes. Elle n'eut pourtant aucune suite désastreuse: le Vice-roi rallia sa cavalerie sous la protection des carrés de la division Quesnel, et la lança contre l'ennemi qui, à son tour ramené sur Pozzolo, perdit les 6 pièces qu'il avait récemment enlevées.

Malgré ce retour de fortune, le prince Eugène convaincu que la brigade Pereymond n'était pas de force à se mesurer avec les dragons autrichiens, rappela la cavalerie de la garde, l'établit en première ligne, et ne laissa dans Goito que l'infanterie pour tenir en échec l'ennemi. Ces dispositions retardèrent la marche de la division Quesnel de trois quarts d'heure, et ce court espace de temps eût suffi au maréchal de Bellegarde pour rectifier les siennes; mais il n'en sut pas profiter. Quoiqu'averti par les généraux Merville et Mayer que le gros de l'armée française était sur ses derrières, il ne prit aucune mesure efficace pour le recevoir, et se contenta de faire soutenir par le régiment de Deutschmeister et la brigade de grenadiers de Quasdanowitsch, le général Merville, qui avait déployé la brigade Stut-

terheim entre Pozzolo et Remelli. Le général Mayer abandonné à lui-même, et pressé par la division Marcognet, se replia sur Mozzacane.

Le général Bonnemain arriva près de Remilli au moment où l'ennemi achevait son déploiement, et se forma en sa présence, couvrant sa droite par le 31e de chasseurs qui repoussa presque aussitôt une charge de grenadiers; néanmoins son avant-garde eut beaucoup à souffrir du feu de l'artillerie autrichienne, n'ayant dans cette position que 4 pièces à opposer à 18.

Durant cet intervalle, la division Rouyer rejoignit, et le Vice-roi termina ses dispositions; l'armée française formée sur deux lignes, ayant sur ses flancs les brigades de cavalerie Pereymond et Bonnemain, la division Quesnel au centre; celle du général Rouyer en seconde ligne, s'avança fièrement dans cet ordre. Troisième moment.

Bientôt le prince Eugène ordonne à la brigade Forestier d'attaquer le village de Pozzolo; il est enlevé au régiment de Chasteller qui, poursuivi par le 35e léger sur la rive droite, ne put même empêcher la destruction du pont. Le général Bonnemain fit également bonne contenance devant les grenadiers. C'est en vain que soutenus par 5 escadrons des uhlans de l'archiduc Charles, ils renouvellent leurs attaques, le 31e de chasseurs ayant mis ceux-ci hors de lice, tombe sur les carrés, les entame et les rejette sur Massi

et Querni. Dès ce moment, le général Merville sentant son infériorité, se replie en toute diligence vers Valeggio, et le général Mayer voyant sa droite dépostée de Mozzacane par une brigade du général Marcognet, ne songe plus qu'à gagner Villa-Franca.

Sur ces entrefaites, la cavalerie de la garde étant arrivée de Pozzolo, le Vice-roi la mit en première ligne avec la division Rouyer, fit passer les brigades Pereymond et Campi en seconde, et marcha sur Valeggio. Le général Forestier laissé à Pozzolo, eut ordre de se réunir à la brigade Deconchi, rappelée de Roverbella pour former réserve.

Cependant le maréchal de Bellegarde ébranlé par le désordre dans lequel étaient ramenés ses grenadiers, se détermine à rappeler sur la rive gauche du Mincio toutes les troupes du centre, une partie du corps de Radiwojewitsch, et à envoyer des renforts plus considérables au général Merville. Celui-ci ayant reformé ses lignes en avant de Furone et Massi, le combat s'y soutint avec fureur jusqu'à la nuit, dont les Autrichiens profitèrent pour couvrir leur retraite.

Pendant ce dernier combat et presque aussitôt après la prise de Pozzolo, le régiment de Chasteller revint en attaquer le pont; mais déjà il était rompu, et tout se réduisit de ce côté à fusiller et canonner des deux rives.

Attaques secondaires.

Tandis que le gros des deux armées était aux prises devant Valeggio, sur la droite la division Zucchi chassait les brigades Eckardt et Spiegel de Castiglione-di-Mantova et Due-Castelli, leur faisant nombre de prisonniers : ce succès eût été plus complet encore si la crainte de trop s'éloigner de la colonne du lieutenant-général Grenier, n'eût modéré son ardeur.

La division Palombini à son tour reploie les postes du corps de blocus; néanmoins n'osant engager un combat avec le général Wlasitsch qui eut l'art de développer de grandes forces sur les hauteurs de San-Lorenzo, elle se retire sous le canon de Peschiera, sans atteindre l'objet de sa sortie.

Le comte Verdier se maintint long-temps derrière le ruisseau d'Olsino contre le feld-maréchal lieutenant Radiwojewitsch; mais ce dernier voulant enfin profiter de sa supériorité en nombre pour déborder sa droite et l'acculer au Mincio, ce général gagna en combattant les hauteurs de Monzambano, qu'il continua d'occuper le reste de la journée. Son adversaire ayant été rappelé à la chute du jour par le maréchal de Bellegarde qui commençait à craindre pour lui-même, il fut reconduit vivement par les Français jusque dans l'anse de Borghetto, où il prit position.

Observations critiques sur la bataille.

Le résultat de cette singulière bataille, encore que le Vice-roi en eût manqué le but, fut tout à l'avantage des Français. Les Autrichiens y eurent

près de 5 mille hommes hors de combat et 2 mille prisonniers. La perte des premiers n'excéda pas 3 mille hommes. Le maréchal de Bellegarde arrêté au passage, ne sut trouver aucun expédient pour se tirer d'embarras. Attaquant sur un seul point, attaqué sur trois autres, il laissa isolément aux prises toute la journée ses divisions, sans porter en avant de Pozzolo les renforts qu'il lui était si facile d'y réunir, et par cette inertie fit battre 50 mille vieux soldats par 30 mille conscrits; mais cet échec fut peu de chose encore en comparaison des désastres qu'aurait essuyés son armée, si le Vice-roi, retardant d'une heure ou deux l'exécution de son premier projet, s'était rendu maître de la ligne du Mincio : car alors jeté au milieu d'un pays ennemi entre le Pô et les montagnes du Brescian, sans appui, ni communication avec sa base d'opérations, toute voie de salut lui eût été fermée.

Les dispositions faites sur le champ de bataille par le Prince, prouvent un coup-d'œil sûr et prompt; toutefois peut-être se priva-t-il inopportunément de la cavalerie de sa garde, car il paraît que l'infanterie et quelques pièces de canon suffisaient pour tenir Goito, que la seule brigade Veczay pouvait attaquer à revers.

L'armée française repasse le Mincio.

Les succès obtenus par l'armée française n'étaient pas assez décisifs pour lui permettre de rester sur la rive droite du Mincio. Les Autrichiens

concentrés par l'effet même de la perte de la bataille, recouvraient toute la supériorité du nombre dont leur dissémination les avait momentanément privés; il fallut donc revenir dans ses anciennes positions. Le 9 au matin, l'armée repassa la rivière à Goito avec la sécurité que donnait la victoire de la veille; et s'établit, savoir : la division Fressinet à Monzambano, se liant à Volta où furent placées la garde royale, la division Marcognet et la cavalerie des généraux Pereymond et Bonnemain; la division Quesnel à Goito; celle de Zucchi avec la brigade Rambourg rentra dans Mantoue; le général Palombini à Peschiera; le général Rouyer forma réserve à Guirdizzolo.

Le corps de Radiwojewitsch repassa le Mincio dans la nuit du 8 au 9, sur le pont de Borghetto qu'il conserva. Le retour du Vice-roi dans sa ligne donna lieu au comte de Bellegarde d'inférer que le prince Eugène ayant beaucoup souffert, ne songeait qu'à se retirer sur Plaisance : imbu de cette opinion, il crut qu'il ne fallait que se montrer sur la rive droite du Mincio, pour le décider à une retraite définitive, et se promit bien de ne pas lui laisser gagner impunément l'Oglio. Il prescrivit au marquis de Sommariva de pousser le général-major Stanislawlewitsch par le val Sabbia et celui de Trombia sur ses derrières, dans les plaines du Brescian. En conséquence, dans la nuit du 9 au 10, le général Ra-

Nouvelle tentative de passage du Mincio par les Autrichiens. Ils sont repoussés.

diwojewitsch repassa la rivière, et replia tous les postes français; mais bientôt les comtes Verdier et Grenier s'avançant sur ses flancs, le rejetèrent sur le village de Borghetto, où il se tint à couvert sous la protection des batteries de la rive gauche. Pour déjouer désormais toute tentative ultérieure sur ce point, on imagina alors de fermer l'anse du Mincio par de bons retranchemens dont la garde fut confiée à la division Marcognet qui eut aussi celle de Pozzolo.

Affaires de Salo et de Gardone.

Cependant le général Stanislawlewitsch, conformément à ses instructions, avait tourné le lac de Garda et investi le 10 le fort d'Anfo. Le lendemain, il dirigea 3 bataillons par le val Sabbia sur Salo dont ils s'emparèrent sans coup férir, tandis qu'avec trois autres il gagna le val Trombia dont il chassa les avant-postes pour venir prendre position à Gardone. Instruit de ces divers mouvemens, le Prince envoya la garde royale au-devant de la première colonne, et chargea le général Bonfanti de repousser la seconde. A Salo, le combat ne demeura pas long-temps indécis: les portes de la ville furent enfoncées à coups de canon. Poursuivis par les chasseurs à pied, les Autrichiens en se sauvant tombèrent sous le canon de la flottille qui rangea la rive occidentale du lac, et les força à se jeter sans armes dans les montagnes. A peine ralliés le lendemain à Maderno, ils y sont attaqués de nouveau et menacés d'être

acculés au lac, ils prennent le parti de se retirer en toute hâte à Toscolano. De son côté, le général Bonfanti chassa le 14, après un combat assez vif, l'ennemi de Gardone, et le ramena battant jusqu'au lac d'Idro. Après cette malheureuse expédition, le général Stanislawlewitsch se borna au blocus d'Anfo, le général Bonfanti rentra à Brescia, et l'infanterie de la garde revint prendre poste à Dezenzano.

Le maréchal désabusé se hâta de transférer alors son quartier-général de Valeggio à Somma-Campagna, où tout à la fois la nouvelle de la victoire de la Rothière, et l'annonce de la reddition du château de Vérone, atténuèrent en quelque sorte l'impression désagréable des échecs qu'il venait d'éprouver. Dès-lors décidé à tout attendre du temps et de l'ardeur des Napolitains et des Anglo-Siciliens, il prit des cantonnemens entre l'Adige et le Mincio, espérant justifier à leurs yeux cette inaction calculée, en alléguant les ravages qu'exerçaient dans son armée les maladies épidémiques. Des 101 bataillons et 70 escadrons qui la composaient, les 11 bataillons et les 8 escadrons du corps de Nugent, furent seuls destinés à agir offensivement, de concert avec l'armée du roi de Naples. *(Voyez le Tableau XVIII).*

Le maréchal de Bellegarde se détermine à tenir la défensive.

Celui-ci peu jaloux de conquérir l'Italie pour l'Autriche, résistait à toutes les sollicitations du maréchal de Bellegarde et aux ins-

Hésitations du roi de Naples.

tances du général Nugent; il prétendait qu'il y aurait de l'imprudence à marcher sur Plaisance tant que le Vice-roi garderait la ligne du Mincio, que ce serait s'exposer aux coups des troupes qu'il lui plairait de pousser par Borgoforte sur ses derrières, à l'insu même du maréchal. Ainsi, se rejetant l'un l'autre l'initiative, ils paraissaient tous deux résolus à laisser l'armée française dans ses positions défensives. Enfin, le général Nugent arracha à Joachim la permission de se porter sur l'Enza, dans l'espoir qu'une fois engagé avec le corps de droite, ce Prince serait par honneur obligé de le soutenir. Ce qu'il avait prévu arriva : la division Carascosa entra dans Reggio, celle d'Ambrozio se réunit à la réserve à Modène, où le roi de Naples transféra son quartier-général. Ce fut là qu'il quitta le masque, et signifia au prince Eugène sa déclaration de guerre. Ce n'était qu'une vaine formalité, puisque depuis vingt-cinq jours les premiers actes d'hostilités avaient été commis. Néanmoins le Vice-roi crut ne pouvoir lui donner trop de publicité. L'armée apprit par une proclamation à la fois noble et touchante, que l'œuvre de ses mains, le soldat qu'elle avait conduit au trône, tournait ses armes contre elle; mais, ainsi que le Prince l'avait prévu, tous les Français qui se trouvaient encore dans ses rangs, accoururent sous les aigles de l'armée

Il déclare la guerre aux Français.

d'Italie, et il ne resta près du Roi que le petit nombre d'officiers séduits par ses fallacieuses promesses. Il faut pourtant l'avouer, le retour de ces braves ne contrebalança pas les pertes qu'éprouvaient chaque jour les régimens italiens par la désertion que fomentaient d'indignes agens de l'Autriche. La difficulté de recruter les cadres appauvris depuis l'envahissement d'une partie du royaume, et la nécessité de mettre un terme à ce fléau, décidèrent enfin le Vice-roi à jeter les corps italiens dans les places de Peschiera et de Mantoue, et à ne garder en ligne que les vieux soldats. Cette mesure ayant réduit l'armée active à 28 mille combattans, elle ne conserva plus que 5 divisions sur le Mincio. *(Voyez le Tableau n° XIX).* Mais la capitale qui n'avait eu jusqu'alors que 2 bataillons et 3 escadrons de garnison, fut couverte par un des régimens de volontaires à Varese; l'autre prit poste à Arona et Colico, pour observer le Simplon, et soutenir les postes de la Valteline. L'armée resserra ses positions et rapprocha sa réserve du Pô.

Au milieu de cette succession d'événemens aussi subits qu'imprévus pour les deux partis, le général Macdonald força, après un blocus de 25 jours et un bombardement de 48 heures, la citadelle d'Ancône à lui ouvrir ses portes, et le lieutenant-général Lechi prit possession de la Toscane au nom du Roi de Naples. Cette province où

Prise de la citadelle d'Ancône par les Napolitains.

sa belle-sœur tenait paisiblement sa cour, n'avait pour se défendre que quelques milliers d'hommes épars dans les places. Le nouveau gouverneur ne doutant pas qu'il ne fût aisé de les en chasser s'il parvenait à se rendre maître de Pise et de Livourne, détacha le 16 février la brigade Minutolo sur la première de ces places, en vue de la surprendre; mais le général Pouchin qui y commandait, devinant son intention, fit venir 700 hommes de Livourne, et l'attendit de pied ferme, déterminé à ne point la lui céder sans combat. En effet, on se fusillait déjà aux avant-postes, lorsque le duc d'Otrante, commissaire-général de l'Empereur dans la France transalpine, fit connaître au général napolitain qu'il était muni de pleins pouvoirs pour traiter de l'évacuation des Etats romains et de la Toscane. Celui-ci ayant pris les ordres de son Souverain, consentit à suspendre les hostilités, sous la condition préalable que les troupes françaises évacueraient Pise, Livourne et Lucques: quoique assez rigoureuse, le duc y accéda pourtant; et peu de jours après, cet armistice fut suivi d'une convention en vertu de laquelle les garnisons du fort Saint-Ange, de Civita-Vecchia, de l'île Gorgone, ainsi que des châteaux de Volterra et de Florence, eurent la faculté de rentrer en France, sous serment de ne pas servir d'un an contre les Alliés: conven-

Convention pour l'évacuation des places de la Toscane et des Etats Romains.

tion unique, qui imposait à des garnisons vierges le sort de celles réduites après un siége ou un blocus, et qui stipulant en outre leur retour en France par mer, en rendait l'avantage illusoire en les mettant à la merci des Anglais.

Le rusé négociateur avait ses vues dans cette transaction. Se rendant en France à quelques jours de là, il eut à Modène avec le Roi de Naples une très-longue conférence. Des officiers bien informés assurent, qu'après lui avoir exagéré l'état désastreux des affaires de Napoléon, il le félicita d'avoir détourné l'orage qui le menaçait comme beau-frère, en se joignant à la coalition, et que de propos en propos, il l'amena à se faire payer 300 mille francs en lettres de change, à titre d'indemnité, pour la cession de ses droits sur le duché d'Otrante.

Quoi qu'il en soit, l'évacuation des places de l'Etat romain et de la Toscane par les Français, permit à Joachim d'attirer sur la Nura la division Pignatelli. Dès-lors le Vice-roi inquiet sur le sort de Gênes, où le général Frezia n'avait qu'une poignée de conscrits à opposer aux Anglais qui allaient débarquer, et peu rassuré par les dispositions actuelles de sa capitale, où l'apparition subite de l'ennemi sur le Simplon avait jeté tous les esprits dans la défiance et l'abattement, résolut de faire un gros détachement sur le Pô. Par là, il dissipait l'armée austro-napolitaine

Le Vice-roi fait un gros détachement sur le Pô.

avant qu'elle pût être renforcée ou se fût mise en communication avec le maréchal de Bellegarde, ou lord Bentinck attendu de jour en jour à Livourne.

En conséquence; la division Rouyer se rendit le 21 février de Cremone à Plaisance, où elle fut suivie à deux jours de distance par la brigade Rambourg et celle du général Jeannin que la garde royale remplaça à Volta. Le comte Grenier ayant ainsi réuni les troupes qu'il amenait du Mincio aux divisions Gratien et Severoli, s'établit sur la Nura en face du corps du général Nugent.

Malgré son infériorité, le lieutenant du Viceroi avait ordre de brusquer un dénouement; car dans la position respective des armées, non-seulement il fallait battre Joachim, mais encore le mettre hors de lice assez tôt, pour que les troupes détachées du Mincio, pussent y retourner avant que le feld-maréchal Bellegarde fût à même de profiter de leur absence. D'un autre côté, le général autrichien ne se dissimulant pas les difficultés qu'offrait le passage du Pô vers Plaisance, décida le Roi de Naples à faire marcher sur Guastalla les marins de sa garde avec une brigade d'infanterie, soutenus de 1,200 Allemands, à l'effet d'y établir un pont. Le lieutenant-colonel Metzco, à qui l'on confia cette opération, jeta le 24 février un parti sur la gauche de ce fleuve qui surprit Casal-Maggiore, construisit un pont à Sacca, et com-

…ença des ouvrages pour le couvrir. Mais tandis que les Alliés se félicitent de ce succès éphémère, le général Grenier passe la Nura, replie l'avant-garde autrichienne sur le gros de l'armée napolitaine, et vient se poster le 27 derrière le Taro, à cheval sur la chaussée de Plaisance, tenant les divisions Gratien et Severoli en réserve à Borgo-San-Donino. Le même jour, les troupes alliées qui occupaient Sacca et Casal-Maggiore, en sont chassées par le général Bonnemain qui s'y porte de Borgoforte, détruit leur pont, et en capture presque tous les bateaux.

Le général Grenier s'établit sur le Taro.

Il n'en fallut pas davantage pour déterminer la retraite de Joachim; une crue subite du Taro retardant le passage du comte Grenier, le prince Eugène jugea qu'une démonstration sérieuse contre le flanc droit des Napolitains accélérerait leur mouvement rétrograde. Il passa donc le Pô à Borgoforte, et parut devant Guastalla le 1er mars au matin, avec 4 bataillons, 200 chevaux et 4 pièces d'artillerie. Cette ville était défendue par une brigade autrichienne et plusieurs centaines de chevaux, la plupart napolitains, qui s'enfuirent à toute bride aux premiers coups de canon jusqu'à Reggio. Abandonnée ainsi par la majeure partie de sa cavalerie, l'infanterie soutenue de quelques hussards de Radetzki, reçut le choc, fut repoussée et perdit 250 hommes.

Combat de Guastalla.

Cependant le Roi de Naples était plongé dans

Le Roi de Naples bat en retraite.

une affreuse perplexité; car il se voyait forcé de combattre le corps de Grenier, ou de renoncer à la cause qu'il venait d'embrasser. Les agens de l'Autriche et de l'Angleterre l'obsédaient de représentations; mais toutes les protestations qu'avait pu lui faire lord Bentinck, ne le rassuraient qu'imparfaitement contre les craintes d'un retour de la Fortune envers Napoléon. Usant encore une fois de moyens dilatoires pour justifier son inaction, il reprocha au feld-maréchal Bellegarde de ne pas profiter de ses avantages sur le Vice-roi considérablement affaibli, et prétextant le danger que courait alors son flanc droit, il cèda le terrain sans combat au fur et à mesure que les Français avançaient.

Combat de Parme.

Le comte Grenier étant parvenu à franchir le Taro le 2 mars, les Napolitains battirent en retraite. Les Français marchaient sur trois colonnes, serrant vivement la brigade autrichienne d'arrière-garde qu'ils espéraient entamer. En effet, obligée de faire front pour ralentir la poursuite, elle est ramenée sur la division Nugent, dont la queue sortait à peine de Parme, et n'a d'autre moyen d'arrêter leur impétuosité, que de jeter dans la ville le régiment de l'archiduc François-Charles.

Le comte Grenier sans différer, enjoint au général Rambourg de continuer à harceler l'ennemi en tournant Parme par la gauche, tandis

que le gros du corps chargera vivement les troupes qui s'y trouvent engagées. La brigade Arnaud prend position devant la porte de Plaisance, ayant derrière elle les divisions Gratien et Severoli; les brigades Schmitz et Jeannin eurent ordre d'attaquer les portes de Fornovo et de Colorno. Cette dernière coupa dans son mouvement une colonne d'un millier d'hommes, et la força de rentrer dans la place. Le général Rambourg, en cherchant à gagner la chaussée de Reggio, aperçut sur la route de Colorno la colonne de Metzco qui, rejetée le 27 par le général Bonnemain sur la rive droite du Pô, et prévenue à Guastalla par le Vice-roi, avait cru pouvoir se rallier à temps sur Parme. La découvrir, l'attaquer et la dissiper fut l'affaire d'un instant. Elle perdit 500 hommes, 2 pièces de canon et tous ses bagages.

Sur ces entrefaites, les généraux Arnaud et Jeannin forcèrent les portes de Plaisance et de Colorno, tandis que de son côté, le général Schmitz après s'être rendu maître de celle de Fornovo, longeait le rempart pour occuper celle de Modène. Les Autrichiens se défendirent d'abord; mais pressés de tous côtés et sans espoir de salut, ils mirent bientôt bas les armes. On leur avait tué 600 hommes; 1,800 demeurèrent prisonniers. Au nombre de ces derniers, se trouva une centaine de Napolitains qui furent désarmés

et renvoyés à leur Roi, soit par mépris, ou par politique, afin de fortifier les soupçons que les Autrichiens avaient d'une intelligence secrète entre le prince Eugène et lui.

L'issue de cette affaire, honorable pour le général Grenier, paraît aux militaires le résultat d'une aberration de Joachim. En effet, résolu à se replier sans combat, pourquoi se laissait-il serrer de si près, et ne s'était-il pas mis en mouvement dès la veille? La seule raison qui puisse le justifier, c'est l'extrême répugnance qu'opposa le général Nugent à l'exécution de ses ordres de retraite, dont il ne comprenait pas la nécessité, et l'intention bien prononcée de s'engager pour mettre le Roi de Naples dans l'alternative de combattre ou de se déshonorer.

Le 2 mars au soir, les Français s'établirent sur l'Enza, et poussèrent le lendemain la brigade Rambourg sur Reggio, dont elle chassa une centaine de chevaux ennemis. Le général Severoli vint le 4 l'y soutenir avec 7 bataillons, et se fit précéder à Rubiera par une faible avant-garde; le général Gratien resta en réserve derrière l'Enza avec un pareil nombre de bataillons. Ainsi le but du détachement du lieutenant-général Grenier fut rempli, et les Austro-Napolitains écartés. Le Roi décidé même, s'il le fallait, à se retirer sur le Tanaro, évacua son matériel jusqu'à Ferrare; la brigade Stahremberg était presque détruite;

d'autres avaient beaucoup souffert ; la confiance des troupes ébranlée, il n'était pas probable que Joachim fût de quelque temps en état de reprendre l'offensive : aussi le Vice-roi rappela sans perte de temps sur le Mincio la division Rouyer et la brigade Jeannin.

Retour du général Grenier sur le Mincio. Combat de Sostinente.

Pendant le mouvement des Austro-Napolitains sur le Pô, le feld-maréchal de Bellegarde avait fait un pas à la dérobée, et porté son quartier-général de Vérone à Villa-Franca. Sa première ligne vint border la rive gauche du Mincio, pour être plus à portée d'observer ce qui se passait de l'autre côté. Habile à saisir toutes les occasions de donner le change à son adversaire, le Vice-roi résolut alors de se débarrasser de ces observateurs incommodes, en faisant marcher, le 5 mars au matin, le général Villatte avec 1,200 hommes, de Governolo sur Ostiglia. Le poste de Sostinente fut emporté par ce détachement, qui en détruisit les retranchemens. Ce coup hardi fit croire au maréchal que le général Grenier soutenait cette tête de colonne, et que l'intention du Prince était de se porter en forces sur Legnago pour séparer les deux armées combinées. Craignant donc d'avoir compromis sa gauche, il se hâta de reprendre ses anciennes positions; mais il se trompait, car ce projet n'entra jamais dans la pensée du Vice-roi, puisqu'il plaça le 7 la division Fressinet à Monzambano et Borghetto, celle de

Quesnel à Volta et Pozzolo, le général Marcognet à Cerlongo et Goito, la garde royale à Mantoue, la cavalerie en seconde ligne à Cereta, la division Rouyer à Bozzolo et Marcaria.

Sans doute en isolant deux armées, on se procure de grands avantages; néanmoins il nous semble qu'ici ce n'était pas le cas. D'abord le terrain aux environs de Legnago est peu propre aux manœuvres; de plus, les deux armées ennemies se trouvaient séparées par le fait, puisqu'elles n'avaient pas de pont sur le fleuve; enfin chacune d'elles avait la supériorité du nombre sur l'armée française: c'eût donc été une imprudence, que d'aller s'enfourner dans cette contrée marécageuse, pour être acculé par les Autrichiens au Pô, tandis que les Napolitains bordaient sa rive droite. Le feld-maréchal aurait bien dû plutôt se réjouir de voir le Vice-roi prendre ce parti, que s'en effrayer: et ses craintes à cet égard étaient puériles.

Le Roi de Naples reprend l'offensive.

Dès que tout eut confirmé au Roi de Naples le départ du comte Grenier pour le Mincio, il sentit qu'il ne pouvait se dispenser d'effacer par une marche offensive l'espèce de tache qu'imprimait à ses armes, une retraite de plus de 10 myriamètres devant un ennemi inférieur, et sans autres combats que des échauffourées d'arrière-garde. Informé qu'on ne lui opposait plus qu'un corps de 4 bataillons et 10 à 12 escadrons hors

d'état de lui disputer sérieusement le terrain, il renforça l'avant-garde autrichienne d'un régiment d'infanterie napolitaine, et le 6 mars fit passer la Secchia au comte de Stahremberg, pour attaquer Rubiera. Les divisions Livron et Carascosa soutinrent son mouvement.

Rubiera était gardé par 2 compagnies de voltigeurs et un régiment de chasseurs italiens. Son commandant voulut tenir ferme; mais assailli par des forces décuples, sa petite troupe fut culbutée et ramenée jusqu'à Reggio, où le général Severoli la recueillit. Combat de Rubiera.

Doutant encore, malgré cet échec, que toute l'armée ennemie eût passé la Secchia, il laissa 4 bataillons sous le général Soulier à Reggio, et se porta avec la brigade Rambourg et 3 bataillons italiens sur la route de Rubiera jusqu'auprès de San-Lorenzo, où il prit position à cheval sur la route, la cavalerie en seconde ligne. Bientôt le Roi de Naples déploya successivement plus de 10 mille hommes. Le général Severoli qui en avait à peine 3 mille, n'hésita pas à accepter le combat. Les Italiens se battirent avec une bravoure au-dessus de tout éloge; leur général ayant eu une jambe emportée, le baron Rambourg qui le remplaça, soutint encore quelques instans cette lutte honorable, mais par trop inégale, et se replia ensuite sur Reggio, dans la crainte d'événemens plus fâcheux. Combat de San-Lorenzo.

Evacuation de Reggio par les Français.

Cette ville n'étant pas à l'abri d'un coup de main, fut attaquée sur-le-champ par les Austro-Napolitains, qui y trouvèrent une résistance opiniâtre. Joachim, pour épargner le sang des siens, ou plutôt en vue de se ménager un retour auprès de Napoléon, fit proposer aux généraux français de l'évacuer. Son offre fut acceptée avec joie; et les troupes, après avoir marché toute la nuit, rejoignirent le lendemain matin le général Gratien derrière l'Enza.

Les Autrichiens se récrièrent contre cette convention, et soutinrent que l'on aurait pu couper la retraite aux troupes engagées dans Reggio, et prendre revanche de la malheureuse affaire de Parme. On ne saurait le nier; mais ces réclamations faites après coup, n'empêchèrent pas les Français de se tirer de ce mauvais pas.

On remarquera facilement combien la position du corps de droite était vicieuse. Une faible avant-garde sur la Secchia avait à deux myriamètres une division pour la soutenir à Reggio, et le gros du corps sur l'Enza; diposition décousue qui exposait ces trois corps à être accablés successivement. La résolution du général Severoli d'accepter le combat devant San-Lorenzo est sans doute une preuve de grand courage; cependant on regrette qu'il n'ait pu en réprimer le premier élan; car malgré sa juste confiance dans la valeur des troupes, il était probable que, succom-

bant sous le nombre, elles seraient ramenées en désordre, et peut-être forcées à Reggio. On ne pénètre pas non plus les motifs qui empêchèrent le général Gratien de se mettre plus à portée de soutenir son avant-garde, ou de la rapprocher de lui. Au surplus, cette faute n'eut pas les conséquences funestes qu'on aurait pu craindre d'un ennemi actif.

Le génér. Gratien repasse le Taro.

Le général Gratien ne voyant plus de sûreté à rester derrière l'Enza, repassa le Taro, et après une halte de quelques heures se mit en marche pour aller s'établir, l'avant-garde à Castelguelfo, soutenue par les brigades Soulier et Rambourg, en arrière de ce bourg, et le général Vandeden à Sanguinara et Grugno.

L'armée aust.-napolit. reste sur l'Enza.

Le Roi de Naples entra le 8 mars à Reggio, porta son armée sur l'Enza, et détacha sur Borgo-di-Sotto et Guastalla la brigade Gober qu'il renforça d'un bataillon napolitain, se proposant ainsi d'observer les mouvemens des Français vers Sacca et Borgoforte. Le 9, il poussa la brigade Stahremberg à Parme, mais refusa de s'avancer davantage, alléguant que le Vice-roi instruit de sa marche, avait porté la division Rouyer à Marcaria et Bozzolo, et placé à Piadena un détachement pour battre la campagne sur la rive droite du Pô, ou prendre sa droite à revers, s'il s'approchait de Plaisance.

Tandis que tous ces événemens d'une guerre mal

Reconnaissance du Vice-roi sur la ligne du Mincio.

conduite se passaient le long du Pô, quelques mouvemens ordonnés dans l'armée autrichienne par le comte de Bellegarde, déterminèrent le Vice-roi à faire une reconnaissance générale. Des détachemens se portèrent à la fois sur Castelnovo, Valeggio, Roverbella, Castellaro et Ostiglia. Les avant-postes ennemis furent reployés dans toutes les directions, et les colonnes parvenues devant les masses, commencèrent le feu pour les faire déployer. Leur but ainsi rempli, elles retournèrent dans leurs positions respectives. Cette opération dictée par la prudence et que les Autrichiens présentèrent comme des attaques que leur valeur avait fait échouer, ne laissa pas de donner de l'inquiétude au feld-maréchal. Loin de prendre l'initiative de l'offensive comme le Roi de Naples l'en conjurait, il concentre ses forces ne laissant qu'une avant-garde à Salionze, Valeggio et Bozzolo, aux ordres du comte de Neipperg. Le gros de l'armée fut réparti sur deux lignes, la première ayant la droite à Castelnovo, la gauche à Villa-Franca; la seconde derrière l'Adige et à Vérone, où la réserve de grenadiers et le quartier-général retournèrent.

Position du maréchal de Bellegarde.

Non moins circonspect que lui, le Roi de Naples caché par l'Enza, ne donnait à l'armée française aucun signe d'existence. Tout le mois de mars s'écoula sans le moindre événement, et cette

inaction, recommandée au maréchal par son cabinet, précieuse à Joachim par des considérations toutes particulières, était d'ailleurs trop avantageuse au prince Eugène, pour qu'il s'avisât de la troubler ; aussi dans cet intervalle ne fit-il qu'une simple reconnaissance de Borgoforte vers Guastalla. Sur les derrières, le corps de blocus de Venise, aux ordres du lieutenant-général Marschall, enleva le 23 mars le fort de Cavanella de vive force, chassa la garnison des retranchemens élevés entre l'Adige et la Brenta, la repoussa sous le canon de Brondolo, et plaça ses avant-postes dans l'île de Fossone. La flottille du lac de Garda soutenant l'honneur du pavillon italien, livra deux combats à celle des Autrichiens.

Expédition des Anglo-Siciliens.

Cependant le moment approchait où lord Bentinck commandant le corps d'occupation anglais en Sicile allait avec Ferdinand IV coopérer à la conquête de l'Italie. Douze cents hommes de cavalerie et 15 mille d'infanterie, dont 4 mille Anglais seulement, furent rassemblés à Palerme dans le courant de février, et destinés à l'expédition de la Toscane. Ainsi, le cabinet de Saint-James habile à susciter des ennemis à Napoléon, tournait vers un même but, les efforts de l'usurpateur du trône de Naples et ceux du prince dépouillé de cette couronne, se préparant à donner à l'Italie étonnée, le scandaleux spectacle des ban-

nières de Ferdinand de Bourbon flottant confondues avec celles de Joachim Murat.

Elle débarque à Livourne.

Le 28 février, la 1re division composée de la cavalerie, de 2 mille Anglais, d'une partie de la légion hanovrienne et de quelques régimens siciliens formant en tout 7 à 8 mille hommes, fit voile de Palerme, et vint prendre terre à Livourne qu'occupaient alors les Napolitains. Son débarquement qui devait porter le dernier coup à la puissance française en Italie, faillit opérer un tout autre changement dans les affaires. Lord Bentinck à son arrivée ayant répandu avec profusion des proclamations pour appeler les Toscans aux armes et à la liberté, Joachim en conçut des alarmes qui furent portées au comble par un ordre du jour où le prince héréditaire de Sicile revendiquait hautement ses droits sur le royaume de Naples, et annonçait à ses troupes qu'elles allaient marcher à sa conquête. La publication de cette pièce amena une rixe entre les Siciliens et les Napolitains que lord Bentinck eut beaucoup de peine à apaiser.

Elle porte ombrage au Roi de Naples.

Joachim se voyant joué par les Anglais, ordonna sur-le-champ la concentration de son armée pour être prêt à tout événement; de son côté, le général anglais informé par les plaintes du maréchal de Bellegarde de l'indécision de ce nouvel allié, et mécontent de trouver les choses si peu avancées en Italie, se rendit à Reggio pour

conférer avec le Roi. Leur entrevue fut orageuse. Tous deux avaient des récriminations à s'opposer. Lord Bentinck demanda comme préliminaire, que la Toscane fût évacuée par les troupes napolitaines, et finit en menaçant Joachim de faire rembarquer la division qui avait pris terre à Livourne, et d'aller la jeter dans le golfe de Naples, où elle était attendue à bras ouverts par les partisans de Ferdinand. Celui-ci, la proclamation du prince héréditaire de Sicile à la main, se plaignit avec amertume d'avoir été arraché de ses Etats et entraîné dans une guerre injuste sous la vaine promesse d'une alliance, déclarant qu'il ne ravalerait jamais sa dignité jusqu'à remettre la Toscane conquise par ses armes, à une puissance avec laquelle il se trouvait dans un simple état d'armistice. Entrevue de lord Bentinck et de Joachim.

Cette discussion était loin de promettre l'union et l'harmonie nécessaires aux succès des coalisés. Elle sema même des germes de discorde qui auraient infailliblement amené une rupture, si la cour de Londres n'eût ordonné à son général de désavouer l'ordre du jour intempestif du prince héréditaire de Sicile, de se désister de ses prétentions sur la Toscane, et d'annoncer au Roi de Naples qu'elle approuvait dans son entier le traité d'alliance conclu avec l'Autriche.

Au milieu de ces contestations, lord Bentinck ne laissa pas de commencer ses opérations. Ins-

truit que l'escadre portant la 2e division de l'armée expéditionnaire venait d'arriver dans le golfe de la Spezzia, il mit la première en marche de Pise et de Lucques le 23 mars sur la Magra, et força le poste français de Sarzana à repasser cette rivière, voulant par-là faciliter le débarquement des 6 mille hommes dont elle était chargée.

Tel était l'état des choses en Italie vers la fin du mois de mars. L'attitude des conscrits de 1815 sur cette terre classique de conquêtes, quoique comparable par son énergie à celle des bandes républicaines de 1796, arrêtait moins encore les progrès des Alliés que ne le faisaient les calculs de la politique. Le comte de Bellegarde ambitionnant des succès sans travaux, des conquêtes sans combat, n'avait garde de s'écarter des instructions machiavéliques de sa cour; de son côté, Joachim éprouvant déjà le juste châtiment de sa défection par les inquiétudes dont il était rongé, s'aliénait chaque jour la confiance de la coalition par ses tergiversations: tremblant devant le génie de son maître qui semblait alors se relever, il le voyait vainqueur de ses ennemis, punir la foi mentie, et le précipiter du trône où il l'avait élevé. Sans les revers de Laon et d'Arcis, une seconde défection le ramenait à l'Empereur et sauvait le royaume d'Italie; mais cet Etat irrévocablement attaché au sort du grand Empire, après en avoir partagé la gloire, devait être entraîné dans sa chute.

CHAPITRE XXII.

La division légère du comte de Bubna se porte de Genève sur Lyon. — Situation politique de cette ville. — Le duc de Castiglione y arrive, et l'ennemi se retire. — Combat de Rumilly. — Prise de Chambéry par l'Ennemi. — Arrivée des troupes de Catalogne et organisation du corps du Rhône. — Le duc de Castiglione prend l'offensive et repousse le comte de Bubna au-delà de Lons-le-Saulnier. — Le général Marchand arrive sous Genève. — Formation et marche de l'armée alliée du Midi. — Le duc de Castiglione se replie sur Lyon, et se porte par la rive droite de la Saône au-devant d'elle. — Combats de Mâcon et de St.-Georges. — Bataille de Limonest. — Evacuation de Lyon. — L'armée française se retire sur l'Isère.

(Consultez pour les marches, la carte de l'Empire français; et pour les positions, les feuilles de Cassini, n° 84, 85, 86, 87; 115, 116, 117, 118, 119; 146, 147, 148, 149 et 150; ou bien encore les feuilles n° VI et XI de la carte générale du théâtre de la guerre en Italie et dans les Alpes, par le général Bacler d'Albe.)

La conquête facile de Genève ne procura pas aux Alliés tous les avantages qu'ils auraient pu en

tirer. Le comte Bubna se persuada trop légèrement avoir atteint l'objet de son détachement, et faute d'instructions précises, perdit trois jours à s'établir dans cette place. Ce ne fut que le 4 janvier qu'il poussa ses premières reconnaissances sur les routes de Gex et de Lyon. L'une s'étant emparée de St.-Claude, l'autre du Fort-l'Ecluse, il lui fut aisé de voir que la frontière était entièrement dégarnie; mais au lieu de marcher sur Lyon dont la prise lui eût encore moins coûté que celle de Genève, il crut plus sage de se lier à l'extrême gauche de la grande armée. Le 5 janvier, il se porta à Poligny d'où il poussa des détachemens sur Arbois, Lons-le-Saulnier et Salins qu'il investit. Le lendemain, il força le pont de Dôle, replia le général Lambert dans Auxonne, et donna ainsi au prince de Liechtenstein passage sur la rive droite du Doubs pour faire le blocus de cette place, et achever celui de Besançon.

Informé cependant que les généraux Legrand et Musnier réunissaient, l'un à Châlons, l'autre à Bourg, tous les hommes valides des dépôts stationnés dans les départemens de Saône-et-Loire et de l'Ain, il résolut de marcher à eux, renforcé de la brigade Longueville du 2e corps autrichien, afin de leur ôter le temps et les moyens de combiner leurs opérations contre Genève, où il n'avait laissé que la brigade Zeichmeister. Il détacha un fort parti de cavalerie contre Châlons, tandis qu'avec

le gros de son corps, il descendit par Saint-Amour sur le chef-lieu de l'Ain.

Le général Legrand tint aisément l'ennemi en respect devant le pont de la Saône; mais à son approche, le général Musnier qui campait avec environ 1,200 hommes sur le rideau du château de Challes, ne se trouvant pas en état d'accepter le combat, battit en retraite le 12 sur la route de Lyon, laissant la garde nationale de Bourg maîtresse de défendre ou de rendre la ville. Celle-ci se flattant encore de n'avoir affaire qu'à un simple parti, se mit en devoir de le repousser, et refusa de recevoir le parlementaire qui se présenta. La fusillade s'engagea, mais se termina promptement par la prise de la ville qui fut livrée au pillage. Un grand nombre d'habitans l'abandonnèrent; les uns désespérés de voir leurs foyers occupés par l'ennemi, se joignirent au détachement du général Musnier; d'autres redoutant la vengeance du vainqueur, allèrent se jeter dans Pont-d'Ain. Prise et sac de Bourg.

Immédiatement après le sac de Bourg, si le comte de Bubna eût marché droit à Lyon, il est probable que cette ville riche et commerçante serait tombée en son pouvoir; car la petite troupe du général Musnier, composée en grande partie de conscrits réunis à la hâte et glacés d'effroi, n'eût point cherché à lui en disputer l'entrée; mais ignorant ce qui se passait dans le Mont-Blanc où

le général Laroche rassemblait, disait-on, un corps de troupe considérable; sans nouvelles du Valais où le colonel Simbschen avait été envoyé de Lausanne pour s'emparer des passages du Simplon et du mont Saint-Bernard, ce général perdit encore quelques jours à ouvrir par Pont-d'Ain et Nantua une communication avec Genève, et se contenta de pousser une faible avant-garde sur la route de Lyon. Enfin, lorsqu'il fut bien assuré que le colonel Simbschen soutenu d'un bataillon de Valaisans, se trouvait en mesure de défendre contre les partis venant d'Italie les passages dont la garde lui était confiée, et qu'il avait même pris possession de Thonon; instruit d'ailleurs que le corps de troupes rassemblé par le général Laroche n'était autre chose que la garnison de Genève renforcée de plusieurs centaines de conscrits, il crut seulement alors pouvoir prendre l'offensive de Bourg ainsi que de Genève. A cet effet, le général Zeichmeister reçut l'ordre de remettre la garde de cette dernière place aux chasseurs genevois qui venaient de s'y former, d'attaquer avec sa garnison le corps français établi à Rumilly, et de le mener battant jusqu'à Chambéry, tandis que le comte de Bubna se dirigerait lui-même vers Lyon avec le gros de ses troupes, après avoir laissé des détachemens à Mâcon et à Bourg.

Avant de rendre compte de l'exécution de ce

plan tardif, il n'est pas hors de propos d'exposer les mesures de défense prises par les Français.

On a vu au chapitre I[er] que le duc de Castiglione était désigné pour commander le corps du Rhône, et par l'état n° VI, annexé au chapitre III, qu'à l'époque du 6 janvier, les troupes affectées à la formation de cette armée, consistaient en 1,600 hommes épars encore dans différens dépôts.

Le duc de Castiglione arrive à Lyon.

Les dangers toujours croissans sur cette frontière déterminèrent l'Empereur à presser le départ du duc de Castiglione. Ce Maréchal partit de Paris le 11 janvier, et arriva à Lyon le 14, au moment où l'avant-garde du comte Bubna entrait à Montluel.

Bien qu'on n'eût pas caché au duc de Castiglione les progrès de l'ennemi, on s'était bien gardé de lui faire connaître la faiblesse des moyens mis à sa disposition. Les aperçus du Ministre élevaient à 6 mille combattans le nombre des troupes régulières réunies aux environs de Lyon; mais quelle fut sa surprise lorsqu'il vit que toutes ses ressources se bornaient aux 1,200 hommes du général Musnier, parmi lesquels se trouvaient seulement 250 anciens soldats! Il entrevit dès-lors toute la difficulté de sa tâche, et jugea qu'elle consistait plutôt à former une armée qu'à diriger des opérations militaires.

La situation politique de Lyon n'avait rien de

rassurant contre ce dénûment absolu. Plus d'esprit public; l'approche de l'ennemi a glacé tous les cœurs. La plupart des riches fabricans de cette grande cité l'ont abandonnée; et si quelques citoyens, dociles à l'appel de leurs magistrats, prennent les armes, c'est moins dans la vue d'éloigner de leurs foyers le fléau de l'occupation étrangère, que pour défendre leurs propriétés contre 20 à 25 mille ouvriers, réduits par la fermeture des ateliers, aux angoisses de la misère et du désespoir.

Dans ces circonstances critiques, le Maréchal désespérant de préserver la seconde ville de France du malheur désormais inévitable de tomber aux mains de l'ennemi, ne s'occupa plus qu'à lui ôter les moyens de s'y établir. Le sénateur comte Chaptal, commissaire extraordinaire de l'Empereur, aussi bien que le préfet comte de Bondy, envisagèrent la chose du même œil, et tandis que le duc de Castiglione courut arrêter à Valence les premières troupes qui arrivaient du midi, le commissaire se rendit à Clermont pour accélérer la levée et le départ des gardes nationales du Puy-de-Dôme et du Cantal. Toutefois le Maréchal en quittant Lyon, prescrivit au général Musnier de tenir la ville tant qu'il serait possible avec ses faibles moyens; et le préfet, magistrat d'un grand caractère, consentit à rester avec lui pour pourvoir aux besoins de la troupe,

maintenir la tranquillité et saisir la première occasion de relever le courage des Lyonnais consternés.

Ainsi le général Musnier se trouvait par la réunion des dépôts stationnés à Lyon, chargé de couvrir avec 1,700 hommes de troupes neuves une ville ouverte, sur la population de laquelle il ne pouvait compter.

Mais pour juger de la difficulté de s'acquitter convenablement de cette tâche, il faut se faire une idée de Lyon.

Cette ville bâtie dans la presqu'île formée par le Rhône et la Saône, ainsi que dans l'anse dessinée par la rive droite de cette rivière, se divise en trois parties. La première ou faubourg de la Guillotière à 250 mètres environ de la rive gauche du Rhône, est tout-à-fait ouverte; la seconde comprise entre le fleuve et la Saône, a pour enceinte une vieille enveloppe bastionnée, sans fossé, masquée à l'est par le faubourg de la Croix-Rousse qui est lui-même plongé par les hauteurs de ce nom, et à l'ouest par le faubourg de Serin qui s'étend à mille mètres le long de la rive gauche de la Saône. Enfin, la troisième partie bâtie dans l'anse de cette rivière, est fermée par une vieille muraille flanquée de tours rondes ou carrées et de quelques bastions, sans fossé, qui suit les ressauts escarpés de la colline de Fourvière sur le revers oriental de laquelle sont assis les quartiers

Description de Lyon.

les plus populeux. Cette dernière partie n'est pas dominée; mais déjà masquée à l'ouest par le bourg de Saint-Irenée qui occupe la croupe occidentale de la même colline, elle l'est encore dans la direction du nord par le faubourg de Vaize qui longe la rive droite de la Saône. Toutefois cette dernière partie de l'enceinte est susceptible d'être couverte au moyen de quelques batteries. Cependant, attendu que les hauteurs de la Croix-Rousse commandent le faubourg de ce nom, et que la plaine de la Guillotière est traversée d'une infinité de chemins creux qui faciliteraient l'établissement des batteries incendiaires, il s'ensuit que le fleuve ne protège Lyon que contre une incursion. Sept ponts en pierres, de bois ou de bateaux, sur la Saône, établissent la communication entre la presqu'île et l'anse, où viennent aboutir les principales communications de l'intérieur de la France; des deux autres ponts sur le Rhône partent les routes de Pont-de-Beauvoisin, Grenoble et Vienne. Entre le Rhône et la Saône, il n'y a que celles de Trévoux et de Lons-le-Saulnier qui passe à Bourg.

Le général Musnier prévoyant que si les habitans de l'Ain n'avaient pas le temps de rompre les digues des nombreux étangs qui couvrent la surface de leur département, le comte de Bubna déboucherait de préférence par les routes de Bourg, mit des postes d'observation à Grange-

Blanche et au pont d'Oullins, pour éclairer les routes de Châlons, de Moulins, de Clermont et du Puy, et vint s'établir avec environ mille hommes en tête du faubourg de la Croix-Rousse.

Le comte de Bubna se présente devant Lyon.

A peine ces premières mesures étaient-elles prises, que des coureurs autrichiens parurent le 16, à 15 kilomètres de Lyon, sur les routes de Dombes et d'Amberieux, où ils fusillèrent avec les avant-postes français; mais le comte de Bubna qui de Bourg avait cru pouvoir déboucher directement par Meximieux, fut forcé à cause de l'inondation du pays à revenir sur ses pas prendre la route d'Amberieux; ce ne fut que le lendemain que le général Musnier repassa la Saône, et s'établit à l'embranchement des chaussées de Châlons, de Moulins et de Clermont, ne laissant au col de la presqu'île que de simples postes d'avertissement. Cependant le général ennemi hors d'état d'apprécier au juste la faiblesse de son adversaire, perdit encore la journée du 18 en reconnaissances et messages de parlementaires. Vainement quelques ouvriers allemands d'origine lui assurèrent que la ville était déserte, il n'ajouta pas foi à leurs rapports; et bien qu'une patrouille guidée par eux, fût parvenue dans la nuit jusque sur le quai du Rhône, où elle s'arrêta même pour rafraîchir, il crut hasarder beaucoup le lendemain de prendre poste sur la hauteur de la Croix-Rousse.

Cette timidité donnant à croire au général Musnier que les ennemis n'étaient pas en mesure de tenter un coup de main, il résolut de les déloger par une attaque de nuit, immédiatement après l'arrivée d'un renfort de 700 hommes des 16e et 145e régimens envoyés en poste de Valence par le duc de Castiglione; mais le comte de Bubna en ayant eu avis, se retira sur les hauteurs du château de La Pape. Ce pas rétrograde devint décisif, et dès-lors on conçut l'espoir de sauver Lyon, car l'esprit public renaquit, la garde nationale s'arma. Le 20, 400 hommes du 32e et les deux premières pièces de canon arrivèrent, et ce nouveau renfort fut suivi le lendemain par 170 chevaux des 4e et 31e de chasseurs, et une troisième pièce de canon qu'amena le duc de Castiglione.

Les jours suivans, les Autrichiens furent repoussés jusqu'à Montluel où ils se maintinrent jusqu'à la fin de janvier. Tandis que Lyon échappait aussi heureusement de leurs mains, la fortune parut vouloir les en dédommager par quelques succès dans le Mont-Blanc. Le général Zeichmeister parti de Genève le 18 avec environ 1,800 hommes et 8 pièces de canon, attaqua le détachement campé à Rumilly et l'en délogea. Le général de Laroche, commandant la 7e division militaire, qui avait porté son quartier-général à Chambéry, instruit de cet échec, n'eut que le temps de songer à la retraite et la marqua

Combat de Rumilly.

sur les Echelles et Montmeillan. La colonne qui se retira sur cette dernière route, serrée de près par la cavalerie autrichienne, ne put conserver le pont de l'Isère, et ne s'arrêta qu'à Pontcharra sous la protection du fort Barraux. L'ennemi prit possession de Chambéry le 20; et de là leur général, moins habile à connaître les intérêts et les affections des habitans de cette contrée, que jaloux de les avoir pour auxiliaires, s'empressa d'adresser une proclamation aux Savoisiens, en vue de les exciter à s'armer contre les Français, et à rappeler les Princes d'une Maison qui n'avait jamais rien fait pour leur bonheur.

Ainsi, les succès se balançaient, et Lyon toujours menacé de front, l'était encore sur ses derrières. Cependant, au bruit de la marche de l'ennemi, le comte de Saint-Vallier, commissaire extraordinaire de l'Empereur dans la 7ᵉ division militaire, attribuant peut-être ses succès rapides au manque d'activité du général de Laroche, alors malade, charge le comte Marchand, occupé à Grenoble de l'organisation des gardes nationales, du commandement de toutes les troupes, et invite, au nom de la patrie en danger, le comte Dessaix qui s'y était retiré dans l'impossibilité de remplir pareille commission à Chambéry, de venir le seconder. En même temps, appel est fait aux gardes nationales des contrées menacées; l'on organise deux compagnies franches d'anciens

Disposit° de défense dans le Mont-Blanc

soldats et de chasseurs réputés bons tireurs ; une troisième compagnie se forme des douaniers de toute la ligne; le département monte et équipe à ses frais cent vieux cavaliers qui sont extraits de leurs dépôts, et fournit l'attelage complet de 6 bouches à feu.

En arrivant à Barraux, le général Marchand trouva une poignée de conscrits presque nus et démoralisés par les besoins auxquels ils étaient en proie depuis un mois. Son premier soin, après les avoir repus et retirés de bivouacs aussi meurtriers qu'inutiles, fut de les porter à la Chavanne, position à gauche de l'Isère qui domine le pont de Montmélian, où bientôt le comte Dessaix vint placer son quartier-général. Rassuré ainsi sur sa droite et son centre que défendait Barraux, le général Marchand dirigea en toute hâte sur les Echelles le peu de troupes disponibles qui lui restait, et parvint à y rassembler environ 1,500 hommes, dont le vicomte de Barral, maréchal-de-camp, en retraite depuis 20 ans, vint malgré ses infirmités et son grand âge, prendre volontairement le commandement.

Le général Zechmeister pouvait, en profitant de la terreur de la petite troupe qui fuyait devant lui, se rendre maître de Grenoble, mais imitant son général en chef, il délibéra huit jours s'il tenterait ce coup de main; puis ayant appris qu'on était déterminé à ne plus lui céder,

de terrain sans combat, il se tourna le 31 janvier contre le poste des Echelles qui ferme la route de Chambéry à Lyon; et afin de détourner l'attention des Français, ordonna de faire le même jour des démonstrations sur Barraux et la Chavanne.

Prise des Echelles par l'ennemi.

Le général Barral n'avait pas assez de monde pour empêcher qu'on ne tournât son poste. Les conscrits et les gardes nationaux attaqués sur plusieurs points à la fois, après une courte résistance, se retirèrent sur Voiron et Saint-Laurent-du-Pont, où le comte Marchand les établit en attendant les renforts qui lui étaient annoncés.

La fausse attaque contre la montagne qui domine le fort Barraux offrit l'exemple d'un dévouement peut-être unique dans les fastes de l'histoire. La compagnie du 8e léger qui défendait cet avant-poste, ayant bientôt brûlé toutes ses cartouches, des enfans du village de Barraux, âgés de 10 à 12 ans se disputèrent l'honneur de lui porter des munitions; les distribuèrent eux-mêmes au milieu du feu, et continuèrent ces périlleux voyages jusqu'à ce que l'ennemi eût renoncé à son entreprise. Le feu de l'artillerie suffit pour contenir la démonstration contre la Chavanne.

Pendant que ceci se passait dans le Mont-Blanc, le comte de Bubna, qui n'avait osé prendre Lyon, crut pouvoir occuper sans risque tout le pays

compris entre la Saône et l'Ain, s'il parvenait à s'emparer de Châlons.

Le général Legrand gardait depuis quinze jours le pont de la Saône avec environ 200 hommes; fort de l'assistance de la garde nationale sédentaire, il se mit en devoir de le défendre; mais la partie était trop inégale : l'artillerie autrichienne renversa bientôt les faibles barricades qui le couvraient, et força la petite troupe du général français à se retirer sur Charolles.

Prise de Châlons par l'ennemi.

Après cette courte et facile expédition, le comte Bubna fit désarmer les habitans des départemens de l'Ain et de Saône-et-Loire, cantonna la brigade Scheither dans Villefranche, Mâcon, Tournus et Châlons; ne conserva entre la Saône et l'Ain que les brigades Klopfstein et Longueville, et laissa au général Zechmeister le soin de garder la Savoie. Le duc de Castiglione mit à profit cette faute de son adversaire, pour hâter l'organisation de l'armée. Les conscrits destinés à recruter les 16 bataillons de ligne qui devaient la former n'arrivant pas à temps, il encouragea la levée du corps franc de Damas, composé d'anciens militaires et de gens de bonne volonté, dont il attendait de grands services.

Quelques anciens officiers originaires du pays, désiraient qu'il multipliât ces corps irréguliers dans la partie du département de l'Ain, dépendant autrefois du Haut-Bugey, en leur assignant à

chacun la défense des principales vallées, comme celles de Saint-Martin, d'Oyonnax, de la Michaille, du Valromey, etc., dont les habitans vigoureux, hardis, prompts à la main, eussent beaucoup mieux valu pour la guerre de chicane que des conscrits inaguerris. Ils proposaient même d'étendre ce système de levée dans les montagnes opposées du Bugey, faisant partie de l'arrondissement de Nantua, dont les communes eussent fourni une foule d'hommes intelligens, lestes, déterminés et avides de butin; ils prétendaient, avec quelque raison, que ces corps en s'entr'aidant, suffiraient pour chasser l'ennemi du pays entre la Saône et l'Ain, supposé qu'il conservât Genève; car, sans interrompre leurs travaux journaliers, ils auraient pu, à point nommé, descendre des montagnes sur toutes les grandes routes, enlever les convois et battre les détachemens, de manière à le forcer de retirer ses garnisons. Mais cette organisation militaire, l'unique praticable dans une telle circonstance, et qui eût procuré l'avantage de communiquer par la vallée de Chezery et les combes d'Evuaz et de Pelex avec le Léman et le Doubs, n'obtint malheureusement pas l'approbation du Maréchal, prévenu contre les corps francs, regardés par lui comme indisciplinés et peu sûrs.

Un des services qui excita le plus vivement sa sollicitude, fut celui de l'artillerie. Il leva

4 compagnies du train, requit les chevaux nécessaires, enfin forma les approvisionnemens de subsistances et d'autres objets indispensables pour entrer en campagne.

Tel était l'état des choses lorsque 6 bataillons de la réserve de Nismes, forts d'environ 4,000 hommes, arrivèrent à Vienne. Le Maréchal sentant la nécessité de couvrir la route de Valence, et de pouvoir protéger au besoin celle de Grenoble, les mit en garnison dans cette place, et chargea le général Bardet d'achever leur organisation. Quelques jours après, le 2e régiment de Toulon et un bataillon du 145e ayant rejoint, le général Pouchelon fut envoyé avec eux, 80 chevaux et 2 pièces de canon, garder le col de Tarare; enfin le 14, parut la tête de colonne de la division de Catalogne, et alors l'armée du Rhône fut formée comme on le voit au tableau n° XX.

Organisation de l'armée du Rhône.

Elle se composait de deux corps bien distincts, savoir: les quatre divisions sous la main du Maréchal, et le corps du général Marchand qui opérait sur la rive droite du fleuve.

Par l'arrivée de ces renforts, la position des deux partis changea entièrement, et la supériorité du nombre déjà du côté des Français, allait devenir bien plus sensible par la prochaine arrivée à Lyon des gardes nationales des huit départemens circonvoisins, formant ensemble plus de

4,000 hommes. Il est vrai qu'à l'exception des troupes venant de Catalogne, le reste laissait beaucoup à désirer, tant pour l'esprit que pour l'instruction; mais enfin le Maréchal comptait 17 mille combattans, tandis que le comte de Bubna n'avait pas au-delà de 12 mille hommes, toutes armes comprises.

Le duc de Castiglione se voyant donc en mesure de prendre l'offensive, résolut de balayer le pays entre la Saône et l'Ain. A cet effet, le général Pannetier reçut l'ordre de se porter par Villefranche sur Mâcon; le général Musnier par Montluel sur Meximieux, et de là sur Pont-d'Ain et Bourg, où le premier devait se mettre en communication avec lui. Le général Marchand eut avis de ce mouvement, et fut invité à le favoriser par une diversion sur Chambéry *ou tout autre point.* En même temps, on appela à Lyon la di-division Bardet ainsi que le général Pouchelon, lequel fut remplacé au col de Tarare par les partisans de Damas. Les Français prennent l'offensive.

Ce plan ne visait qu'à gagner du terrain, et de toutes les combinaisons qui s'offraient au duc de Castiglione, celle-ci parut la moins favorable. On eût desiré qu'il débouchât avec les divisions Pannetier et Musnier, par Meximieux et Nantua sur Genève. Cette place étant alors entièrement dégarnie, il est probable qu'il

y serait rentré sans coup férir, ou tout au moins qu'il eût opéré sous ses murs sa jonction avec le général Marchand, sans que le comte Bubna pût songer à autre chose qu'à regagner la Suisse par Lons-le-Saulnier. Si décidé à attaquer corps à corps son adversaire, il eût voulu diriger de préférence sa marche par Bourg sur Lons-le-Saulnier, c'est encore par masse qu'il devait déboucher, sans s'inquiéter des troupes cantonnées sur la rive droite de la Saône, certain de les écraser après avoir battu et mis en fuite les deux brigades qu'il avait en tête.

L'exécution du plan adopté commença le 17 février, et pour surcroît de malheur, le Maréchal jugeant sa présence à Lyon indispensable, ne put lui imprimer la vigueur susceptible d'en pallier le vice radical.

Les Autrichiens disséminés n'opposèrent nulle part de résistance. Le général Pannetier culbuta les avant-postes à Villefranche, leur fit une centaine de prisonniers, et enleva le lendemain Mâcon au général Scheither, après un engagement assez chaud. Le général Musnier délogea de Meximieux les postes du général Klopfstein, et les poursuivit jusqu'au village de Loye dont ils furent chassés avec perte, malgré l'arrivée d'un renfort, à l'aide duquel ils espéraient rétablir le combat.

Reprise de Mâcon par les Français.

Le Maréchal jugeant bientôt que la direction

suivie par cette colonne était la meilleure, eut l'idée de la renforcer, et dans ce dessein, fit partir de Lyon le général Pouchelon; mais arrivé à Meximieux, il lui ordonna de se porter sur Nantua, tandis que le général Musnier forcerait de marche sur Bourg, se flattant ainsi de couper tout ce qui se trouverait entre ces deux villes. Cette petite combinaison manqua son but. Le général Klopfstein eut le temps d'évacuer Nantua et de se rallier à Bourg au comte Bubna, qui n'ayant aucun intérêt à attendre un choc inégal, prit le parti de battre en retraite. Lorsque les Français arrivèrent devant ces villes le 19 et le 20, elles étaient abandonnées.

De son côté, le comte Marchand jugeant avec raison que la diversion la plus convenable serait de reprendre le poste des Echelles qui menaçait Lyon, fit ses dispositions pour en chasser l'ennemi, et en cas de réussite, le poursuivre de front sur toute la ligne jusqu'à Chambéry. En conséquence, le général Dessaix cantonné à la Chavanne avec 1,500 hommes depuis la fin de janvier, reçut l'ordre de forcer le 16 le passage de l'Isère, au-dessus de Montmélian, de déloger les Autrichiens de cette ville, et de venir rallier à la hauteur des Marches une colonne de 800 hommes que le major Bois devait lui amener de Barraux, pour de là se porter vers Chambéry, pendant que le général Marchand s'y achemi-

nerait avec 1,600 hommes par la route de Lyon.

L'attaque de ce poste présentait de grandes difficultés. Les Autrichiens ayant coupé la route *au Pas de l'Echelle*, il n'était abordable que par le chemin souterrain taillé dans le roc, appelé *la Grotte*, dont l'entrée barricadée en dedans, ne donnait accès qu'à trois ou quatre hommes de front.

Reprise du poste des Echelles par les Français.

Le major Thilorié du 18e léger fut chargé, le 15, de cette opération délicate avec les voltigeurs du 1er de ligne, soutenus des grenadiers de ce régiment et des carabiniers du 18e léger. Les voltigeurs, le fusil en bandoulière, s'élancent à l'entrée de cette grotte, et sous la fusillade la plus vive, en renversent les barricades, et parviennent à déboucher du côté de Chambéry, après un combat souterrain d'une demi-heure. Pendant ce temps, les carabiniers et les grenadiers se portaient au pas de charge sur les positions latérales et les enlevaient aux tirailleurs autrichiens.

Le lendemain, le général Marchand se dirigea vers Chambéry, tandis que le général Dessaix força le passage de l'Isère, chassa l'ennemi de Montmélian, et opéra sa jonction avec la colonne du major Bois.

Les détachemens autrichiens assaillis de tous côtés, se sauvèrent en désordre à Chambéry où le général Klebelsberg les rallia sur les hauteurs

en arrière, gardant la ville comme avant-poste. Le comte Marchand qui pouvait l'enlever de vive force, préféra y rentrer par des manœuvres afin de la ménager; le 19 au matin, une colonne de 600 hommes se dirigea contre les hauteurs de Lemens sur les derrières de l'ennemi, pendant qu'une autre attaquait le pont des Reclus. Les Autrichiens repoussés se retirèrent devant Aix, dans une position couverte en front par des marais, et dont les flancs s'appuyaient à une montagne et au lac de Bourget.

Le duc de Castiglione maître de Mâcon et de Bourg, se liant par Nantua au corps du général Marchand stationné à Chambéry, s'applaudissait de son début offensif. Cependant, pour le faible avantage d'éloigner l'ennemi à quelques myriamètres de Lyon, il s'était ôté la faculté de frapper désormais un coup décisif par la dissémination de ses troupes. Organe de l'Empereur, le duc de Feltre à qui il avait annoncé les résultats de ses premiers mouvemens, se hâta de lui représenter que c'était vers Genève et dans le pays de Vaud qu'il aurait dû porter ses masses avec vivacité: « Le comte Bubna, lui écrivait-il, n'a » pas plus de 10 mille hommes à vous opposer, » de misérables troupes, *qui disparaîtront comme* » *le brouillard devant le soleil* à l'aspect des vieilles » bandes rappelées de Catalogne; la France et la

» Suisse ont les yeux sur vous..... Les Vaudois et » les Argoviens ont 16 bataillons de milices prêts » à se ranger de votre côté; les cantons de Saint-» Gall, de Soleure et même une partie de celui » de Zurich, n'attendent que votre présence pour » se déclarer en faveur des Français. » Puis terminant par les expressions les plus capables de ranimer l'ardeur du Maréchal, « l'Empereur, » ajoutait-il, *vous somme d'oublier vos 56 ans,* » *et de ne vous souvenir que des beaux jours de* » *Castiglione* (1). » Quelques jours après, il lui

(1) Nos lecteurs verront sans doute avec plaisir, le trait trop connu qui fournit matière à cette flatteuse allusion.

Le 13 thermidor an IV (31 juillet 1796), le général Augereau était en marche de Legnago sur Vérone, pour attaquer l'ennemi, lorsqu'un courrier du général Bonaparte lui remit une dépêche ainsi conçue : « Nos communications avec Milan et Vérone sont coupées; » il faut, mon cher Général, au reçu de la présente, abandonner » votre ligne, rompre les ponts de Legnago, enlever de vos maga-» sins ce que vous pourrez, brûler les affûts de position, afin que » les ennemis ne puissent pas inquiéter votre retraite, et vous rendre » à Roverbella, où je vais de ma personne : les momens sont pres-» sans; je me repose sur votre sagesse et votre prudence ordi-» naires. »

Le général Augereau fait rétrograder sa colonne, et après avoir exécuté ce qui lui était prescrit, prend le chemin de Roverbella; mais quelle est sa surprise lorsqu'en entrant dans cette ville à la tête d'un piquet de cavalerie, tout lui offre l'image d'une déroute : une terreur panique avait saisi les administrations dont les équipages encombraient les rues. Le Général sans s'émouvoir, envoie de suite un officier à sa division, avec ordre de l'arrêter où elle se trouverait; nomme un commandant de place, et met à sa disposi-

mandait dans une autre dépêche : « L'Empereur » n'est point satisfait de vos dispositions. En pous-

---

tion son escorte pour balayer la ville et rétablir l'ordre et la tranquillité.

Vers 3 heures après midi, le Général en chef arrive, descend chez Augereau, lui fait part de la position des deux armées, et par le ton de son récit, semble lui demander un avis : « Il y a beaucoup de ressources à ces accidens fâcheux, dit celui-ci; c'est » dans l'occasion qu'on reconnaît ses amis : plus le danger est » grand, plus il faut en imposer à l'ennemi; et.... » Le général Berthier l'interrompant : « Je crois que le général Augereau ne » connaît pas la position des Autrichiens. » A quoi il répartit : « Je la connais mieux que vous, f.....! Ce ne sont plus des » phrases qu'il nous faut.... — Eh bien, reprend vivement Bonaparte, que faut-il donc pour sauver l'armée? — La rallier, faire » des exemples des lâches qui portent la terreur dans les rangs, et » ne plus parler de retraite. Ma division qui n'a jamais reculé devant » les Espagnols, mettra en déroute les Autrichiens, s'ils se présentent devant elle : les braves que je commande périraient plutôt » mille fois. Pourquoi les autres divisions n'en feraient-elles pas » autant? Que chaque général jure de vaincre ou de mourir, et je » réponds de la victoire la plus signalée que les Républicains aient » jamais remportée. Ne te dissimule point que l'Europe entière » a les yeux ouverts sur nous; que l'Italie évacuée, la guerre civile » s'allume en France.... » Puis après quelques minutes de réflexion, il ajoute : « Tu me dis que l'ennemi s'est emparé du pont de San-Marco et de Brescia; eh bien! dès que ma troupe aura pris » quelques heures de repos, je partirai pour l'en chasser et rouvrir » la communication entre Milan et Vérone. » Alors Bonaparte décidé : « Puisqu'il en est ainsi, je vais donner l'ordre de lever le siége » de Mantoue. » Augereau combattit fortement ce projet, mais n'eut pas le talent de persuader le Général en chef, qui sur ce point avait des vues plus saines que lui.

Conformément aux dispositions arrêtées, la division d'Augereau se mit en marche le 13 au soir dans le plus grand ordre, et arriva au

» sant ainsi des détachemens dans différentes di-
» rections, vous allez chercher tous les points où

---

petit jour du 14 à Castiglione; de là elle continua sa marche en combattant sur Brescia, où le Général, à la tête de 400 chevaux, chargea l'arrière-garde des Autrichiens qui en sortait.

Dès que Bonaparte fut rendu à Brescia, il convoqua un conseil de guerre : « Citoyens Généraux, dit-il, je vous ai fait appeler pour » délibérer sur les moyens de sauver l'armée. Plusieurs corps de » troupes ont effectué leur retraite d'après mes ordres; j'ai ordonné » à Serrurier de lever le siége de Mantoue et de repasser le Pô à » San-Benedetto. Les généraux Massena et Joubert ont été con- » traints de céder à la force les postes importans de Corona et » Rivoli; Sauret de Salo s'est retiré à Dezenzano; le général de bri- » gade Guyeux tenait encore avec 1,800 hommes dans un bâtiment » où il s'est retranché : mais je crains que privé de toute espèce de » ressources, il n'ait succombé. Tel est l'état des choses. Croyez- » vous plus convenable d'opérer notre retraite derrière le Pô pour » y rallier l'armée, que d'attaquer l'ennemi avec le peu de forces » qui nous reste, puisque nous avons déjà rétabli nos communi- » cations avec Milan? »

Plusieurs généraux furent d'avis qu'il serait imprudent de tarder plus long-temps d'effectuer la retraite, et que la prudence conseillait d'aller prendre une ligne défensive de l'autre côté du Pô.

Le général Augereau combattit avec chaleur cette opinion, et en démontra les inconvéniens. « Si l'armée repasse le Pô, dit-il, l'en- » nemi qui a percé notre ligne sur trois points, nous poursuivra » jusque dans la rivière de Gênes, où nous crèverons comme des » j... f..... de misère et de faim. Marchons donc à lui avec » le peu de monde qui nous reste; tâchons de délivrer Guyeux et » de rétablir nos communications avec Salo, pendant que les divi- » sions en retraite feront volte-face et chercheront à regagner leurs » anciennes positions. Si ces nouveaux efforts échouent, il sera » toujours temps de songer à la retraite. »

Le général Despinois s'éleva fortement contre cette opinion. Il ne cessait de répéter : Comment appuierons-nous la droite? Avec

» sont les forces disséminées de l'ennemi, *au lieu* » *de frapper au cœur*, selon l'expression de S. M.

---

des baïonnettes, répond Augereau. La séance continuant sur ce ton, il se retire; mais tenant la porte entr'ouverte: « Vous pouvez » battre en retraite jusqu'à Paris : je m'en f... Quant à moi, mille » bombes ! je ne le ferai pas. » Et il sortit, laissant les membres du Conseil stupéfaits de sa résolution. Vers deux heures du matin, il fut appelé chez le général en chef qui, pâle et défait, était encore debout. Augereau en l'abordant, lui dit : « Eh bien! qu'as-tu décidé » hier avec ton conseil de guerre? — Rien ; mais après avoir long« temps réfléchi, je pense comme toi qu'il faut marcher à l'ennemi, » et l'attaquer partout où nous le trouverons. Voici mon plan : tu » marcheras sur Monte-Chiaro; je m'avancerai avec Massena sur » Lonato; Sauret ira reprendre ses anciennes positions de Salo, et » débloquera Guyeux. » Augereau dans l'éffusion de sa joie, s'écria » en se jetant à son cou : « Vive la République ! la victoire est à » nous. »

Aussitôt sa division se met en marche sur Monte-Chiaro. Obligé de rester encore une heure à Brescia pour ordonner quelques dispositions relatives aux subsistances et aux munitions, il apprend à un kilomètre de cette ville, que Castiglione vient d'être évacué. Il n'y avait pas un instant à perdre : il part au galop avec son état-major et son escorte, pour arrêter ce mouvement rétrograde. En passant à Monte-Chiaro, trouvant les troupes sous les armes, il veut en savoir la cause. On lui rapporte que le général Valette, commandant à Castiglione, venait d'annoncer qu'il opérait sa retraite, parce que l'ennemi paraissait marcher sur la ville, et d'inviter à en faire autant. Augereau adressa de violens reproches à ses généraux de brigade, leur rappelant qu'ils n'avaient d'ordre à recevoir que du général en chef et de lui, et leur enjoignit de faire former les faisceaux, et d'attendre l'ennemi de pied ferme.

Sur ces entrefaites, paraît le général Valette. Augereau après l'avoir accablé d'invectives, lui retira le commandement de sa brigade, et prescrivit au général Robert de la ramener à Monte-Chiaro.

Vers 4 heures après midi, le général Bonaparte arriva et des-

» Elle m'ordonne en conséquence de vous réité-
» rer ce que je vous ai mandé trois fois par ses

---

cendit au logement d'Augereau. « Je viens d'apprendre, lui dit-il, » que Valette a abandonné Castiglione sans tirer un coup de fusil, » et que sa troupe s'est retirée ici et à San-Marco : ainsi, tu vois » qu'il faut effectuer absolument notre retraite. Eh ! pourquoi cela, » f....., répond Augereau? au nom de Dieu ! laisse-moi faire. Demain » matin, j'attaquerai l'ennemi ; je suis d'autant plus certain de la » victoire, que jamais les troupes n'ont montré plus d'ardeur. Je » viens de visiter les camps : officiers et soldats brûlent d'en venir » aux mains. — Dans ce cas, ajoute Bonaparte, je veux les voir » aussi. » Augereau se disposait à l'accompagner, lorsque tous les officiers généraux et supérieurs de sa division vinrent offrir leurs hommages au Général en chef. « Venez dans nos camps, lui dirent » ces braves, et vous jugerez par vous-même de l'esprit de la » troupe. » Non encore rassuré par ces témoignages, Bonaparte leur dit : « Savez-vous bien, mes amis, que vous avez 25 mille » hommes devant vous, commandés par Wurmser? — C'est égal, » général ! s'écrièrent-ils d'une voix unanime : nous n'avons jamais » compté nos ennemis. Soyez tranquille, et reposez-vous sur nous. » Bonaparte visita néanmoins le camp : les troupes étaient en bataille, sans armes, sur le front de bandière; aussitôt qu'elles l'aperçurent, elles l'accueillirent aux cris de *Vive la République ! vivent nos braves Généraux ! A l'ennemi ! pas de retraite !* quelques volontaires s'élançant hors des rangs et indiquant à Bonaparte de la main les hauteurs de Castiglione, « *Nous jurons de vaincre ou de nous faire » tous ensevelir là.* » Alors se tournant vers Augereau : « Tu as, » raison, je crois; avec des braves comme ceux-là, il ne faut ja- » mais parler de retraite. Allons donc, marchons à l'ennemi ! » En effet, la bataille se livra et valut une nouvelle victoire aux Républicains.

J'en appelle maintenant à tous ceux qui méditent sur les événemens ; si le duc de Castiglione eût déployé à Lyon le caractère qu'il montra dans cette circonstance, n'est-il pas permis de croire qu'il aurait changé en huit jours la face des affaires en France?

» ordres. Vous devez, M. le Maréchal, réunir vos
» troupes en une seule colonne, vous mettre à la
» tête et marcher soit sur le pays de Vaud, soit
» sur le Jura, au cas que l'ennemi s'y trouve ras-
» semblé.... ; c'est par la réunion des masses qu'on
» obtient de grands succès. Je puis d'ailleurs vous
» donner l'assurance que S. M. *a des motifs très-*
» *positifs* de penser que l'ennemi est d'avance
» très-effrayé des mouvemens qu'il suppose que
» vous devez faire, et auxquels il doit en effet
» s'attendre. Il serait bientôt rassuré si vous vous
» borniez à faire faire des courses à des déta-
» chemens, *en restant tranquillement de votre*
» *personne à Lyon*. C'est en vous mettant à la tête
» de vos troupes, comme l'Empereur le veut, et
» en agissant vigoureusement, que vous parvien-
» drez à faire une grande et utile diversion. »

Néanmoins, le gros de l'armée du Rhône fut à peu près stationnaire jusqu'au 25 février. Le Maréchal n'ayant, à l'exception de 10 mille hommes venus d'Espagne, que des conscrits ou des gardes nationales non instruits et mal habillés, hésitait à s'engager dans un pays de chicane, avant d'avoir complété leur équipement, et par ses motifs justifiait son inaction aux yeux du Ministre qui, forcé de lui témoigner de nouveau le mécontentement de l'Empereur, lui écrivit le 22 février : « S. M. pense qu'il est très-indifférent
» que les bataillons de la réserve de Nismes soient

» mal habillés et mal équipés dès qu'ils ont des
» fusils. Elle me charge de vous dire que le corps
» du général Gérard, qui a fait de si belles choses
» sous ses yeux, n'est composé que de conscrits
» à demi-nus. Il a en ce moment une division de
» 4 mille gardes nationaux en chapeaux ronds,
» en habits et vestes de paysans, et sans gibernes,
» armés de toutes sortes de fusils, dont il fait le
» plus grand cas; et il voudrait bien en avoir
» 30 mille. »

Toutefois, soit que l'Empereur crût devoir accueillir les observations du Maréchal, soit qu'il sentît la nécessité de le mettre à même de lutter avec moins d'inégalité contre les nouvelles forces que les Souverains alliés dirigeaient vers la Saône, il le renforça de tout ce qu'il put. Le Ministre de la guerre donna l'ordre le 1er mars au duc d'Albufera, de mettre en route une nouvelle division de 10 mille hommes, et au prince Borghèse d'en réunir une autre de 6 à 8 mille à Turin, et de lui faire repasser les Alpes dans les premiers jours d'avril; enfin il envoya en toute hâte, du dépôt général d'infanterie à Paris, 66 officiers et 286 sous-officiers, pour être placés dans les bataillons de gardes nationales, dont ils devaient soigner l'instruction.

L'inaction du duc de Castiglione donna le temps à son adversaire de se reconnaître et d'indiquer des points de rassemblement à ses divers

détachemens. La brigade Scheither, qui avait poussé des partis jusque sur la Loire à Paray-le-Monial et Digoin, eut ordre de se réunir à Châlons pour le défendre à toute extrémité, et se replier ensuite sur le prince de Liechtenstein qui bloquait Auxonne et Besançon. Le général-lieutenant Klebelsberg avec la brigade Klopfstein, fut dirigé par Saint-Claude à Genève, et chargé du commandement de toutes les troupes qui devaient couvrir cette place. Le comte Bubna se tint prêt à le suivre avec le reste de sa division. En même temps, il instruisit le généralissime de cette révolution subite dans l'état des affaires. On a déjà indiqué au chapitre XII, la sensation que produisit sa dépêche dans le conseil des Souverains, et la résolution à laquelle elle donna lieu. Le prince de Schwarzenberg, en la communiquant au comte Bubna, l'exhorta à ne point se décourager et à disputer le terrain pied à pied jusqu'à l'arrivée des nombreux renforts qui accouraient à son secours.

Cependant le comte Marchand persuadé qu'on gagne tout à poursuivre sans relâche un ennemi en retraite, ne s'arrêta à Chambéry que le temps nécessaire pour mieux atteler son artillerie, et retirer des mines de Moutiers le plomb dont il manquait. Le 23, il se remit en marche, prit possession d'Aix que les Autrichiens avaient abandonné la veille, et porta ses

avant-postes à Albens, à l'embranchement des deux routes de Genève. Le général de brigade Serrant qui venait d'arriver, suivit celle d'Annecy avec 1,200 hommes et 3 pièces de canon. Le gros du corps, consistant en 2,300 hommes et 5 bouches à feu, prit celle de Rumilly.

Premier combat d'Annecy.

Le général Serrant rencontra le 24 les Autrichiens à 3 kilomètres au-delà du pont d'Alby, les ramena battant dans Annecy, s'empara le surlendemain des ponts de Broigny et de la Caille, et plaça son quartier-général à Coursel. De son côté, le général Marchand atteignit dans la journée du 24 les Autrichiens à Rumilly, les culbuta sur le Fier, prit le lendemain le pont de Copet, et les poussa jusqu'à Frangy où il s'établit le 27 sans combat (1).

Concentrés par l'effet même des revers qu'ils essuyaient, les Autrichiens réunirent enfin sur le ruisseau d'Usus, 10 bataillons et 8 escadrons, c'est-à-dire environ 5,600 combattans, avec un train de 29 bouches à feu. Le général-lieutenant Klebelsberg prévenu par le comte Bubna qu'il serait incessamment soutenu, tant par les

---

(1) Sur la foi des relations autrichiennes, quelques historiens allemands rapportent un combat à outrance livré ce jour-là près d'Archamp, où les Français auraient été complètement battus. Le journal historique du comte Marchand n'en fait pas mention, et dit au contraire que le général Serrant ne déboucha de Coursel sur la route d'Annecy, que le 1er mars.

renforts qui arrivaient de la Suisse que par ceux envoyés de la grande armée, posta alors la brigade Zeichmeister entre St.-Julien et Bardonex, et celle du général Klopfstein entre Archamp et Landeci, résolu à défendre les approches de Genève.

Le duc de Castiglione informé de ces succès, prévenu en outre de l'arrivée à Lyon de 8 bataillons de gardes nationales, se décida enfin à opérer dans la direction tracée par le Ministre. A cet effet, il enjoignit au général Musnier de se porter de Nantua par Lons-le-Saulnier, Chiette et Moret sur Nyon, où la division Pannetier et toute la cavalerie réunie sous les ordres du général Digeon, devaient le rejoindre de Mâcon et de Lyon. Le général Bardet avec la brigade de réserve et le général Pouchelon avec 2 bataillons de la division Musnier, eurent ordre de franchir le Rhône au pont de Bellegarde ou à celui de Seyssel, et de se réunir devant Genève au général Marchand auquel on donna avis de ces dispositions; il ne resta à Lyon qu'un bataillon de ligne et 7 de gardes nationales, formant ensemble 3,600 hommes, dont le général Remond prit le commandement.

Huit jours plutôt ces mesures auraient obtenu des résultats marquans; mais elles étaient tardives et manquèrent leur but. Toutefois, la marche s'ouvrit sous les auspices les plus favorables. La brigade Ordonneau formant avant-garde, cul-

Combat de Lons-le-Saunier.

buta les Autrichiens à Lons-le-Saulnier, et leur donna la chasse jusqu'à Poligny. Le lendemain, elle coucha à la Petite-Chiette, et le 2 mars à Moret, en sorte que le gros de l'armée se trouva échelonné entre cet endroit et Lons-le-Saulnier, où le Maréchal transféra son quartier-général.

De son côté le général Marchand qui avait posté le 28, presque sans résistance, le général Dessaix aux Luisettes, à une portée de canon des avant-postes autrichiens, ayant été renforcé par un bataillon du 79e et les deux du général Pouchelon, forma le projet de rejeter l'ennemi dans Genève. En conséquence, le général Serrant eut l'instruction de cotoyer le pied de la montagne de Salève et de tourner la gauche de la brigade Zeichmeister par Moissin et Laplace. Les efforts du général Dessaix devaient se diriger contre Tairier et Turens à la droite du général Klopfstein, sur la gauche de l'Aire, tandis que le comte Marchand, au centre, attaquerait de front St.-Julien. Le combat fut très-chaud : la colonne de droite chassa les avant-postes de la Chable et de Moissin, et vint canonner Laplace. Celle de gauche, expulsa les Autrichiens de Viri et de Crache, sans pouvoir toutefois aborder la position principale. Sur le soir, le général Dessaix étant parvenu à se rendre maître de Tairier et à déboucher du ravin de Turens, le général Marchand essaya d'emporter le village de

Combat de St.-Julien.

St.-Julien; mais une batterie de 14 pièces de canon, dont plusieurs de gros calibre, mitrailla ses colonnes d'attaque, démonta deux de ses cinq pièces, et le força à se retirer hors de portée. Les deux partis bivouaquèrent en présence, le général Klebelsberg, tout fier d'avoir conservé sa position, le comte Marchand fort inquiet sur les suites qu'aurait le non succès de cette attaque, attendu qu'il avait consommé toutes ses munitions, et ne pouvait en retirer que de Barraux, distant de 10 myriamètres de Genève. Heureusement le général Bardet, après avoir enlevé ce jour-là l'Ecluse, s'avançait à grands pas sur la route de Lyon, que les Autrichiens croyaient bien gardée par ce fort. A cette nouvelle imprévue, le comte Bubna craignant de voir attaquer Genève sur la droite du Rhône, où l'enceinte n'est pas à l'abri d'un coup de main, donna l'ordre au général Klebelsberg d'abandonner sa position, de rompre les ponts de l'Arve, et de rentrer à Genève.

Le comte Marchand aussi satisfait qu'étonné de cet événement, cherchait encore à en pénétrer les motifs, lorsque la tête de la brigade Bardet paraissant à Farges, sur la route de Lyon, dissipa ses doutes à cet égard. Faute de munitions, il ne poursuivit pas l'ennemi, et se borna le 2 à rassembler son corps sur le plateau d'Arare, à entrer en communication avec le général Bar-

det, et à envoyer prendre de la poudre et du plomb au fort de l'Ecluse. Le jour suivant il vint border la rive gauche de l'Arve, et la brigade Bardet prit poste à St.-Genix. Dès-lors il crut pouvoir sommer Genève. Le comte Bubna informé que le général Musnier, aidé des habitans de toute la contrée, s'était ouvert à force de bras, le passage des Rousses, obstrué par les neiges, et que son avant-garde aux ordres du général Ordonneau, avait poussé jusqu'à Saint-Cergue, territoire vaudois, balança s'il se laisserait renfermer dans Genève, et courrait les risques d'un coup de main. Déjà même il avait dirigé en toute hâte sa cavalerie à Yverdun, et envoyé parlementer un des principaux habitans, lorsque le duc de Castiglione changeant tout-à-coup de projet, le tira heureusement d'embarras. Ce Maréchal croyant déjà Genève pris, ou estimant que le corps du comte Marchand, renforcé de la brigade Bardet, suffirait pour le réduire, rappela le général Musnier à Saint-Laurent et Champagnolles afin de le réunir aux divisions Pannetier et Digeon, et d'aller livrer bataille au prince de Liechtenstein sous les murs de Besançon. Délivré de toute inquiétude sur ses derrières par cette circonstance, dont il eut avis à l'instant, le comte de Bubna se décida alors à attendre les événemens dans Genève, certain que le corps du général Marchand n'aurait ni la force ni les

moyens d'enlever par une attaque brusquée, cette place déjà bien restaurée, et encore moins d'en faire le siége quand ses opérations ne se combineraient plus avec celles du duc de Castiglione, lequel devait d'ailleurs avoir bientôt affaire à l'armée du Sud.

Tandis que ces événemens se passaient dans les environs de Genève, que les habitans de l'Ain, de Saône-et-Loire, du Jura et du Mont-Blanc, se croyant débarrassés pour toujours de l'ennemi, faisaient une guerre à mort aux petits détachemens et aux hommes isolés, 40 mille combattans, destinés à former l'armée du Sud, s'avançaient vers la Saône sur trois colonnes. *(Voy. le Tableau n° XXI.)*

Entrée en ligne de l'armée alliée du Sud.

La première commandée par le baron Bianchi, couchait le 3 à Beaune, le 4 à Seurre, d'où elle poussait un détachement à Châlons pour renforcer le général Scheither qui n'en avait point encore bougé. La 2e aux ordres du général Wimpffen, arrivait à Villette et Villers-Robert. La 3e enfin, conduite par le prince Philippe de Hesse-Hombourg, général en chef de cette nouvelle armée, n'était plus éloignée de Dôle que de 3 jours de marche.

Cependant le duc de Castiglione ignorant les grands mouvemens qui s'opéraient autour de lui, stimulé d'ailleurs par le ministre de la guerre qui lui expédia un de ses aides-de-camp, méditait à

Lons-le-Saulnier son plan d'opération. Il se proposait cette fois, non-seulement de détruire le corps du prince de Liechtenstein, et de débloquer Besançon et Auxonne, mais encore de rallier les divisions Marchand et Bardet aussitôt après la prise de Genève, et de se porter avec toutes ses forces vers le Haut-Rhin à travers le département du Doubs. L'exécution de ce nouveau plan eût commencé le 5 mars, si la veille le Maréchal n'eût été inquiété par un détachement du baron Bianchi qui prit poste à Louhans, et attaqué à Poligny par la tête de colonne du général Wimpffen.

Combat de Poligny.

A la vérité, le général Gudin qui s'y trouvait posté, lui mit 300 hommes hors de combat, et lui fit 100 prisonniers en le poursuivant sur Arbois; mais au moment où le Maréchal recevait la nouvelle de ce petit avantage, et projetait une expédition sur Louhans, il apprit que le baron Bianchi manœuvrait sur la rive droite de la Saône pour le couper de Lyon, et qu'une nuée de troupes légères s'étendait de Mervan à Saint-Trivier. Tremblant alors pour ses derrières, il vit Lyon menacé de nouveau. N'ayant pas songé durant son long séjour dans cette ville à profiter du retour de l'esprit public, pour engager ses habitans à relever le système de défense qui embrassait en 1793 les collines de Fourvière et de St.-Just, à élever des batteries à la tour de la Belle-

Allemande, au cimetière de Cuire, en tête du faubourg de la Croix-Rousse, à couvrir sur la rive gauche du Rhône, les ponts de la Guillotière et Morand par des tambours ou d'autres retranchemens; enfin, à armer tous ces ouvrages avec les 80 bouches à feu, retirées de Catalogne, et qui demeurèrent parquées à Avignon; il ne se dissimula point que la faible garnison qu'il y avait laissée, ne fut hors d'état de la défendre s'il ne marchait promptement à son secours.

Or pour tirer Lyon de péril, il ne restait que deux moyens: réunir rapidement les divisions Musnier, Pannetier et Digeon, passer la Saône à Tournus ou à Mâcon, et marcher droit à l'ennemi; ou bien gagner Lyon par la route directe, et venir se poster à Limonest. Ce parti était le dernier à prendre, et en cas seulement que l'ennemi en forces eût dépassé Mâcon. Néanmoins, le Maréchal le préféra, et crut remédier à ses inconvéniens en prescrivant au général Bardet de repasser le Rhône sur-le-champ, de se rendre à Bourg, et de faire de là une démonstration contre Mâcon, tandis qu'il irait l'attaquer sur la droite de la Saône avec toutes ses forces. Les ordres furent expédiés dans ce sens. Le gros de l'armée se réunit le 5 à Lons-le-Saunier, coucha le 6 à Saint-Amour, dépassa Bourg le 7, et rentra le 9 dans Lyon. Le même jour, la brigade Bardet s'établit à Bourg, le général Pouche-

lon à Pont-d'Ain; le général Remond, qui campait depuis la veille en avant du faubourg de Vaize, alla observer l'ennemi à Villefranche avec deux bataillons et 50 gendarmes.

Cependant la lenteur autrichienne ne se démentit pas : avant de pousser sur Mâcon, le baron Bianchi séjourna à Châlons jusqu'à ce que les colonnes destinées à opérer sur la droite de la Saône, fussent à sa hauteur. Le Maréchal un peu rassuré, soupçonna qu'il avait été dupe de fausses informations, et résolut de chasser de Mâcon le faible parti qui l'occupait. Le général Musnier reçut en conséquence l'ordre de se porter le 10 à Villefranche avec sa division et le 12ᵉ de hussards; d'y prendre les 2 bataillons du général Remond, et d'attaquer Mâcon le lendemain, pendant que les généraux Bardet et Pouchelon feraient de Saint-Laurent une diversion sur la tête de pont. Le Maréchal devait échelonner le général Musnier avec le reste de l'armée à moitié chemin de Villefranche; mais dans l'intervalle, le baron Bianchi prit poste à Mâcon, et détacha le comte Ignace Hardegg sur la rive gauche de la Saône dans la direction de Bourg. Son avant-garde, aux ordres du général Scheither, tenait les Maisons-Blanches après en avoir chassé un parti de paysans armés.

L'avant-garde du général Musnier rencontra à Saint-Georges les avant-postes autrichiens, et les

repoussa vivement vers les Maisons-Blanches. Le général Scheither surpris, venait de réunir ses 12 escadrons sur la chaussée, lorsque le colonel Colbert à la tête de 450 hussards, ne lui donnant pas le temps de déployer, charge avec furie sa tête de colonne. La cavalerie allemande renversée par le choc, se laisse d'abord sabrer ; l'artillerie ne songe qu'à s'échapper : deux pièces qui essaient de se mettre en batterie sont enlevées avant de faire leur première décharge ; le général Scheither, blessé par le chef d'escadron Plessen (1), se sauve à pied dans la mêlée. Cependant la profondeur de cette masse prolonge le combat : les chevau-légers de Vincent, revenus de leur terreur, font face aux hussards, et la boucherie devient horrible. Déjà même ceux-ci commençaient à plier, lorsque deux compagnies de voltigeurs arrivent au pas de course et engagent sur les flancs de la chaussée un feu si vif qu'il détermine la retraite de l'ennemi. Encouragé par ce renfort, le colonel Colbert redouble d'audace et d'activité, et pendant qu'avec deux escadrons il le poursuit l'épée dans les reins, l'autre charge

Combat de Mâcon.

(1) Ex-chef d'escadron au 2e régiment de chevau-légers westphaliens, admis au désarmement de son corps à la suite du 12e de hussards, en récompense de sa bonne conduite et des preuves d'attachement qu'il nous avait données en Espagne.

un bataillon léger qui flanquait sa gauche, et lui fait mettre bas les armes.

Ce début était de trop bon augure pour que le général Musnier, nonosbtant les renseignemens donnés par les prisonniers et les habitans sur la force du corps qui occupait Mâcon, ne se hâtât d'en disposer l'attaque. Les hussards et l'artillerie suivirent la grande route que flanquait à droite le 20e de ligne, et à gauche le 67e, derrière lequel marchait à quelque distance les 4 bataillons du 32e de ligne et du 2e régiment de gardes nationales de Toulon, en colonne par division. Le général Ordonneau qui les commandait, eut l'ordre de gagner par un mouvement dérobé, l'extrémité de la hauteur de Chintré à laquelle la ville de Mâcon est adossée. Cet ordre de bataille, qui aurait convenu s'il ne s'était agi que d'enlever un poste tenu par une simple garnison, devenait vicieux contre une armée, puisqu'il n'avait pas de réserve, et que la colonne de gauche courait risque d'être compromise si l'ennemi reprenait l'offensive avec vigueur sur la grande route.

Quoi qu'il en soit, l'on s'avança jusqu'à demi-portée de canon de la ligne ennemie qui appuyait sa droite à Vinzelles, sa gauche à la Saône. Le général Bianchi démasqua successivement jusqu'à 30 pièces de canon. Ce chaud accueil ne fit pas renoncer le général Musnier à l'espoir de

se rendre maître de Mâcon : il comptait sur la diversion du général Bardet, et surtout sur le mouvement du général Ordonneau ; mais la première n'eut pas lieu, et celui-ci ayant donné vers Léger et Vinzelles contre l'aile droite du baron Bianchi, fut arrêté par les régimens d'Esterhazy et de Davidowich, que la brigade de grenadiers vint renforcer. Après une heure d'une canonnade trop inégale à la droite et au centre, et plusieurs charges faites et reçues avec vigueur à la gauche, le général Musnier voyant 5 de ses 9 pièces démontées, sa droite manquer de cartouches, et sa gauche menacée d'une charge de cavalerie, ordonna la retraite, et fut assez heureux pour l'exécuter sans accident.

La perte des Français dans cette affaire fut de 93 hommes tués, 230 blessés, 360 prisonniers et de 2 pièces démontées qui restèrent sur le champ de bataille faute de chevaux. Elle eût été bien plus considérable si le baron Bianchi les eût fait poursuivre par de la cavalerie et de l'artillerie légère.

Sur le rapport de ce combat, le prince Philippe jugeant que son adversaire avait concentré ses forces à Villefranche, fit passer toutes les siennes sur la droite de la Saône, et les réunit aux environs de Mâcon dans la journée du 16. Le lendemain, il les mit en mouvement sur deux colonnes principales, aux ordres des généraux Bianchi et

Wimpffen, chargea le prince de Cobourg d'observer la rive gauche de la Saône, et prescrivit au comte Hardegg de poursuivre sur Bourg la brigade Bardet.

Dans cet intervalle, le duc de Castiglione avait établi sa droite à Saint-Georges, son centre aux Arnas, sa gauche en arrière de Beaujeu, l'avant-garde à Belleville. Celle-ci abordée de front par ces masses, et menacée d'être tournée par Beaujeu que l'ennemi occupait depuis la veille, refusa le combat, et fut répartie dans la ligne. Alors la division Pannetier renforcée du 4e de hussards, fut placée en avant de St.-Georges, occupant fortement le village de Lage-Longsart, la brigade Ordonneau et le 12e de hussards prirent poste en arrière de Beaujeu, et le général Musnier avec la brigade Gudin et le 13e de cuirassiers forma réserve à l'embranchement des routes de Villefranche et de Beaujeu.

Combat de St.-Georges.

Le 18, le prince Philippe ordonna l'attaque de la ligne française. Les généraux Bianchi et Wimpffen devaient de concert en attaquer la droite, pendant que le prince de Wied-Runckel avec sa division, chercherait à en tourner la gauche par la route de Beaujeu. Un petit détachement reçut l'ordre de cotoyer la rive droite de la Saône, afin d'attirer l'attention des Français de ce côté.

Ce plan n'était pas celui dont la réussite pro-

curait le plus beau résultat; car il rejetait les Français sur leur ligne de retraite, qu'on leur aurait sans doute coupée, en donnant aux généraux Wimpffen et Bianchi la tâche assignée au prince de Runckel, et chargeant celui-ci de tenir en échec le général Pannetier.

Toutefois l'on employait à la double attaque sur la droite des masses trop considérables, pour que l'issue en fût douteuse. La division Pannetier cédant au nombre le poste de Lage-Longsart, fut poursuivie par la tête de colonne du général Bianchi; mais soutenue à propos de la réserve, elle reprit bientôt une attitude offensive à son tour. La brigade hessoise du général Gall, formant l'avant-garde de la colonne Wimpffen, s'étant avanturée à la poursuite, le 4e de hussards la tailla en pièces, et le 20e de ligne rentra au pas de charge dans Lage-Longsart. En vain le général Haugwitz cherche à arrêter les Français sur une hauteur en arrière de ce village, il tombe blessé grièvement, et sa brigade allait être enfoncée, lorsqu'elle fut secourue par les troupes fraîches qu'amenait le général Wimpffen. Alors le combat redoubla d'acharnement, et fut prolongé jusqu'à la chute du jour avec des succès balancés sur toute la ligne. Cependant les progrès de la division du prince de Wied-Runckel menaçant la gauche, et le général Pannetier ayant été expulsé une se-

conde fois de Lage-Longsart, le duc de Castiglione crut prudent d'ordonner la retraite sur Limonest. Elle s'effectua en bon ordre, le général Ordonneau disputant le terrain pied à pied pour donner le temps à la droite et au centre de défiler. Dès que le baron Bianchi la vit prononcée, il lança sa cavalerie sous les ordres du général Lederer, à la poursuite, dans l'espoir d'atteindre la queue de l'arrière-garde au défilé de Saint-Georges; mais fusillée à bout portant par les grenadiers du 67ᵉ, elle remplit sa mission avec circonspection, bien qu'elle vint encore le soir même placer ses avant-postes aux Echelles.

L'armée française prend position à Limonest.

Le duc de Castiglione établit la division Musnier et le 4ᵉ de hussards, à cheval sur la route en avant du village de Limonest, celles des généraux Pannetier et Digeon en seconde ligne. La position de Limonest s'étend sur une chaîne de hauteurs escarpées qui règne entre la Saône et la vallée de l'Azergues où passe la route de Moulins et le chemin de Châtillon. A l'exception de la grande route de Mâcon qui arrive à Limonest par une rampe longue et fort roide, l'on ne trouve de loin en loin que des petits chemins tortueux, bordés de haies vives, pierreux et difficiles même pour l'infanterie. Du haut des crêtes, l'œil plonge dans la plaine qui s'étend en avant entre la basse Brevenne et la Saône. Le Maréchal avec ses 10 mille hommes ne pouvait cependant se flatter

d'y arrêter les Alliés jusqu'à l'arrivée de la 2e division tirée de Catalogne; car il manquait de monde pour couvrir la route de Moulins à l'Arbresle ; et le général Bardet, renforcé même de la garnison de Lyon, n'était pas sûr de tenir tête à la division Hardegg; néanmoins, comme la perte de cette position entraînait celle de Lyon, qu'il n'avait pas eu la précaution de mettre en état de défense, il ne voulut point la quitter sans y être forcé par le sort des armes, et dans cette fâcheuse conjoncture calculant ce qu'il pouvait avec ce qu'il aurait fallu, il détacha un bataillon et 100 chevaux à la tour de Salvagny, en attendant que le général Saint-Sulpice y envoyât de Lyon tous les gardes d'honneur du dépôt de son régiment en état de marcher.

Tel était l'état des choses au 19 mars. Par suite d'une série d'opérations plus malheureuses les unes que les autres, le sort de Lyon dépendait d'une bataille dont toutes les chances s'annonçaient en faveur des Alliés. Le prince Philippe auquel sa grande supériorité donnait les moyens de s'étendre impunément, sentit bientôt l'avantage qu'il aurait à manœuvrer pour tourner le flanc gauche du duc de Castiglione, et gagner la route de Moulins. Laissant en conséquence la division Hardegg et la brigade du prince de Cobourg sur la rive gauche de la Saône afin d'occuper le général Bardet, il employa toute la journée aux mouve-

mens préparatoires nécessaires pour porter la majeure partie de ses forces au confluent de la Brévenne et de l'Azergues, et pousser ses avant-gardes en avant du bois de Yavres vers Donmartin.

De son côté, le Maréchal présumant qu'on ne frapperait aucun coup de front, ne laissa que la division Musnier sur les hauteurs entre la Saône et la route de Châlons, plaça une brigade de la division Pannetier, le 4ᵉ de hussards et le 13ᵉ de cuirassiers sur le plateau qui s'étend de Limonest à Dardilly; enfin, posta le général Digeon avec le 12ᵉ de hussards et la brigade Beurmann arrivée depuis 8 heures de Catalogne (1), en avant de Grange-Blanche, liant sa droite à la position de Limonest par la brigade Estève placée à Dardilly. Entre la Saône et le Rhône, le général Bardet observait à Miribel la colonne qui débouchait par la route de Bourg, et avait détaché deux bataillons du 79ᵉ à Calvire, pour tenir en échec celle qui cotoyait la rive gauche de la Saône.

Bataille de Limonest. Plan d'attaque du prince Philippe.

Le prince Philippe, après avoir reconnu la position des Français, arrêta le plan d'attaque suivant: le général-lieutenant baron Bianchi,

(1) Elle se composait d'un bataillon du 32ᵉ, d'un du 115ᵉ et de deux du 116ᵉ, formant 2,100 hommes, et 6 bouches à feu montées sur des affûts de côté et servies par 100 canonniers de la marine.

faisant tête de colonne après avoir franchi le défilé de Dorieux, devait venir se former entre Dommartin et la Tour de Salvagny, et pousser directement à Lyon, flanqué à droite par 5 à 6 cents tirailleurs conduits par le major d'état-major Nageldinger, auquel il était enjoint de chercher de crête en crête à gagner l'extrême gauche ou les derrières des Français. Comme le général Wimpffen ne pouvait entrer en action qu'au moment où les progrès du baron Bianchi lui auraient gagné assez de terrain pour lui donner la facilité de se déployer, la brigade Mumb dirigée par un officier d'état-major, eut ordre de suivre la crête des hauteurs qui s'étendent de Chasselay à Lyon, afin de prendre à revers la position de Limonest.

Enfin l'on recommanda au comte Hardegg et au prince de Cobourg de s'entendre pour déposter le général Bardet, et spécialement au premier de faire ses efforts pour jeter de la cavalerie sur la rive droite du Rhône, afin d'intercepter la route de Vienne.

1er moment. La droite et le centre des Français se replient sur Lyon.

Conformément à ce plan, toutes les colonnes autrichiennes se mirent en marche au point du jour. Celle du général Mumb, après plusieurs détours, étant parvenue vers midi à déloger les postes qui tenaient les hauteurs de Salagon, de Couzon et de Saint-Romain, le général Musnier se crut tourné, et battit en retraite sur Lyon. Au

même moment, le baron Bianchi dont l'avant-garde s'était emparée dès le matin de la tour de Salvagny, forma sa ligne en avant du village, et se présenta devant le plateau de Dardilly. Le général Pannetier ne pouvant avec le feu de 6 pièces arrêter les masses au passage du ravin qui couvrait son front, et prévenu que son collègue se retirait sur ses derrières, craignit de se compromettre en prolongeant une défense qui lui parut inutile, retira la brigade Estève de Dardilly, et suivit son mouvement rétrograde. Le général Bianchi n'eut donc qu'une faible fusillade à essuyer pour se rendre maître de la position où une poignée d'hommes bien commandés aurait repoussé ses tentatives. Comme il en sentit d'abord l'importance, il la garnit aussitôt de troupes et d'artillerie, et il allait poursuivre ses avantages, lorsqu'un incident attira toute son attention à sa droite.

Le général Digeon prend l'offensive.

Le général Digeon qui, depuis onze heures, avait vu l'ennemi manœuvrer, ne soupçonnant pas que le général Estève eût évacué son poste, pensa faire une diversion utile en envoyant sur la tour de Salvagny le général Beurmann avec trois de ses 4 bataillons, 300 chevaux et 4 pièces de canon; mais arrivé à hauteur de Dardilly, le prince de Wiedrunckel fut détaché par le baron Bianchi à sa rencontre, et le combat s'engagea aussitôt avec vivacité. Le général français convaincu par là que ce village était tombé au pouvoir de l'en-

nemi, et voyant la colonne du major Nageldinger forcer de marche pour gagner la route de Clermont, se retira sur Grange-Blanche, avec autant de sang froid que d'habileté.

Résolu de tenir à toute extrémité sur ce point, le général Digeon place alors l'adjudant commandant Ricard avec un bataillon du 32e et un du 116e sur un monticule à droite de la route de Moulins, poste les deux du 115e sur la hauteur à gauche qui commande l'embranchement de celle de Clermont, et tient les hussards du 12e en réserve prêts à charger.

Dans cette position, le combat continua avec chaleur, et tint la division du prince de Runckel en échec jusqu'à 5 heures.

Cependant rassuré sur sa droite, le feld-maréchal-lieutenant Bianchi continua à pousser la division Pannetier en appuyant vers la gauche, dans le double but de lier son attaque à celle du général Mumb, et de procurer de l'espace aux troupes du baron de Wimpffen, qui le suivaient en colonnes serrées. Vers 3 heures, la droite et le centre des Français furent ramenés jusqu'aux portes de Lyon. Déjà même les tirailleurs du général Mumb s'engageaient dans le faubourg de Vaize, lorsque le duc de Castiglione qui était retourné en ville à une heure pour concerter avec les autorités civiles quelques mesures administratives, informé de la retraite prématurée de

2e moment. Le duc de Castiglione reprend l'offensive avec les divisions Musnier et Pannetier.

ses deux lieutenans, accourut, mais un peu trop tard, pour y remédier : toutefois sa présence et ses discours raniment leur ardeur. A sa voix, les troupes qui ne demandaient qu'à combattre, se portent au pas de charge sur les hauteurs de la Duchère et de Rochecardon, où elles trouvent les Autrichiens établis en force. Alors seulement le combat s'engagea sérieusement et se soutint avec des chances variées jusqu'à la nuit.

Progrès de l'ennemi sur la gauche.

Cependant le général Digeon, débordé sur son flanc droit, touchait au moment d'être obligé à battre en retraite, lorsque le Maréchal instruit de sa position critique, détacha à son secours le général Guillemet avec le 13ᵉ régiment de cuirassiers et une demi-batterie d'artillerie légère. Aussitôt les 3 pièces sont mises en action à l'embranchement des deux routes, et les 6 bouches à feu de la marine réunies sur le mamelon défendu par l'adjudant commandant Ricard. Mais à peine ces nouvelles dispositions sont faites que les troupes du général Wimpffen entrant en ligne, permettent au prince de Runckel de se prolonger vers la droite. Le général Digeon menacé de ce côté, pousse au pied du mamelon un demi-bataillon du 115ᵉ qui engage aussitôt une fusillade très-vive avec les tirailleurs ennemis.

Les progrès du prince autrichien pour être lents, n'en étaient pas moins sensibles. Déjà même son infanterie légère fusillait en tête du

Charge de cavalerie qui termine la bataille à la gauche.

faubourg Saint-Just, lorsque le général Digeon, instruit que son infanterie et son artillerie manquaient également de munitions, ordonna deux charges : l'une de deux escadrons du 13e de cuirassiers tombe à droite sur une batterie de 6 pièces, dont elle sabre les canonniers, et ramène les avant-trains ; l'autre de 3 compagnies du 12e de hussards, taille en pièces le régiment de Hiller sur la route de Clermont, enlève son colonel, et fait 360 prisonniers. Ce coup de vigueur arrête les colonnes autrichiennes, et sur ce point, comme devant le faubourg de Vaize, le feu cesse à la nuit.

Fausse attaque entre la Saône et le Rhône.

Entre la Saône et le Rhône, le comte Hardegg n'osant attaquer franchement le général Bardet posté à Miribel, perdit toute la journée en vaines démonstrations contre lui, et le prince de Cobourg qui s'était avancé de Neufville sur Calvire, fut ramené battant par le colonel Gay. Le prince aussi maltraité, croyant avoir affaire à de nouvelles levées, fit charger les hussards de Kienmayer ; mais ils furent repoussés par le 79e avec l'aplomb qui caractérise l'infanterie aguerrie ; et sur cette partie du champ de bataille l'ennemi ne gagna pas un centimètre de terrain.

Lorsque les troupes eurent établi leurs bivouacs, le duc de Castiglione rentra dans Lyon, et convoqua un conseil composé du sénateur Chaptal, du préfet comte de Bondy, du commis-

saire général de police et du corps municipal. Le maire interpellé de déclarer si les habitans de Lyon étaient déterminés à se défendre, répondit qu'il y avait impossibilité majeure, attendu que l'armement de la garde nationale ne consistait qu'en mille mauvais fusils; que la ville n'avait pas pour quatre jours de vivres, et qu'il serait impossible de la ravitailler tant que l'ennemi serait maître des routes de terre et d'eau. A ces motifs le conseil municipal ajouta qu'une défense prolongée seulement d'un jour livrerait Lyon aux horreurs d'une ville prise d'assaut, sans qu'il en résultât aucun avantage pour l'armée; mais qu'au contraire, le pillage et la dévastation de ses manufactures causeraient une ruine dont la France entière aurait à gémir long-temps, même après la paix.

L'armée française évacue Lyon.

Le Maréchal prenant ces motifs et ces voeux en considération, résolut alors de battre en retraite sur l'Isère, afin d'être en mesure de rallier le corps du général Marchand, ou de s'opposer à la jonction du prince Philippe avec lord Wellington. En conséquence, à minuit, l'artillerie, les ambulances et les bagages traversèrent la ville en silence, et furent suivis, de deux à quatre heures, par l'armée dont la division Bardet forma l'arrière-garde.

Dans la nuit, quelques centaines de hussards de Hesse-Hombourg passèrent le Rhône à la

nage, et rodèrent aux environs de Meizieux, sans oser paraître sur la route de Vienne.

Ainsi la seconde ville de l'ancienne France tomba au pouvoir des Alliés par suite d'une bataille aussi mal soutenue qu'engagée. Les rapports autrichiens, presque toujours mensongers, assurent qu'on y trouva 22 pièces de canon, 2,500 fusils et des munitions. Ils portent aussi leur perte à 72 officiers et 2,803 sous-officiers et soldats tués, blessés, prisonniers ou égarés dans les journées du 19 et du 20. Celle des Français, dans le combat du 18, fut de 530 hommes, et de 416 le surlendemain ; en tout 946 hors de combat.

La retraite sur Valence ne fut nullement inquiétée, et l'armée y arriva le 23.

Pendant que tous ces combats se livraient entre les deux armées, le comte Bubna avec 8 mille hommes, attendait patiemment dans Genève que les succès de son général en chef le délivrassent de la présence importune du général Marchand, resté seul sur l'Arve avec 4,800 combattans. Du 6 au 23, il ne fit aucun mouvement : seulement, lorsqu'au 12 le feld-maréchal-lieutenant Wimpffen eut pris possession de Saint-Claude, il cantonna la division Klebelsberg à Trenex, pour observer les débouchés du Jura, et contenir les habitans des contrées environnantes.

Tentative manquée sur l'Ecluse.

Le général Klebelsberg informé que le général Bardet n'avait laissé que 100 hommes dans le fort de l'Ecluse, supposa qu'il suffirait de se montrer pour le prendre; mais à son approche, le tocsin appela la population virile sur les hauteurs qui dominent le fort. Obligé d'établir ses batteries sur des points peu favorables, il le canonna en vain toute une journée; et lorsqu'après avoir épuisé toutes ses munitions il se retira, 3 mille paysans armés de toutes pièces le reconduisirent jusqu'au-delà de Péron, et lui tuèrent ou prirent une centaine d'hommes.

Le comte Marchand couvert sur son flanc droit par le Rhône, dont deux bataillons occupaient les ponts à Bellegarde et à Seyssel, espérait d'après le peu d'activité de son adversaire, se renforcer devant Genève de la division Vedel venant des départemens transalpins, quand le 23 mars, le préfet de l'Isère lui manda l'évacuation de Lyon par le Maréchal.

Le général Marchand bat en retraite sur Grenoble.

Cette nouvelle accablante le décida à battre en retraite vers Grenoble. Le fort de l'Ecluse fut évacué, le pont de Seyssel brûlé, et les troupes qui les gardaient dirigées en toute hâte par des chemins de traverse sur Moirans, en même temps que 2 bataillons allèrent prendre poste à Pont-Beauvoisin. Le reste de la division se mit en marche le 23 sur deux colonnes. La première, conduite par le général Serrant, prit la route

d'Annecy; l'autre sous le comte Marchand, celle de Rumilly.

Le comte Bubna ne perdit pas de temps à rétablir les ponts de l'Arve, et à mettre à la poursuite des Français la division Klebelsberg. Le général Serrant harcelé trop vivement par le général Zeichmeister, fit volte-face près d'Alby, rentra pêle-mêle avec les Autrichiens à Annecy, les culbuta dans le torrent au pont de Broigny, et les ramena l'épée dans les reins jusqu'à celui de la Caille, après leur avoir pris 300 hommes.

2e combat d'Annecy.

Parvenu à Chambéry, le comte Marchand continua ensuite paisiblement sa retraite sur l'Isère, et vint reprendre la position qu'il avait occupée dans les premiers jours de janvier entre Montmélian et les Echelles.

La possession de Lyon par les Alliés leur assurant désormais celle de Genève et du Mont-Blanc, les rendait maîtres aussi de deux portes de l'Italie, et les délivrait de toute inquiétude sur leur base d'opération. Déjà le duc de Castiglione commençait à craindre que l'Empereur ne succombât dans la lutte où il était engagé; mais quelle fut sa douleur, lorsque le 22, en arrivant à Valence, il reçut du ministre de la guerre la nouvelle de l'occupation de Bordeaux par les Anglais, et l'ordre de diriger en poste sur Libourne 6 mille hommes des

10 mille qui venaient d'arriver de Catalogne ! Dès-lors il crut tout perdu ; et dans l'effusion de son patriotisme, il écrivit au prince Eugène pour lui donner connaissance des revers qu'éprouvait son père adoptif, et le conjurer au nom de son pays, foulé et conquis à demi par les armées de toutes les Puissances de l'Europe, de repasser au plutôt les Alpes, et de venir en France, sinon vaincre, du moins partager l'entraînement des soldats prêts à répandre la dernière goutte de leur sang pour le Souverain auquel se rattachait, dans leur pensée, le sort de la patrie. Mais par un effet du trouble où l'avaient jeté des événemens aussi désastreux, au moment où il exprimait des sentimens si honorables, loin de concentrer les 16 mille hommes qui lui restaient entre Grenoble et Valence, le Maréchal les échelonna de cette dernière place au Pont-St.-Esprit, afin de pouvoir au besoin passer sur la rive droite du Rhône, et s'opposer plus efficacement à la jonction du prince Philippe avec lord Wellington.

Heureusement son adversaire, au lieu de le suivre vivement, s'amusa à pousser de Lyon des détachemens à Roanne, à Feurs, à St.-Etienne et à Bourgoing, avant de marcher sur Valence, et ne porta encore au 25 que des avant-gardes à St.-Vallier.

Quoi qu'il en soit, et indépendamment des

avantages politiques résultant pour les Alliés de l'occupation de Lyon, l'on voit que de ce côté de l'Empire, environ 20 mille hommes se trouvaient rejetés sur l'Isère par 50 mille combattans dont cette faible barrière ne pouvait arrêter longtemps la marche victorieuse.

CHAPITRE XXIII.

Opérations militaires sur la ligne des Pyrénées. — Bataille d'Orthez. — Occupation de Bordeaux par les Anglais. — Combats d'Aire, de Vic-Bigorre et de Tarbes. — Retraite du duc de Dalmatie sur Toulouse. — Prise des garnisons de Lérida, Mequinenza et Monzon. — Concentration de l'armée d'Aragon sous Figuères. — Ferdinand VII est rendu aux Espagnols.

(Consultez pour les marches, la carte des ponts et chaussées de l'Empire français; et pour les positions, la carte des Pyrénées de Roussel et les feuilles de Cassini, n° 139, 140; 104, 105, 106, 107, 108; 74, 75; 38 et 39.)

Ce n'est pas seulement au nord et à l'est que les frontières de l'Empire se trouvaient entamées à la fin de 1813. Lord Wellington qui dirigeait les opérations militaires des Alliés sur la ligne des Pyrénées, pressait le duc de Dalmatie avec 72 mille Anglais, Espagnols ou Portugais vers Bayonne, tandis que trois de ses lieutenans à la tête de 48 mille Espagnols, Anglais, Sardes et Siciliens, faisaient tous leurs efforts pour rejeter de la Catalogne sur Perpignan, les derniers bataillons de l'armée d'Aragon.

Positions des armées sous Bayonne.

Lord Wellington renforcé des réserves de Galice et d'Andalousie, occupait depuis la mi-décembre, une ligne dont la gauche s'appuyait à Bidart, route de Saint-Jean-de-Luz à Bayonne, et dont la droite refusée à Villefranque, se terminait à Urcuray sur celle de Saint-Jean-Pied-de-Port. Son quartier-général était à Saint-Jean-de-Luz, mais la majeure partie de sa cavalerie cantonnait, faute de fourrages, sur les bords de l'Ebre.

Le duc de Dalmatie ayant vu se décider la question de la force dans les combats du 9 au 13 décembre 1813, se félicitait que la rigueur de la saison suspendît la marche de son adversaire, et lui donnât le temps d'achever l'instruction des recrues qu'il venait de recevoir. Son armée, forte encore de 60 mille combattans, (*voyez le Tableau n° XXII*) occupait depuis la mi-décembre les positions suivantes. Le comte Reille tenait le camp retranché en avant de Bayonne avec la droite; le centre sous le comte d'Erlon, cantonnait sur la rive droite de l'Adour, entre Bayonne et Port-de-Lanne, gardant les îles de Broc et de Berens; le lieutenant-général Clausel bordait avec l'aile gauche la rive droite de la Bidouze, depuis son confluent jusqu'à Saint-Palais; les deux divisions de cavalerie en couvraient la gauche.

Le général Harispe rappelé trop tard de l'ar-

mée d'Aragon pour organiser la levée des Basques, au milieu desquels il est né, se formait avec deux cohortes de gardes nationales et quelques autres détachemens de troupes de ligne, une petite division à Saint-Jean-Pied-de-Port.

La place de Bayonne située au confluent de la Nive et de l'Adour, à 6 mille mètres de l'embouchure de ces deux rivières dans la mer, avec un port commode et sûr, où affluent les richesses de leurs bassins, étant désormais la seule et unique barrière à opposer aux Alliés sur la route directe d'Espagne à Bordeaux, se trouvait dans un état satisfaisant de défense. L'on ne s'était pas seulement borné à améliorer le corps de place, mais par l'extension habilement combinée de ses ouvrages extérieurs, l'on avait rendu la contrevallation sinon impossible, du moins très-difficile sur la rive gauche de l'Adour, au moyen de l'inondation des bas-fonds de Saint-Léon, et par la création d'un système d'ouvrages, liant les sommités des ravins qui déchirent la partie supérieure du terrain en avant de Mousseroles.

A l'appui de la ligne, sur la rive droite du gave de Pau, on avait retranché Hastingues et construit des têtes de pont sur la Bidouze à Guiche, à Bidache et à Came. Un nombre considérable de redoutes battaient la rive gauche de l'Adour, et particulièrement l'île d'Holbariague où l'ennemi s'était déjà établi; l'on avait

en outre relevé et augmenté les fortifications tracées à Saint-Jean-Pied-de-Port par l'ingénieur La Fitte en 1793, amélioré celles de Navarreins, et mis à l'abri d'un coup de main la ville de Dax devenue l'entrepôt des approvisionnemens.

Des ponts de bateaux jetés sur la Nive dans le camp retranché de Bayonne et sur l'Adour, à Port-de-Lanne, assuraient une prompte communication entre toutes les parties de la ligne.

Malgré les grands avantages de cette position, le maréchal de Dalmatie se décida à s'étendre vers la gauche; toutefois, son intention n'était pas de soutenir le choc sur la Bidouze, mais bien de profiter de l'embarras que la difficulté des chemins devait mettre à la marche des Alliés, tant pour procurer des ressources à sa cavalerie qui se nourrissait difficilement, que pour se rapprocher de Hellette, point culminant de la route de St-Jean-Pied-de-Port à Bayonne, d'où rien ne l'aurait empêché de combiner ses opérations avec le général Harispe dans la vallée d'Ossez.

L'armée française étend sa gauche sur la Joyeuse.

Le duc ordonna donc le 3 janvier au lieutenant-général Clausel de s'avancer sur la Joyeuse. Ce mouvement fut exécuté avec un tel ensemble qu'on surprit tous les postes anglais répandus entre les deux rivières, et qu'on faillit tourner la brigade portugaise de Buchan, qui se retira en toute hâte à Briscous. Une brigade de la division

Darricau passa la Joyeuse au-dessous de la Bastide, et s'établit sur sa rive gauche, observant les routes d'Urt, de Briscous et de Hasparren. Le reste de la lieutenance campa sur la rive droite; une brigade fut postée sur le chemin de Bardos à Urt, deux à la Bastide, une sur le plateau d'Ayherre, gardant les ponts d'Uhagoun et d'Urguet; la gauche formée par les troupes du général Paris et la cavalerie légère du général Soult, frère du maréchal, occupa la vallée d'Ayherre et les plateaux qui dominent Bonloc; enfin les dragons du général Trelliard furent placés en réserve sur les hauteurs de Pessaron et à Saint-Palais.

Cette position, bien que couverte par la Joyeuse et le Gambouri, avait l'inconvénient de venir se terminer pour ainsi dire perpendiculairement à la droite de l'armée alliée qui, établie à Urcuray, pouvait être renforcée, et accabler successivement tous les corps de l'aîle gauche française.

Le général Clausel obvia autant que possible à ce défaut inhérent à la localité, en plaçant une brigade sur le plateau d'Ayherre pour observer ce qui sortait de Hasparren, et mettant sa grosse cavalerie à portée de secourir promptement sa gauche.

Manœuvre du lord Wellington pour s'opposer à ce mouvement.

Dès que lord Wellington fut instruit de ce mouvement, il se rendit à Hasparren où il fit appuyer une partie de son centre. Sa manœuvre aurait vraisemblablement été couronnée de suc-

cès, si l'attaque avait eu lieu de suite dans la vallée d'Ayherre; mais le mauvais temps contraria la marche des Alliés; puis ils perdirent le 4 et le 5 en reconnaissances, et lorsqu'enfin le 6, à 3 heures après midi, ils se décidèrent à agir, ils choisirent le point le moins favorable. Les divisions Cole et Picton, soutenues par la brigade Buchan et la cavalerie du général Fane, attaquèrent la tête de la division Darricau. Celle-ci, suivant ses instructions, se retira sur la Bastide de Clérence, et la colonne anglaise trop faible pour oser passer la Joyeuse sous les yeux du centre de la ligne française, se contenta de rester en présence la nuit et la journée du lendemain. Lord Wellington jugeant son opération manquée, retourna à Saint-Jean-de-Luz.

Elle échoue complétement

Le général Clausel voyant l'ennemi agir mollement sur son front, s'affermit dans sa position, et nettoya ses derrières infestés jusqu'à Came et Guiche, de partis qui disparurent aussitôt. Alors la division Taupin s'étendit du pont de Bardos à la Bastide, la gauche de la division Darricau releva sur le plateau d'Ayherre la brigade Dauture, qui eut ordre, ainsi que la brigade Paris, de se porter sur Hellette pour entrer en communication avec le général Harispe, sous les ordres duquel elles passèrent. La rigueur de la saison empêcha les Alliés de contrarier ces mouvemens: l'hiver était rude et pluvieux; la Nive,

l'Adour, les Gaves et tous les torrens débordés inondaient les terres basses, les chemins de traverse, en sorte que les opérations militaires étaient vraiment impraticables.

Le mois de janvier acheva de s'écouler sans autres événemens que des chicanes de postes sur la Joyeuse et le Gambouri, où le 2ᵉ de hussards, les 18ᵉ et 21ᵉ de chasseurs français se rendirent redoutables aux 7ᵉ de hussards, 3ᵉ et 13ᵉ de dragons anglais.

Opérations dans la vallée d'Ossez.

Le général Harispe, dans la vallée d'Ossez, prit une sorte de supériorité sur le général espagnol Mina : il lui surprit le 8 un fourrage, chassa le 10 ses postes des environs de Macaya, puis de Saint-Etienne-de-Baigorry, et le confina enfin dans la vallée de Bastan.

Mais si le mois de janvier se passa sans événemens militaires de quelque importance, la tournure des affaires sur les frontières de l'est et du nord, amena dans la balance des forces un changement qui valut pour l'armée anglaise plus qu'une victoire; car tandis que lord Wellington se voyait renforcé de 6 mille hommes de pied, de 1,400 chevaux arrivés récemment d'Angleterre, et de sa grosse cavalerie restée d'abord sur l'Ebre, le duc de Dalmatie reçut ordre d'envoyer à la grande armée 2 divisions d'infanterie, 6 régimens de dragons, et près de 2 mille hommes d'élite pour recruter les corps de la garde;

ce qui réduisit son effectif à moins de 40 mille hommes et 3 mille chevaux.

Néanmoins comme si le sort des armes pouvait encore être douteux, le cabinet de S.-James ajoutait, aux moyens matériels dont disposait déjà lord Wellington contre son adversaire, ceux de la politique. Tirant tout-à-coup le duc d'Angoulême de l'exil où il vivait dans l'oubli et le malheur, il le débarqua sur les frontières de France, dans l'espoir de voir se grouper autour de lui tous les royalistes et les mécontens des départemens méridionaux. Jamais, depuis 20 ans, il ne s'était présenté d'occasion plus favorable d'y opérer un bouleversement. Ecrasée sous le triple fléau de la conscription, des réquisitions et de la stagnation du commerce, la population entière devait nécessairement accueillir un Prince qui précédé de bannières triomphantes, annonçait ne vouloir, à l'exemple d'Henri IV, son trisaïeul, user de la victoire que pour rendre à la Nation le calme et le bonheur. La proclamation qu'il adressa aux Français en arrivant à St.-Jean-de-Luz, colportée de ville en ville, releva les espérances des royalistes, qui dès-lors commencèrent à former à Toulouse et à Bordeaux des associations secrètes dont le but était de paralyser les mesures des agens de l'autorité, et d'augmenter la méfiance et le mécontentement dans toutes les classes.

Arrivée du duc d'Angoulême à S.-Jean-de-Luz.

Les Alliés passent les gaves.

Une forte gelée ayant enfin rendu les communications praticables vers le milieu de février, lord Wellington résolut de prendre l'offensive et de passer l'Adour. C'était une entreprise difficile; car outre que cette rivière est large, elle est sujette à de fréquens débordemens. Le point stratégique où il eût convenu d'exécuter ce passage, était vis-à-vis d'Urt, au-dessus du confluent de la Joyeuse, parce qu'en cas de réussite, la gauche de l'armée française eût été contrainte à se retirer précipitamment sans combat, pour éviter le risque d'être coupée, si l'on obtenait un avantage marqué sur le centre; mais le cours de la rivière se trouvait observé par le comte d'Erlon avec tant de vigilance et de supériorité, qu'au premier échec les troupes destinées à l'opération eussent été d'autant plus compromises, qu'elles auraient prêté le flanc d'un côté au lieutenant-général Clausel, qui pouvait passer la Joyeuse; et de l'autre, au camp retranché, d'où serait sorti un gros détachement sur leur gauche ou leurs derrières. Si au contraire, lord Wellington voulait passer entre Bayonne et l'embouchure de l'Adour, combien d'obstacles à surmonter! D'abord le canon de la place, ensuite la difficulté de faire passer la barre aux bâtimens destinés à former le pont. Enfin, pour opérer sur ce point, il fallait cheminer dans l'angle compris entre Bayonne, la pointe de la Chambre-d'Amour et

l'embouchure de l'Adour, exposé à être pris en flanc par les trois divisions du comte Reille, qui pouvait acculer à la mer, par un effort vigoureux, tout ce qui s'y serait trouvé engagé. Ainsi, pour agir au-dessus ou au-dessous de Bayonne avec quelque sécurité, il fallait préalablement manœuvrer, contraindre le duc de Dalmatie à abandonner la rive gauche de l'Adour, et surtout le camp retranché.

Convaincu de cette vérité, lord Wellington sentit que c'était à la gauche des Français qu'il devait porter les premiers coups, et ordonna le 14 au lieutenant-général Hill commandant sa droite, d'entrer en action, en marchant sur Hellette, tandis que le général espagnol Mina se porterait de la vallée de Bastan sur Baigorry et Bidarrey.

Le général Harispe, après avoir livré Saint-Jean-Pied-de-Port à ses propres forces, campait à Hellette avec environ 4,000 conscrits, échelonnés à Garris par la brigade Paris, quand le général Hill se présenta devant lui. Trop faible pour résister à 12 mille hommes et 12 pièces de canon, il se retira aussitôt par Saint-Martin-d'Arberone sur Garris.

Mais pendant que le général Hill le suivait, la division Morillo du corps de Mina menaçant de tourner la gauche de la position par Saint-Palais et de se porter sur ses derrières, il fallut

que le général Paris se mît en marche pour la devancer sur le gave de Mauléon, et assurer le passage de la Bidouze et du Soison.

Combat de Garris.

Dès-lors le général Harispe, demeuré seul avec sa division et le 21e de chasseurs, sans artillerie pour résister aux efforts du corps de Hill, fut contraint, après un combat où ses jeunes soldats employèrent vainement la baïonnette, de céder la droite de sa position; appuyé à Beyrie par la brigade de cavalerie légère du général Berton, il en conserva la gauche. Néanmoins, jugeant qu'il y aurait imprudence de s'exposer à soutenir un second combat contre des forces aussi disproportionnées, il repassa la Bidouze à une heure du matin, en détruisit les ponts, et fut rejoindre la brigade Paris à Arrivarette sur la rive droite du gave de Mauléon.

Investissem. de Saint-Jean-Pied-de-Port.

Le général Mina investit alors Saint-Jean-Pied-de-Port.

Cependant le centre des Alliés, laissant les divisions Clinton et Alten entre la Nive et l'Adour, s'était porté sur les bords de la Joyeuse. Le général Clausel auquel le duc de Dalmatie avait ordonné d'éviter tout engagement sur ce terrain, prit des dispositions pour assurer la retraite des divisions Villatte et Taupin à la hauteur du général Harispe, d'abord sur la Bidouze, puis sur le Soison. La division Villatte, centre de l'aile gauche, s'était portée entre Labetz et Ysharre,

se liant à gauche au général Harispe, et à droite avec la division Taupin, dont le gros campé à Berzouez se rattachait à celle du général Foy de la lieutenance du comte d'Erlon, qui avait passé sur la rive gauche de l'Adour. Enfin, pour mieux déjouer toute tentative de passage au-dessus de Bayonne, le Maréchal avait fait remonter le fleuve à deux divisions du camp retranché. Mais lord Wellington ne prononça pas de mouvement sur ce point.

Il était vraisemblable que sir Rowland Hill chercherait à profiter de ses avantages contre le baron Clausel, et celui-ci ne considérant avec raison sa position derrière le Soison que comme une position de passage, régla les mouvemens de ses trois divisions de manière qu'elles pussent se réunir à Sauveterre, derrière le gave d'Oleron où il se proposait d'attendre une attaque de front, ou du moins un mouvement de masses. Ne voulant pourtant pas abandonner légèrement cette ligne, il couvrit le pont d'Arrivarette et les bacs d'Hauteville et d'Osserin de quelques retranchemens.

Le général Hill se présenta le 16 devant le pont d'Arrivarette, dont un bataillon du général Paris lui disputa vivement le passage ; mais le 92e régiment anglais ayant trouvé un gué à peu de distance au-dessus, le bataillon menacé d'être tourné, fit sauter le pont et se reploya sur la

division qui se dirigea sur Sauveterre. Les Anglais travaillèrent de suite à son rétablissement, et placèrent leurs avant-postes entre le Soison et le gave.

Le général Clausel se retire derrière le gave de Mauléon.

L'aile gauche française obligée de se reployer sur la droite du gave, comme son chef s'y attendait, prit la position indiquée d'avance. La division Taupin qui avait passé le gave à Castagnède et Hauterive, occupa Carresse et Athos, se liant par sa droite avec la division Foy qui l'avait franchi à Sordes.

La division Villatte occupant Sauveterre, tenait un poste de 300 hommes dans la tête de pont; son artillerie placée sur le plateau à droite de la ville, battait la plaine de la rive gauche, et deux pièces de montagne enfilaient la rampe qui conduit au pont.

La division Harispe placée à gauche de Sauveterre, laissa sur la rive gauche un bataillon pour s'éclairer; le 21e de chasseurs et deux compagnies de voltigeurs formèrent un cordon sur a rive droite de Sauveterre à Navarreins, afin d'observer de plus près les mouvemens de l'ennemi.

La droite des Alliés, dont les avant-gardes parvinrent dès le 18 devant cette position, sembla pendant quelques jours perdre de vue ses projets offensifs. Mais cette inaction apparente n'avait d'autre motif que les préparatifs nécessaires pour

exécuter le passage de l'Adour au-dessous de Bayonne. Ce plan arrêté de longue main par lord Wellington, et qui avait été ajourné momentanément à cause des énormes difficultés qu'y eût apporté le grand nombre de troupes établies dans le camp retranché, paraissant alors praticable, il allait bientôt en commencer l'exécution. En effet, le duc de Dalmatie depuis le départ de ses trois divisions pour la grande armée, s'étant vu obligé de porter la majeure partie de ses forces sur le gave de Pau, ne pouvait plus opposer autant de résistance; non que Bayonne et le camp retranché fussent tout-à-fait dégarnis; mais la division du général Abbé et les conscrits que le Maréchal avait fait entrer dans la place, ne présentaient pas au-delà de 12 mille combattans, nombre à peine suffisant pour garder les ouvrâges. Il était donc naturel que le général anglais profitât de cet état de choses pour s'ouvrir la grande route de Bordeaux, et tâcher de manœuvrer sur la droite de son adversaire, après avoir laissé un corps de blocus devant Bayonne.

Déjà une grande quantité d'embarcations de 20 à 30 tonneaux avaient été rassemblées dans les ports de Saint-Jean-de-Luz et de Socoa, afin de jeter un pont à l'embouchure de l'Adour, sous la protection de l'escadrille de l'amiral Penrose

qui venait d'y mouiller ; mais les vents contraires retinrent la flottille dans le port, et le projet fut ajourné. Lord Wellington en revint alors à opérer par la droite, et chercha à réparer le temps perdu sur la gauche, quand il eût été si simple d'agir simultanément des deux côtés.

La position de l'armée alliée étendue sur une ligne de près de 8 myriamètres, ayant une partie de son centre condamnée à regarder Bayonne, l'autre à rester dans l'inaction par les difficultés du terrain compris entre la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, l'Adour et la Bidouze, devait nécessairement déterminer lord Wellington à user de tous ses moyens pour obtenir un avantage avec sa droite, qui avait seule la liberté des mouvemens. L'attitude du duc de Dalmatie derrière le gave de Mauléon, l'y encouragea ; car il lui sembla hors de doute que, s'il se fût cru en état d'agir, il n'eût pas manqué de prendre lui-même l'initiative.

Projet d'attaque de la ligne du gave de Mauléon.

Cependant la position de Sauveterre lui paraissant difficile à enlever, il ordonna un mouvement général sur sa ligne pour partager l'attention de son adversaire. Les deux divisions qui formaient le blocus de Bayonne eurent ordre de se tenir prêtes soit à passer l'Adour au-dessous de cette place, si la flottille pouvait arriver, soit à tout autre mouvement sur le fleuve au-dessus de la place. Don Manuel Freyre, commandant la

quatrième armée espagnole, fut invité à resserrer ses cantonnemens aux environs d'Yrun, pour suivre le mouvement. Le maréchal Beresford laissé avec le centre en observation sur la Basse-Bidouze, eut ordre d'attaquer les postes d'Hastingues et d'Oeyergave, afin de rejeter les Français vers Peyrehorade. La division Picton de l'aile droite, fut chargée de faire une fausse attaque de front sur Sauveterre, pendant que sir Rowland Hill passerait le gave à Villenave pour tourner la gauche des Français et prendre leur position en flanc et à revers. Enfin le général Morillo fut désigné pour former l'investissement de Navarreins. Des militaires ont contesté l'habileté de ces dispositions, et ont pensé que lord Wellington eût obtenu le même résultat en renforçant le corps de sir Rowland Hill, et faisant effort avec lui sur l'extrême gauche des Français.

Néanmoins le succès répondit aux espérances des Alliés : le maréchal Beresford reploya le 23 février les postes français jusque dans la tête de pont de Peyrehorade. Le 24, le général Hill ayant effectué son passage à Villenave, le baron Clausel qui avait ordre de ne pas se compromettre, fit voler le pont de Sauveterre, et se retira.

Le duc de Dalmatie jugeant qu'il ne pouvait, eu égard à sa faiblesse, défendre efficacement le

gave d'Oleron, livra Bayonne à ses propres forces, et s'échelonna dès le 22 sur Orthez, où son armée fut réunie le 26, et postée ainsi qu'il suit:

Les Français se concentrent à Orthez, derrière le gave de Pau.

La droite aux ordres du comte Reille, composée des divisions Taupin et Maransin, occupait le village de Saint-Boés et le contre-fort à gauche du village. Le centre sous le comte d'Erlon, avait les divisions Foy et Darmagnac sur les hauteurs entre Saint-Boés et Orthez; la division Villatte en réserve. La gauche aux ordres du général Clausel, composée des divisions Darricau, Harispe et Paris, occupait les hauteurs en arrière d'Orthez avec des postes au pont et en avant de la ville. Toute la cavalerie se trouvait réunie sous le général Soult en avant d'Orthez, à l'exception du 13e de chasseurs, détaché avec la division Harispe, et du 15e, chargé d'observer le gave de Pau depuis Puyoo jusqu'à l'Adour.

L'armée alliée libre dans ses mouvemens par la retraite des Français, se dirigea sur Orthez en trois colonnes, le 26 février: le centre sous le maréchal Beresford devenant la gauche des corps agissans, après les avoir délogés des postes de Hastingues et Oeyergave, passa les gaves d'Oleron et de Pau à leur confluent au-dessus de Peyrehorade, et marcha sur la grande route vers Orthez. Sir Stappleton Cotton franchit avec sa cavalerie le gave de Pau aux gués

Les Alliés passent le gave de Pau.

de Cauneille et de La Hontan; et la tête de colonne du général Hill suivant la route qu'avait tenue le baron Clausel, vint prendre poste sur les hauteurs de Magret et de Départ, canonner Orthez, et engager une vive fusillade au pont.

Ce morcellement vicieux des forces alliées en trois colonnes, leur serait devenu fatal, si le duc de Dalmatie dont l'intention était de tomber avec toutes ses troupes réunies, le 26, sur celles qui avaient franchi le gave, eût été bien servi par l'officier chargé d'en observer les passages; en effet, rien ne lui eût été plus facile que de culbuter la division Picton et la cavalerie du lieutenant-général Stappleton Cotton, qui commençait à passer le gave au pont de Berenx, tandis que le maréchal Beresford encore engagé dans un long et pénible mouvement vers Peyrehorade et le corps du lieutenant-général Hill toujours sur la rive gauche, ne pouvaient le soutenir. Mais il fut prévenu trop tard par le colonel du 15e, qui s'absenta sans motif, et ne prévint le duc de Dalmatie du passage de l'ennemi, qu'au moment où déjà formé sur le plateau de Baigts, il n'était plus temps de s'opposer à ses progrès.

Le duc de Dalmatie veut leur livrer bataille; cause qui l'en empêche.

Le Maréchal désespéré de se voir ravir par cette négligence le fruit de sa combinaison, suspendit le baron Faverot de ses fonctions, et fit examiner sa conduite par un conseil d'enquête,

dont le rapport ne fut pas favorable au prévenu.

Défauts de la position d'Orthez sous le rapport défensif.

La position d'Orthez considérée sous les rapports défensifs, présentait de graves inconvéniens : elle n'avait pour retraite que la route d'Orthez à Saint-Sever, percée dans un terrain montueux, difficile et coupé de marais. Cette localité pouvait à la vérité faciliter les chicanes, si la retraite s'exécutait en bon ordre; mais la droite placée à Saint-Boés, était en l'air; et rien n'empêchait les Anglais de l'aborder du côté où les hauteurs sont le plus accessibles. S'ils parvenaient à la culbuter, ils se trouvaient aussi près du seul point de retraite que la gauche à Orthez; et un mouvement rapide, faisant tomber en leur pouvoir le pont du Luy de Béarn, l'armée française eût été placée dans une position désespérée.

Bataille d'Orthez.
Plan d'attaque de lord Wellington.

Le 27 au matin, lord Wellington arriva en présence avec sa gauche et son centre, tandis que sa droite encore sur la rive gauche du gave, se concentrait devant Orthez. Après avoir reconnu la position, il se décida à l'attaquer sur toute son étendue, en se déployant assez pour en déborder les ailes : le maréchal Beresford eut ordre d'aborder la droite de front, et de la tourner avec les divisions Cole et Walcker, soutenues de la brigade de cavalerie légère du colonel Vivian ; le général Picton d'attaquer le

centre et la gauche avec sa division et celle du général Clinton, appuyées de la brigade de cavalerie légère de lord Sommerset, pendant que sir Rowland Hill passerait le gave au-dessus d'Orthez, et prendrait la gauche à revers. La division légère du général Alten formait réserve sur la rive droite.

Cependant le duc de Dalmatie, obligé de recevoir le choc au lieu de le porter, avait employé la nuit à s'y préparer. A l'aile droite, la 1re brigade de la division Taupin occupait le village de Saint-Boés, échelonnée par la 2e, formant potence avec la division Maransin qui s'étendait parallèlement à la route de Dax, ayant pour réserve la brigade Paris. Au centre, les divisions Foy et Darmagnac avaient été placées à cheval sur la route de Bayonne, à la naissance des collines qui s'élèvent en avant d'Orthez; enfin à l'aile gauche, la division Harispe chargée de défendre cette ville, s'échelonnait à la division Darricau, aux Trinitaires, vers les hauteurs de Rontun, où le général Villatte et la cavalerie du général Soult formaient réserve. Le général Berton avec deux régimens de cavalerie, un d'infanterie légère, et 2 pièces de canon, fut détaché à Lacq, sur la route de Pau, pour garder le gave jusqu'au pont de Lescar, avec l'instruction de ne se retirer par Arthes sur Sault-de-Navailles que lorsqu'il y serait forcé par des masses. Le général Darricau

Formation de l'armée française.

tenait Dax avec quelques centaines d'hommes détachés de sa division.

1er moment. Attaque de S.-Boés.

L'action commença vers neuf heures, et ce fut la division Cole qui l'engagea avec le 12e régiment d'infanterie légère, à Saint-Boés : bientôt elle devint générale, et après de grands efforts, le maréchal Beresford parvint à s'emparer de ce village ; mais il lui fut impossible d'en déboucher, parce que le peu de largeur du terrain en arrière, battu par l'artillerie française, ne lui permit pas de déployer ses masses.

2e moment. Lord Wellington renforce l'attaque de la droite du centre.

Lord Wellington informé de la résistance qu'opposait le comte Reille à l'attaque du maréchal Beresford, vit bien qu'il fallait changer de plan. Laissant donc le lieutenant-général Stappleton Cotton avec la cavalerie de lord Sommerset devant la division Darmagnac, il porta la division Alten contre le général Maransin, et celles des généraux Picton et Clinton contre le général Foy, au moment où une brigade du général Cole, soutenue du corps du maréchal Beresford, attaquait à son tour la division Taupin.

Ce double choc fut rude : le général Béchaud perdit la vie dans Saint-Boés, qui resta au général Anson. Au centre, le général Foy ayant été grièvement blessé, sa division commença à regarder derrière elle. Bientôt son mouvement rétrograde détermina celui des divisions placées

sur les flancs. Toutefois elles ne tardèrent pas à se reformer sous la protection de la brigade Paris, qui se plia en carré; et cette manœuvre, dernière ressource que l'art oppose au nombre, arrêta quelque temps les Anglais. Sur ces entrefaites, le lieutenant-général Hill força avec la division Stewart et la cavalerie du général Fane le gué de Biron, défendu par deux faibles bataillons de la brigade Baurot. Le général Villatte n'ayant pas songé à retarder sa marche pendant que le général Berton réunissait ses détachemens pour tomber sur le flanc de cette colonne, le duc de Dalmatie, accouru de la droite où il venait de rétablir le combat, vit qu'il était trop tard pour s'opposer avec efficacité à ses progrès, et n'hésita pas à ordonner la retraite. Les comtes Reille et d'Erlon reçurent l'ordre de se replier lentement de colline en colline vers Sault-de-Navailles, et le général Harispe qui tenait tête à la division portugaise sur la rive gauche du Gave, celui de se porter sur Rontun. En instruisant le général Berton de ces dispositions, le Maréchal lui recommanda de marcher d'Arthes parallèlement à l'armée jusqu'à hauteur d'Hagetmau, afin d'arriver sur le flanc de l'ennemi, si le canon se faisait entendre dans cette direction.

Le général Hill force le passage du gave sur les derrières des Français.

Le duc de Dalmatie ordonne la retraite.

Toute la ligne opérant ainsi la retraite au même moment, il fallait beaucoup d'aplomb pour éviter l'encombrement et néanmoins les

3e moment. Charges de cavalerie.

divisions passèrent successivement le défilé sans confusion; elle n'eut rien de particulier que deux petites charges de cavalerie: la première exécutée par un escadron du 21e de chasseurs sur la tête de colonne de la brigade portugaise qui poursuivait trop vivement la division Foy, et dans laquelle le chef d'escadron Leclair, après avoir fait mettre bas les armes à 3 ou 400 hommes, fut enveloppé, et ne put revenir qu'avec 7 chasseurs; l'autre, fournie par le 7e de hussards anglais contre un bataillon de gardes nationales de Pau et un du 115e. Cette poignée d'hommes qui formait l'extrême arrière-garde de la division Harispe ayant mis trop de ténacité à entraver la marche du corps du lieutenant-général Hill, fut coupée entre Sallespisse et Pau par la brigade de lord Sommerset, et obligée de se jeter à droite de la route dans un terrain fourré, où assaillie par les hussards ennemis, elle perdit 280 à 300 hommes.

Telle fut dans son ensemble la bataille d'Orthez, moins célèbre encore par les trophées élevés sur le champ de bataille, que par les suites qui devaient en résulter. Les pertes furent à-peu-près balancées; car les Français eurent 2,500 hommes tués, blessés ou prisonniers, et les Alliés 2,300 hors de combat: mais ils prirent 2 pièces de canon et en recueillirent 2 autres et un obusier, que faute de chevaux l'on ne put sauver.

L'armée s'étant réunie et reposée quelques heures à Sault-de-Navailles, continua pendant la nuit sa retraite sur Hagetmau, où le général Berton se rendit par Mant, Samadet et Condure, ramenant avec lui 2 bataillons de nouvelles levées, qu'il trouva au premier de ces endroits prêts à rejoindre à Orthez, dans l'ignorance de la perte de la bataille. Le général Darricau évacua Dax, et vint rejoindre plus tard, à travers les grandes landes, par Langon. D'Hagetmau l'armée se porta en deux marches sur Saint-Sever et Aire, où elle arriva le 28 février et le 1er mars; mais ces deux villes n'offrant point de position tenable, le duc de Dalmatie ne s'y arrêta pas long-temps. En quittant les bords de l'Adour, il avait à opter entre trois partis; prendre la route qui de Mont-de-Marsan conduit à Bordeaux, ou celle qui mène à Agen par Condom, ou enfin remonter l'Adour, en se dirigeant sur Tarbes.

Dans le premier cas, il était obligé de traverser les Landes, pays sans ressource, où son armée aurait vécu difficilement, tandis qu'il eût ouvert à l'ennemi les riches départemens du Gers et de Lot-et-Garonne.

En prenant la direction d'Agen, il ne rencontrait pas les mêmes inconvéniens; le pays abondait en toutes choses: une marche forcée mettait l'armée hors de portée de l'ennemi, nécessairement arrêté au passage de l'Adour, et in-

certain sur la route qu'elle aurait suivie. Bordeaux, à la vérité, se trouvait à découvert; mais c'était un mal inévitable.

Un général ordinaire eût sans doute adopté ce plan; mais il eût amené l'ennemi dans le cœur de la France, et l'œil exercé du duc de Dalmatie en saisit au premier regard le désavantage. Persuadé que pour avoir été battue, une armée n'est pas détruite, et que par une opération savante et hardie elle peut arracher à ses ennemis les fruits de la victoire, il se décida à marcher sur Tarbes par les deux rives de l'Adour, manœuvre à-peu-près semblable à celle du grand Frédéric, qui, levant le siége d'Olmutz, au lieu de se retirer sur ses Etats et d'y attirer l'ennemi, les sauva en faisant un mouvement parallèle à leurs frontières, pour envahir la Bohême.

L'armée française, en prononçant le sien dans cette direction, s'appuyait toujours aux montagnes, et conservait les facilités de se joindre, en cas de besoin, à celle d'Aragon; elle obligeait les Alliés à la suivre, et pouvait par conséquent se flatter encore de sauver Bordeaux, sur lequel lord Wellington n'eût porté qu'un détachement; car il n'était pas présumable qu'il osât aventurer toutes ses forces dans les Landes, laissant sur sa ligne de retraite une place formidable, comme Bayonne, et une armée in-

tacte : l'événement trompa en ce point les calculs du Maréchal français ; mais ils n'en étaient pas moins basés sur les vrais principes.

Quoique déterminé à quitter les bords de l'Adour, ne voulant pas perdre les approvisionnemens considérables de riz et de farine qu'il avait à Aire et à Barcellonne, il prit dans les environs de ces villes une position de passage pour en favoriser l'évacuation. Le comte d'Erlon, renforcé de la brigade de cavalerie du général Berton, formait l'arrière-garde à Cazères; le comte Reille occupait Barcellonne, et le baron Clausel la ville d'Aire avec les divisions Villatte et Harispe : la première occupait les hauteurs en avant à droite, dont le pied est baigné par la Grave; la seconde couvrait la route de Pau, en se prolongeant beaucoup trop à gauche pour sa force.

Arrivé à Saint-Sever, lord Wellington trouva l'Adour extrêmement gonflé par les pluies, et le pont rompu. Dans l'incertitude de la direction prise par son adversaire, il fit courir après lui sur toutes les routes. Sir Hill remonta la rive gauche de cette rivière, le lieutenant-général Cotton la rive droite, se dirigeant tous deux à Aire, tandis que le maréchal Beresford se porta sur Mont-de-Marsan, en vue, dit-on, d'enlever un magasin de subsistances. Cette marche divergente fit peut-être perdre à lord Wellington les plus beaux fruits de la bataille d'Orthez, au

moins est-il certain qu'en poursuivant les Français avec tous ses moyens, il ne les eût mis dans un grand embarras.

Combat d'Aire.

Le lieutenant-général Hill s'apercevant qu'on pouvait aisément tourner la gauche de la position d'Aire, la fit attaquer de ce côté par la brigade Lacuesta, du général Lecor, soutenue de la division Stewart. Les Portugais s'avancèrent d'abord avec résolution, et gagnèrent du terrain; mais arrêtés par un feu bien dirigé, ils commencèrent à flotter et à perdre contenance. Les Français s'en étant aperçus, marchent à eux au pas de charge, et les rejettent sur les Anglais, derrière lesquels on parvint, quoique difficilement, à les rallier.

Le général Stewart dont la droite ne s'était jusque-là que faiblement engagée, vit le moment favorable de tomber avec elle sur les Français dispersés par la chaleur qu'ils mettaient dans la poursuite; et les ramena, en effet, jusque sur le bras gauche de l'Adour qui traverse la ville. Ce retour de chances prenait un caractère d'autant plus alarmant, que la division Villatte, la mieux postée, après avoir été mal engagée, avait repassé la rivière sans ordre. Heureusement que le comte Reille attiré par le bruit du canon, fit arriver au pas de course un bataillon de son corps d'armée, qui se jeta dans la ville, et en défendit l'entrée aux tirailleurs ennemis. Ce petit renfort, suivi

bientôt après de la division Maransin, rétablit le combat. Celle-ci vint se placer en échelon à gauche de la route de Pau couvrant le pont du Lées.

Combat de cavalerie à Cazères.

Tandis que ceci se passait sur la rive gauche de l'Adour, sir Stappleton Cotton se présentait devant Cazères. Le comte d'Erlon n'ayant pas l'ordre d'accepter le combat, rétrograda sur Barcellonne, recommandant à sa cavalerie de se retirer avec lenteur. Conformément à cette instruction, le général Berton ne quitta sa ligne en avant de Grenade, qu'après y avoir été forcé par l'artillerie. Lord Sommerset voyant que la cavalerie française avait dépassé Cazères, crut être maître du terrain, et déboucha sans précaution de cette ville; cependant chargé rudement par le 13e de chasseurs, il eut dès-lors plus de circonspection dans sa marche, et n'avança que sous la protection de son artillerie.

Lorsque l'arrière-garde arriva sous Barcellonne, tout était prêt pour recevoir l'ennemi; mais attendu que le jour baissait, sir Stappleton Cotton ne jugea pas prudent d'engager la bataille. Le duc de Dalmatie donna l'ordre au général Berton de passer l'Adour en toute hâte, et d'aller s'établir derrière le pont du Lées.

La perte des Français dans le combat d'Aire fut beaucoup moindre que celle des Alliés, s'il est vrai qu'ils eurent 1,200 hommes hors de com-

bat, comme l'assurent quelques rapports dignes de foi.

Evacuation d'Aire par les Français.

Durant la nuit l'on acheva l'évacuation des magasins; la division Harispe revint par Compère et Crabot passer le pont du Lées, et fut suivie de la lieutenance du comte Reille, qui forma l'arrière-garde avec la divison Maransin et la cavalerie du général Berton sur le chemin de Vic-Bigorre. Le comte d'Erlon se porta de Barcellonne, avec la brigade de cavalerie du général Vial, directement sur Plaisance; et le 3 mars, l'armée occupa les positions suivantes : le comte d'Erlon et la cavalerie du général Vial à Plaisance; le comte Reille à Madiran, ayant devant lui la cavalerie du général Berton; le baron Clausel à Maubourguet; le quartier-général à Rabasteins.

Cette retraite ne fut suivie sur la route de Vic-Bigorre que par la cavalerie du général Fane, qui vint s'établir à Viella, et placer ses avant-postes sur la Sage.

Passage de l'Adour par les Anglais au-dessous de Bayonne.

Tandis que lord Wellington prenait ainsi l'ascendant de la victoire sur le duc de Dalmatie, un de ses lieutenans, sir John Hope, laissé devant Bayonne, exécutait avec beaucoup de bonheur le passage de l'Adour au-dessous de cette place.

Les moyens maritimes à la disposition du général Thouvenot pour s'opposer à cette opération hardie, consistant en une frégate, deux

bricks et une vingtaine de chaloupes canonnières, dont les équipages venaient d'être renforcés par 200 marins de Rochefort, ne suffisaient plus pour tenir tête à la flottille de l'amiral Penrose, mouillée depuis quelques jours à l'embouchure de la rivière.

Le général Hope s'étant aperçu que la plage du côté de Boucault n'était défendue que par un faible poste, fit passer le 23 février sur des radeaux 600 hommes de la seconde brigade des gardes, lesquels s'y maintinrent contre une sortie de la garnison. Pendant la nuit, les radeaux disposés à la rame transportèrent à marée haute la division Howard, en sorte que le 24 au matin, il y eut plus de 6,000 hommes et un train d'artillerie considérable sur le plateau de Boucault; ce qui décida le gouverneur de Bayonne à ne tenter aucune autre sortie.

Le passage ainsi assuré, les bateaux destinés à former le pont s'approchèrent de la Barre; six furent engloutis : mais enfin un bâtiment ayant trouvé la passe, tous les autres le suivirent et jetèrent l'ancre. En quarante-huit heures le pont fût construit, malgré le feu de la frégate et des chaloupes canonnières, qui, maltraitées elles-mêmes par des batteries de gros calibre, se retirèrent sous le canon de la place.

Alors le général Hope secondé par le corps d'armée espagnol du général Freyre, se porta Investissement de la citadelle de Bayonne.

sur Saint-Etienne dont il chassa les Français, et après avoir achevé l'investissement de la place du côté de la citadelle, renvoya à l'armée les deux divisions anglaises qui l'avaient jusqu'alors observée entre la Nive et l'Adour.

La victoire d'Orthez et la retraite de l'armée française sur le Haut-Adour ouvraient aux Alliés la route de Bordeaux; cependant lord Wellington placé dans la même situation que l'amiral Hood en 1793, devant Toulon, hésitait à se rendre aux sollicitations du duc d'Angoulême qui lui peignait cette conquête comme très-facile. Il convenait qu'elle frapperait un grand coup sur l'opinion en procurant aux royalistes et aux mécontens du midi un point de ralliement, mais bien qu'il se promît d'user largement des ressources qu'elle lui offrait, et d'ouvrir par la Gironde un nouveau canal d'écoulement aux marchandises coloniales, il n'ajoutait que peu de foi aux rapports passionnés des royalistes qui accouraient chaque jour offrir leurs services au duc d'Angoulême. Il ne pouvait croire que l'exemple récent du sort funeste de Toulon fût perdu pour les Bordelais, et qu'au risque d'être brûlés ou saccagés ils voulussent lui livrer leur ville. D'ailleurs, pour en prendre possession, il fallait faire un détachement considérable, ce qui eût rétabli, à peu de chose près, l'équilibre entre son armée et celle du duc de Dalmatie. Lord

Wellington se conduisait d'après les règles de la prudence ; et pourtant ses craintes n'étaient pas fondées. Bordeaux, frustré des richesses que le commerce faisait naguère refluer dans son port, renfermait une foule de mécontens, sur lesquels le retour du député Lainé produisit le même effet que celui des conventionnels après les journées du 31 mai, 1er et 2 juin 1793; mais cette fois, toute tentative pour secouer le joug du gouvernement devait être facile par l'organisation même de son système administratif. Plus d'autorités rivales, divisées d'intérêts, délibérant dans le tumulte. Napoléon n'avait à Bordeaux que 4 fonctionnaires : le général commandant la division territoriale, le commissaire extraordinaire, le préfet, et le maire. La puissance du premier était tout-à-fait nulle par le défaut de troupes, l'influence des deux autres peu de chose sur l'opinion d'une ville dont toutes les ressources se trouvaient entre les mains du dernier. Or, le maire était à la tête du parti qui travaillait en secret à favoriser le rappel de la famille des Bourbons. Situation de Bordeaux.

Jusque-là cependant, le comité royaliste avait discuté plus de projets qu'il ne s'était occupé d'en préparer les moyens d'exécution. Tantôt les conjurés se faisant illusion sur le véritable état des choses, la nature de leurs ressources, l'étendue de leurs moyens, sur les principes et Comité royaliste.

les vues des mécontens, croyaient voir tout le midi se disputer l'honneur de les prévenir, et voulaient sans autre préliminaire, proclamer Louis XVIII, et plonger les fonctionnaires du gouvernement impérial dans les cachots. Mais le commissaire-général de police montrait-il un front plus sévère, arrivait-il un bataillon de conscrits au fort de Ham, soudain chacun s'exagérant les dangers de sa propre position, changeait de ton et de langage. A l'exception d'une correspondance assez active avec quelques nobles de l'Anjou et du Poitou, qui rêvaient une résurrection de la Vendée, rien n'eût fait soupçonner les desseins du comité : aussi échappa-t-il sans peine aux regards et aux investigations de la police impériale. Toutefois, le bruit de l'arrivée du duc d'Angoulême au quartier-général de lord Wellington, et des derniers avantages remportés par les Anglais dans les Pyrénées, l'avait déterminé à envoyer le marquis de Laroche-Jacquelein à St.-Jean-de-Luz, *supplier le général anglais, au nom des Bordelais, de disposer pour le soutien de leur cause, d'environ 3 mille hommes, dont mille seulement feraient leur entrée à Bordeaux* (1).

Il envoie demander protection à lord Wellington.

Le ridicule de ce projet tenait lord Wellington dans une sage méfiance, en lui démontrant tout à

(1) *Voyez* Beauchamp, tom. II, liv. XII, pag. 57.

la fois et la faiblesse du parti royaliste, et la fausseté de ses calculs. En effet, ou il était sûr de faire la révolution, et alors le détachement devenait inutile; ou il en doutait, et dans ce cas il eût été insuffisant et compromis. Mais les instances réitérées du marquis de Laroche-Jacquelein et d'un nouveau député expédié de Bordeaux par le comité royaliste, décidèrent le général anglais à donner quelque chose au hasard : seulement au lieu d'envoyer les 3 mille hommes demandés, il prescrivit au maréchal Beresford de se porter sur cette ville avec la brigade de cavalerie du colonel Vivian, et les divisions Cole et Walcker.

Lord Wellington détache le maréch. Beresford sur Bordeaux.

La marche de la colonne du maréchal Beresford n'éprouva aucun obstacle, et elle fut à peine observée par les détachemens de gendarmerie qu'écartaient aisément les hussards anglais.

Le marquis de Laroche-Jacquelein chargé des instructions du duc d'Angoulême, la précéda de deux jours, et arriva secrètement à Bordeaux. Le comité royaliste convoqué, il lui annonce *que les troupes anglaises qu'ils ont si vivement désirées sont en marche et se présenteront le surlendemain aux portes de la ville, qu'il ne reste plus qu'à se déclarer si l'on veut jouir enfin de la présence du petit-fils de Henri IV* (1). Déjà quel-

(1) *Voyez* Beauchamp, tom. II, liv. XIII, pag. 89.

ques royalistes tremblans sur les suites de cette démarche, cherchent à la différer en alléguant la nécessité de disposer le peuple à la révolution; et ce ne fut qu'après une longue délibération, qu'on expédia le chevalier de Luetkens au maréchal Beresford à Langon pour l'engager à poursuivre sa marche.

Cependant le sénateur Cornudet, commissaire extraordinaire de l'Empereur, et le général L'Huilier, commandant la division, jugeant ne pouvoir faire tête à l'orage, étaient partis avec toutes les autorités civiles et militaires. La faible garnison, sans ordre et sans chef, se trouvait dans le plus grand embarras. Une partie se mit en route et passa la Garonne; un bataillon de conscrits qui resta seul au pont de la Maye, y fut pris par la cavalerie ennemie.

Les Anglais entrent à Bordeaux.

Ainsi tout concourut à favoriser la révolution préparée par le Maire, et le jour de l'entrée des Anglais à Bordeaux fut une fête. Le bas peuple, qui tire du commerce son premier moyen d'existence, amené naturellement par une suite de transitions à envisager le rétablissement de la maison de Bourbon comme un gage assuré de paix et du retour de l'abondance, loin de regarder en ennemis ceux qui accompagnaient le duc d'Angoulême, se jeta avec confiance dans l'avenir; mais les hommes clairvoyans n'entrevirent

dans cet événement, quelle qu'en pût être l'issue, que le triomphe de l'Angleterre.

Tandis que ces choses se passaient sur les derrières de l'armée française, que lord Wellington attendait à Saint-Sever la nouvelle de l'occupation de Bordeaux, le maréchal de Dalmatie, affaibli par les pertes des derniers combats, surtout par la désertion à l'intérieur des nouvelles levées, donna une autre organisation à son armée (*Voyez le Tableau N° XXIII*), et chercha à la renforcer en autorisant la formation de plusieurs corps de partisans. Quoiqu'il ignorât encore la prise de Bordeaux et les projets des royalistes, la proclamation du duc d'Angoulême se trouvant répandue à tous les avant-postes, le Maréchal crut de son devoir d'en balancer les effets par une autre dont l'histoire conservera sans doute les principaux traits.

Cette proclamation n'arrêta point la désertion des conscrits, mais elle enflamma d'ardeur tous les vétérans de l'armée, qui, partageant les sentimens de leur général, demandèrent à grands cris qu'il les conduisît à l'ennemi.

Le duc de Dalmatie revient sur ses pas.

Le Maréchal voulant mettre à profit ces précieuses dispositions, résolut de manœuvrer sur la droite de son adversaire, en se portant par Conchez sur Garlin, et de rentrer, s'il était possible, à Aire, espérant par-là forcer lord Wellington à rappeler le maréchal Beresford, qu'il ne

croyait pas aussi près du terme de son expédition.

Reconnaissance sur Pau.

Mais avant de commencer ce mouvement, il voulut savoir de quelle manière Pau était occupé à sa gauche, et chargea le 2e de hussards de cette reconnaissance. Le colonel Séganville part de Pontrac à la chute du jour, arrive devant cette ville à deux heures du matin, culbute les avant-postes ennemis, et ramène un capitaine et 30 dragons montés, qui apprennent qu'elle est gardée par deux régimens de cette arme aux ordres du général Fane, et une brigade d'infanterie portugaise.

Le Maréchal rassuré de ce côté, avait l'intention de se mettre en marche le lendemain ; mais la retraite lui ayant fait perdre la ligne de ses magasins sur le Bas-Adour et la Garonne, il fut forcé d'attendre qu'on eût ramassé des vivres dans les cantonnemens. Enfin l'armée s'ébranla le 12 mars, laissant le corps du comte d'Erlon dans la vallée de Bigorre pour garder la communication de Tarbes. Le général Berton formant avant-garde culbute les avant-postes portugais, charge sur le plateau de Viella avec le 10e de chasseurs un régiment de cavalerie de cette nation, le poursuit l'épée dans les reins jusque sur la route d'Aire, et ramène une trentaine d'hommes et 70 chevaux. Sir Rowland Hill menacé par ce mouvement, se hâta de concentrer

Affaire de cavalerie à Viella.

ses troupes entre Aire et Garlin, derrière le grand Lées, où lord Wellington le renforça sur-le-champ de deux divisions disponibles qui lui restaient sur la rive droite de l'Adour. L'armée française allait continuer son mouvement de Viella et de Moncla, le 14, sur Aire, lorsque le duc de Dalmatie apprenant que sir Hill venait d'être renforcé, supposa que c'était par les deux divisions désignées pour l'expédition de Bordeaux. Dès-lors ayant atteint son but sans effusion de sang, le Maréchal aurait cru commettre une imprudence de s'avancer sur le flanc d'une armée qui n'avait qu'à marcher devant elle pour culbuter le peu de troupes laissées dans la vallée de l'Adour, le prévenir lui-même à Tarbes, et l'acculer aux montagnes. Persuadé qu'il n'avait pas un moment à perdre pour opérer sa retraite, il se porta le 16 à Simacourbe et Lambége, et de là sur Vic-Bigorre.

L'armée française se replie sur Tarbes, suivie par les Alliés.

Tant que les Français restèrent sur le flanc droit de l'armée anglaise, lord Wellington n'osa les inquiéter en menaçant leurs communications, ce qui lui eût été néanmoins facile en marchant à Maubourguet qu'aucune troupe ne couvrait : mais dès que le mouvement de retraite fut prononcé, il se mit sur leurs traces le 18 en trois colonnes, la droite sur Conchez, le centre vers Castelnau, la gauche sur Plaisance. Ce jour-là il n'y eut qu'un

engagement de cavalerie entre les dragons hanovriens et le 10e chasseurs.

Le duc de Dalmatie supposant que lord Wellington le suivait avec toutes ses forces sans avoir fait filer de colonne dans la vallée du Larros, s'établissait le 19 sur le plateau de Lamayou, au pied duquel coule le Layza, dans l'intention d'accepter le combat, lorsqu'il fut informé que l'aile gauche des Alliés ayant suivi la route de Plaisance à Maubourguet, se montrait déjà sur le plateau de Sauveterre. Il renonça à son projet; et jugeant alors qu'il était urgent de gagner Tarbes, il se dirigea sur-le-champ vers cette ville, laissant au général Berton le soin de faire l'arrière-garde et de contrarier la marche de l'ennemi, jusqu'à ce que le comte d'Erlon eût pris position à Vic-Bigorre.

Affaire de cavalerie à Maubourguet.

A peine le général Berton eut-il placé ses avant-postes en avant de Maubourguet et de Sauveterre, que la cavalerie du général Fane, qu'il avait déjà combattue la veille, déboucha par le chemin de Madiran. Le général français n'ayant sous sa main que deux régimens de chasseurs, les échelonna derrière Maubourguet, et attendit l'ennemi de pied ferme. Bientôt les dragons hanovriens débouchent sans défiance de cette ville, en colonne serrée par peloton, sur la grande route, qui est bordée de larges fossés; mais chargés par la compagnie d'élite du 21e,

à la tête de laquelle se met le colonel Duchastel, ils sont culbutés et sabrés jusque dans Maubourguet, où ils trouvent à peine un refuge, malgré la protection de l'infanterie qui arrivait.

Cette charge, où ils perdirent leur chef, que le colonel Duchastel tua de sa propre main, les rendit circonspects, et retarda assez leur marche pour laisser au comte d'Erlon le temps de se mettre en mesure.

Le général Fane ayant abandonné la poursuite de la cavalerie française qui se retirait sur Rabasteins, pour se jeter sur les troupes de ce dernier, fut d'abord ramené; mais soutenu vers trois heures par le général Picton, après un engagement très-chaud, il repoussa les Français jusqu'à Pujo, à 4 kilomètres en arrière de la ville. Combat de Vic-Bigorre.

Le 20, lord Wellington poursuivit sa marche sur deux colonnes: celle de gauche sous le général Clinton, devait tourner la droite des Français par la route de Rabasteins; celle de droite sous le général Hill, s'avancer par la route de Vic-Bigorre, et les chasser de Tarbes. Combat de Tarbes.

L'armée française occupait une position de passage; le comte d'Erlon tenait le plateau en arrière de cette ville, ayant à sa droite le général Clausel à cheval sur la grande route de Tournay; le comte Reille couvrait les approches de Tarbes que ses instructions lui pres-

20 *

crivaient de défendre. La cavalerie, à l'extrême droite, s'appuyait à la route de Trie.

Les avant-gardes des Alliés furent arrêtées par les troupes légères placées dans les faubourgs de Tarbes et au village d'Aureilhan; bientôt toute leur armée se déploya sur la droite des Français, et fit jouer une nombreuse artillerie contre les ponts de Tarbes, que les avant-postes repassèrent pourtant en bon ordre.

Le lieutenant-général Hill traversa la ville à la hâte, croyant poursuivre une troupe en retraite; qu'on juge de sa surprise lorsqu'après avoir gravi les hauteurs, il se trouva en face du corps du général Clausel prêt à le recevoir! Lord Wellington voulut alors presser la marche du général Clinton; mais il était trop tard pour qu'il pût arriver à temps, et sa manœuvre fut en pure perte. L'armée française continuant en ordre son mouvement rétrograde, alla prendre position: le général Clausel à Clarac derrière le Larros, les deux autres lieutenances à Tournay, cinq régimens de cavalerie à Trie. Le seul avantage que produisit aux Alliés la manœuvre de Clinton, fut de couper de l'armée un détachement de 200 chevaux, que le général Soult rallia heureusement le soir.

Retraite des Francais sur Toulouse.

Le lendemain l'armée française commença son mouvement sur Toulouse par Monrejeau et Saint-Gaudens. Le baron Clausel chargé de flanquer

la droite, alla prendre position à Lossan et Franqueville, et le 22 à Villeneuve-de-Rivière, où il rejoignit l'arrière-garde. L'infanterie fit ces manœuvres en colonnes par divisions, au pas cadencé, prête à former les carrés, ce qui ôta à la nombreuse cavalerie des Alliés l'envie de l'inquiéter sérieusement.

De Saint-Gaudens, l'armée française continua sa retraite sans accident par la grande route sur Toulouse, où le duc de Dalmatie était décidé à tenter encore une fois le sort des armes, soit qu'il fût rejoint par le maréchal d'Albufera, soit qu'il restât seul pour défendre la Garonne, cette dernière barrière des riches départemens du midi. Pour ne pas anticiper sur les événemens, nous allons le laisser sur ce point et rendre compte en peu de mots de ce qui se passait de l'autre côté des Pyrénées entre l'armée d'Aragon et les trois corps alliés qu'elle avait en tête.

Positions de l'armée d'Aragon.

Depuis la réunion des armées de Catalogne et d'Aragon, le duc d'Albufera avec 18 mille hommes de pied et 2,500 chevaux répartis dans les cadres de six divisions, dont une de cavalerie, (*Voyez le Tableau n° XXIV*) s'échelonnait entre Barcelonne et Girone, gardant avec deux divisions à San-Boy et San-Feliu le Llobregat inférieur.

Par suite de ce système qui devint si fatal à Napoléon, au-delà de cette rivière, plus de 8 mille

vieux soldats occupaient encore Sagonte, Peniscola, Tortose, Mequinenza, Lerida et Monzon; dans l'intérieur de la ligne, Barcelonne, Olot, Hostalrich, Girone et Figuères, renfermaient des garnisons formant avec la brigade de Cerdagne plus de 14 mille hommes.

Positions des Alliés.

L'armée anglo-sicilienne de 12 à 15 mille combattans, aux ordres de lord Bentinck, conjointement avec un détachement de 9 mille hommes de la 2e armée espagnole, commandé par le maréchal-de-camp Sarsfield, bordait la rive droite du Llobregat, depuis son embouchure jusqu'à Menresa, et se liait par Collent à la 1re armée espagnole, qui de Vicq observait Girone sur les deux rives de la Ter, avec 17 mille baïonnettes.

Le général Copons, commandant la 1re armée espagnole, faisait le siége de Peniscola, et bloquait avec environ 18 mille hommes, les places au-delà du Llobregat où il était resté des garnisons françaises.

Si des forces aussi considérables avaient été réunies sous le commandement d'un chef habile, le duc d'Albufera n'eût sans doute pas gardé une position aussi aventurée; mais informé que ses adversaires étaient indépendans, jaloux les uns des autres, et trop loin du généralissime pour en recevoir l'impulsion, il ne conçut aucune crainte et se flatta de pouvoir la conserver jusqu'à ce que l'exécution du traité de Valençay,

lui permît de repasser les Pyrénées avec toutes ses garnisons.

Attaque du pont de Molins del Rey.

En effet, depuis le mois de décembre jusqu'au 15 janvier, les Alliés ne firent aucun mouvement. Sortant enfin de léthargie, leurs chefs ont une entrevue le 14 à Villa-Franca, et conviennent que les généraux Clinton et Sarsfield attaqueront le lendemain le pont de Molins-del-Rey, tandis que le général Copons, par une marche forcée, se portera à Papiol, et tâchera de prendre en flanc les Français, et qu'un détachement fera des démonstrations sur la Gariga.

Ce plan d'attaque s'écartait trop des règles ordinaires pour obtenir le moindre succès, car il amenait les masses sur le point le plus fort de la ligne, et tendait à rejeter les Français sur leur route naturelle de retraite. Des officiers ont pensé qu'il eût été plus simple de charger une division de l'armée anglo-sicilienne d'une fausse attaque sur le Llobregat inférieur, tandis que sir Clinton et le corps du général Sarsfield filant par Menresa et Collent sur Vicq, se seraient réunis à l'armée de don Xavier Elio, pour déboucher sur Santa-Coloma avec 30 mille hommes. Cette manœuvre eût coupé l'armée française en deux parties qu'on eût ensuite successivement accablées et forcées de se retirer à Barcelonne et à Girone.

Le duc d'Albufera prévenu par ses émissaires

des projets des Alliés, eut le temps de se préparer à les recevoir. Il réunit les divisions Mesclop et Gudin à San-Feliu, y attira une partie de la garnison de Barcelonne, appela à lui la division Musnier et la cavalerie, et remplaça celle-ci à San-Celoni par la division du général Ordonneau, retirée de Girone. Ces mesures furent inutiles ; car les Alliés s'engagèrent mollement et se replièrent, après une canonnade de 7 heures, dans leurs positions respectives.

10 mille hommes de l'armée d'Aragon partent pour Lyon.

Immédiatement après cette démonstration, le Maréchal reçut l'ordre du Ministre de la guerre de diriger en poste sur Lyon, une division de 10 mille hommes. Le même courrier lui remit aussi une dépêche du Prince Major-général, par laquelle il le prévenait que la division de réserve, organisée à Nismes, avait reçu ordre de se rendre en toute hâte à Lyon.

Dès-lors, le duc d'Albufera sentit la nécessité de se rapprocher des Pyrénées; mais avant de repasser la Fluvia, il crut être suffisamment autorisé par la tournure que prenaient les affaires en France, pour représenter au Ministre que quelle que fût l'issue de la mission du duc de San-Carlos auprès de la Régence, on s'affaiblirait en pure perte, en laissant 6 à 8 mille hommes de garnison à Barcelonne, Hostalrich et Rose; et lui faire comprendre que le parti le plus prudent serait de renvoyer au plutôt le prince

Ferdinand en Espagne, et de s'en rapporter à sa loyauté pour l'exécution de l'art. 7 du traité (1). « Alors, ajoutait-il, je pourrais céder Barce- » lonne sans danger apparent ; tenir Figuères » avec 2 mille hommes jusqu'à la rentrée des gar- » nisons des autres places, partir et amener à » marches forcées 25 mille vieux soldats à l'Em- » pereur. L'armée du général Copons arrêterait » la marche du corps anglo-sicilien qui me serre » de plus près, et le besoin qu'a le peuple espa- » gnol de la paix l'emporterait, du moins pour » quelque temps, sur les intrigues des Anglais. »

Napoléon ne goûta pas d'abord ce conseil; mais lorsqu'après la bataille de la Rothière, il ne se vit plus d'armée, il se hâta d'envoyer au Maréchal des pleins pouvoirs pour traiter avec les généraux espagnols du retour des garnisons restées dans le royaume de Valence et la Catalogne, et proposa en même temps au roi Ferdinand de se rendre incognito à l'armée, et de lui remettre Barcelonne ainsi que les autres places moyennant le renvoi immédiat des garnisons; déjà il était trop tard: quinze jours s'étant écoulés sans réponse du Ministre, le duc se retira le

(1) Cet article portait qu'une convention serait arrêtée entre un commissaire français et un commissaire espagnol, pour régler l'évacuation simultanée des provinces encore occupées par les Français et les Anglais.

31 janvier sous Girone, derrière la Ter, après avoir laissé 6,800 hommes dans cette place, et 300 à Hostalrich. Si le Roi fût arrivé de suite, cet arrangement aurait pu à la rigueur avoir lieu, car l'armée d'Aragon ne cessant d'être redoutable malgré sa faiblesse, serait rentrée à Barcelonne durant la première quinzaine de février, la plaine entre la Ter et le Llobregat n'étant encore occupée que par des Espagnols; mais les lenteurs inséparables d'une négociation de cette espèce entre Napoléon et son prisonnier, le rendirent bientôt impraticable.

Surprise de Lerida, Mequinenza et Monzon.

En effet, les Alliés qui n'osaient attaquer de front les restes de ces vieux bataillons français forcés à la retraite par des causes indépendantes de leur valeur, méditaient pour s'emparer des places au-delà du Llobregat, le honteux stratagème dont un transfuge (1) venu de l'état-major du roi Joseph, leur donna sans doute l'idée. Ce misérable ayant surpris le chiffre du duc d'Albufera, à l'aide de faux ordres et d'un traité supposé entre le Maréchal et le général Copons, stipulant l'évacuation de toutes les places où il restait des garnisons, parvint à tromper le général

(1) Un de nos amis nous a mandé de Madrid l'an passé que ce transfuge, nommé Van Halen, se trouvait dans les prisons de l'Inquisition; mais il nous a laissé ignorer si le Saint-Office le poursuivait comme relaps en fait de désertion.

Lamarque (1), gouverneur de Lerida, ainsi que les commandans de Monzon et de Mequinenza. Le 14 et le 15 février, 2,500 hommes sortent avec armes et bagages, sur la foi d'un traité, *et en vertu de conventions particulières* avec les commandans des troupes de blocus, croyant rejoindre l'armée d'Aragon; mais entourés le 18 dans le défilé de Martorell, sans vivres et sans moyens de défense, ils sont réduits à mettre bas les armes, et emmenés prisonniers de guerre à Villa-Franca.

Piége tendu au gouvern[r] de Tortose.

Le même piége avait été tendu au gouverneur de Tortose par le général Sans, qui eut affaire à plus fin que lui. Le baron Robert, feignant d'y tomber, lui proposa de venir prendre possession de la place avec deux bataillons; et cette offre donna lieu de remarquer *que des hommes pervers peuvent bien concevoir des projets criminels, mais qu'ils manquent presque toujours de courage au moment de l'exécution* (2).

Le Maréchal, sur le rapport des non-combattans renvoyés à Hostalrich, réclama auprès du

(1) Il ne faut pas le confondre avec le général Maximilien Lamarque, employé à la même armée. Celui dont il est question n'était que général de brigade.

(2) Rapport du général Robert au duc d'Albufera. — Perpignan, 1814. — Page 57.

général Copons l'exécution pleine et entière des conventions particulières signées par ses lieutenans. Ce général répondit qu'il en réfèrerait à son Gouvernement, et sembla ainsi vouloir faire participer la Nation espagnole à l'infamie dont se couvraient seulement, par cet acte de déloyauté, trois ou quatre officiers.

Deuxième détachement de 10 mille hommes à Lyon.

Dans les premiers jours de mars, le duc d'Albufera ayant reçu l'ordre de détacher une seconde colonne de 10 mille hommes à Lyon, tenta avant de la mettre en mouvement, de délivrer la garnison de Lerida, déposée à Ignalada, fit sauter les forts d'Olot, de Palamos et de Bascara; et sur convention verbale rendit Girone aux Espagnols, après en avoir détruit les fronts qui regardent la France; puis il vint se concentrer derrière Figuères, entre Llers et Castillon.

L'armée d'Aragon se replie sur Figuères.

Cependant l'Empereur sentant de plus en plus la nécessité de vieilles troupes, faisait tous ses efforts pour retirer ses garnisons, et malgré le rapport peu favorable que lui fit le duc de San-Carlos de sa mission, il ne désespéra pas d'amener la Régence à un arrangement. Il chargea le général Zayas, homme fin et délié dont il croyait avoir capté la confiance, d'une mission à-peu-près semblable à celle du ministre du roi Ferdinand, en même temps qu'il fit délivrer des passe-ports à ce Souverain et à tous les Princes de sa famille, pour se rendre sur la frontière.

Le Ministre de la guerre, en informant le duc d'Albufera de ses dernières résolutions, lui mandait que l'intention de l'Empereur était qu'on fit immédiatement la remise de toutes les places au prince Ferdinand, *en prenant toutefois les mesures convenables pour assurer la rentrée de leurs garnisons.*

Ces instructions avaient un sens trop contradictoire pour ne pas donner lieu à de nouvelles observations. « Comment est-il possible, écrivait » le Maréchal au duc de Feltre, d'envoyer ou de » conduire aujourd'hui le Prince à Barcelonne, » lorsque les circonstances ont affaibli mon ar- » mée et me forcent de la tenir concentrée sous » Figuères? Comment puis-je faire faire la remise » des places où nous avons des garnisons, s'il » ne se reconnaît à lui-même aucune autorité? » Enfin, quelles sûretés, quelle garantie sont à » ma disposition? Il n'y en a qu'une seule, c'est » de le garder.... Mais l'Empereur lui a-t-il donc » accordé un passe-port pour qu'on le retienne » encore? D'ailleurs, le séjour de ce Prince sur » la frontière ne sera-t-il pas embarrassant, nui- » sible même au succès des négociations enta- » mées, dès que le secret de l'incognito n'exis- » tera plus?.... »

Mais avant que ces observations fussent soumises à l'Empereur, l'auguste prisonnier arriva le 20 à Perpignan, sous le nom du comte de Barce-

lonne, accompagné des princes don Carlos, son frère, et don Antonio, son oncle. Le Maréchal prévenu par le général Zayas qui l'avait précédé de quelques jours, s'y était rendu pour le recevoir; et désirant concilier autant que possible l'esprit de ses instructions avec la juste impatience du Roi, consentit à le rendre, pourvu que son frère restât en otage jusqu'à nouvel ordre : bien que cette nouvelle condition lui parût très-dure, il s'y soumit pourtant, et partit le 22, séjourna le 23 à Figuères, et fut reçu le lendemain sur les bords de la Fluvia par le général Copons, en présence des armées des deux nations, qu'une suspension d'armes convenue verbalement, semblait avoir réconciliées pour cette cérémonie. Ferdinand VII, satisfait de la réception et de la conduite pleine de franchise du Maréchal, lui dit en le quittant, que cette journée valait pour lui une victoire, lui faisant entendre par là qu'il ne tarderait pas à lui renvoyer les garnisons des places. Néanmoins l'accomplissement de cette promesse éprouva encore des retards, qui privèrent jusqu'au dernier moment les armées du midi de 15 mille anciens soldats, si nécessaires pour donner plus de consistance à leurs rangs.

Le roi d'Espagne est rendu à son peuple.

Ainsi des deux armées qui comptaient encore cent mille combattans au commencement de janvier, et gardaient les revers opposés des Pyrénées, l'une réduite à 36 mille hommes, avait été

repoussée jusqu'à la dernière barrière des départemens méridionaux; et il ne restait à l'autre, après avoir jeté des garnisons dans nos places fortes, que 14 mille hommes disponibles pour renforcer, suivant le besoin, l'armée refoulée sur l'Isère, ou celle en ligne sur la Garonne : triste et inévitable résultat d'une fausse combinaison de l'Empereur, qui n'ayant pu se décider à évacuer à temps la Catalogne, perdit jusqu'aux fruits du traité tardif conclu avec son prisonnier !

CHAPITRE XXIV.

Congrès de Châtillon. — Traité de la quadruple alliance. — Rupture du Congrès. — Traité simulé avec le Pape. — Situation intérieure de l'Empire.

TANDIS que les armées alliées touchaient pour ainsi dire au but de leurs opérations, la diplomatie après avoir mis dans les siennes plus de méthode et de fermeté que de chaleur, venait de faire évanouir tout espoir de paix, en rompant les conférences du congrès de Châtillon, ouvert à la demande de Napoléon.

Quittant donc un instant les champs de bataille, nous allons entrer dans le labyrinthe de la Politique, et, suivant le fil des événemens, exposer la marche des négociations telles que le temps et des matériaux authentiques nous les ont découvertes.

Napoléon ayant adopté, ainsi qu'on l'a vu au chapitre Ier, les bases posées par les Alliés dans les ouvertures faites au baron de St.-Aignan, le 9 novembre, chargea le duc de Vicence de soutenir ses intérêts au congrès, et ordonna de se mettre

en route sur-le-champ. Ce plénipotentiaire, arrivé à Nancy le 6 janvier, fit au prince de Metternich la demande de passe-ports pour se rendre au quartier-général des Alliés ou à Manheim, ville désignée pour le prochain congrès. Mais déjà le cabinet de Vienne n'était plus aussi maître des négociations qu'il avait annoncé l'être dans le principe. Le prince de Metternich s'excusa de ne pouvoir les lui envoyer, motivant son refus sur la nécessité où se trouvaient les Souverains d'attendre l'arrivée de lord Castlereagh.

Huit jours s'écoulèrent dans cette attente. Cependant, forcé de se retirer devant l'armée ennemie qui avait pénétré en France, le duc de Vicence eut le temps de réfléchir sur la tournure sinistre des événemens, et sollicita le 17, de Saint-Dizier, de nouvelles instructions de l'Empereur. « Notre position est bien changée depuis » quelques jours, lui écrivait-il, la marche rapide de l'ennemi sur tous les points, l'envahissement d'une grande partie du territoire de » l'Empire, le découragement presque absolu » dont je suis témoin, rendent un armistice indispensable. J'ai donc besoin de connaître les intentions de V. M. Elle sentira que dans les circonstances présentes, je ne puis rien, si elle » ne daigne me faire parvenir ses ordres. »

Le duc de Vicence faisait sentir l'urgence d'arrêter la marche des Alliés, de chercher par

tous les moyens possibles à désintéresser les puissances continentales, afin d'ôter à l'Angleterre l'influence qu'elle exerçait dans les négociations, et de lui enlever tout moyen d'amener des *bouleversemens* par la prolongation de la lutte. Il prévoyait aussi le cas où les succès des Alliés leur donneraient l'espoir d'en obtenir de plus grands, et demandait ce qu'il devrait faire dans celui où l'arrivée de lord Castlereagh changerait leurs vues relativement aux bases de paix posées à Francfort. Il terminait sa longue dépêche en ces termes: « Il est pénible, Sire, de
» n'avoir que des sacrifices à prévoir, de n'avoir
» à appeler l'attention de V. M. que sur des choses
» qui coûteront tout à son caractère, à la fierté
» nationale; mais ses plus chers intérêts m'en
» font un devoir..... Depuis dix jours, un quart
» de la France est envahi. Dans les départemens,
» à l'armée, on répète que c'est à V. M. person-
» nellement qu'on fait aujourd'hui la guerre: on
» sépare les intérêts du monarque de ceux de
» son peuple. Dans de telles circonstances, ma
» prévoyance ne saurait être prise pour de la fai-
» blesse, et je ne sollicite avec tant d'instance les
» ordres de V. M. que parce que je sais que toute
» sa confiance m'est indispensable pour servir
» des intérêts qu'elle sait bien que je défendrai
» comme un dépôt sacré confié à l'honneur d'un
» chevalier français. Je puis tenir aujourd'hui le
» langage d'un homme tout dévoué, car si le mal-

» heur nous accablait demain, je lui dirais comme » les fidèles Hongrois à Marie-Thérèse : *moriamur* » *pro Rege nostro.* »

Frappé de ces raisons, l'Empereur envoya à son ministre un projet de lettre à adresser par lui confidentiellement au prince de Metternich, dans la vue d'obtenir un armistice, laissant au duc la faculté de lui faire ses observations, s'il n'était pas d'avis de l'expédier. Le Ministre usant de cette latitude, lui représenta que si l'Autriche repoussait toute idée de *bouleversement*, et que les retards de la réunion du congrès tinssent réellement à l'arrivée de lord Castlereagh, il importait de ne pas découvrir davantage l'embarras déjà trop connu de la France; qu'au contraire, si le cabinet de Vienne était de mauvaise foi, ou se laissait entraîner aux suggestions de l'Angleterre, la lettre en question deviendrait tout-à-fait nuisible; d'où il concluait que dans l'un comme dans l'autre cas, la proposition qu'elle renfermait serait rejetée, et qu'on perdrait par là jusqu'à la possibilité de la reproduire en temps plus opportun.

Cependant lord Castlereagh si long-temps attendu, partit le 27 décembre de Londres, et après avoir installé à Amsterdam le prince d'Orange comme roi de Hollande, arriva le 28 janvier à Langres. Dans une conférence tenue le lendemain chez le comte Stadion, et où se réunirent

Conférence de Langres.

les ministres et les ambassadeurs de Russie, d'Autriche, de Prusse et d'Angleterre, l'on fixa les bases des négociations à entamer à Châtillon.

Il fut admis en principe que les plénipotentiaires des Hautes-Puissances ne se présenteraient pas au congrès comme uniquement envoyés par les quatre cours, mais comme se trouvant chargés de traiter de la paix avec la France au nom de l'Europe, ne formant qu'un seul tout : les quatre puissances répondant de l'accession de leurs alliés aux arrangemens dont on serait convenu à l'époque de la paix même. Ils devaient déclarer qu'ils étaient tenus à ne point admettre d'autre forme de négociations que celle de séances préliminaires avec tenue de protocole.

Il fut également décidé qu'on ne discuterait aucune question relative au code maritime; qu'on demanderait que la France rentrât dans ses limites de 1792, sauf des arrangemens d'une convenance réciproque sur des portions de territoire au-delà de ces limites *de part et d'autre*; que Napoléon n'aurait aucun droit à intervenir dans le partage des provinces détachées de son empire; enfin, qu'il renoncerait à tous les titres nés de ses rapports de souveraineté ou de protectorat avec l'Italie, l'Allemagne et la Suisse.

Ces bases ainsi posées, on prévint les plénipotentiaires que la marche des négociations se rè-

glerait d'après celle des armées, sans qu'à raison d'échec elle pût s'écarter de la ligne tracée.

Tandis que ces choses se passaient à Langres, le duc de Vicence ayant enfin obtenu des passeports pour se rendre à Châtillon, ne cessait de demander à l'Empereur de nouvelles instructions et des pouvoirs plus étendus pour le cas où les Alliés, foulant aux pieds la déclaration du 1er décembre, exigeraient des cessions autres que celles indiquées par les bases de Francfort; mais Napoléon, qui avait souscrit avec tant de peine aux sacrifices qu'elles lui imposaient, et pris le commandement de la grande armée dans l'espoir d'améliorer l'état de ses affaires à la première bataille, différait de s'expliquer vis-à-vis de son Ministre. Trahi de nouveau par la fortune à la Rothière, il lui écrivit seulement alors de presser les négociations, et *d'accélérer le moment qui devait mettre un terme aux malheurs et à l'état de souffrance de ses peuples*, sans d'ailleurs lui indiquer le genre et l'étendue des sacrifices qu'il était prêt à faire pour y parvenir.

Le duc de Vicence demande au prince de Neuchâtel la situation des affaires.

Dans cette perplexité, le duc de Vicence ne connaissant les résultats de la bataille de la Rothière que par les bulletins exagérés des Alliés, ne sachant à quoi s'en tenir, et inférant de la recommandation de l'Empereur et du silence du duc de Bassano, que le mal était encore beaucoup plus grand que les Alliés ne le pensaient, crut

devoir demander des renseignemens au prince de Neuchâtel. « Je m'adresse à V. A., lui écrivit-» il, comme au plus noble et au plus dévoué des » serviteurs de l'Empereur. Voilà encore une ba-» taille, et l'ennemi en fait un trophée ! Cet évé-» nement ne contrariera-t-il pas nos négocia-» tions? ne rendra-t-il pas toutes les questions » encore plus difficiles ? n'augmentera-t-il pas » toutes les exigeances? Le Génie malfaisant qui » gâte les belles destinées de l'Empereur le cir-» convient encore. Ne nous a-t-il donc pas assez » porté malheur ? Faites donc arriver la vérité à » S. M. Montrez-lui donc combien les circonstan-» ces sont graves, tout ce que ce délai peut faire » risquer sans pouvoir offrir aucun avantage. » Parlez-moi clair, mon Prince; avez-vous encore » une armée ? Peut-on discuter les conditions » pendant 15 jours, ou faut-il les accepter de » suite? Si personne n'a le courage de me secon-» der, et de me dire où l'on en est réellement, je » reste dans le vague des nouvelles de gazettes » de M. de Bassano, et ne puis savoir ce que je » dois faire. C'est avec ces contes-là que nous » avons perdu toutes nos conquêtes; ce ne sont » donc pas eux qui sauveront la France. La faute » n'en sera pas à moi, car je ne cesse de deman-» der à l'Empereur de me donner ses ordres, et » cela bien plus pour le servir et le contenter » que pour mettre ma responsabilité à couvert.

» Au nom de notre maître, au nom de tout ce » que vous avez de plus cher, mon Prince, par- » lez-lui, écrivez-moi, et sauvons son trône et la » patrie. »

Ouverture du congrès de Châtillon.

Ce fut dans cette circonstance que se réunit le congrès. Il était composé du comte Rasumowski, du comte Stadion, et du baron de Humboldt, plénipotentiaires de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. L'Angleterre, non contente de diriger de loin les négociations, nomma aussi trois plénipotentiaires, c'étaient les lords Aberdeen et Cathcart (1), et le général Charles Stewart.

Ainsi le duc de Vicence devait avoir affaire à quatre négociateurs, en ne comptant les trois Anglais que pour un. Effrayé de la tâche qui allait lui être imposée, il pria l'Empereur, à plusieurs reprises, de lui adjoindre deux ou trois plénipotentiaires. La voix publique désignait même le baron de Saint-Aignan auquel le comte de Metternich avait fait les premières ouvertures à Francfort. Mais, soit que Napoléon prévît que cette négociation ne ressemblerait en rien aux autres, soit qu'il craignît de n'être pas servi avec autant de zèle et de dévouement, ou enfin qu'il

---

(1) Le même qui commandait l'expédition de Copenhague et enleva la flotte danoise le 6 août 1807, contre la foi des traités.

voulût se ménager l'Autriche et la Russie qui témoignaient assez de bienveillance au duc de Vicence, il persista à le laisser agir seul.

1re Conférence. La première conférence eut lieu le 5 février. Le duc de Vicence n'y assista qu'en tremblant, n'ayant pas reçu les pouvoirs illimités qu'il attendait, et craignant que cela n'occasionnât quelques difficultés. Heureusement le comte de Rasumowski déclara n'avoir pas encore les siens, et le plénipotentiaire français saisit cette occasion pour observer qu'ordinairement, on n'échangeait les pleins-pouvoirs qu'au moment de la signature, et qu'il suffisait jusqu'alors de s'en remettre des copies certifiées. Cette proposition étant adoptée, le comte de Stadion remit alors deux déclarations.

Par la première, les plénipotentiaires déclarent qu'ils sont chargés de stipuler non-seulement pour les Cours qui les ont envoyés, mais aussi pour toutes les puissances de l'Europe engagées avec elles dans la présente guerre.

Ils font connaître par la seconde, que les Cours alliées regarderont comme contraires à l'objet de la réunion du congrès et au rétablissement de la paix, toute insistance de la France pour entamer une discussion sur le code maritime.

Le duc de Vicence ne manquait pas d'observations à faire sur ces deux pièces; mais ne voulant pas élever de difficultés dès le principe, il

n'opposa rien à la première, et répondit en termes généraux à la seconde : « que l'intention de » la France n'a jamais été de demander rien de » dérogatoire aux règles du droit des gens, » dans l'espoir de se ménager ainsi la liberté d'y revenir.

Il eût bien désiré que l'on entrât sur-le-champ en matière, mais la séance fut remise au lendemain.

Dès la première conférence, le duc de Vicence s'aperçut que ses adversaires n'avaient tous qu'une seule et même instruction, dressée par les Ministres d'état des quatre Cours; que leur langage borné et absolu, leur avait été dicté d'avance, et qu'ils ne feraient point un pas, ne profèreraient pas un mot sans en être d'abord convenus. Dès-lors aussi il put juger que l'insertion au protocole des observations les plus simples, sur les faits les plus constans, et les expressions les plus modérées deviendraient le sujet d'un débat où il serait toujours forcé de céder, pour ne pas consumer le temps en de vaines discussions.

Dans la seconde conférence, les plénipotentiaires alliés consignent la demande qui forme la base fondamentale de leurs instructions : 2e Conférence.

« Les Puissances alliées unissant le point de » vue de la sûreté et de l'indépendance future de » l'Europe, avec leur désir de voir la France dans

» un état de possession analogue au rang qu'elle » a toujours occupé dans le système politique, » et considérant la situation dans laquelle l'Europe se trouve placée à l'égard de la France, à » la suite des succès obtenus par leurs armes, les » plénipotentiaires des Cours alliées ont ordre de » demander que la France rentre dans les limites » qu'elle avait avant la révolution, sauf des arrangemens d'une convenance réciproque sur des » portions de territoire au-delà des limites *de* » *part et d'autre*, sauf des restitutions que l'Angleterre est prête à faire pour l'intérêt général » de l'Europe, contre les retrocessions ci-dessus » demandées à la France, lesquelles restitutions » seront prises sur les conquêtes que l'Angleterre » a faites pendant la guerre; qu'en conséquence, » la France abandonne toute influence directe » hors de ses limites futures, et que la renonciation à tous les titres qui ressortent des rapports » de la souveraineté ou du protectorat sur l'Italie, » l'Allemagne ou la Suisse, soit une suite immédiate de cet engagement. »

Les plénipotent^res nient les bases de Francfort.

La teneur de cette proposition donna lieu à de vifs débats. Le duc de Vicence ayant invoqué les bases de Francfort, le comte de Rasumowski prétendit ignorer qu'on y en eût posé, le comte Stadion paraissait en douter, lord Abeerden et ses collègues semblaient vouloir éluder la question. S'apercevant alors qu'il n'aurait pas plutôt

fait une concession que ses adversaires en exigeraient d'autres, le Ministre français, après avoir observé que la France resserrée dans ses limites de 1792, ne conserverait pas la même prépondérance en Europe qu'elle avait sous Louis XVI, à cause des changemens qu'avaient opérés les Hautes-Puissances dans la géographie politique, déclara finalement, que la demande des Alliés était d'une trop grande importance pour pouvoir y répondre immédiatement, et qu'il désirait que la séance fût suspendue quelques heures, ce à quoi les plénipotentiaires consentirent.

Vers huit heures du soir, le duc de Vicence remit la note suivante :

Note du plénipotentiaire français à ce sujet.

« Le plénipotentiaire de France renouvelle » encore l'engagement déjà pris par sa cour de » faire pour la paix les plus grands sacrifices. » Quelqu'éloignée que la demande faite dans la » séance d'aujourd'hui au nom des puissances » alliées, soit des bases proposées par elles à » Francfort, et fondées sur ce que les Alliés eux- » mêmes ont appelé *les limites naturelles* de la » France; quelqu'éloignée qu'elle soit des dé- » clarations que toutes les cours n'ont cessé de » faire à la face de l'Europe; quelqu'éloignée » que soit leur proposition d'un état de posses- » sion analogue au rang que la France a toujours » occupé dans le système politique, base que les » plénipotentiaires des puissances alliées rappe-

» laient encore dans leur proposition de ce jour;
» enfin, quoique le résultat de cette proposition
» soit d'appliquer à la France seule un principe
» que les puissances alliées ne parlent point
» d'adopter pour elles-mêmes, et dont cependant
» l'application ne peut être juste si elle n'est point
» réciproque et impartiale, le plénipotentiaire
» français n'hésiterait pas à s'expliquer sans re-
» tard de la manière la plus positive sur cette
» demande, si chaque sacrifice qui peut être fait,
» et le degré dans lequel il peut l'être, ne dé-
» pendaient pas nécessairement de l'espèce et du
» nombre de ceux qui seront demandés, comme
» la somme des sacrifices dépend aussi nécessai-
» rement de celle des compensations. Toutes les
» questions d'une telle négociation sont tellement
» liées et subordonnées les unes aux autres, qu'on
» ne peut prendre de parti sur aucune, avant de
» les connaître toutes. Il ne peut être indifférent
» à celui à qui on demande des sacrifices, de sa-
» voir au profit de qui il les fait et quel emploi
» on veut en faire; enfin, si en les faisant, on
» peut mettre de suite un terme aux malheurs
» de la guerre. Un projet qui développerait
» les vues des Alliés sur tout leur ensemble,
» remplirait ce but.

» Le plénipotentiaire français renouvelle donc
» de la manière la plus instante, la demande que
» ceux des Cours alliées veuillent bien s'ex-

» pliquer positivement sur tous les points pré-
» cités. »

Les négociateurs alliés ne prirent cette note que *ad referendum*. Bientôt elle leur servit de prétexte pour suspendre les conférences : ils demandèrent que le duc de Vicence la retirât afin de n'être pas forcés d'y répondre, et celui-ci y accéda en partie pour obtenir une nouvelle séance ; il était même résolu, d'après les pouvoirs illimités qu'il avait reçus du duc de Bassano, à se désister de toutes ses prétentions, lorsque le comte de Rasumowski, déclarant ne pouvoir plus traiter, fit ajourner de nouveau la séance. Les conférences sont suspendues.

Le duc de Vicence ayant alors fait mille tentatives pour savoir à quoi s'en tenir sur l'ensemble des vues des Alliés, voyant qu'ils séparaient toutes leurs demandes, et en faisaient autant de conditions *sine quâ non* ; jugeant d'ailleurs au silence de l'Empereur et à celui du prince de Neuchâtel que tout était perdu, marchait sans guide dans l'obscurité, et fit, le 9 février, dans l'espoir d'éviter l'occupation de la capitale, la demande confidentielle d'un armistice au prince de Metternich en ces termes :

« Je me propose de demander aux plénipoten- Le duc de Vicence demande un armistice.
» tiaires des Cours alliées, si la France, en con-
» sentant ainsi qu'elles l'ont demandé à rentrer
» dans ses anciennes limites, obtiendra immé-
» diatement un armistice. Si par un tel sacrifice

» un armistice peut être sur-le-champ obtenu,
» je serai prêt à le faire; je serai prêt encore,
» dans cette supposition, à remettre sur-le-champ
» une partie des places que ce sacrifice devra
» nous faire perdre.

» J'ignore si les plénipotentiaires des Cours
» alliées sont autorisés à répondre affirmative-
» ment à cette question, et s'ils ont des pouvoirs
» pour conclure cet armistice. S'ils n'en ont pas,
» personne ne peut autant que V. Exc. contri-
» buer à leur en faire donner. Les raisons qui
» me portent à l'en prier ne me semblent pas
» tellement particulières à la France, qu'*elles*
» ne doivent intéresser qu'elle seule. Je supplie
» V. Exc. de remettre ma lettre sous les yeux de
» l'Empereur, qu'il voie les sacrifices que nous
» sommes prêts à faire, et qu'il décide. »

Le comte de Metternich ayant communiqué cette pièce au conseil des Souverains, il y fut décidé qu'un traité de paix preliminaire qui réaliserait pour la France l'effet de l'armistice, remplirait mieux leurs vues. Un traité de paix en neuf articles fut en conséquence immédiatement rédigé et envoyé aux plénipotentiaires, avec autorisation de le conclure, sauf quelques variantes désignées.

4ᵉ Conférence.

La 4ᵉ séance eut donc lieu le 17, après dix jours de suspension des négociations. Les plénipotentiaires alliés l'ouvrirent en revenant sur la décla-

ration du 7, et insistant pour que le Ministre français en supprimât au moins le préambule ; mais celui-ci étant resté inébranlable, ils consignèrent au protocole la déclaration suivante :

Les plénipotentiaires alliés proposent un traité prélimin^re de paix.

« Le plénipotentiaire de France a fait précéder » sa déclaration renfermée dans le protocole du » 7 de ce mois, d'un préambule dans lequel il » a fait des rapprochemens entre les déclarations » antérieures et les propositions actuelles des » Cours alliées. Il leur serait aisé de répondre » à ces rapprochemens ainsi qu'aux autres ré- » flexions contenues dans ce préambule, et de » prouver que la marche politique de leurs Cours » dans les transactions actuelles a été constam- » ment à la fois dirigée par l'intention ferme et » inébranlable de rétablir un juste équilibre en » Europe, et adaptée aux événemens amenés » par les opérations de leurs armées. Mais comme » une pareille discussion serait entièrement » étrangère au but de la négociation dont les » plénipotentiaires des Cours alliées se feraient » scrupule de s'écarter, comme elle ferait dégé- » nérer les protocoles de leurs conférences en » de véritables notes verbales ; et comme ils » sont fermement résolus de ne point se laisser » détourner par quoi que ce soit, de la marche » simple qu'ils ont annoncée dès le commence- » ment, ils se bornent à déclarer de la manière » la plus positive, qu'ils *disconviennent entière-*

» *ment* de tout ce qui est énoncé dans le préam-
» bule de ladite déclaration du plénipotentiaire
» de France, et ils passent ensuite immédiate-
» ment à l'objet principal. »

Analyse du traité proposé

Aussitôt après la lecture de cette pièce, sur laquelle le duc de Vicence passa outre de peur d'éterniser la discussion, le comte de Stadion prenant la parole dit que la lettre du négociateur français au comte de Metternich prouvant que Napoléon voulait sincèrement la paix, les plénipotentiaires des Alliés s'étaient décidés à lui présenter à la fois toutes leurs vues relativement à cet objet désiré, et donna lecture du projet de traité dont il a été fait mention plus haut.

L'art. 1er est relatif au rétablissement de la paix.

Par le 2e article, l'Empereur des Français renonçait pour lui et pour ses successeurs à la totalité des acquisitions faites par la France depuis le commencement de 1792, et en même temps à toute influence constitutionnelle directe ou indirecte hors de ses anciennes limites, par conséquent aux titres de Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, et Médiateur de la Confédération suisse.

Les hautes parties contractantes reconnaissaient formellement et solennellement par l'art. 3e le principe de la souveraineté, liberté et indépendance absolue de tous les Etats de l'Europe.

Par l'art. 4e, l'Empereur des Français reconnaissait formellement la reconstruction suivante des pays limitrophes de la France, savoir: l'Allemagne composée d'Etats indépendans, unis par un lien fédératif; l'Italie divisée en Etats indépendans, placés entre les possessions autrichiennes dans cette contrée et la France; la Hollande, sous la souveraineté de la maison d'Orange avec un accroissement de territoire; la Suisse, Etat libre et indépendant, sous la garantie de toutes les anciennes Puissances, la France y comprise; l'Espagne, sous la domination de Ferdinand VII dans ses anciennes limites.

Il reconnaissait de plus aux Puissances alliées le droit de déterminer, d'après les traités existans entre ces Puissances, les limites et rapports tant des pays cédés par la France que de leurs Etats entre eux, sans qu'elle pût aucunement y intervenir.

Par l'art. 5e, l'Angleterre consentait à restituer à la France, à l'exception des îles nommées *les Saintes* et de *Tabago*, toutes les conquêtes faites par elle sur la France pendant la guerre; et les Alliés s'engageaient à employer leurs bons offices pour décider la Suède et le Portugal à lui rendre la Guadeloupe et Cayenne.

L'Angleterre devait aussi par le même article restituer à la France tous les établissemens et factoreries conquises à l'est du cap de Bonne-Espé-

rance, à l'exception des îles de St.-Maurice, de Bourbon et de leurs dépendances, sous les conditions de n'y construire aucune fortification, et de n'y entretenir ni garnisons ni forces militaires quelconques, au-delà du nécessaire pour maintenir la police dans lesdits établissemens; enfin, d'y prohiber l'importation des esclaves. L'Angleterre à son tour devait posséder l'île de Malte en toute propriété.

L'art. 6e stipulait que l'Empereur des Français remettrait aussitôt après la ratification du traité, les forteresses des pays cédés et toutes celles encore occupées par ses troupes en Allemagne sans exception, et nommément la place de Mayence; dans 6 jours, celles de Luxembourg, Anvers, Berg-op-Zoom, Mantoue, Palma-Nova, Venise et Peschiera; dans 10 jours, celles de l'Oder et de l'Elbe, et dans 15, toutes les autres. Ces places devaient être remises dans l'état où elles se trouvaient avec leur artillerie, les munitions, etc., et les garnisons françaises n'en devaient sortir qu'avec armes et bagages et leurs propriétés particulières.

L'Empereur des Français devait également remettre, dans l'espace de 4 jours, aux armées alliées les places de *Besançon*, *Béfort* et *Huningue*, à titre de dépôt, jusqu'à ratification de la paix définitive.

Les art. 1er, 7e, 8e et 9e contenaient les dis-

positions relatives à la paix, à la cessation des hostilités, à la ligne de démarcation à établir entre les armées, à la ratification du traité préliminaire et à la signature d'un traité définitif.

Le duc de Vicence observa d'abord que le projet assimilait le titre de Roi d'Italie à celui de Protecteur et de Médiateur ; que le premier n'était point un titre de suprématie, mais de souveraineté ; que la renonciation de la France à toutes ses conquêtes n'entraînait nullement la renonciation à la couronne d'Italie ; mais on lui répondit que s'il fallait deux articles pour exprimer plus clairement cette renonciation, on les rédigerait.

Il demanda ensuite si l'on entendait, dans les arrangemens projetés pour l'Allemagne, restituer au roi de Saxe ses Etats ; si le roi de Westphalie, reconnu par toutes les Puissances du Continent, recouvrerait son royaume ou obtiendrait des indemnités, enfin si les droits du prince Eugène, comme héritier du royaume d'Italie, seraient reconnus dans le cas où Napoléon renoncerait à la couronne de ce royaume ; à quoi l'on répondit en citant l'art. 4e, portant que l'intervention de la France ne sera point admise dans la disposition des pays auxquels elle aura renoncé.

Une discussion fort longue n'ayant pas amené d'autres explications, le duc de Vicence demanda

alors qu'on lui laissât quelques jours pour examiner ce projet, ce qui lui fut accordé.

Le projet de paix est rejeté par Napoléon.

Le Ministre en adressa copie à l'Empereur, le suppliant de lui donner les bases du contre-projet qu'il se proposait de produire le plutôt possible, et lui fit pressentir que, pour parvenir à l'œuvre de la paix, il devait consentir à la cession de la Hollande, de la Belgique, du Piémont, de Mayence et d'une partie du Mont-Tonnerre, le conjurant de ne point confier à de nouveaux hasards les destinées d'un empire auquel un peu de modération rendrait en peu de temps sa force et sa splendeur.

Ce projet ne pouvait arriver dans une circonstance moins opportune. L'Empereur après avoir terrassé l'armée de Silésie, venait en deux combats de refouler la grande armée sur la rive gauche de la Seine. Il fut d'autant plus révolté de la dureté des conditions qu'on lui imposait, qu'ayant repris sur les Alliés l'ascendant de la victoire, il croyait décider en une seule bataille la grande question de l'intégrité de l'empire dans ses frontières naturelles. Craignant donc que son plénipotentiaire ne s'engageât dans une fausse démarche, il se hâta de lui retirer les pouvoirs illimités qu'il lui avait envoyés le 8, et le gourmanda de ne point donner aux négociations une autre tournure, lui faisant connaître par-là qu'il ne souscrirait point aux sacrifices exigés de lui, tant que la guerre lui of-

frirait quelques chances favorables. Telle était en effet son intention qui, au surplus, cessa d'être un mystère, lorsqu'en présence de plusieurs généraux il dit à l'agent diplomatique qui lui apporta le traité : *C'est par trop exiger ! Les Alliés oublient que je suis plus près de Munich qu'eux de Paris.*

Le duc de Vicence impatient de sortir de la fausse position où il se trouvait vis-à-vis des plénipotentiaires alliés, ne cessait de solliciter de nouvelles instructions ; mais Napoléon ne rompit le silence que pour lui donner connaissance de la lettre qu'il écrivait à l'empereur François, son beau-père, et l'entretenir de l'heureux effet qu'elle devait produire. Cette lettre, remplie de récriminations et de propositions captieuses, loin d'obtenir le résultat qu'il s'en promettait, resserra les liens de la coalition, en faisant naître des soupçons sur la sincérité du désir qu'il avait manifesté d'abord de signer promptement la paix. En effet, l'intérêt du présent, la crainte de l'avenir agissant sur les quatre Cours avec la même force, elles conclurent un nouveau traité d'alliance offensive et défensive contre la France, dont la durée fut fixée à 20 ans et même au-delà, s'il était nécessaire.

Traité de la quadruple alliance.

Par les art. 1 et 2, chacune des Puissances contractantes s'engage à poursuivre la guerre contre Napoléon avec tous ses moyens, et à ne point faire de paix séparée.

L'Angleterre, aux termes de l'art. 3, devait payer pour 1814 un subside de 5 millions sterlings, à répartir également et par douzièmes entre les trois autres puissances. Cet article stipulait en outre qu'on réglerait avant le 1er janvier de chaque année, la quotité des subsides à fournir ultérieurement.

Les art. 7 et 8 portaient, que dans le cas où l'une des parties contractantes serait menacée d'une attaque de la part de la France, les autres lui fourniraient, au plus tard deux mois après qu'elles en auraient été requises, un corps auxiliaire de 60 mille hommes. Toutefois l'Angleterre se réservait par l'art. 8, de fournir le contingent en troupes étrangères à sa solde, ou de payer un subside à raison de 20 liv. sterlings par fantassin, et 30 par cavalier.

Tandis que les Ministres d'Etat des Souverains alliés minutaient en fuyant à Chaumont le 1er mars, ce traité de quadruple alliance, leurs plénipotentiaires, dans une cinquième conférence, reprochaient le 28 février au négociateur français, de n'avoir pas encore répondu au projet sollicité avec tant d'instance.

5e Conférence. Les plénipotentiair. alliés demand. une réponse au projet de paix.

« Plusieurs jours, disaient-ils, s'étant écoulés » depuis que le projet des préliminaires d'une » paix générale a été présenté à M. le Plénipotentiaire de France, et aucune réponse n'ayant été » donnée ni dans la forme d'une acceptation, ni

» dans celle d'une modification dudit projet, LL. » MM. II. et RR. ont jugé convenable d'enjoindre » à leurs Plénipotentiaires, d'exiger de celui de » France une déclaration distincte et explicite de » son Gouvernement sur le projet en question.

» Les Plénipotentiaires des Cours alliées pen- » sent qu'il y a d'autant moins de motifs de délais » de la part du Gouvernement français, à l'égard » d'une décision sur les préliminaires proposés, » que le projet présenté par eux était basé en » substance sur une offre faite par M. le Pléni- » potentiaire de France dans sa lettre au prince » de Metternich, datée du 9 de ce mois, que » le Prince a soumise aux Cours alliées.

» De plus, les Plénipotentiaires des Cours al- » liées sont chargés de déclarer au nom de leurs » Souverains, qu'adhérant fermement à la sub- » stance des demandes contenues dans ces condi- » tions, qu'ils regardent comme aussi essentielles » à la sûreté de l'Europe, que nécessaires à l'ar- » rangement d'une paix générale, ils ne pourront » interpréter tout retard ultérieur d'une réponse » à leurs propositions, que comme un refus de la » part du Gouvernement français.

» En conséquence, les Plénipotentiaires des » Cours alliées prêts à se concerter avec M. le » Pénipotentiaire français au sujet du temps in- » dispensablement nécessaire pour communiquer » avec son Gouvernement, ont ordre de déclarer

» que si, à l'expiration du terme reconnu suffi-
» sant, et dont on sera convenu conjointement
» avec M, le Plénipotentiaire de France, il n'était
» pas arrivé de réponse qui fût en substance d'ac-
» cord avec la base établie dans le projet des
» Alliés, la négociation serait regardée comme
» terminée, et que les Plénipotentiaires des Cours
» alliées retourneraient au quartier-général. »

Après avoir consigné au protocole cette déclaration, le comte Stadion ajouta verbalement que ses collègues et lui étaient prêts à discuter, dans un esprit de conciliation, toutes les modifications du projet qui ne s'éloigneraient point des bases, mais qu'ils ne pourraient écouter de propositions qui en différassent essentiellement. Le duc de Vicence répondit à ces reproches, que les plénipotentiaires des Cours alliées ayant eu tout le temps de rédiger leur projet, ne devaient pas se plaindre de celui qu'il mettait à préparer le sien, d'autant qu'ils n'ignoraient pas par les nombreuses réclamations qu'il leur avait faites au sujet des retards qu'éprouvaient ses courriers, que les communications étaient lentes et difficiles; qu'ils savaient que depuis la remise du projet, les armées n'avaient cessé d'être en marche; et enfin que la France avait assez prouvé par tout ce qui précédait, qu'elle désirait ardemment la paix.

A l'égard de ce qui se rapportait dans la note à sa lettre au prince de Metternich, le duc de

Vicence répliqua que l'armistice qu'il avait demandé ayant été refusé, tout ce qu'elle contenait devait être regardé comme non avenu.

Pressé néanmoins de fixer un terme pour produire sa réponse ou le contre-projet, il fut forcé de promettre qu'il donnerait le 10 mars l'une ou l'autre.

En rendant compte à l'Empereur de cette séance embarrassante, et bien qu'il ignorât encore le traité de la quadruple alliance, il terminait en ces termes : « Voilà, Sire, quel est ici » l'état actuel des choses. V. M. gagnera encore, » j'espère, et a peut-être déjà gagné des batailles, » cela pourra donner une entière sûreté pour » la capitale ; mais je doute que les événemens » militaires puissent avoir maintenant une » grande influence sur les questions fondamen- » tales de la paix. Trop de pourparlers, d'ex- » plications, de délibérations et d'arrangemens » ont eu lieu entre les Alliés pour qu'ils ne » soient pas d'accord sur ces questions. Ces » Gens-ci me semblent même moins disposés à » se relâcher sur quelques points que mes der- » nières lettres à V. M. n'ont pu le lui faire sup- » poser. Si la réponse qu'il est probable qu'elle » aura reçue de l'Empereur d'Autriche, n'est pas » de nature à affaiblir l'impression qui doit na- » turellement résulter des déclarations des Plé- » nipotentiaires alliés et de tout ce que je vois

» et entends depuis quelques jours, je ne vois » pas qu'il puisse rester aucun espoir de faire, » quant à présent du moins, la paix autrement » qu'à des conditions bien différentes des bases » de Francfort. Les plénipotentiaires demandent » une déclaration distincte et explicite sur le » projet qu'ils m'ont remis. J'attends les ordres » de V. M. »

L'Empereur envoie au duc de Vicence une note qu'il ne remet point

Napoléon reçut cette dépêche le 2 mars à La-Ferté-sous-Jouarre, au moment même où il croyait porter le dernier coup à l'armée de Silésie. Aussi sa réponse, loin d'être conforme aux vœux de son ministre, portait-elle l'empreinte de ses espérances. Quittant donc le ton modéré qu'il avait eu jusqu'alors, il lui envoya une note, où, après avoir protesté de nouveau qu'il était disposé à réduire l'empire dans ses frontières naturelles, il invoquait la présence au congrès de toutes les Puissances belligérantes, non pas tant, ajoutait le duc de Bassano, pour insister sur cette clause que pour gagner du temps et obtenir des éclaircissemens sur la constitution future de l'Europe. Cette note parut au duc de Vicence plus propre à décider une rupture, qu'à procurer les renseignemens désirés, et il n'en fit pas la remise. Revenant donc sur tout ce qu'il avait exposé depuis 8 jours, il exprimait sa perplexité le 6 mars à l'Empereur, en ces termes :

« Sire, la question qui va se décider est si im-

» portante, elle peut avoir en un instant tant
» de fatales conséquences, que je regarde comme
» un devoir de revenir encore, au risque de lui
» déplaire, sur ce que j'ai mandé si souvent à
» V. M. Il n'y a point de faiblesse dans mon opi-
» nion, Sire; mais je vois tous les dangers qui
» menacent la France et le trône de V. M., et
» je la conjure de les prévenir. Il faut des sacri-
» fices, il faut les faire à temps. Comme à Pra-
» gue, si nous n'y prenons garde, l'occasion va
» nous échapper. La circonstance actuelle a plus
» de ressemblance avec celle-là, que V. M. ne le
» pense peut-être. A Prague, la paix n'a pas été
» faite et l'Autriche s'est déclarée contre nous,
» parce qu'on n'a pas voulu croire que le temps
» fixé fût de rigueur. Ici la négociation va se rom-
» pre, parce qu'on ne se persuade pas qu'une
» question d'une si grande importance puisse
» tenir à telle ou telle réponse que nous ferons,
» et à ce que cette réponse soit faite avant tel
» ou tel jour. Cependant, plus je considère ce
» qui se passe, plus je suis convaincu que si nous
» ne remettons pas le contre-projet demandé,
» et qu'il ne contienne pas des modifications aux
» bases de Francfort, tout est fini. J'ose le dire
» comme je le pense, Sire, ni la puissance de
» la France, ni la gloire de V. M., ne tiennent
» à posséder Anvers ou tels autres points des
» nouvelles frontières.

» Cette négociation, j'ose le répéter, ne ressemble à aucune autre. Elle est même totalement l'opposée de toutes celles que V. M. a dirigées jusqu'ici. Nous sommes bien loin de pouvoir dominer; ce n'est qu'en suivant avec patience et modération la marche établie que nous pouvons espérer d'atteindre le but. Nous écarter de notre marche, serait tout perdre. Les Anglais, à cause de leur responsabilité, les hommes haineux qui sont ici pour satisfaire leurs passions, aimeront certainement mieux rompre que de revenir aux bases qu'ils ont écartées; que d'entamer même les discussions en partant de ce point.

» La négociation une fois rompue, que V. M. ne croie pas la renouer comme on a pu le faire en d'autres occasions: on ne veut qu'un prétexte, et faute de nous décider à prendre le parti qu'exige les circonstances, tout nous échappera sans que l'on puisse prévoir quand et comment on pourra revenir à des voies de conciliation.

» Je supplie V. M. de réfléchir à l'effet que fera en France la rupture des négociations, d'en peser toutes les conséquences. Elle me rendra encore assez de justice pour penser que pour lui écrire comme je le fais, il faut porter au plus haut degré la conviction que ce moment va décider des plus chers intérêts de V. M. et de ceux de mon pays. »

A ces motifs tirés des considérations générales, le duc de Vicence en ajouta de bien plus puissans; il informa l'Empereur d'une visite qu'il avait reçue d'un agent diplomatique de l'Autriche, chargé par le prince Metternich de lui faire des reproches de la lettre de Napoléon à son Souverain, et l'engager à lui démontrer la nécessité de conclure la paix au plus vîte, en lui déclarant que son auguste maître avait tout tenté jusqu'alors pour éviter que les choses en vinssent à cette extrémité, mais qu'il ne répondait plus de rien, et qu'il lui faisait tenir cet avis uniquement pour n'avoir pas à se reprocher de l'avoir laissé dans l'incertitude.

Napoléon reçut ces communications le lendemain de la bataille de Craone, et quoiqu'alors il vît le peu de fruit qui en résultait et fût informé de l'évacuation de Troyes par le duc de Tarente, il n'en persista pas moins à vouloir traiter, à peu de choses près, d'après les bases de Francfort. Le duc de Bassano manda donc le 8 de sa part au duc de Vicence, que les matériaux du contre-projet à présenter devaient se prendre dans la communication faite à M. de St.-Aignan. L'Empereur proposait la cession du Brabant-Hollandais, de Wesel, de Cassel, de Kehl et du Thalweg du Rhin, et quelques changemens aux bases de Francfort pour ce qui regardait l'Italie. Il ne voulait pas rendre Mayence, mais il con-

Réponse de l'Empereur au projet des Alliés.

sentait à ce qu'il fût démoli, pourvu que Cassel le fût aussi; enfin il n'attachait aucune importance aux colonies, et la perte des îles de France et de Bourbon n'aurait point été un obstacle à la paix. Au surplus, ces propositions n'étaient que son premier mot, et non son *ultimatum;* mais si le premier mot des Alliés était leur *ultimatum*, la négociation devait être rompue.

Cependant ces nouvelles instructions n'étant pas encore parvenues le 10 au duc de Vicence, il fit lecture à la séance d'une note dont le fonds était tiré de celle que l'Empereur lui avait adressée le 2.

6e Conférence. Réponse dilatoire du duc de Vicence au projet.

Cette note excita une discussion très-vive. Les Plénipotentiaires alliés soutinrent qu'elle n'était qu'une réponse à leur projet, et non un contre-projet, mirent en question s'ils pouvaient la recevoir, et furent sur le point de rompre la négociation. Le Ministre français, en vue de détourner l'orage, déclara alors verbalement que Napoléon renoncerait par le traité à conclure à tout titre exprimant des rapports de souveraineté, de suprématie, protection ou influence constitutionnelle sur les pays hors des limites de la France, et reconnaîtrait l'indépendance de l'Espagne dans ses anciennes limites sous la souveraineté de Ferdinand VII; celle de l'Italie, de l'Allemagne, de la Suisse, sous la garantie des grandes Puissances, et de la Hollande sous la

souveraineté du prince d'Orange. Il déclara en outre que si, pour écarter des causes de mésintelligence, rendre l'union plus étroite et la paix plus durable entre la France et l'Angleterre, des cessions de la part de la première, au-delà des mers, pouvaient être jugées nécessaires, elle serait prête à les faire moyennant un équivalent raisonnable. Les plénipotentiaires alliés répondirent que toutes ces propositions ne résolvaient pas plus la question que la note présentée, et les prirent seulement pour en référer (*ad referendum*).

Le 13 mars, il y eut une nouvelle conférence, et les négociateurs alliés l'ouvrirent en consignant au protocole la déclaration suivante.

7e Conférence. Le Plénipotentiaire français est sommé de répondre s'il accepte ou refuse le projet.

« Les plénipotentiaires des Cours alliées ont » pris en considération le mémoire présenté par » M. le duc de Vicence dans la séance du 10 mars, » et la déclaration verbale dictée par lui au pro- » tocole de la même séance ; ils ont jugé la pre- » mière de ces pièces être de nature à ne pouvoir » être mise en discussion sans entraver la marche » de la négociation.

» La déclaration de M. le Plénipotentiaire de » France ne contient que l'acceptation de quel- » ques points du projet de traité remis par les Plé- » nipotentiaires des Cours alliées, dans la séance » du 17 février ; elle ne répond ni à l'ensemble » ni à la majeure partie des articles de ce projet, » et elle peut bien moins encore être regardée

» comme un contre-projet renfermant la sub-
» stance des propositions faites par les Puissances
» alliées.

» Les Plénipotentiaires des Cours alliées se
» voient donc obligés d'inviter M. le duc de Vi-
» cence à prononcer, s'il compte accepter ou
» rejeter le projet de traité présenté par les
» Cours alliées, ou bien remettre un contre-
» projet. »

Le négociateur français répondit à cette injonction que son mémoire discutant toutes les questions, accélérait la marche des négociations loin de l'entraver, que sa déclaration du 10, renfermant le consentement de la France à la majeure partie des sacrifices exigés d'elle, on ne pouvait réellement l'accuser de n'avoir pas répondu d'une manière distincte et explicite; que cette déclaration contenait en substance la plus grande partie des articles du contre-projet demandé; que tous les autres étant susceptibles de modifications, il était prêt à entrer en discussion. Il représenta, mais vainement, que les Alliés n'ayant point donné leur *ultimatum*, il n'apportait pas le sien, et qu'une discussion était d'une nécessité indispensable pour amener à conciliation; on lui déclara en séance comme hors de séance que si le contre-projet demandé s'éloignait trop des bases établies, les négociations cesseraient sur-le-champ.

Cette séance orageuse suspendue à 5 heures et reprise à 9, n'aboutit qu'à donner au Plénipotentiaire français un délai de 24 à 36 heures pour présenter son contre-projet.

Instructions des souverains à leurs plénipotentiaires.

Cependant les Souverains alliés informés de l'échec essuyé par Napoléon devant Laon, dans les journées du 9 et du 10, prirent la résolution de terminer au plus vîte les négociations, et chargèrent leurs ministres de rédiger dans cette vue des instructions précises et communes aux plénipotentiaires.

D'après ce qui venait d'être arrêté dans la séance du 13, il pouvait arriver, ou que le contre-projet présenté par le Plénipotentiaire de France fût jugé à l'unanimité renfermer la substance des bases posées par les Alliés, ou s'en écarter, ou enfin qu'il s'établît une divergence d'opinion entre les Plénipotentiaires alliés sur l'une ou l'autre de ces questions.

Dans aucun cas, ils ne devaient s'expliquer séance tenante sur la valeur qu'ils attribuaient au contre-projet, mais se réunir à huis-clos pour l'examiner. Dans la première hypothèse, la négociation rentrait dans les voies ordinaires; dans la seconde au contraire, ils devaient demander le jour même une conférence pour déclarer au Plénipotentiaire français qu'ils ne pouvaient même prendre son contre-projet *ad referendum*, et regardaient la négociation comme rompue.

Dans le cas où sur cette déclaration le duc de Vicence effrayé eût offert de présenter un autre projet, ils étaient autorisés à suspendre l'insertion de leur déclaration au protocole jusqu'après la remise du nouveau contre-projet, pourvu qu'elle dût avoir lieu dans la journée.

Les Plénipotentiaires devaient envoyer dans la troisième hypothèse le projet français aux Cours réunies à Bar-sur-Aube, et se borner à prévenir le duc de Vicence qu'ils lui demanderaient dans les 24 heures une conférence,pour déposer leur réponse au protocole.

Si après le refus des Plénipotentiaires alliés de prendre même *ad referendum* son contre-projet, le duc de Vicence leur proposait de présenter leur *ultimatum*, ils devaient lui déclarer qu'il se trouvait dans les bases du projet de traité présenté par eux, sauf les modifications ne portant pas atteinte à sa substance même, et qu'ils auraient discutées dans un esprit de conciliation.

Ces réponses données, les Plénipotentiaires devaient se rendre sur-le-champ au quartier-général, après avoir prévenu le duc de Vicence que les négociations ne pourraient être reprises qu'autant que son maître y porterait sans retard de nouvelles ouvertures en réponse à leur déclaration finale, et conformes au projet remis par eux le 17 février.

De son côté le duc de Vicence passa toute la

nuit à convertir sa note verbale en un traité définitif de 29 articles, forme qui avait le grand avantage d'écarter toutes les questions de la remise des places, et d'accélérer l'évacuation du territoire français.

8e Conférence. Contre-projet présenté par le plénipotentiaire français

Enfin, dans la séance du 15 mars, il en donna lecture aux Plénipotentiaires assemblés.

Le 1er article est, comme à l'ordinaire, exclusivement relatif au rétablissement de la paix entre les Puissances contractantes. Les 2e et 3e stipulaient les renonciations de Napoléon comme Empereur à tous droits de souveraineté et de possession sur les Provinces illyriennes, sur les territoires au-delà des Alpes, l'île d'Elbe exceptée, et les départemens français de la rive droite du Rhin. Par le 4e, il renonçait en faveur du prince Eugène, à la couronne du royaume d'Italie dont l'Adige devait former la limite du côté de l'Autriche. Les munitions, magasins, arsenaux, vaisseaux armés ou non armés, etc., appartenant à la France et déposés dans les villes et places rétrocédées lui étaient réservés aux termes de l'art. 17e.

L'Empereur reconnaissait par l'art. 7 l'indépendance de la Hollande, sous la souveraineté d'un prince de la maison d'Orange avec un accroissement de territoire, à condition qu'il ne porterait point une couronne étrangère ; l'indépendance des Etats de l'Allemagne unis par un lien fédératif; celle de la Suisse, sous la garantie

de toutes les hautes Puissances; celle de l'Italie et de chacun des princes entre lesquels elle se trouvait ou devait être divisée; enfin l'indépendance et l'intégrité de l'Espagne, sous la domination de Ferdinand VII.

Le Pape, et le roi de Saxe devaient rentrer, d'après les art. 7 et 10, dans la possession de leurs états; la princesse Elisa et le prince de Wagram conserver, d'après les art. 8 et 9, les principautés de Lucques et de Neuchâtel; l'art. 11 portait que le grand-duc de Berg rentrerait en possession de son duché.

Les villes de Bremen, Hambourg, Lubeck, Dantzig et Raguse, étaient déclarées libres par l'art 12.

Les 15e et 25e relatifs aux restitutions des colonies que l'Angleterre devait faire à la France, annonçaient que celle-ci était prête à consentir, moyennant un équivalent raisonnable, à la cession de celles que l'Angleterre avait témoigné le désir de conserver, à l'exception des Saintes qui dépendent nécessairement de la Guadeloupe.

Les 13e et 14e portaient que les Iles Ioniennes passeraient en toute propriété au royaume d'Italie, et que Malte resterait à l'Angleterre.

L'art. 16e proposait l'ouverture d'un congrès spécial pour régler le sort des pays auxquels l'Empereur renonçait, les indemnités à donner aux rois et princes dépossédés.

Les 22e et 23e étaient relatifs à la cessation des hostilités.

Le 24e déterminait le mode d'évacuation du territoire de l'Empire et de cession des places encore occupées par les Français. Le 3e jour après l'échange du traité les troupes alliées les plus éloignées, et le 5e, les plus rapprochées des frontières, devaient commencer à se retirer par le chemin le plus court, et faisant 15 myriamètres par chaque dix jours, de sorte qu'en 40 jours au plus tard il n'en restât plus sur le territoire de l'Empire.

Immédiatement après l'échange des ratifications, les places de Palma-Nova, Venise, Custrin et Glogaw eussent été remises aux Alliés, ainsi que celles encore occupées en Espagne, aux Espagnols; Hambourg, Magdebourg et les citadelles d'Erfurt et de Wurtzbourg ne devaient l'être que lorsque la moitié du territoire français eût été évacuée; toutes les autres places, après l'évacuation totale.

Le 27e art. stipulait le renvoi des prisonniers sans rançon. Le reste du traité ne contenait, ou comme l'art. 5, que des énonciations de principes, ou comme les art. 18, 19, 20, 21, 26, 28 et 29, que des clauses relatives à des intérêts particuliers, au cérémonial, aux dettes des pays cédés, à l'accession des Etats non contractans et à la ratification du traité.

Conformément à leurs instructions, les Pléni-

potentiaires alliés déclarèrent que la pièce dont il venait de leur être donné communication, était d'une trop haute importance pour qu'ils pussent y répondre séance tenante, et prévinrent le négociateur français qu'ils se réservaient de lui proposer une conférence ultérieure.

9e Conférence. Déclaration des Alliés.

Cette conférence eut lieu le 18 mars, et les Plénipotentiaires alliés firent par ordre et au nom de leurs Souverains la déclaration ci-après :

« L'Europe alliée contre le gouvernement » français ne vise qu'au rétablissement de la paix » générale, continentale et maritime ; cette paix » seule peut assurer au monde un état de repos » dont il se voit privé depuis une si longue suite » d'années ; mais cette paix ne saurait exister » *sans une juste répartition de forces entre les* » *Puissances*. »

» Aucune vue d'ambition ni de conquêtes n'a » dicté la rédaction du traité remis au nom des » Puissances alliées dans la séance du 17 février » dernier. Et comment admettre de pareilles vues » dans des rapports établis par l'Europe entière » dans un projet d'arrangement présenté à la » France par la réunion de toutes les Puissances » qui la composent ?

» La France en rentrant dans les dimensions » qu'elle avait en 1792, reste, par la centralité » de sa position, sa population, les richesses de » son sol, la nature de ses frontières, le nombre

» et la distribution de ses places de guerre, sur
» la ligne des Puissances les plus fortes du con-
» tinent. Les autres grands corps politiques, en
» visant à leur reconstruction sur une échelle
» de proportion conforme à l'établissement d'un
» juste équilibre, en assurant aux Etats inter-
» médiaires une existence indépendante, prou-
» vent par le fait quels sont les principes qui les
» animent. Il restait cependant une condition
» essentielle au bien-être de la France à régler.
» L'étendue de ses côtes donne à ce pays le droit
» de jouir de tous les bienfaits du commerce ma-
» ritime; l'Angleterre lui rend ses colonies, et
» avec elles,son commerce et sa marine : l'Angle-
» terre fait plus, loin de prétendre à une domi-
» nation exclusive des mers incompatible avec
» un système d'équilibre politique, elle se dé-
» pouille de la presque totalité des conquêtes
» que la politique, suivie depuis tant d'années
» par le gouvernement français lui a values. Ani-
» mée d'un esprit juste et de libéralité digne d'un
» grand peuple, l'Angleterre met dans la balance
» de l'Europe des possessions dont la conserva-
» tion lui assurait pour long temps encore cette
» domination exclusive. En rendant à la France
» ses colonies, en portant de grands sacrifices
» à la reconstruction de la Hollande, que l'élan
» national de ses peuples rend digne de ré-
» prendre sa place parmi les Puissances de l'Eu-

» rope, elle ne met qu'une condition à ces sa-
» crifices: elle ne se dépouillera de tant de gages
» qu'en faveur du rétablissement d'un véritable
» système d'équilibre politique; elle ne s'en dé-
» pouillera qu'autant que l'Europe sera véritable-
» ment pacifiée, qu'autant que l'état politique du
» Continent lui offrira la garantie qu'elle ne fait
» pas d'aussi importans sacrifices en pure perte,
» et que ces cessions ne tourneront pas contre
» l'Europe et contre elle-même.

» Tels sont les principes qui ont présidé au con-
» seil des Souverains alliés, à l'époque où ils ont
» entrevu la possibilité d'entreprendre la grande
» œuvre de la reconstruction politique de l'Eu-
» rope. Ces principes ont reçu tous leurs déve-
» loppemens; et ils les ont prononcés le jour où
» les succès décidés de leurs armes ont permis
» aux Puissances du continent d'en assurer l'effet,
» et à l'Angleterre de préciser les sacrifices qu'elle
» place dans la balance de la paix.

» Ces principes paraissent avoir été trouvés
» justes par le gouvernement français à l'époque
» où il croyait sa capitale menacée par les ar-
» mées alliées à la suite de la bataille de Brienne.
» Le Plénipotentiaire français n'admit pas seule-
» ment, par une démarche confidentielle, les
» limites de la France telles qu'elles avaient été
» en 1792, comme base de pacification, il offrit
» même la remise immédiate de places dans les

» pays cédés, comme gages de sécurité pour les
» Alliés, dans le cas que les Puissances voulussent accéder sur-le-champ à un armistice.
» Les Puissances donnèrent une preuve de leur
» désir de voir l'Europe pacifiée dans le plus
» court délai possible, en se prononçant pour la
» signature immédiate des préliminaires de la
» paix. Mais il avait suffi de quelques succès apparens pour faire changer les dispositions du
» gouvernement français.

» Le contre-projet présenté par M. le Plénipotentiaire français part d'un point de vue entièrement opposé. La France, d'après ses conditions garderait une force territoriale infiniment plus grande que le comporte l'équilibre
» de l'Europe; elle conserverait des positions
» offensives et des points d'attaque au moyen
» desquels son gouvernement a déjà effectué tant
» de bouleversemens : les cessions qu'elle ferait
» ne seraient qu'apparentes. Les principes avoués
» à la face de l'Europe par le Souverain actuel de
» France, et l'expérience de plusieurs années ont
» prouvé que des Etats intermédiaires, sous la
» domination des membres de la famille régnante
» en France, ne sont indépendans que de nom.
» En déviant de l'esprit qui a dicté les bases du
» projet du traité du 17 février, les Puissances
» n'eussent rien fait pour le salut de l'Europe;
» Les efforts de tant de nations réunies pour une

» même cause seraient perdus ; la faiblesse des » cabinets tournerait contre eux et contre leurs » peuples ; l'Europe et la France même devien- » draient bientôt victimes de nouveaux déchire- » mens. L'Europe ne ferait pas la paix, mais elle » désarmerait.

» Les Cours alliées considérant que le contre- » projet présenté par M. le Plénipotentiaire de » France ne s'éloigne pas seulement des bases de » paix proposées par elles, mais qu'il est essen- » tiellement opposé à leur esprit, et qu'ainsi » il ne remplit aucune des conditions qu'elles » ont mises à la prolongation des négociations » de Châtillon, elles ne peuvent reconnaître » dans la marche suivie par le gouvernement » français, que le désir de traîner en longueur » des négociations aussi inutiles que compro- » mettantes; inutiles, parce que les explications » de la France sont opposées aux conditions que » les Puissances regardent comme nécessaires » pour la reconstruction de l'édifice social à la- » quelle elles consacrent toutes les forces que » la Providence leur a confiées ; compromet- » tantes, parce que la prolongation de stériles né- » gociations ne servirait qu'à induire en erreur » et à faire naître aux peuples de l'Europe le » vain espoir d'une paix qui est devenue le pre- » mier de leurs besoins.

» Les Plénipotentiaires des Cours alliées sont

» chargés en conséquence de déclarer que, fi-
» dèles à leurs principes et en conformité avec
» leurs déclarations antérieures, les Puissances
» alliées regardent les négociations entamées à
» Châtillon, comme terminées par le gouver-
» nement français; ils ont ordre d'ajouter à cette
» déclaration celle que les Puissances alliées in-
» dissolublement unies pour le grand but, qu'a-
» vec l'aide de Dieu elles espèrent atteindre, ne
» font pas la guerre à la France; qu'elles re-
» gardent les justes dimensions de cet Empire,
» comme une des premières conditions d'un état
» d'équilibre politique; mais qu'elles ne poseront
» pas les armes, avant que leurs principes n'aient
» été reconnus et admis par son gouvernement. »

Le duc de Vicence, forcé d'improviser une réponse à une déclaration minutée à loisir dans le conseil des Souverains, répondit le lendemain : 10e et dernière Conférence. Déclaration du plénipotentiaire français.

« Que la France sur qui pèsent tous les maux
» de la double guerre continentale et maritime,
» doit désirer, et désire plus que qui que ce soit,
» la double paix qui doit la finir, et que son vœu
» sur ce point ne peut pas même être l'objet
» d'un doute.

» Que la volonté de la France de concourir
» à l'établissement d'un juste équilibre en Europe,
» est prouvée par la grandeur des sacrifices aux-
» quels elle a déjà consenti; qu'elle ne s'est pas

» bornée à invoquer ou à reconnaître le prin-
» cipe, mais qu'elle agit en conformité.

» Que le projet des Alliés ne parle que des
» sacrifices demandés à la France, nullement de
» leur emploi, et qu'il ne donne aucun moyen
» de connaître quelle sera la répartition des
» forces entre les Puissances, et qu'il a même été
» rédigé dans le dessein formé que la France
» ignorera cette répartition.

» Que sans taxer d'ambition aucune des Cours
» alliées, il ne peut cependant s'empêcher de re-
» marquer que la plus grande partie des sacrifices
» que la France aura faits, devra tourner à l'ac-
» croissement individuel du plus grand nombre
» d'entr'elles, sinon de toutes.

» Que si, pour donner une preuve de plus de
» son esprit de conciliation, et pour arriver plus
» promptement à la paix, la France a consenti
» à ce que les quatre Cours alliées négociassent
» tant pour elles-mêmes que pour l'universalité
» des Etats engagés avec elles dans la présente
» guerre, elle ne peut néanmoins admettre, ni
» de fait ni de droit, que la volonté de ces quatre
» Cours soit la volonté de toute l'Europe.

» Que les observations remises dans la séance
» du 10 mars, embrassant l'ensemble et tous les
» détails du projet des Alliés, examinant les
» principes sur lesquels ils reposent et leur ap-
» plication, était une véritable réponse à ce pro-

» jet, réponse pleine de modération et d'égards,
» et qu'il était d'autant plus nécessaire de discuter, que ce n'est qu'après être demeuré d'accord sur les principes, qu'on peut s'accorder sur les conséquences.

» Que la note verbale du même jour touchait si bien au fond des arrangemens des Alliés, qu'elle était un consentement à plus des $\frac{6}{7}$ des sacrifices qu'ils demandaient.

» Que la déclaration de ce jour dit et répète que l'Angleterre rend à la France ses colonies, mais que par le projet du 17 février, l'Angleterre garde ou ne rend point les seules qui aient quelque valeur.

» Qu'en affirmant que la France veut garder une étendue de territoire plus grande que ne le comporte l'équilibre de l'Europe, on pose en fait ce qui est en question, et l'on affirme sans preuve le contraire de ce que les observations du 10 mars établissent et prouvent par des faits et des raisonnemens qu'on a refusé de discuter, et le contraire de ce que les Souverains alliés pensaient, proposaient et déclaraient au mois de novembre dernier.

» Que si l'Angleterre prouve sa modération par les restitutions qu'elle promet à la Hollande, la France ne prouve pas moins son désir sincère de la paix, en promettant aussi pour la Hollande un accroissement de territoire.

» Qu'on a sûrement oublié que la renonciation » de l'Empereur au royaume d'Italie en faveur » du Vice-Roi, est en faveur d'un prince qui » appartient autant à l'Allemagne par ses liens » de famille, qu'à la France.

» Que le grand-duché de Berg appartient tout » entier au système fédératif de l'Allemagne pro- » posé par les Alliés; et que quant à Lucques et » Piombino, on peut à peine leur donner le nom » d'États.

» Qu'ainsi loin d'être essentiellement opposé à » l'esprit du projet des Cours alliées, le contre- » projet français est plus conforme à cet esprit » qu'il n'était peut-être même naturel de l'at- » tendre, lorsqu'il ne s'agissait encore que d'un » premier pas vers le but de la négociation.

» Qu'en effet, le projet des Cours alliées et » le contre-projet français n'ont pu être consi- » dérés autrement que comme établissant, de part » et d'autre, des points de départ pour arriver » de là au but qu'on se propose réciproquement » d'atteindre, par une gradation de demandes et » de concessions alternatives et mutuelles, sou- » mises à une discussion amiable sans laquelle il » n'existe point de véritable négociation; qu'une » preuve du désir bien sincère que la France a » d'arriver à la paix, c'est que par le contre-pro- » jet du 15 mars, elle s'est d'elle-même placée, du » premier mot, bien en-deçà de ce que les bases

» proposées par les Cours alliées il y a quatre » mois, et qu'elles déclaraient alors être celles » qui constituent l'équilibre de l'Europe, l'au» torisaient à demander; qu'il n'a cessé d'offrir » et de réclamer, et qu'au lieu de cela on lui » annonce une rupture, comme pour prévenir » toute discussion.

» Il déclare en conséquence que bien loin que » la rupture puisse être imputée à son gouver» nement, il ne peut considérer encore sa mis» sion de paix comme terminée; qu'il doit at» tendre les ordres de sa Cour, et qu'il est, » comme il l'a précédemment déclaré, prêt à » discuter dans un esprit de conciliation toute » modification des projets respectifs proposée » ou demandée par MM. les Plénipotentiaires des » Cours alliées; qu'il espère qu'ils voudront bien » en rendre compte à leurs cabinets, et que, » pour donner un témoignage de leurs disposi» tions personnelles, pour arriver à la paix qui est » le vœu du monde, ils attendront les réponses » de leurs Cours.

» Il déclare en outre que son gouvernement » est toujours prêt à continuer la négociation ou » à la reprendre, de la manière et sous la forme » qui pourra amener le plus promptement pos» sible la cessation de la guerre.

» Se résumant enfin, il regrette que la conduite » de MM. les Plénipotentiaires alliés en refusant

» constamment, malgré ses instances réitérées, » d'entrer en discussion avec lui, tant sur leur » propre projet que sur le sien, ait été jusqu'à » ce moment même si complètement en oppo- » sition avec la déclaration qu'ils relatent, et à » l'égard de ce qui est dit relativement à la dé- » marche confidentielle faite par lui le 9 février » que l'Europe jugera qui de son gouvernement » ou des Souverains alliés l'on peut à juste titre » accuser d'avoir manqué de modération. En sus- » pendant sans cause avouée la négociation, et » rejetant avec la condition qui y était mise sa » proposition, les Puissances alliées ont prouvé » que dans cette circonstance, comme dans tout » ce qui a précédé, elles ont constamment placé » leurs vues sous l'influence illimitée des événe- » mens, loin de tendre comme elles le disent, » avec justice et modération, au rétablissement » du véritable équilibre de l'Europe. »

Ainsi fut rompu, après l'échange de ces notes, le congrès de Châtillon, ouvert seulement pour la forme, et où il était impossible de s'entendre jamais, puisqu'on y arrivait de part et d'autre avec des prétentions si opposées et une volonté si prononcée d'en rien rabattre.

Traité simulé de Napoléon avec le Pape.

Au moment même où les négociations pour la paix générale se poursuivaient à Châtillon, l'Empereur préférant encore rendre le patrimoine de Saint-Pierre à son légitime successeur que de le

voir tomber entre les mains du roi de Naples ou des Autrichiens, fit de nouvelles tentatives auprès du Pape pour conclure un arrangement avec lui; mais Pie VII conserva aux derniers jours de sa captivité autant de fermeté que dans les premiers. Continuellement en garde contre les propositions cauteleuses de Napoléon, il n'avait point oublié la publication irrégulière du concordat surpris à sa bonne foi dans le mois de janvier 1813, et toutes les représentations du cardinal Maury, de l'archevêque de Bourges, de l'évêque d'Evreux, ne purent le déterminer à souscrire à une paix qui ne lui rendît pas avec la souveraineté de ses Etats, l'intégrité de ce qu'il appelle ses droits spirituels. Cependant, quoiqu'il fût à la connaissance de tout le monde qu'il eût quitté Fontainebleau le 23 janvier, sans avoir accédé à aucune proposition, et qu'il voyageât moins en Souverain qu'en prisonnier, le Moniteur publia, sous la date du 10 mars, un traité par lequel Napoléon rendait à S. S. les départemens de Rome et de Trasimène, à condition qu'elle lui abandonnerait le reste des Etats ecclésiastiques; mais personne ne fut dupe de cette supercherie, et peu de jours après, par un concours singulier de circonstances, Joachim, qui les convoitait aussi ardemment que son beau-frère, se fit encore honneur de les remettre intacts au Pape.

Ainsi l'Empereur ne recueillit de ses ouvertures

et de ses négociations que la certitude d'avoir perdu tous les avantages qui procèdent de la force et de la loyauté, et de n'inspirer désormais aucune crainte à ses ennemis.

Plan de restauration proposé par l'Angleterre.

Ce fut vers cette époque que le cabinet de Londres commença à dérouler le plan dans la connaissance duquel il avait initié la Russie depuis l'ouverture de la campagne, et qui consistait à replacer la famille des Bourbons sur le trône de France. On en avait fait une espèce de mystère à la cour de Vienne, tant qu'on parut vouloir traiter avec Napoléon; mais dès qu'on eut amené les choses au point de rendre la rupture du congrès inévitable, on fit entrevoir à l'Empereur d'Autriche que la France ne pourrait être ramenée dans ses anciennes limites, qu'autant que le rétablissement de la maison de Bourbon, en imprimant un mouvement contraire à l'esprit de conquête dont la nation paraissait animée comme son chef, la disposerait à un sacrifice si pénible à son orgueil; ajoutant qu'il serait difficile de favoriser ses projets d'agrandissement en Italie s'il n'adoptait franchement cette voie expéditive, de concilier l'intérêt général des Puissances avec le sien. Ces communications donnèrent à réfléchir à François II; et s'il importait à sa dignité de conserver un trône à sa fille, il lui parut bien plus avantageux de rentrer en possession des belles provinces dont il avait été dépouillé. Faisant donc

taire dans son cœur les sentimens paternels qui s'élevaient en faveur de l'infortunée Marie-Louise, il consentit à l'offrir une seconde fois en holocauste, pour obtenir ce que ses armes n'avaient pu gagner en quinze campagnes.

Les Souverains alliés d'accord sur ce point essentiel, lord Castlereagh se hâta d'en informer le comte d'Artois, auquel il n'avait pas été jusqu'alors permis de dépasser Vezoul, et qui vint aussitôt s'établir à Nancy, afin d'y attendre plus aisément l'issue des événemens militaires, et d'être à portée de réunir auprès de lui tous les partisans de sa maison.

Tel était l'état général des affaires politiques au 24 mars. Non-seulement les Souverains alliés avaient rompu les négociations avec Napoléon, mais encore pris l'engagement de poursuivre la guerre jusqu'à ce qu'ils l'eussent détrôné.

Pour retarder cette catastrophe, il ne lui restait que 50 mille hommes, divisés en deux corps principaux, séparés par des masses formidables, et qu'il n'aurait pu réunir que sous Paris en renonçant à l'instant au projet de manœuvrer sur les derrières de la grande armée. Cependant cette marche, toute praticable qu'elle fût, n'était pas certaine dans son résultat, car de Saint-Dizier à Paris, par la rive droite de la Seine, il y a plus de 26 myriamètres, et si les troupes conservaient encore leur brillant courage et cette fierté de ca- Situation intérieure de l'Empire.

ractère qui décident de la victoire au moment de l'action, hors du champ de bataille ces qualités nationales ayant peine à se soustraire aux atteintes, de jour en jour plus accablantes, de la faim, du froid et de la fatigue, ne leur auraient peut-être pas permis d'opérer à temps leur jonction devant la capitale.

La situation intérieure de l'Empire n'avait rien de rassurant en de telles conjonctures. Les places fortes du nord et de l'est étaient encore intactes; mais les garnisons qu'elles renfermaient, à peine suffisantes pour les défendre contre un coup de main, dépourvues de munitions de guerre et de bouche, n'étaient point susceptibles de soutenir des siéges réguliers, et moins encore de tenir la campagne, puisqu'elles se composaient en grande partie de gardes nationales ou bien de conscrits presque nus et de vétérans éclopés. D'un autre côté, l'occupation de Bordeaux par les Anglais exigeant la création d'un nouveau corps d'armée sur la Gironde, allait priver celui du Rhône de 6 mille hommes qui lui étaient destinés, et enlever à la grande armée le peu de ressources qu'elle eût pu tirer des départemens du midi. Déjà le comte Decaen, parti en poste, avait ordre de réunir toutes les troupes que les généraux L'Huillier, Rivaud et Despeaux avaient rassemblées dans les 11e, 12e et 20e divisions militaires, d'accélérer l'organisation des gardes nationales

de la levée en masse de ces trois divisions, de les faire entrer en ligne, et de combiner ses opérations avec le duc de Dalmatie, pour tâcher de reprendre Bordeaux et chasser l'ennemi du département de la Gironde. Vers les côtes, les désordres se multipliaient dans la Vendée militaire. Les mécontens, au nombre desquels on ne comptait plus seulement des conscrits réfractaires, se répandaient déjà des bords du Lay à ceux du Thoué et de la Loire. Leurs voies de fait portaient principalement contre les hommes connus par leur attachement à la révolution, les acquéreurs de domaines nationaux et les fonctionnaires publics. Plusieurs escarmouches avaient marqué leur supériorité sur les divers détachemens de gendarmerie stationnés dans la contrée. Il est vrai que le général Henry, avec deux escadrons de gendarmerie d'élite et un bataillon de cette arme tiré d'Espagne, étaient en pleine marche pour s'y rendre; mais on craignait que cette force armée ne fût insuffisante pour étouffer la rébellion dans son principe.

Ainsi, sur les derrières, plus de moyens de recrutement, et les bras armés étaient les derniers sur lesquels on pût compter. L'administration éprouvait d'autres embarras : plus de finances, plus de crédit public; la rentrée des contributions ne s'opère que par les voies de contrainte; les biens communaux, les plus

belles forêts domaniales, sont en vente sans trouver d'acquéreurs. Déjà même les campagnes les plus éloignées du théâtre de la guerre, sont désolées par les réquisitions de grains, de fourrages, de bestiaux. Le laboureur, à défaut de bras et de chevaux, abandonne sa charrue; l'artisan malheureux auquel les ateliers sont fermés, en proie aux besoins les plus pressans, médite le pillage, et ne le diffère que dans l'espoir de l'obtenir plus sûrement; l'agriculture et l'industrie, ces deux sources de richesses et de prospérité, sont taries. Frappée d'atonie dans toutes ses parties, la France ne paraît capable d'aucun élan pour sauver sa capitale, qui semble devoir être le prix de la première victoire, victoire d'autant plus facile aux Alliés, que la petite armée française qui la couvre, n'est point préparée au choc inégal dont elle est menacée.

A la vérité, la conduite des vainqueurs avait suggéré un esprit public factice dans les contrées envahies. La population entière des départemens formés de la Picardie, de la Champagne, de la Lorraine, de l'Alsace, de la Franche-Comté, de la Bourgogne et du Dauphiné, en haine de l'étranger, faisait une guerre de détail très-meurtrière aux Alliés; mais ce n'était point de ce côté que la France devait attendre sa libération; le grand coup ne pouvait être efficacement porté que par les départemens non envahis; de plus il eût fallu

une armée fortement constituée, et il n'en existait plus.

Dans les départemens menacés ou qui n'avaient encore senti du fléau de la guerre que la conscription et les contributions en argent ou en nature, nombre de citoyens, séduits par les promesses fallacieuses de paix et de liberté semées dans toutes les proclamations des Alliés, semblaient moins les craindre que les inviter à venir les délivrer du joug des autorités impériales.

De toutes parts on ne voyait aussi que des associations royalistes; mais ces comités impuissans là où dominaient les Alliés, étaient, dans les contrées non envahies, ou frappés de nullité, ou dirigés par la police impériale (1), et en définitif nuisaient moins à la cause de Napoléon que l'apathie du reste des habitans.

Situation de la capitale.

Paris, ce foyer de révolutions, cachait sous l'apparence du calme une sourde agitation. Deux partis s'y étaient formés contre l'Empereur, et bien que diamétralement opposés dans leurs fins, ils s'accordaient pourtant en un point essentiel, celui de renverser son gouvernement. Le premier

---

(1) Si l'on en pouvait douter, qu'on lise le premier développement de l'*Avis aux royalistes*, inséré dans la 31e livraison du *Conservateur*, par M. Fiévée, que sa qualité de préfet de Nevers en 1814, et ses relations avec l'Empereur, ont mis à même d'être bien instruit.

et le plus dangereux, se composait d'un certain nombre de grands dignitaires, de fonctionnaires de 1[er] et de 2[e] ordre, de la plupart des grands capitalistes, de fournisseurs inquiétés par le fisc, et d'acquéreurs de biens nationaux tourmentés par les décomptes. Ce parti ne voulait que se débarrasser de Napoléon, sans songer à opérer une révolution complète dans le système du gouvernement, ni placer ses espérances dans le rappel des Bourbons. A sa tête se trouvait le prince de Bénévent, alors écarté des affaires, heureux de trouver dans une révolution utile à son pays, l'occasion de se venger de l'homme qui l'avait réduit à un état absolu de nullité.

Le parti royaliste au contraire, sans chef avoué, se composait de cotteries particulières, où figuraient seulement des personnages de grand nom. Ce parti ne désirait renverser le trône impérial que pour relever celui de la famille des Bourbons, sur les degrés duquel il espérait ressaisir ses priviléges. Il s'était grossi de tous les anciens nobles, de robe ou d'épée, à peu d'exceptions près; de prêtres, de quelques fonctionnaires du 2[e] et du 3[e] ordre, et de tout un peuple de femmes. Parce que ceux qui le formaient se connaissaient entre eux par leurs relations journalières, ils le croyaient puissant; et la présomption nobiliaire de ses coryphées allait jusqu'à croire qu'ils menaient le parti des mé-

contens, tandis que d'un côté vains jouets du duc de Rovigo, ils n'étaient de l'autre entre les mains du prince de Bénévent, que des leviers de rechange. Les deux partis mis en rapport par une femme (1) sentirent le besoin de communiquer avec les Alliés et d'en obtenir l'appui; or c'était là le point difficile. Toutefois le prince de Bénévent en trouva le moyen, en chargeant le baron de Vitrolles, inspecteur des fermes expérimentales, de cette mission délicate. Personne n'était plus capable de s'en acquitter que lui; adroit, insinuant, connaissant les hommes et les choses; maître de son langage et donnant à volonté à ses discours et à ses notes le ton de l'abandon ou de la réserve, il réussit au-delà de toutes les espérances de son parti, et ne contribua pas peu à décider les Alliés à rompre les conférences de Châtillon. De leur côté les royalistes ne furent point aussi heureux. Déroutés par une proclamation forgée à plaisir dans les bureaux de la police au nom du Prince royal de Suède, où l'on invitait la France à rentrer sous la loi de ses vrais princes, le conseil, par délibération du 6 mars, chargea le comte Gain *d'aller à Laon informer le Prince royal des mesures qu'il avait prises pour faire proclamer Louis XVIII*

Mission du baron de Vitrolles et du comte de Gain auprès des Alliés.

(1) *Journal d'un Français*, par le comte Gain-Montaignac, page 79.

à Paris, et l'inviter à engager les Souverains alliés à couper Napoléon de Paris, pour faciliter l'exécution de ses projets (1). Mais cet envoyé perdit huit jours en courses inutiles, et revint dans la capitale rapporter seulement que le prince Charles-Jean n'étant rien moins que l'ame de la coalition; d'après le conseil du général Bulow, c'était à l'empereur Alexandre qu'il fallait s'adresser.

Au milieu des menées secrètes de ces deux partis, l'attitude d'un certain nombre d'habitans de la capitale en imposait encore aux Alliés et à leurs fauteurs. Ces honnêtes citoyens, bien que fatigués de la domination de Napoléon, persuadés que les étrangers n'interviennent jamais impunément dans les révolutions intérieures d'une nation, ne croyaient pas le moment propice pour en commencer une; et, dans la crainte d'aider au triomphe des Alliés, préféraient soutenir la cause de l'Empereur. Témoins de l'activité qu'il déployait dans cette campagne, ils ne désespéraient point encore du salut de la patrie, et souhaitaient qu'une bataille décisive en délivrant la France de l'auteur de tous ses maux, replaçât l'armée dans le chemin de la victoire. Ces vœux, en apparence si contraires, étaient bien naturels: dans les rangs de Napoléon, les pères n'avaient-ils pas leurs fils, les frères leurs frères?

---

(1) *Journal d'un Français*, par le comte Gain-Montaignac, p. 3.

Décrets de la régence.

Le Conseil de Régence placé sous l'influence des événemens militaires, semblait frappé de stupeur: le peu d'actes qui en émanaient, portaient l'empreinte de sa fausse position. Il faut pourtant en excepter le décret du 15 mars, rendu sur la délibération du conseil municipal qui fixe le mode de pourvoir aux dépenses relatives au service de la garde nationale sédentaire de Paris, au moyen d'une taxe de défense progressive, établie sur le rôle de contribution personnelle; et un autre décret, trop long-temps discuté peut-être au conseil d'état, qui prescrivait des mesures d'exécution pour la levée des conscrits de 1815, dans les départemens occupés en totalité ou en partie par l'ennemi.

Conformément à ce dernier, les Maires statuaient sur tous les cas, et par l'art. 9 les conscrits désignés pour marcher, devaient être dirigés en un seul détachement sur la place fermée la plus voisine, où le commandant avait ordre de les incorporer dans les cadres de sa garnison et veiller à leur exercice, habillement et armement. S'il ne se trouvait pas de cadres dans la place où les conscrits auraient été d'abord conduits, le commandant de celle-ci, aux termes des art. 10 et 11, après s'être assuré que les communications étaient libres, devait les diriger sur une autre place fermée, de manière à ce que de place

en place, ils pussent arriver dans une où il existât des cadres.

Ainsi l'Empereur dont les bataillons foulaient naguères en vainqueurs toutes les parties de l'Europe, voulant, après des revers si sanglans, prolonger la lutte malgré la fortune et la nation, arrachait des enfans au sein de leurs familles pour les diriger, d'une manière clandestine, dans des places fortes qui devaient tomber après la prise de la capitale.

Telle était la situation de l'Empire au 24 mars. Le colosse était encore debout, mais tout minait ses pieds d'argile.


UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 02005 2067

